

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 25/06/2018

N° : 2018/082

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 17
Transports, déplacements et accessibilité	page 30
Urbanisme et aménagement	page 60
Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville	page 96
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 104
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 124
Mer, Littoral et Ports, protection espaces maritimes	page 143
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 144
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 146

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 3
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 95
Transports, déplacements et accessibilité	page 96
Urbanisme et aménagement	page 104
Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville	page 152
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 161
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 166
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 172
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 176
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 180

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 18 MAI 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

18 MAI 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 22 mai 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Bernard JACQUIER - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Madame et Monsieur :

Nicolas ISNARD représenté par Didier KHELFA - Danielle MILON représentée par Roland GIBERTI.

Etaient absents et excusés Madame et Messieurs :

Gérard BRAMOULLE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Maryse JOISSAINS MASINI - Eric LE DISSÈS - Michel ROUX.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-3664/18/BM

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Martigues pour le projet d'aménagement des espaces extérieurs du Centre Funéraire de Martigues**
MÉT 18/7235/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et

aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;
b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;
b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
b) Lutte contre la pollution de l'air ;
c) Lutte contre les nuisances sonores ;
d) Contribution à la transition énergétique ;
e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Dans ce cadre, elle assure la gestion du crématorium situé sur la commune de Martigues. Afin d'assurer la continuité du service public, une convention de gestion d'un an a été approuvée en décembre 2017 par la Métropole et la Ville de Martigues, visant à ce que cette dernière assure, à titre transitoire et pour le compte de la Métropole, la gestion et l'exploitation du crématorium.

Le crématorium métropolitain est situé au sein du Centre Funéraire de Martigues qui abrite également le service des Pompes Funèbres Municipales. Afin d'améliorer le service offert aux usagers, il est prévu d'aménager les espaces extérieurs communs à ces deux équipements et d'installer des bancs et des chaises le long des cheminements piétons.

La réalisation de cette opération d'investissement concerne un espace commun partagé par la Métropole et la Commune au sein du Centre Funéraire. Aussi, l'exécution de cette opération est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

De ce fait, il a été convenu d'investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à cette opération ainsi que de son financement, qui fera ensuite l'objet d'un remboursement par la Métropole dans la limite des sommes versées.

En conséquence, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la ville de Martigues pour la réalisation des aménagements extérieurs du Centre funéraire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 194-3217/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation des conventions de gestion entre la Commune de Martigues et la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser les aménagements extérieurs du Centre Funéraire de Martigues regroupant les Pompes Funèbres Municipales et le Crématorium Métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à la réalisation des aménagements extérieurs du Centre Funéraire de Martigues regroupant les Pompes Funèbres Municipales et le Crématorium Métropolitain.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-3665/18/BM

■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7236/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de

l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- Assainissement et eau ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain

ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

- Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Contribution à la transition énergétique ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Élaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il n'a pas été conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service

public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assureraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, depuis le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes, des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à réaliser seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à réaliser seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Dans ce cadre, à l'occasion de la séance du Bureau de la Métropole qui s'est tenue le 14 décembre 2017, des conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'ouvrage et de Maîtrise d'Ouvrage déléguée concernant 16 communes et 63 opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ont été approuvées, puis à l'occasion du Bureau du 22 mars 2018, 8 nouvelles conventions concernant 18 opérations supplémentaires ont été adoptées.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de quatre nouvelles conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguées et de trois nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ci-annexée, à conclure avec la Commune

de Beaucueil, portant sur l'opération suivante : Réfection du réseau d'eau potable et reprise de branchements-chemin la Calotte.

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ci-annexée, à conclure avec la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde portant sur l'opération suivante : Sécurisation du réseau d'eau potable.

Article 3 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ci-annexée, à conclure avec la Commune de Saint-Estève-Janson, portant sur l'opération suivante : Renouvellement des réseaux humides pour la traverse des Tarrasses.

Article 4 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Fuveau portant sur les opérations suivantes :

- Extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin du chalet suisse
- Suppression des eaux usées dans le Grand Vallat
- Extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de Grande Bastide

Article 5 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'Eguilles portant sur l'opération suivante :

- Extension du réseau d'assainissement chemin des Fourques.

Article 6 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'Eguilles portant sur l'opérations suivante :

- Extension du réseau d'assainissement chemin des anciennes cascades.

Article 7 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ci-annexée, à conclure avec la Commune de Pertuis, portant sur l'opération suivante :

- Réseau de collecte des eaux pluviales du parking de la piscine de Pertuis

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-3666/18/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relatives à la réalisation par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts d'équipements relatifs à la compétence eau potable - PUP Sainte-Victoire
MET 18/7206/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
 - b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
 - c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
 - d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
 - e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;
- 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il ne sera pas conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des

équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assurait les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence devrait assurer, dès le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

Conformément à l'article R.5215-3 du CGCT sont considérées comme « opération décidées » et par symétrie avec l'architecture retenue pour les conventions de gestion, les opérations dont l'avant-projet et le plan de financement intégral ont été approuvés sans réserve par les communes avant le 1^{er} janvier 2018.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

De manière spécifique, certaines conventions de TTMO présentées pour approbation portent sur des opérations de travaux menées dans le cadre des engagements pris au titre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclues par les communes avec des partenaires privés.

Dans ce cas, les conventions de TTMO ont donc pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole pour l'eau, l'assainissement et le pluvial).

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

Lors de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 13/03/2017, la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts a fait le choix de définir des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), prenant la forme de schémas d'aménagement et précisant les principales caractéristiques des voies et espaces publics. Le secteur Sainte-Victoire, situé à l'Est de la commune, au nord du plateau sportif fait l'objet d'une OAP.

Cette OAP se divise en 2 secteurs :

- un secteur à vocation résidentielle au sud-ouest, en contact avec le tissu urbain existant, dénommé partie urbaine
- et une zone naturelle dont l'intégrité doit être préservée au nord-est, dénommée partie naturelle

La partie urbaine accueillera minimum 70 logements dont 30% minimum de logements locatifs sociaux. Une voie douce permettant aux écoliers de Jean Rostand de rejoindre rapidement et en sécurité le plateau sportif sera créée.

Au vu de ces éléments, la Société Bouygues Immobilier entend développer sur la partie urbaine un programme d'habitat d'environ 6 200 m² de surface de plancher comprenant 73 logements dont 23 logements locatifs sociaux.

Les équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial.

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le cout des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 282 906,80 euros HT. L'opérateur participera au financement du programme des équipements publics à hauteur de 90%, soit pour un montant de 254 616,12 euros HT.

Les travaux du programme des équipements publics relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Commune pour partie (voirie) et de la Métropole (eau potable) pour autre partie, une convention de PUP tripartite sera approuvée pour encadrer la réalisation et le financement du programme des équipements publics.

Ainsi, la Métropole assumera la charge des travaux d'eau potable à hauteur de 13 175 euros HT.

La Commune percevra donc des participations de l'opérateur à hauteur de 242 758,62 euros HT et la Métropole à hauteur de 11 857,50 euros HT.

Pour la bonne exécution des travaux, il est proposé d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Commune pour la réalisation des travaux d'eau potable prévus au programme des équipements publics du PUP Sainte-Victoire.

La convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) est fondée sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

L'objectif est d'établir un interlocuteur unique en confiant à la commune la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP.

En application de la convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de ces opérations.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au titre de la compétence eau potable pour la réalisation des travaux du PUP Sainte-Victoire à Saint-Mitre-les-Remparts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux nécessaires à l'opération d'aménagement Sainte-Victoire forment un ensemble cohérent,
- Qu'il convient pour assurer un bon déroulement des travaux d'avoir une maîtrise d'ouvrage unique,
- Que les principaux travaux relèvent de la voirie, compétence communale à ce jour,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Saint-Mitre- les-Remparts, portant sur les opérations suivantes :

- la réalisation de la desserte en eau potable de l'opération Sainte Victoire.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Conseil de Territoire du Pays de Martigues aux lignes Nature 604 pour les dépenses et Nature 704 pour les recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-3667/18/BM

■ Approbation de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au financement du CRIGE-PACA - Approbation d'une convention MET 18/7231/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les services rendus par le CRIGE-PACA depuis son origine à l'ensemble des EPCI de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur et donc de la Métropole, et l'évolution de ses missions au profit de ces derniers, en particulier sur la diffusion de données géographiques à grandes échelles ont engagé les EPCI à participer au financement de cette structure.

Il est proposé de poursuivre la participation financière demandée aux structures antérieures composant la Métropole, afin de garantir une continuité de services et de diffusion de données géographiques sur le périmètre géographique du nouveau territoire constitué.

Depuis sa création en 2000, le CRIGE a coordonné l'acquisition, la production et la diffusion d'un grand nombre de données géographiques auprès de l'ensemble des collectivités locales de Provence-Alpes-Côte-D'azur. Il participe également à la diffusion de l'information sur l'ouverture des données publiques. Centre de ressources et d'expertise au travers de ses groupes de travail « Métiers », il est de surcroît un relais indispensable dans la mise en cohérence des données éparpillées et/ou manquant de structuration pour être rassemblées sur de nouveaux périmètres.

Il constitue également un relais local pour porter au niveau national les difficultés prévisibles avec la mise en œuvre de la future Représentation Parcellaire Cadastre Unique (RPCU) et du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) de la responsabilité des collectivités locales face aux différents opérateurs de travaux. Les collectivités peuvent également bénéficier de l'appui du CRIGE concernant notamment la dématérialisation des documents d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le principe de sa participation financière auprès du CRIGE-PACA, pour l'année 2018, en lieu et place des Conseils de Territoire, dans la mesure où cet organisme constitue un relais stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble et l'aide à la remontée des données géographiques vers les niveaux nationaux et européens dans le respect des réglementations (cf notamment INSPIRE) et dans un contexte d'ouverture des données (Open data) et du Service Public de la Donnée (SPD) pour respecter la Loi sur le Numérique.

La subvention attribuée, au titre de l'exercice 2018, est de 69 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La participation au CRIGE-PACA comme un enjeu stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble et son appui technique à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 69 000 euros à l'association CRIGE PACA.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectif ci-annexée à conclure avec l'association CRIGE-PACA.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-3668/18/BM

■ Renouveau de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et paiement de la cotisation annuelle 2018 MET 18/6876/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) a été créée en 2010 selon les statuts d'une Association Loi 1901.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFP) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

L'Union du Pôle Funéraire Public qui regroupe la plupart des responsables de services funéraires publics, occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services,
- faire valoir l'éthique du service public funéraire,
- défendre les intérêts de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession, tant au niveau national qu'euro-péen,
- organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents,
- assurer une veille juridique.

Reconnue comme interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public s'affirme, depuis sa création, comme

un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau.

Le Territoire Marseille Provence, anciennement Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a adhéré à l'Union du Pôle Funéraire Public en 2010.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2018 est de 504 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS 003-2186/10/CC du 28 juin 2010 portant sur l'approbation de l'adhésion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 010-2417/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant adhésion à l'Union Pôle Funéraire Public pour l'année 2017 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'utilité d'adhérer à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) en termes de partage des savoir-faire et des expertises au sein d'un réseau.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et le paiement de la cotisation d'un montant de 504 € TTC pour l'année 2018.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre – Nature 6281 – Sous Politique F220.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-3669/18/BM

■ Renonciation à l'incorporation d'un bien sans maître sur la commune de Jouques dans le domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/6852/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) prévoit que « sont considérés comme n'ayant pas de maître les biens qui font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté ».

La parcelle cadastrée A 1722 sur la commune de Jouques, appartenant à Monsieur Cerruti, décédé le 11 mars 1978 entre dans le champ d'application de cet article.

Ces biens sans maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés (article 713 du Code Civil). Le conseil municipal doit prendre une délibération autorisant l'incorporation du bien dans le domaine de la commune. Mais la commune peut également renoncer à exercer ses droits au profit de l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre. Le bien sans maître est alors réputé appartenir à l'EPCI. Si à son tour l'EPCI à fiscalité propre renonce à exercer ses droits, la propriété est transférée de plein droit à l'État.

Par délibération du 28 septembre 2015, la commune de Jouques a renoncé à exercer ses droits sur cette parcelle au profit de la Communauté du Pays d'Aix. La parcelle A 1722 est en conséquence réputée appartenir à la Communauté du Pays d'Aix.

Depuis le 1er janvier 2016, la Communauté du Pays d'Aix a fusionné avec cinq autres EPCI au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui doit donc à présent décider si elle exerce ses droits sur la parcelle A 1722 ou si elle renonce à l'incorporer dans le domaine de la Métropole.

La parcelle A 1722, d'une contenance de 329 m², comporte un bâtiment en ruine qui menace de

s'effondrer, édifié en surplomb d'une salle voûtée faisant partie de la maison construite sur la parcelle mitoyenne cadastrée A 1087. La parcelle A 1722 à l'abandon depuis de nombreuses années ainsi que sa configuration, conduisent la Métropole Aix-Marseille-Provence à renoncer à son incorporation à son domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article 1123-1 ;
- Le Code Civil et notamment l'article 713 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération de la commune de Jouques du 28 septembre 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Il est décidé de renoncer à l'incorporation de la parcelle cadastrée A 1722 sise sur la commune de Jouques dans le domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-3670/18/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/6927/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 14 mai 2018, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

1) La recevabilité de 5 demandes d'indemnisation:

- Ont été déclarés recevables, et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :
- PRD-2018/03/6 : ELENA MIRO du 06 février au 06 novembre 2017
 - PRD-2018/04/7 : MAISON DU MONDE du 06 février au 06 novembre 2017
 - PRD-2018/04/8 : SOAYA du 06 février au 06 novembre 2017
 - PRD-2018/05/9 : LOLETTA du 06 février au 06 novembre 2017
 - PRD-2018/05/10 : MANFIELD du 06 février au 06 novembre 2017

2) Les montants des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

RUE PARADIS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
PRD-2017/10/01	ARMENAK CHAUSSEUR	34 Rue Paradis 13001 Marseille	01/03/17 au 06/11/17	55 713 €	33 428 €
TOTAL				55 713,00€	33 428,00€
Montant des indemnisations déjà accordées				12 748,00 €	
Total général Rue PARADIS				46 176,00 €	

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission Métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 5 demandes d'indemnisation précitées et relatif aux montants d'indemnisations retenus pour 01 dossier ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 24 juin 2016.
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission Métropolitaine d'indemnisation relatif à l'examen de la recevabilité des 5 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Est approuvé l'avis de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation relatif à l'indemnisation du dossier précité pour un montant total de 33 428,00 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole d'accord transactionnel ci-annexé ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-3671/18/BM

■ Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Medinsoft - Approbation d'une convention MET 18/7222/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille-Provence est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de nombreux acteurs industriels qui se positionnent de la fabrication des cartes à puces à la production de jeux vidéos, en passant par l'e-commerce, l'e-tourisme, les logiciels ou les applicatifs à destinations du mobile...

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique.

Depuis, Aix-Marseille French Tech développe une stratégie ambitieuse, déclinée sur les priorités suivantes :

- a. favoriser l'émergence des startups, accélérer leur croissance et en réduire la mortalité,
- b. faire rayonner le savoir-faire du territoire à l'international,
- c. fixer et importer les talents sur le territoire,
- d. capitaliser sur les projets phares pour appuyer le développement des acteurs de l'écosystème local et favoriser l'innovation,

- e. développer au service du numérique l'emploi en stimulant les filières à fort potentiel de croissance,
- f. stimuler l'innovation et la croissance économique par les nouveaux usages du numérique,
- g. accompagner la transition numérique des métiers « traditionnels »,
- h. veiller à l'adéquation des dispositifs de formation aux besoins de développement de la filière numérique.

Le 12 novembre 2014 la Secrétaire d'État au Numérique, décernait le label French Tech au territoire d'Aix-Marseille. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016.

En complément de la labellisation des Métropoles French Tech, l'État a lancé, en avril 2016, un appel à projet sur les réseaux thématiques French Tech. Quatre candidatures correspondant au positionnement du territoire, ont été retenues à savoir:

- Objets connectés (IOT/Manufacturing),
- Sports,
- Santé (HealthTech),
- CleanTech/Mobility.

Depuis l'origine de l'obtention du label Aix-Marseille French le portage et l'animation ont été confiés à l'association Medinsoft.

Le travail effectué par Medinsoft a permis de lancer une dynamique fédératrice pour les entreprises innovantes du territoire et d'asseoir la marque Aix-Marseille French Tech.

L'agenda du développement économique de la Métropole et de la French Tech nationale se rejoignent sur l'objectif de mieux accompagner la croissance et l'internationalisation des start-ups.

Afin de s'y inscrire pleinement, les collectivités ont lancé en janvier 2018 un Appel à Manifestation d'Intérêt afin de remettre en jeu le portage et l'animation du label.

Dans ce cadre, l'association AMFT 2.0 a été déclarée vainqueur de cet Appel à Manifestation d'Intérêt et prend la responsabilité du portage du label depuis avril 2018.

Néanmoins, l'association Medinsoft a animé le label du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018 en ligne avec les objectifs de la feuille de route construite pour la période 2016-2018.

- Mener le suivi opérationnel et la coordination des actions inscrites dans la feuille de route annuelle Aix-Marseille French Tech (AMFT),
- Etre force de proposition de projets ou actions issus des travaux menés dans ses

propres instances (commissions, ...) au même titre que peuvent l'être d'autres acteurs intervenant dans l'écosystème numérique,

- Mobiliser et coordonner l'offre de services résultant des différents dispositifs French Tech avec celle des acteurs de l'écosystème d'innovation (pôles de compétitivité, incubateurs, CEEI, pépinières...)
- Promouvoir le potentiel numérique du territoire Aix-Marseille Provence lors de grands événements nationaux et internationaux,
- Assurer l'animation digitale de la communauté professionnelle et entrepreneuriale regroupée dans Aix-Marseille French Tech,
- Assurer la coordination avec les Réseaux Thématiques French Tech en cohérence avec la feuille de route AMFT,
- Favoriser la coopération avec les autres métropoles labellisées et être l'interlocuteur référent de la mission nationale French Tech,
- Assurer un appui technique pour le fonctionnement des instances de gouvernance : planification, organisation, compte rendu,

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation d'Aix-Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 47.500 euros, représentant 23,75 % du budget prévisionnel 2018 proratisé sur 3 mois d'un montant de 200 00 € (budget prévisionnel annuel de 800 000 euros).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 17 500 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 30.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Il convient de préciser qu'il est dérogé à l'article 12.2 du RBF dans la mesure il s'agit de soutenir l'association pour les actions menées du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir le label Aix-Marseille French Tech et l'association Medinsoft qui l'a opéré du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Medinsoft une subvention totale de 47 500 € au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018.

- 17 500 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 30.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association Medinsoft.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 17 500 € seront pris en charge sur le budget centralisé métropolitain. La dépense en résultant sera imputée sur le budget centralisé métropolitain 2019, sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61.

- 30 000 € seront pris en charge sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial du territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-3672/18/BM

**■ Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech - Approbation d'une convention
MET 18/7223/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, d'Aix-Marseille-Provence est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de nombreux acteurs industriels qui se positionnent de la fabrication des cartes à puces à la production de jeux vidéos, en passant par l'e-commerce, l'e-tourisme, les logiciels ou les applicatifs à destinations du mobile...

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique.

Depuis, Aix-Marseille French Tech développe une stratégie ambitieuse, déclinée sur les priorités suivantes :

- i. favoriser l'émergence des startups, accélérer leur croissance et en réduire la mortalité,
- j. faire rayonner le savoir-faire du territoire à l'international,
- k. fixer et importer les talents sur le territoire,
- l. capitaliser sur les projets phares pour appuyer le développement des

- acteurs de l'écosystème local et favoriser l'innovation,
- m. développer au service du numérique l'emploi en stimulant les filières à fort potentiel de croissance,
- n. stimuler l'innovation et la croissance économique par les nouveaux usages du numérique,
- o. accompagner la transition numérique des métiers « traditionnels »,
- p. veiller à l'adéquation des dispositifs de formation aux besoins de développement de la filière numérique.

Le 12 novembre 2014 la Secrétaire d'État au Numérique, décernait le label French Tech au territoire d'Aix-Marseille. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016.

En complément de la labellisation des Métropoles French Tech, l'État a lancé, en avril 2016, un appel à projet sur les réseaux thématiques French Tech. Quatre candidatures correspondant au positionnement du territoire, ont été retenues à savoir :

- Objets connectés (IOT/Manufacturing),
- Sports,
- Santé (HealthTech),
- CleanTech/Mobility.

Après plus de trois ans de portage et d'animation par l'Association Medinsoft qui a permis de lancer une dynamique fédératrice au sein du territoire, les collectivités ont lancé en janvier 2018 un Appel à Manifestation d'Intérêt afin de renforcer les actions de croissance économique et d'internationalisation des start-ups innovantes du territoire. Dans ce cadre, l'association AMFT 2.0 a été déclarée vainqueur de cet Appel à Manifestation d'Intérêt et prend la responsabilité du portage du label depuis avril 2018.

Constituée d'une équipe d'entrepreneurs ayant fait leurs preuves pour le développement d'entreprises innovantes et disposant de réseaux pour le financement de start-ups et de relais d'influence à l'international, les membres d'AMFT 2.0 s'engagent sur les grands axes suivants de la feuille de route d'Aix-Marseille French Tech :

- **Ambition 1 : Appui à la création et à la croissance de startups**
- **Ambition 2 : Attractivité du territoire et Internationalisation des startups**
- **Ambition 3 : Coordination**

• **Ambition 4 : Communication et visibilité de l'écosystème numérique**

Afin de soutenir ces ambitions, l'association Aix-Marseille Métropole French Tech s'engage à suivre la feuille de route suivante qui permettra de structurer sa démarche de développement au service des start-ups innovantes du territoire :

1) - Structuration de l'association

L'année 2018 sera en premier lieu marquée par :

- Le recrutement de membres (start-up notamment) dont le nombre légitimera les actions menées par l'Association
- la mise en place de la gouvernance de l'association
- la mise en place de groupes de travail alliant les membres du collectifs aux différents acteurs du territoire

L'association est composée de 3 catégories de membres :

- Les entrepreneurs de sociétés technologiques, qui élisent le collègue entrepreneur au Conseil d'administration
- Les structures d'accompagnement qui élisent le collègue Structure d'Accompagnement
- Les partenaires qui ne disposent d'aucun membre élu au Conseil d'Administration

Concernant la refonte des statuts, la nouvelle version prendra en compte les éléments suivants

2) – Création du Comité stratégique

Un comité stratégique sera mis en place et regroupera le bureau de l'association et les financeurs publics. Ce comité se réunira à l'initiative des financeurs sur la base de deux réunions annuelles ayant pour objectif :

- De définir la stratégie de l'association pour l'année N+1
- De faire un point d'étape en cours d'année sur la réalisation des objectifs

3) – Mise en place de groupes de travail portés par le collectif d'entrepreneurs à l'initiative du projet

Ces groupes de travail sont dirigés par les membres du collectif et ouverts aux acteurs territoires en fonction de leurs souhaits et de leurs compétences.

Les groupes de travail définis à ce jour sont :

- Business
- Culture
- Education / formation
- Femmes in tech
- Financements
- International
- Open innovation / grands groupes
- Relations structures d'accompagnement

4) Renouveau du label French Tech

Une commission sera nommée début avril pour travailler et présenter le dossier de renouvellement du label French Tech. Cette commission pourra se faire assister si nécessaire par un consultant.

La coordinatrice Aix-Marseille French Tech, embauchée en CDI à compter du 1^{er} avril 2018, participera activement à l'élaboration du dossier

Le rôle d'Aix-Marseille Métropole French Tech est de s'impliquer au côté des collectivités qui portent le label.

5) Coordination

L'association Aix-Marseille Métropole French Tech a pour vocation de promouvoir le label FRENCH TECH en s'appuyant sur les acteurs du territoire pour soutenir et valoriser leurs actions. A ce titre, le rôle de l'association sera :

- De recueillir les attentes des startups et des structures d'accompagnement
- De suivre les programmes mis en place au niveau national par les structures mandatées par les instances (Pass French Tech par exemple)
- De s'associer aux actions de Marseille Promotion
- De coordonner les réseaux thématiques (Santé, Clean Tech, IOT, Sport) avec les pôles de compétitivité en charge de l'animation de ces réseaux

6) Communication

L'association mettra en place dès que possible une information régulière et ciblée de ses membres

A ce titre, l'association mettra en place, dès que possible :

- Un site internet propre
- Une newsletter hebdomadaire

Les actions de communication comprennent également :

- L'animation mensuelle du réseau
- La gestion de la marque « french tech » et la déclinaison des logos
- La mise en place et le suivi d'une stratégie de partenariat et de labellisation des structures de l'écosystème French Tech

7) International

L'international est un axe fort de l'Association Aix-Marseille-Métropole French Tech

Pour 2018, les objectifs sont :

- L'accompagnement des start-ups régionales à des salons (CES, VIVATECH et autres salons)
- Le soutien des actions menées par Provence Promotion
- La connexion des start-ups du territoire avec les réseaux internationaux à travers notamment les membres du collectif
- Le développement de réseaux internationaux (french tech hub) par le biais, notamment,

d'une communication auprès des réseaux français à l'étranger

- Un focus sur l'Afrique est prévu avec notamment la participation à l'évènement « Emerging Valley » en novembre 2018

8) Financement

Le Financement est un axe majeur de développement des start up.

L'association a vocation à faciliter l'accès des start up du territoire aux financements haut de bilan.

Dans ce cadre, deux actions majeures sont programmées en 2018 :

- La mise en place d'un hub, identifié par les VC nationaux et internationaux comme une place forte du financement sur le territoire ; le lieu de ce hub reste à définir
- La création d'un « South Tech Festival » en soutien des événements programmés sur le Territoire les 6 et 7 juillet prochain dans le cadre du Digital Tour ; les événements majeurs de ce festival seraient :
 - o 5 juillet : organisation d'un « digital day » avec les écoles de code (organisation d'ateliers grand public de sensibilisation au code)
 - o 5 juillet : soirée French Tech / France Digital avec les VC
 - o 6 juillet : journée officielle France Digital
 - o 7 juillet au soir : grande soirée à The Camp
 - o Création d'un start up corner pour le week end où 30 000 étudiants sont attendus sur les places du Prado

9) Formation / Compétence

Un groupe de travail dédié a été mis en place et a initié un travail en profondeur afin d'appréhender au mieux les besoins sur le territoire, en lien avec de nombreux partenaires.

Sont envisagées :

- La création d'une école de type ECOLE 42
- Le développement de formation aux métiers du numérique maillées avec des universités / institutions internationales pour augmenter le rayonnement et l'attractivité du territoire

10) Création et développement de relations d'affaires

Deux axes majeurs de développement sont envisagés pour 2018 :

- Déclinaison d'actions autour du thème « Ton territoire, ton premier client » visant notamment à multiplier les occasions de visibilité et de RDV d'affaires entre l'offre et la

demande sur le territoire avec un objectif business assumé

- La mise en œuvre des relations entre les start up et les grands groupes afin :
 - o d'accélérer les relations génératrices de business (relations commerciale ou collaborations technique) entre les entreprises matures et les startups;
 - o de fédérer l'ensemble les acteurs économiques de la région PACA autour de modèles et idées disruptives;

Le rôle d'Aix-Marseille Métropole French Tech dans cette organisation sera de fédérer les start ups autour de cet événement.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation d'Aix-Marseille French Tech du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 142.500 euros, représentant 41 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 350 500 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 52 500 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 90.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole,

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 15 mai 2018,
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté de la Métropole Aix--Marseille Provence de soutenir le label Aix-Marseille French Tech et l'association Aix-Marseille Métropole French Tech qui le porte depuis le 1^{er} avril 2018.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech une subvention totale de 142 500 € au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-Marseille French Tech

- 52 500 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 90.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association Aix-Marseille Métropole French Tech sont approuvés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tous les documents y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 52 500 € seront pris en charge sur le budget centralisé métropolitain. La dépense en résultant sera imputée sur le budget centralisé métropolitain 2018, sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61.

- 90 000 € seront pris en charge sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial du territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-3673/18/BM

**■ Déclinaison opérationnelle de la convention cadre "Métropole-CCIMP" : convention sur l'attractivité - Mission économique au Maroc à l'occasion du Salon Hub Africa - Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation de cette mission et versement d'une participation financière à la CCIMP
MET 18/7163/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI de Marseille-Provence ont signé, le 20 janvier 2017 une convention-cadre afin d'unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire métropolitain. L'un des axes forts de cette convention-cadre est la nécessité de concevoir et de porter conjointement une stratégie globale d'attractivité métropolitaine, construite au plus près des attentes des entreprises et des investisseurs. Cette stratégie s'articule autour de deux grands volets : l'ouverture au monde, ainsi que l'attractivité du territoire et le rayonnement touristique.

La convention-cadre stipule qu'elle sera par la suite, en tant que de besoin, déclinée dans des conventions spécifiques à chaque action ou groupe d'actions. En application de cette disposition, la Métropole a approuvé par délibération n° ECO 003-2438/17/BM du 19 octobre 2017, la mise en œuvre opérationnelle de l'axe précité.

Ainsi, et afin de satisfaire son objectif d'ouverture au monde, la Métropole, en lien avec la CCIMP, a identifié des destinations internationales stratégiques, porteuses de développement tant pour les entreprises (export) que pour le territoire (investissement). A ce titre, la zone Euroméditerranée-Afrique et plus particulièrement le Maghreb sont ciblés comme des destinations prioritaires devant faire l'objet d'échanges intenses.

Initialement intitulée « Maghreb Tour 2018 » dans la déclinaison opérationnelle de l'axe « attractivité » du partenariat, l'opération devait se composer d'une première mission économique au Maroc et d'une deuxième mission en Tunisie au second semestre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont finalement décidé de n'organiser qu'une seule mission en 2018, à Casablanca du 2 au 4 mai 2018.

Cette mission économique consiste en la participation commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la CCIMP à la 6^e édition du Salon HUB AFRICA qui s'est tenu à Casablanca les 2 et 3 mai 2018.

L'objectif de la mission, composée d'une trentaine de participants (élus, techniciens des organisations partenaires, entreprises...) est triple :

- La promotion du positionnement de la Métropole en tant que hub Euro-Africain,
- La promotion de l'internationalisation des entreprises du territoire et le tissage de liens d'affaire,
- La promotion et la valorisation des initiatives métropolitaines sur cette zone.

Lors des réunions de travail qui se sont tenues en amont de l'événement, il a été décidé que la CCIMP serait le mandataire des partenaires pour l'organisation de cette mission.

Chaque partenaire doit ainsi verser à la CCIMP le montant de sa participation financière à l'organisation de cette mission ; étant précisé que chaque partenaire prend en charge les frais de transport et d'hébergement de ses participants.

Par ailleurs, il a été acté que la Ville de Marseille participerait également à cette mission aux côtés de la Métropole et de la CCIMP.

Le budget prévisionnel de l'opération a donc été établi comme suit :

Budget prévisionnel

MISSION HUB AFRICA - CASABLANCA du 2 au 4 mai 2018

BUDGET				
DEPENSES			RECETTES	
LIBELLE	PU HT	Montant TTC	FINANCEMENTS	MONTANT
Location gratuite de 2 salles + aménagement + mise à disposition du matériel informatique et micro Cocktail pour 60 personnes (Formule simple incluant vins) + présence pdj 2 mai au matin	2 800	2 800	Métropole Aix-marseille-Provence	15000
Mise en avant de la délégation lors de la soirée de gala et d'une conférence plénière, communication, influence et relations presse, logistique (à spécifier) 2 jours de rendez-vous BtoB (avec remise) seront directement facturés aux entreprises	18 000	21 600		
Communication			Ville de Marseille	10000
Graphisme et réalisation bâches stand; accompagnement par 2 journalistes/média; dossier de presse	0	3 500		
Aménagement du stand de 18 mètres carrés (montant estimé sur 4 chauffeuses, 1 table basse, 1 écran plasma, machine à café, chaises, comptoir de réception) cf. devis	1 250	1 250	CCIMP	6500
Frais de déplacement entreprises				
Mise à disposition bus Hub Africa	2 000	2 000		
Navette aéroport hôtel - hôtel aéroport	350	350		
TOTAL CHARGES		31 500	TOTAL PRODUITS	31500

Le montant de la participation de la Métropole s'élève donc à la somme de 15 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation de la mission « Hub Africa 2018 ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 003-2438/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la déclinaison opérationnelle « attractivité » de la convention-cadre ;

- La convention-cadre signée le 20 janvier 2017 entre la CCIMP et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de l'exécution de leur convention-cadre de partenariat conclue le 20 janvier 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont décidé d'organiser une mission économique au Maroc, consistant en une participation commune au Salon HUB AFRICA les 2 et 3 mai 2018 ;
- Que la Ville de Marseille participe également à cette mission économique ;
- Que les partenaires ont décidé que la CCIMP serait leur mandataire pour l'organisation de cette mission ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation de la mission « Hub Africa 2018 » ainsi que le versement d'une participation financière de la Métropole à la CCIMP pour l'organisation de cette mission ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation de la mission « Hub Africa 2018 ».

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'un montant de 15 000 euros (quinze mille euros), au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP).

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6228 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-3674/18/BM

**■ Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Approbation d'un avenant au bail pour la "Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité" relatif à une réduction des surfaces occupées au sein du bâtiment Henri Poincaré
MET 18/6857/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés.

A ce titre, il loue depuis le premier novembre 2011 à la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, 440 m² de surfaces de bureaux afin d'y développer le Centre de Synthèse et d'Analyse sur la Biodiversité (CESAB) au sein du bâtiment Henri Poincaré.

Ce Centre de ressources de portée internationale a été spécialement conçu pour résoudre des problèmes environnementaux et sociétaux dits « complexes » en fournissant l'expertise nécessaire pour aider les chercheurs à rassembler, synthétiser et analyser des jeux de données scientifiques interdisciplinaires.

Après six années de fonctionnement, la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, par la baisse de ses dotations, est contrainte de réduire le fonctionnement de son centre de synthèse et a fait la demande auprès du Technopôle de l'Arbois de réduire la surface occupée au sein du bâtiment Henri Poincaré à 198 m².

L'article 3 du bail engageant le preneur stipule que ce dernier « aura la faculté de donner congé à l'expiration de chaque triennale en avisant le bailleur au plus tard six mois avant l'expiration de la période en cours ». Or la prochaine période est en novembre 2020.

Cette échéance n'est pas adaptée aux besoins du preneur.

Pour permettre le maintien de cette unité sur le territoire technopolitain, il est proposé d'accepter une réduction des surfaces hors des périodes contractuelles prévues.

Le bail d'origine gardera la même portée juridique, notamment quant à son terme et son prix au M². Pour mémoire, le terme du contrat est prévu au 15 novembre 2020. Le prix de location HC/HT et hors indexation est de 160€ m².

L'espace ainsi libéré pourra être loué dans des délais raisonnables à divers prospects, le parc locatif de la ZAC étant complet à 90 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Bureau de la Métropole d'accepter toute modification sur les baux actuellement en cours du Technopôle Arbois-Méditerranée depuis la fin de l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé un avenant au bail, à conclure avec le locataire « Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité », pour une modification des surfaces louées passant de 440 m² à 198 m².

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le bail et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-3675/18/BM

■ Cession à titre onéreux d'un terrain de la Zone Artisanale du Bas Taulet à Pélissanne à la SCI ELLENA - Retrait de la délibération ECO 007-3416/18/BM du 15 février 2018

MET 18/7141/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 2 juillet 2015, l'ex-Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance a déclaré d'intérêt communautaire un certain nombre de ZAE parmi lesquelles les zones artisanales du Bas Taulet et des Vignerolles à Pélissanne. La zone artisanale du Bas Taulet est alors en cours d'aménagement (les travaux ne sont pas achevés et tous les terrains ne sont pas commercialisés).

La commune de Pélissanne a délibéré respectivement le 17 décembre 2015 et le 28 septembre 2016 pour transférer la compétence économique au profit de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A la suite de ces délibérations, le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé le 23 décembre 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence un porté à connaissance de cette volonté de transfert, à charge pour le Conseil de la Métropole de se prononcer sur ce dernier.

Par délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entériné ce transfert patrimonial des Zones d'Activités du Bas Taulet et des Vignerolles depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence le 30 mars 2017 et approuvé la transmission par la commune de Pélissanne des terrains restant lui appartenir au 30 juin 2017 et notamment ceux dont les actes de vente n'avaient pas été régularisés au 19 octobre 2017.

Le 12 mai 2017 est signé un arrêté préfectoral portant transfert des opérations d'aménagements à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La SCI ELLENA souhaite acquérir le lot 17 d'une superficie de 1 116 m² sur la Zone Artisanale des Bas Taulet à Pélissanne au prix de 60 529,98 euros hors taxes soit 54,23 euros hors taxes par m².

Spécialisée, sous l'enseigne CUISINELLA, dans la distribution et la pose de cuisines, salle de bains et dressing, la société est en plein développement et a besoin de s'agrandir (magasin SCHMIDT en cours d'acquisition).

Le projet consiste en la construction de 400 m² au sol avec le rez-de-chaussée destiné au stockage, l'étage étant consacré aux services administratifs.

3 emplois seront créés.

En date du 8 septembre 2017, France Domaine a émis un avis estimant à 60 529,98 euros HT le lot 17.

Ceci exposé, il est proposé de vendre un terrain d'environ 1 116 m² (sous réserve du document

d'arpentage), sur le lot 17 à la SCI ELLENA, au prix unitaire de 54,23 euros hors taxes par m2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des relations entre le public et l'administration, article L. 242-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 2 juillet 2015 n°145/15 de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance ;
- La délibération du 17 décembre 2015 n°481/2015 prise par la commune de Péliganne ;
- La délibération du 28 septembre 2016 n° 325/2016 prise par la commune de Péliganne ;
- Le courrier du Préfet des Bouches du Rhône le 23 décembre 2016 portant à connaissance de la volonté de transfert des zones d'activités du bas Taulet et des Vignerolles ;
- La délibération n°ECO 004-1778/17/CM du 30 mars 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 003-2725/17/CM du 19 octobre 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- L'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 ;
- L'avis de France Domaine du 8 septembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de venir retirer et remplacer la délibération ECO 007-3416/18/BM adoptée le 15 février dernier en raison d'une erreur relative au prix de vente.

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération ECO 007-3416/18/BM du 15 février 2018.

Article 2 :

Est approuvée la vente d'un terrain, lot 17 de la Zone Artisanale des Bas Taulet à Péliganne (sous réserve du document d'arpentage), d'une superficie de 1 116 m² au prix de 60 529,98 euros HT à la SCI ELLENA ou à toute autre société devant s'y substituer.

Article 3 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable ou de caution bancaire en garantissant le paiement.

Article 4 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard fin septembre 2018 et l'acte de vente signé au plus tard fin février 2019 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par la SCI ELLENA sont irrecevables.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 6 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 7 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-3676/18/BM

**■ Demande de subvention auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le jalonnement de l'itinéraire eurovélo "la Méditerranée à vélo" de Jouques à la gare de Meyrargues
MET 18/7105/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La Communauté du Pays d'Aix devenue Territoire du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, travaille depuis 2015 auprès de la Région afin de soutenir l'eurovélo route N°8.

Le 29 octobre 2015, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix validait ainsi une convention de partenariat avec le Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route N°8 et une convention financière pour trois ans. Depuis, chaque année des avenants sont votés incluant de nouvelles collectivités et de nouvelles actions.

Pour rappel, la Méditerranée à Vélo traverse l'ex-Région Languedoc-Roussillon et la Région Provence-Alpes Côte d'Azur. Dans sa globalité elle s'étend sur une distance de 5 388 km et reliera à terme Cadix, en Espagne, à Chypre, à travers onze pays du bassin méditerranéen.

En France, l'itinéraire s'étend sur 700 km et la Métropole Aix-Marseille-Provence est concernée par un passage entre Rians et Vinon sur Verdon qui concerne les communes de Jouques et de Saint-Paul-les-Durance.

D'ici 2020, le Comité d'itinéraire de l'eurovélo 8 vise à :

- Assurer la continuité de l'itinéraire
- Jalonner l'eurovélo 8 de manière continue de la frontière espagnole à la frontière italienne
- Structurer l'offre touristique, qualifier les services et favoriser l'intermodalité
- Mettre en œuvre la stratégie de communication et promotion de l'eurovélo 8

Adhérer à un comité d'itinéraire fonde un engagement des collectivités concernées à ce que l'itinéraire soit réalisé dans les meilleurs délais en assurant une cohérence des aménagements cyclables, la

signalisation, la qualité des services touristiques ou encore l'image et les supports de communication.

Si le passage délicat entre Rians et Jouques devrait être solutionné grâce à l'implication de la commune, du Département des Bouches-du-Rhône et du Domaine de Revelette, le passage jusqu'à Manosque en passant par Saint-Paul-les-Durance est pour le moment très difficile et dangereux.

A l'heure actuelle, aucune solution à court ou moyen terme n'a pu être trouvée. Il a donc été acté en Comité d'itinéraire de la Méditerranée à Vélo du 14 décembre 2017 de trouver un itinéraire entre Jouques et la gare de Meyrargues afin de permettre aux itinérants de prendre le train avec leurs vélos entre Meyrargues et Manosque et de poursuivre ainsi la véloroute en toute sécurité.

Dans cet esprit, des réunions ont été organisées avec les partenaires concernés afin de trouver des solutions pour accéder à une continuité de la véloroute depuis la limite du Var voisin.

Le 25 janvier dernier les Maires des trois communes concernées (Jouques, Peyrolles-en-Provence et Meyrargues) validaient ainsi le tracé proposé qui s'appuie en grande partie sur des routes communales tranquilles (cf. Annexe : plan de situation).

Sans avoir besoin de déployer des investissements d'infrastructure, il faut cependant baliser cette quinzaine de kilomètres, notamment aux abords des 19 carrefours entre Jouques et la gare de Meyrargues. Les panneaux de signalisation seront à la charge du Territoire tandis que sur les routes départementales les installations seront effectuées par le Département et sur les routes communales par les communes concernées.

Le dossier annexé, entièrement réalisé par les services du Département, permet de déterminer, avec précision, les intersections et lieux où un panneau est nécessaire ainsi que les mats ou poteaux sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour limiter les dépenses.

Il s'agit aujourd'hui d'effectuer une demande de subvention auprès des services de la Région PACA afin d'abonder le financement des travaux de signalisation et de sécurité de ce tronçon d'itinéraire qui emprunte des routes départementales mais en majeure partie des voies communales.

Cette demande entre dans le cadre des aides définies en novembre 2016 concernant la réalisation des Véloroutes du schéma régional et en particulier en ce qui concerne l'Eurovélo route 8 (EV8) : « la méditerranée à vélo » ainsi que la délibération de la Région N°17-892 du 20 octobre 2017 modifiant le taux de financement des travaux à 80 % du coût HT des travaux de signalisation et de sécurité de la Méditerranée à Vélo, dans la limite de 800€ HT/km, soit 1 000 € TTC/km de dépenses subventionnables.

Concernant les coûts inhérents à ce type de balisage, ils sont estimés à 1 000 € TTC du kilomètre soit un maximum de 15 000 € TTC (12 500 euros HT).

La demande de subvention porte donc sur 80 % du montant HT soit 10 000 €.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Région Provence Alpes Côtes d'Azur « dispositif à préciser »	80 %	10 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	2 500 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B539 du 29 octobre 2015 portant sur la mise en place d'une convention de partenariat et de participation financière au Comité d'Itinéraire de l'eurovélo n°8 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les délibérations n°2016_CT2_213 du 12 octobre 2016 et n°2017_CT2_453 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 portant avenants à la convention de partenariat et de participation financière au Comité d'Itinéraire de l'eurovélo n°8, « La Méditerranée à Vélo » ;
- Les délibérations n° 16-840 du Conseil Régional du 22 novembre 2016 et 17-892 du 20 octobre 2017 modifiant le taux de financement des travaux à 80 % du coût HT des travaux de signalisation et de sécurité de la Méditerranée à Vélo ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : jalonnement de l'itinéraire eurovélo « la Méditerranée à vélo » de Jouques à la gare de Meyrargues.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte D'azur, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-3677/18/BM

■ **Demande de subvention d'investissement
relative à l'opération d'Innovation Numérique
ICAR
MET 18/6501/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Le programme ICAR se divise en deux axes complémentaires :

Le premier vise à unifier les systèmes de billettique et d'aide à l'exploitation. Au travers de ce premier axe, la Métropole disposera en 2020 d'un système modernisé

permettant de fournir de l'information en temps réel sur tous les réseaux, un SAV clients à l'échelle du territoire mais aussi de faciliter l'uniformisation de la tarification.

Le deuxième axe vise quant à lui à généraliser l'usage à court terme des outils numériques pour faciliter le quotidien des voyageurs. Au travers de ce projet, la Métropole vise à ouvrir un ensemble de services numériques destinés au grand public avec notamment :

- Le calcul d'itinéraire multimodal temps réel
- La dématérialisation progressive des tickets sur les téléphones ;
- Le développement d'un accès facilité à une offre complémentaire de transport : parking, vélo, co-voiturage, autopartage ;
- La création de solutions collaboratives innovantes ;
- Le déploiement de services additionnels susceptibles de valoriser l'usage des transports en commun : accès gratuit pour les abonnés à des services de musique en ligne ou de consultation de séries.

Le programme ICAR a fait l'objet d'une délibération de création d'opération d'investissement n°2018103800 d'un montant de 28.000.000 € HT inscrite au Budget Annexe Transport lors du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE (Plan Mobilité)	50 %	13.762.843 € HT
ETAT (Pacte Innovation Etat Métropole)	13,6 %	3.744.000 € HT
FEDER	4,6 %	1.275.500 € HT
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	31,8 %	8.743.555 € HT
TOTAL	100%	27 525 898 € HT

Le taux de financement accordé par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sera susceptible de varier selon les volets techniques développés, au sein du programme ICAR, et dans la limite de l'enveloppe financière affichée de 13.762.843 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 006-3244/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'opération d'investissement ICAR n° 2018103800 ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- L'information aux Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

La recette sera constatée au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section Investissements - Nature 1311- 1312-1313-1317– Sous politique : C210, code opération 181070TP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-3678/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'achat d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6689/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Navette Aix-Marseille par autoroute est la plus importante ligne interurbaine de France depuis de nombreuses années, avec plus de 2.6 millions de clients transportés en 2016. À elle seule, elle représente, sur l'année 2016, près de 25% de la fréquentation totale du réseau Carreze.

Le contexte est très particulier sur cet axe qui est le plus fréquenté du territoire métropolitain, avec près de 150.000 déplacements par jour sur les autoroutes A51 et A7 et selon les données connues et régulièrement diffusées, la part modale du transport en commun (TER et Navette) est d'à peine 15% sur cet axe malgré ce f

ort niveau de fréquentation. La Navette bénéficie donc d'un fort potentiel de développement, auquel le développement de couloirs réservés va permettre de s'exprimer.

Toutefois, la saturation des gares routières d'Aix et Marseille ne permet pas de mettre en place des départs supplémentaires. La seule alternative (comme en 2004 avec l'usage de véhicule de 15m) est de mettre en exploitation des autocars de plus grande capacité. Un autocar à double étage permet d'offrir 37% de sièges en plus (92 selon la configuration contre 67 actuellement) et permet donc d'accueillir une fréquentation attendue à la hausse à nombre de départ inchangé.

Il est donc prévu dans le cadre du renouvellement du parc de la RDT d'acquérir 10 véhicules double étage. L'achat de ces véhicules permettra :

- D'augmenter la capacité proposée d'un équivalent de 4.5 autocars de 15 mètres, soit 2 500 places supplémentaires chaque jour, dont 1 700 en Heures de Pointe (période matin / midi / soir)
- De pallier les surcharges déjà constatées ;
- D'économiser le coût salarial qui aurait occasionné un renfort à matériel inchangé ;

- De réduire des problèmes de saturation des gares routières en évitant la mise en place de véhicules supplémentaires ;
- D'améliorer le bilan carbone par passager grâce à une augmentation de capacité;
- De répondre aux contraintes environnementales, puisque ces nouveaux véhicules répondent tous aux normes Euro 6.

La RDT sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-

du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'achat de cars double étage est estimé à 4.400.000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	70%	3.080.000 euros HT
RDT agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	1.320.000 euros HT
TOTAL	100 %	4.400.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA010-2749-17-CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, en date du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'achat de 10 cars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui agit en qualité d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RDT à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-3679/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'achat de bus 100% électrique de 12 mètres par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6709/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Métropole a lancé la mise en chantier du BHNS l'AIXPRESS.

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé par délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015 le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Cette ligne de 7.2 km reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais, desservira les grands quartiers

d'habitat social d'Aix-en-Provence, le centre-ville et les facultés. Les travaux de réalisation ont débuté en 2017 pour une mise en service prévue en septembre 2019.

Afin d'exploiter cette ligne au moyen d'une flotte de véhicules propres, réduisant les émissions polluantes et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique, le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 a approuvé par la délibération n°TRA010-1798/17/CM le programme suivant :

- acquisition de 15 autobus 100% électrique de 12 mètres ;
- mise en place d'un dispositif de recharge pour le remisage (dépôt du Pont de l'Arc de la régie RDT) ;
- mise en place d'un dispositif de recharge rapide dit d'opportunité sur les deux terminus de la ligne ;
- travaux d'intégration sur le Centre de Maintenance.

Ces acquisitions ont été confiées à la Régie RDT dans le cadre de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public lors du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 par délibération n°TRA010-2749/17/CM.

La RDT sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'achat des 15 véhicules 100% électrique de 12 mètres est estimé à 15.000.000 € HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du Rhône	50%	7.500.000 euros HT
RDT agissant pour le compte de Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	7.500.000 euros HT
TOTAL	100 %	15.000.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix approuvant le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.
- La délibération n°TRA010-2749-17-CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'achat de 15 bus 100% électrique par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui agit en qualité d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RDT à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-3680/18/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement pour la mise en œuvre d'une plateforme de Conseil en Mobilité et Accompagnement des plans de Mobilité sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7033/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nouveaux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Face aux enjeux prioritaires posés par la congestion du trafic routier - particulièrement dans le cadre lié aux activités professionnelles (domicile-travail / intra-zones d'activité) -, ainsi qu'au seuil critique des pollutions atmosphériques et de leurs conséquences étayées par un ancrage fort de l'autosolisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose la mise en œuvre d'une véritable plateforme centrale des Plans de Mobilité, capable de répondre aux attentes fortes du monde économique.

Cet outil constitue une réponse effective et concrète à un double besoin lié à l'exercice de la compétence Conseil en Mobilité :

Accompagner les entreprises dans leur mise en conformité avec l'obligation légale en matière de Plans de Mobilité, d'une part ; créer un instrument de conseil multi-usages (influence, changement comportemental et mesure de résultats de report modal), d'autre part.

L'objectif du projet de services est d'assurer l'accompagnement des référents d'entreprise chargés des démarches de mobilité depuis la phase de réflexion initiale jusqu'à la mise en œuvre et la promotion de la démarche, ainsi que pour la phase d'évaluation pour laquelle ils seront responsabilisés. L'objectif opérationnel est le report modal effectif de l'autosolisme thermique vers tous les autres modes de déplacement domicile-travail promus par la mise en œuvre de Plans de Mobilité d'entreprise(s) et d'administration (s) à l'échelle territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces objectifs seront au cœur d'un dispositif d'assistance et support au service de la collectivité ainsi que des entreprises qui la sollicitent.

Ces services seront intégrés comme étant un composant de la palette de services de l' « Agence

des Mobilités Métropolitaines » inscrite à l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'accompagnement et animation des démarches de mobilité en entreprise se décomposera en sous-ensembles :

- 1) Un service support, permettant de recueillir les demandes exprimées par les entreprises et d'assurer une assistance complète, doté d'un « portail » (numéro unique d'accès téléphonique et accès internet simplifié pour contact), assurant l'orientation des requêtes et diffusant les informations de premier niveau.
Il aura également un rôle d'assistance de la collectivité, pour l'enregistrement et le suivi de l'ensemble des démarches, véritable plateforme de gestion et observatoire des Plans de Mobilité ;
- 2) Un accompagnement, conseil et suivi individualisé à destination d'entreprises, administrations ou collectivités déjà engagées dans le cadre d'un PDM en cours, que ce soit individuellement ou à l'échelle de grandes zones et de Plans de Mobilité Inter-entreprises, ou à destination de démarches nouvellement initiées, avec un volet prospection pour cette dernière catégorie ;
- 3) L'accompagnement de la collectivité au sein d'une cellule pluridisciplinaire pour la relocalisation d'entreprises et l'aménagement

ou requalification de zones, instaurée en partenariat avec les différentes Directions concernées par ces projets, dont la Direction du Développement Économique.

Ce conseil et suivi sera soutenu par des prestations de complément :

- La production de feuilles de route individualisées et cartographies,
- L'accompagnement individuel au changement modal,
- L'organisation et fourniture de petits déjeuners ou collations, support à des échanges sur les mobilités au sein des entreprises.

Entre autres axes d'intervention, la plateforme centrale assurera l'audit et l'enrichissement des Plans de Mobilité et l'incitation des entreprises à contractualiser avec l'AOM des objectifs d'engagement à des résultats.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

La mise en œuvre de cette opération et des services fournis sont estimés pour une durée de 3 ans, à 580 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ce marché est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ADEME PACA	27.60 %	160 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	72.40 %	420 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information aux Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la mise en œuvre d'une plateforme centrale des Plans de Mobilité, ainsi que des services de Conseil en Mobilité à destination des entreprises de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont elle aura la charge
- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'ADEME et de tout autre organisme

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette constatée est inscrite au Budget primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « Transports » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement - Nature 748— Sous politique C260

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-3681/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'augmentation de la capacité et accessibilité de la station de métro Saint-Charles par la RTM pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7037/BM

Pour le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Dans le cadre de l'avenant n°9 au contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Régie des Transports Métropolitains (RTM) la réalisation de l'augmentation de capacité et mise en accessibilité de la station de métro Saint-Charles. Cette opération, qui contribue à améliorer l'attractivité et la performance du réseau de transports collectifs, s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Le pôle d'échange multimodal de Saint-Charles constitue l'une des principales portes d'entrée du territoire métropolitain. Conçue il y a plus de 40 ans, la station de métro Saint-Charles, en lien direct avec la gare SNCF, accueille les voyageurs quotidiens, les grands voyageurs et visiteurs touristiques sur le réseau de transport urbain. Ce pôle d'échange multimodal accueille plus de dix millions de voyageurs par an et connaît une forte croissance du flux piétonniers vers les quais de la station de métro Saint-Charles.

Compte tenu de l'augmentation de la fréquentation, de nombreux nœuds dans les flux de voyageurs se sont créés occasionnant des dysfonctionnements au niveau de la mezzanine ainsi qu'au pied des grands escaliers mécaniques. Par ailleurs, les quais latéraux de la Ligne 2 sont très régulièrement saturés aux heures de pointe du fait de leurs caractéristiques géométriques.

Face à l'augmentation régulière du trafic TER (dans une moindre mesure du TGV et grandes lignes), et de celui de la gare routière, le dimensionnement global du Pôle d'Echange constitue un enjeu stratégique majeur pour la Métropole. Il a fait l'objet d'une série de réflexions portant notamment sur sa mise en accessibilité, sa mise en connexion à long terme avec la future gare SNCF dans le cadre du projet Ligne Nouvelle, ou encore sur sa capacité à accueillir les nouvelles rames de métro automatisées.

Il convient de concevoir une opération d'ensemble afin de repenser l'organisation de cette station qui constitue l'interface majeure entre les transports urbains, métropolitains, régionaux, nationaux et internationaux, en capacité d'accueillir les nouveaux flux de voyageurs.

Cette opération s'inscrit de surcroît dans une logique d'accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite (PMR) puisqu'elle permettra de créer une liaison PMR complète entre le niveau de correspondance SNCF / Métro du Pôle d'Echange et la station de métro Saint-Charles.

L'objectif du projet consiste à déplacer les accès verticaux dans une nouvelle structure à créer et

augmenter ainsi la surface utile des quais latéraux (ligne 2). Le programme des travaux est détaillé sommairement ci-après :

- Intégration d'ascenseurs desservant tous les niveaux ;
- Réagencement des flux de circulation et des espaces commerciaux, en particulier niveau mezzanine ;
- Renouvellement des « grands escaliers » entre la station et la gare ;
- Elargissement des quais latéraux de la ligne M2 ;
- Amélioration du désenfumage (écrans de cantonnement, gaines de ventilation) ;
- Création d'issues de secours ;
- Création PC Secours pour l'exploitation Métro.

L'achèvement de cette opération est prévu pour fin 2024.

La RTM sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'aménagement de la station de métro Saint-Charles est estimé à 28.000.000 € HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	50 %	14.000.000 euros HT
RTM agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	14.000.000 euros HT
TOTAL	100 %	28.000.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA025-1078/16/CM du Conseil de la Métropole, du 17 octobre 2016, portant sur l'approbation de l'avenant n°9 au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la Station de métro Saint-Charles, prévu à l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine. Cette opération est réalisée par la RTM, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RTM à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-3682/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'extension du Parking Relais sur le site du métro La Rose à Marseille 13ème arrondissement par la RTM pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7041/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Dans le cadre de l'avenant n° 9 au contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Régie des Transports Métropolitains (RTM) la réalisation de l'extension du parking relais sur le site du métro La Rose. Cette opération, qui contribue à améliorer l'attractivité et la performance du réseau de transports collectifs, s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques de l'Agenda Métropolitain de la Mobilité.

Situé au terminus de la ligne 1 du métro, cet équipement viendra remplacer la structure actuelle de 400 places dont l'ossature porteuse est extrêmement dégradée. Le nouveau parking relais réalisé en superstructure sur quatre niveaux sera doté de 800 places de stationnement destinées aux clients du réseau, titulaires de la carte TRANSPASS.

Cet ouvrage étant situé sur une parcelle mitoyenne en contre-bas du centre de maintenance du métro, il est prévu de réserver son niveau supérieur au stationnement des agents de ce site, portant ainsi la capacité totale de l'équipement à 1 000 places.

Le doublement de capacité du parking relais permettra d'optimiser le rabattement sur le métro pour

les automobilistes se dirigeant vers le centre-ville et provenant des quartiers du 13^e arrondissement de Marseille (Saint-Mitre, Château-Gombert, la Croix Rouge, Les Mourets, Palama, les Médecins) ainsi que des communes de Plan-de-Cuques et Allauch.

Le programme de l'opération prévoit :

- La réalisation d'emplacements de stationnement destinés aux Personnes à Mobilité Réduites pour minimum 2% du nombre total de places ;
- Un pourcentage de places réservées aux véhicules électriques et équipées des installations permettant leur rechargement ;
- Une zone de stationnement d'environ 30 places minimum destinée aux voitures de clients co-voitureurs ;
- Une zone sécurisée destinée au stationnement des véhicules à deux roues comprenant 100 places pour vélos et pour motos située au rez-de-chaussée du parking ;
- La réalisation des cheminements piétons permettant un accès amélioré à la station de métro.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de développement durable, la RTM souhaite soutenir la promotion des énergies renouvelables. Aussi, le dernier niveau de l'ouvrage sera équipé d'une installation photovoltaïque permettant de concevoir un site où l'autoconsommation de l'énergie renouvelable est optimisée.

En accompagnement de la réalisation du parking lui-même il est prévu de :

- Reconfigurer le carrefour entre le boulevard du métro et les voies d'accès au groupe Lagarde d'une part au centre d'exploitation de la RTM, d'autre part, et où doivent être positionnées les principales entrées-sorties du futur parc-relais ;
- Traiter l'espace compris entre le parking relais et l'entrée du Pôle d'échanges pour faciliter et sécuriser les circulations piétonnes ;
- Elargir le boulevard du métro, sur l'emprise actuelle du parking relais, afin d'y aménager un double alignement d'arbres et des cheminements de qualité pour les modes actifs.

•
L'achèvement de cette opération est prévu pour mi-2021.

La RTM sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-

du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'aménagement du parking relais La Rose est estimé à 16.500.000 € HT. Le

plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	30 %	4.950.000 euros HT
RTM agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	70 %	11.550.000 euros HT
TOTAL	100 %	16.500.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA025-1078/16/CM du Conseil de la Métropole, du 17 octobre 2016, portant sur l'approbation de l'avenant n°9 au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'extension du parking relais sur le site de La Rose, prévu à l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine. Cette opération est réalisée par la RTM, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RTM à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-3683/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à la réalisation d'une infrastructure de recharge électrique par la RTM (expérimentation "brique élémentaire")
MET 18/7055/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre

des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se fixe pour objectif ambitieux de sortir progressivement du diesel dans les transports en commun.

Le Conseil Métropolitain a ainsi adopté le 14 décembre 2017 une délibération sur la transition énergétique du parc de bus et de cars de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le basculement en électrique des flottes de bus de son territoire dans les zones très urbaines et particulièrement la flotte du réseau Marseillais de la RTM.

Néanmoins, la Métropole et la RTM souhaitent garder la possibilité de mettre en concurrence plusieurs fournisseurs en évitant les systèmes « propriétaire ».

Pour être techniquement et économiquement efficiente, la bascule à terme de la totalité du parc en bus électrique composé de 600 véhicules, suppose de maintenir une logique de flotte et de non affectation préalable des véhicules. En vertu de ce principe de gestion, il n'est pas envisageable de dédier un contingent de véhicules exclusivement à une ligne.

Par ailleurs, le renouvellement partiel et continu du parc suppose que les différentes solutions qui seront successivement retenues soient interopérables. Enfin, le système global (véhicules et dispositifs de rechargement) doit être évolutif pour bénéficier des avancées technologiques au fil du temps. La RTM se propose donc de tester, à l'échelle d'une quinzaine de véhicules, les différentes configurations envisageables.

L'objectif principal de cette opération « brique élémentaire » est d'identifier les conditions d'exécution qui permettront à la RTM de garantir la

pérennité des solutions qu'elle sera amenée à déployer dans le cadre de l'électrification de son réseau. Cette opération est réalisée par la RTM dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement prévu au Contrat d'Obligation de Service Public.

L'expérimentation « Brique élémentaire » comprend les phases suivantes :

- Acquisition de 15 autobus 100% électrique auprès de 3 à 5 constructeurs différents ;
- Conception et réalisation d'une infrastructure de recharge dans un dépôt de la RTM permettant :
 - la recharge des véhicules des différents constructeurs
 - l'analyse comparée de différents systèmes de branchement des véhicules et modélisation à l'échelle d'un dépôt
 - l'étude de faisabilité d'un raccordement au réseau de distribution électrique
- Conception et réalisation en vue d'une analyse comparée de différents modes de charge sur la ligne ;
- Conception et déploiement des systèmes de supervision et d'administration du réseau de distribution électrique du dépôt, des stations de charge.

L'achèvement de cette opération est prévu pour 2020.

La RTM sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de cette expérimentation « brique élémentaire » est estimé à 11.000.000 € HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	50 %	5.500.000 euros HT
RTM agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	5.500.000 euros HT
TOTAL	100 %	11.000.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° TRA 002-3240/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la transition énergétique du parc bus et cars de la Métropole ;
- La délibération n° TRA013-3251/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de l'avenant n°12 au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'expérimentation « brique élémentaire » d'une infrastructure de recharge dans un dépôt de bus électrique prévu à l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine. Cette opération est réalisée par la RTM, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RTM à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-3684/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2018 - Approbation d'une convention
MET 18/7083/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions d'accès à l'emploi en transports en commun, les services de Conseil en Mobilité spécifiques que requièrent les publics en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion, ainsi que les préoccupations des employeurs quant à l'attractivité des bassins dans lesquels ils pourvoient de l'emploi, constituent un des angles de prise en considération de ces enjeux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser la promotion de toutes les mobilités vers l'emploi, ainsi que le conseil et l'accompagnement nécessaires aux publics en recherche ou en insertion, par la mise en place d'un soutien financier.

L'association La Maison de l'Emploi (MDE) créée en 2006, a pour objectif l'accompagnement vers l'emploi et l'insertion professionnelle. Dans le cadre de ses objectifs, elle porte depuis 2010 un ensemble d'actions tournées vers la mobilité durable, visant à promouvoir les mobilités à destination d'un public en recherche d'emploi ou d'insertion professionnelle, en se rapprochant des employeurs potentiels notamment par des démarches spécifiques à des filières ouvertes aux actions d'insertion de la MDE.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à l'usage de toutes les mobilités adaptées à son public, en pratiquant également un travail de cohésion entre différents acteurs et leurs services en matière de mobilité inclusive.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et multi partenariale, les actions de l'association soutenues au titre de la compétence Mobilité et Transports par la Métropole Aix-Marseille-Provence se répartissent et définissent comme suit :

- Meet-up Mobilité (ou Action 1)
Animation de groupes de travail thématiques et multidisciplinaires, permettant une veille,

- une co-construction et mise à jour des actions et orientations prises par les employeurs, les collectivités, professionnels de l'emploi et opérateurs de mobilités.
- Trophée Entreprises (*ou Action 3*)
Impulser des initiatives dans le domaine de la mobilité au sein des entreprises en fédérant des salariés autour d'un événement commun.
- Plan de Mobilité Filière (*ou Action 4*)
Permettre l'emploi de publics peu ou pas qualifiés sur des postes nécessitant un fort besoin en mobilité par l'intégration de la mobilité durable et inclusive travers des plans de mobilité réalisés par filières.
- Plateforme de Mobilité collaborative (*ou Action 6*)
Valoriser les solutions de mobilité durable et mieux orienter les publics spécifiques de la Maison de l'Emploi par la mise à disposition d'un espace d'échanges.
- Accompagnement « mobilité » à la politique de recrutement (*ou Action 7*)
Visant à accompagner des recruteurs dans la prise en compte et l'intégration des problématiques liées à la mobilité des futurs salariés, publics en recherche d'emploi ou en insertion professionnelle, dans leurs plans de recrutement.
- Mise en œuvre d'un outil de valorisation des données et de l'action de la MDE (*ou Action 8*)
Faciliter le recueil et l'analyse professionnels des données de la MDE et de ses partenaires, afin de disposer de diagnostics, d'évaluation des mesures mises en œuvre par la MDE et ses partenaires, disposer de résultats sur l'impact des différentes actions liées à la mobilité, conduites sur les publics bénéficiaires, tant au niveau quantitatif que qualitatif.
Cet outil est indispensable pour la mesure et le suivi ainsi que pour la mise en œuvre des outils dispensés par la MDE, afin de jouer un rôle d'observatoire sur le thème mobilité/accès à l'emploi dans le cadre notamment du travail sur les filières d'activité
- Centrale de Mobilité – Accompagnement à la mobilité des publics en insertion (*ou action 9*)
Accompagner les publics en insertion et les salariés précaires vers l'emploi et/ou la formation par la levée du frein mobilité.

- Accompagnement à la mobilité des habitants des QPV du nord et du centre-ville de Marseille (*ou action 10*)
Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des habitants des QPV en agissant sur leur mobilité en synergie avec les acteurs du territoire et les habitants eux-mêmes.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des mobilités durables, afin de consolider et poursuivre le déploiement du plan d'actions en faveur de l'accès à l'emploi et d'une meilleure mobilité pour l'insertion professionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 91 000 € à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- L'avis de la commission de suivi et cohérence des subventions aux associations ;
- L'information au Conseil de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions Mobilité de l'association Maison de l'Emploi.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 91 000 euros à l'association Maison de l'Emploi.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer une convention d'objectifs relative à l'exercice 2018.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-3685/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Mobilité pour 2018 - Approbation d'une convention MET 18/6913/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun constituent un des grands enjeux de l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent au sein d'une même zone pour réaliser un PDIE (Plan de Déplacement Inter Entreprises) par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDIE, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes et ambitieuses,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés dans le temps,
- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités aménagées par la Métropole, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative à l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

L'association Mobilité, créée fin 2012, a pour objectif la mise en œuvre du Plan de Déplacement Inter Entreprises (PDIE), élaboré collectivement avec les associations de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, la Zone d'Activités de la Plaine de Jouques sur Gémenos et la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne qui représentent un des bassins d'activités parmi les plus importants de la Métropole en termes d'emploi avec près de 12000 salariés.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Consciente de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et de coordonner les démarches individuelles des entreprises soumises à l'obligation d'un Plan de Déplacements d'Entreprise, l'association permet :

- De favoriser le report modal vers les transports en commun et les modes de déplacement alternatifs pour les salariés, les clients et les visiteurs des entreprises et des établissements situés dans le secteur considéré ;
- D'améliorer l'organisation et la sécurité des déplacements des personnes sur ce secteur.

Afin d'atteindre ce double objectif, l'association s'appuie sur un conseiller en mobilité salarié à plein temps, et met en œuvre des moyens de promotion, communication et sensibilisation, notamment :

- des animations thématiques ainsi qu'une animation majeure durant la semaine européenne de la mobilité
- des actions marketing ciblées auprès des différentes entreprises dans son périmètre pour la promotion des transports en coordination avec l'autorité organisatrice et Lepilote.com,

- des actions de promotion de l'autopartage et du covoiturage,
- des actions de sensibilisation aux risques routiers du secteur et à la sécurité routière visant à favoriser les modes partagés
- un conseil en mobilité au service des entreprises du secteur
- des actions d'actualisation et suivi permanent du PDIE,

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des Plans de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, afin de consolider les résultats satisfaisants obtenus depuis 2012 et de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 40.000€ à l'association sous la forme d'une subvention de fonctionnement globale appuyée sur une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et de cohérence des subventions
- L'information des Conseils de Territoires.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement globale de 40 000 euros à l'association Mobilidées.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Mobilidées

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section fonctionnement du budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-3686/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association "Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée" pour la mise en œuvre du Plan de Déplacement Inter-Entreprises MET 18/6703/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...)

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE

Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité, engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes et ambitieuses,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés, dans le temps,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative à l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

La vallée de l'Huveaune couvre un vaste territoire sur le secteur est de Marseille, avec quatre pôles économiques majeurs (La Valentine, Saint-Jean du Désert - les Caillols, Saint-Marcel - La Valbarelle, Grand Capelette) constitués de 1 500 entreprises pour 15 000 salariés. Créée en 2009, l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée (LEHV), association loi 1901, est la seule association d'entreprises sur cette zone géographique, elle regroupe à ce jour 280 entreprises représentant 22% des effectifs salariés de la zone.

Cette association répond à la fois aux problématiques générales des entreprises de la Vallée de l'Huveaune, en terme d'amélioration des équipements et des infrastructures, de services et d'information, de réseau professionnel, d'emploi mais aussi en terme de développement des mobilités durables par la sensibilisation et la promotion de solutions alternatives aux voitures thermiques et par la mise à disposition de véhicules partagés pour les entreprises adhérentes.

À ce titre, l'association avait sollicité un soutien de la Métropole Aix Marseille Provence à hauteur de 10 000 €. Au regard du dossier de demande de subvention déposé pour l'exercice 2017, la Métropole envisageait un soutien de 10 000 € qui n'a pu être approuvé.

En 2018, l'association poursuivra le déploiement du Plan de Mobilité Inter-entreprises de la Vallée de l'Huveaune.

Conséquence de ce programme d'action pluriannuel structuré et ambitieux, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée (LEHV) dans le cadre de son programme d'activités d'intérêt général et assurer son soutien aux formes d'initiatives qui promeuvent la fédération des acteurs et la mutualisation des moyens sur son territoire en lui attribuant une subvention de 10 000 euros.

Compte tenu des objectifs de l'association, par dérogation au Règlement budgétaire et Financier, il est proposé d'octroyer une subvention de 20 000 € permettant la réalisation des actions sus mentionnées pour les années 2017 et 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.
- L'information du Conseil de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire.
- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée (LEHV) pour son plan de déplacements inter-entreprises .

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée (LEHV) pour son plan de déplacements inter-entreprises .

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique A710 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-3687/18/BM

■ **Approbation de la convention d'intervention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France, et la Société ARTPLEXE concernant la réalisation d'un complexe cinématographie Square Léon Blum à Marseille 13001**
MET 18/5579/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de concession n° 91/354 du 2 avril 1991, le parking Gambetta sis allées Léon Gambetta à Marseille 1^{er} arrondissement.

Par ailleurs, la Ville de Marseille, compte actuellement neuf cinémas représentant un total de 8 147 fauteuils. Cette offre s'avère insuffisante notamment en centre-ville. Fort de ce constat, la ville de Marseille a donc décidé de renforcer cette offre. Dans ce cadre, La Société ARTPLEXE CANEBIERE a présenté à la Ville un projet de réalisation d'un complexe cinématographique et culturel dénommé ARTPLEXE, associant à la fois une offre cinématographique couvrant le cinéma d'art et d'essai et le meilleur du cinéma populaire d'auteur. Ce complexe sera aussi doté d'une offre commerciale et de restauration tout public, tournée vers la culture.

Intéressée par ce projet d'envergure contribuant notamment à la requalification du haut de la Canebière, la Ville de Marseille a choisi pour la réalisation de ce complexe, de recourir à un bail emphytéotique administratif signé le 26 février 2016 au profit de la Société ARTPLEXE qui a par ailleurs

obtenu un permis de construire en date du 3 mai 2017.

L'emplacement du futur complexe cinématographique sera situé à la fois sur une partie de l'emprise de la mairie de secteur des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements propriété de la Ville de Marseille, une ancienne voie publique de circulation automobile et une partie du square Léon Blum, dont la désaffectation a été constatée et le déclassement du domaine public de la voirie routière décidée, après enquête publique, suivant la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015.

Il convient aussi de préciser que le futur ouvrage ARTPLEXE viendra s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking public métropolitain « Gambetta » puisqu'il sera réalisé en partie, au-dessus du parking souterrain comptant 630 places, concédé à la Société QPARK France jusqu'au 2 décembre 2021.

Dans le cadre du projet, la société ARTPLEXE devra réaliser des travaux de confortement et de renforcement très importants sur les 3 niveaux du parking. Ces derniers induiront la suspension temporaire d'utilisation de places de stationnement, étant précisé que la gestion desdits travaux sera réalisée par phases entraînant la fermeture des différents niveaux du parking, soit 63 places de stationnement au maximum, ainsi que la perte définitive d'une dizaine de places de stationnement.

En outre, ces travaux occasionneront une perte d'exploitation pour la société Q-PARK France, liée à la fermeture de zones de stationnement pendant la durée des travaux, ainsi qu'une gêne manifeste pour les usagers.

C'est dans ce cadre et afin de respecter l'ensemble des contraintes techniques, économiques et de sécurité de cet établissement recevant du public « ERP de type Parc de Stationnement », que les parties se sont rapprochées afin de mettre en œuvre une convention d'intervention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille Provence, le concessionnaire du parking Gambetta, QPARK France et la Société ARTPLEXE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/354 du 2 avril 1991 et ses 4 avenants,
- La délibération de la Communauté Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le bail emphytéotique administratif consenti par la Ville de Marseille à la Société ARTPLEXE du 26 février 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'offre cinématographique présente dans le centre-ville de Marseille est insuffisante ;
- Que la Société ARTPLEXE Canebière a présenté un projet de réalisation d'un complexe cinématographique intéressant la Ville de Marseille ;
- Que la Ville de Marseille a choisi pour la réalisation de ce complexe, de recourir à un bail emphytéotique administratif signé le 26 février 2016 au profit de la Société ARTPLEXE, laquelle a par ailleurs obtenu un permis de construire le 3 mai 2017 ;
- Que l'emplacement du futur complexe sera situé à la fois sur une partie du domaine public de la Ville de Marseille, sur une ancienne voie de circulation et une partie du square Léon Blum, dont la désaffectation a été constatée et le déclassement du domaine public de la voirie routière, effectuée et actée par délibération de la CU Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 ;
- Que le futur ouvrage ARTPLEXE viendra s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking public métropolitain « Gambetta » puisqu'il sera réalisé en partie, au-dessus de ce parking souterrain, concédé par la Métropole à la Société QPARK France, jusqu'au 2 décembre 2021 ;

- Qu'il convient donc de garantir la continuité du service public et la sécurité des usagers avant, pendant et après les travaux de réalisation du complexe cinématographique ARTPLEXE ;
- Que dans ce cadre il s'avère nécessaire d'établir une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France et la Société ARTPLEXE, décrivant l'ensemble des opérations conduites ainsi que les obligations des parties.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention tripartite ci-annexée et ses annexes, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France et la Société ARTPLEXE.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-3688/18/BM

**■ Approbation d'une convention relative à la mise à disposition de données informatisées concernant les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés sous contrat des Bouches du Rhône
MET 18/7144/BM**

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports
- Dans le cadre de sa politique tarifaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose aux élèves âgés de moins de 26 ans, une réduction sur le tarif des abonnements annuels sur le territoire de la Métropole. Pour exemple, le prix de l'abonnement annuel

applicable à un élève boursier est ramené à 50 % du tarif de l'abonnement.

Par conséquent, pour l'attribution des aides au transport, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite accéder aux données informatisées de l'Inspection Académique, répertoriant les élèves sur le territoire de la Métropole. Ces données seront transférées au service Administration Scolaire qui vérifiera la scolarité de l'élève et appliquera immédiatement le tarif préférentiel auquel l'élève peut prétendre. Ces données sont :

- le fichier des élèves contenant tous les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés âgés de moins de 26 ans au 1^{er} septembre de l'année en cours

- le fichier « Bourse » relatif aux boursiers d'état des collèges et lycées publics et privés âgés de moins de 26 ans au 1^{er} septembre de l'année en cours

L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi Informatique et libertés. La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera leur sécurité et leur confidentialité.

L'inspection Académique transmettra les codes d'accès à la Métropole Aix-Marseille-Provence. La présente convention prévoit la mise à disposition du fichier des élèves et du fichier « bourses » à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente convention prévue pour une durée de trois ans renouvelable une fois par tacite reconduction pour une nouvelle période de trois années.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'information aux Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de sa politique tarifaire, attribue des aides au transport aux élèves de sa compétence
- La nécessité de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accéder à la base de données informatisée de l'Inspection Académique

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise à disposition de données informatisées concernant les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés sous contrat des Bouches du Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-3689/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec la Régie des Transports Métropolitains de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération de renouvellement du métro de Marseille
MET 18/6909/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec la Régie des Transports Métropolitains, un contrat d'obligation de service public (OSP) pour l'exploitation de ses services de transport public urbain, d'une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2011.

Ce contrat a notamment rationalisé la relation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains dans le domaine de la gestion des biens et des investissements. Ainsi, les biens dédiés au réseau par l'Autorité Organisatrice et/ou la Régie ont été classées en deux catégories : les biens de catégorie (A) et les biens de catégorie (B). L'article 3.4.4 du contrat dispose que le

renouvellement des biens de catégorie (A) incombe à l'Autorité Organisatrice qui en assume le financement.

Dans ce cadre, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder au renouvellement du matériel roulant utilisé dans le métro de Marseille ainsi qu'à l'adaptation des infrastructures et des systèmes correspondants.

Par ailleurs, dans le cadre de la relation in house qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence à sa régie de transports et conformément à l'avenant n° 9 au contrat d'obligation de service public, la Régie des transports Métropolitains et la Métropole Aix-Marseille-Provence sont convenues qu'une part significative des investissements prévus en matière de transport et mis à charge de l'Autorité Organisatrice par le Contrat dans sa rédaction initiale seraient désormais confiés à la Régie.

Il s'agit d'investissements relevant du champ de compétence de la RTM, que cette dernière est en capacité technique et financière de mener à bien. Ce programme est composé d'éléments indispensables, en lien pour l'essentiel avec le renouvellement des rames de métro.

Dans le cadre de ce programme d'investissements, l'adaptation des infrastructures et équipements et l'installation de façades de quais asservies à l'exploitation du réseau dans les stations du métro de Marseille relève de la maîtrise d'ouvrage assurée par la Régie des Transports Métropolitains.

Afin d'assurer la bonne coordination des travaux situés dans l'enceinte des infrastructures du métro relevant simultanément de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole et de la maîtrise d'ouvrage de la RTM, conformément à l'article 1 de l'avenant 9 au contrat d'obligation de service public qui lie les deux entités, les parties souhaitent recourir aux modalités de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage organisées par l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance n° 2004 566 du 17 juin 2004.

Cette loi, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, indique que « Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Que dans ce contexte et en raison de l'unicité du projet exposé qui concerne les aménagements, les équipements et systèmes et l'exploitation d'une même infrastructure, la procédure de co-maîtrise d'ouvrage permet une bonne coordination dans la conduite de l'opération. Ainsi, il est proposé d'adopter les termes de la convention ci annexée qui désigne la Métropole Aix-

Marseille-Provence comme maître d'ouvrage unique et détermine les conditions d'organisation de cette maîtrise d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 001-041/11/CC du 11 février 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille (détails des prestations de transports des personnes handicapées à mobilité réduite)
- La délibération DTUP 007-833/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-451/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-779/12/CC du 14 décembre 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°4 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des transports de Marseille ;

- La délibération DTUP 001-879/13/CC du 15 février 2013 relative à l'harmonisation des tarifs de transport urbain à l'échelle de MPM et création de Pass métropolitains ;
- La délibération DTUP 002-126/13/CC du 22 mars 2013 relative à l'avenant 5 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 017-858/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'avenant 6 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 008-582/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'avenant 7 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 007-1323/15/CC du 25 Septembre 2015, relative à la création et l'affectation de l'opération « Renouvellement des rames du métro et des travaux connexes ».
- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'avenant 8 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole
- La délibération TRA 025-1078/16/CM du 17 octobre 2016 relative à l'avenant 9 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que dans le cadre de l'opération de renouvellement des rames du métro de Marseille, le contrat d'obligation de service public désigne la Régie des Transports Métropolitains, maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement et d'équipement des infrastructures des stations du réseau de

métro de Marseille nécessaires à l'implantation de façades de quais.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure pour sa part la maîtrise d'ouvrage de l'acquisition du nouveau matériel roulant et des systèmes associés à l'automatisation du réseau de métro de Marseille.
- Que dans ce contexte et en raison de l'unicité du projet exposé qui concerne les aménagements, les équipements et systèmes et l'exploitation d'une même infrastructure, la procédure de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage permet une bonne coordination dans la conduite de l'opération.
- Que la définition du programme et des conditions d'exercice de la délégation de maîtrise d'ouvrage temporaire de la Régie des Transports Métropolitains à la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que son évaluation sont précisées dans le cadre de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage soumise à approbation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue avec la Régie des Transports Métropolitains, fixant les conditions d'exercice du transfert de maîtrise d'ouvrage temporaire de la Régie des Transports de Métropolitains à la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que l'étendue du programme correspondant et son évaluation

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-3690/18/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la SPLA Territoires Pays d'Aix en vue de la réalisation du dépôt de bus, alimenté au GNV, dans le quartier de l'Anjoly à Vitrolles
MET 18/7077/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a décidé de construire un dépôt de bus initié par le SMITEEB pour le réseau des bus de l'Etang sur un terrain situé dans le quartier de l'Anjoly à Vitrolles. Le déménagement du dépôt actuel, situé dans la zone des Estroublans libérera ainsi un terrain utile pour le projet d'aménagement CAP HORIZON .

Le projet inclut une alimentation des bus qui fonctionneront à l'avenir au gaz GNV à partir de la station GNV qui sera réalisée concomitamment sur le terrain mitoyen dans le cadre d'une DSP en cours d'étude. La Métropole s'inscrit ainsi dans la démarche de transition énergétique dont elle a posé les principes par délibération à son Conseil le 14 décembre 2017, conformité avec les obligations imposées aux collectivités territoriales par la loi n° 2015-992 du août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

La Métropole a, par une précédente délibération du Conseil, approuvé la révision du programme de travaux et de l'enveloppe financière allouée à cette opération qui s'élève à ;

5 905 000 € HT soit 7 086 000 € TTC

6 195 000 € HT soit 7 434 000 € TTC (inclus les frais de maîtrise d'ouvrage cités plus bas)

Le présent rapport a pour objet de confier la réalisation de travaux de cet ouvrage soit à la SPLA Pays d'Aix Territoires sous forme d'un mandat de maîtrise d'ouvrage suivant le descriptif ci-après :

Le programme général de l'opération consiste en l'aménagement complet d'un terrain de 15 815 m² comprenant :

- un parking pour bus de 69 places équipées de bornes d'alimentation au gaz GNV à charge lente alimenté par un réseau sous haute pression soumis à déclaration ICPE au titre de la rubrique 1413 ,
- un parking pour véhicules légers de 70 places et divers équipements extérieurs (des auvents pour stationnement deux roues, pompes et DIB, une station de carburant soumise à la déclaration ICPE au titre des rubriques 1435/4734, une borne de distribution rapide de gaz GNV, une aire de lavage des châssis, un bassin de rétention des eaux pluviales...),
- un bâtiment de 2 091 m² de surface totale constitué de bureaux et divers locaux sur deux niveaux ainsi qu'un atelier pour l'entretien des bus comprenant le matériel de sécurité classé en Atmosphère Explosive (ATEX) pour prévenir des risques du gaz GNV
- l'ensemble des réseaux nécessaires au bon fonctionnement des bâtiments et équipements

La SPLA Pays d'Aix Territoires assurera la mission de Maîtrise d'Ouvrage pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément aux clauses de la convention jointe en annexe du rapport au Conseil.

Le choix justifié d'alimenter le dépôt de Bus en gaz GNV a pour conséquence l'arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre initiale et la relance d'une

consultation. Les services de la SPLA possèdent les capacités techniques et administratives de prendre en charge l'opération dans le respect du planning et du budget prévus.

La rémunération forfaitaire de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour assurer cette mission est de 290 000 € HT soit 348 000 € TTC correspondant à environ 5% du montant de l'opération hors maîtrise d'ouvrage (7 086 000 € TTC) le coût total de l'opération s'élève à 7 434 000 € TTC (frais de Maîtrise d'Ouvrage inclus)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 2013_A138 du Conseil de Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La nécessité de confier la réalisation de cette opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires;

Délibère

Article 1 :

La réalisation du dépôt de Bus GNV à Vitrolles est confiée sous forme d'un mandat de maîtrise d'ouvrage à la SPLA Pays d'Aix Territoires, suivant les modalités

de la convention du mandat annexée au présent rapport.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération n°2016800400 - Dépôt de Bus – Bus de l'Etang à Vitrolles d'un montant de 7 434 000 €TTC sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-3691/18/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Salon-de-Provence en vue de l'aménagement de la gare routière scolaire de Salon-de-Provence MET 18/7051/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, est compétente en matière d'organisation des transports scolaires sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions, dont la gare routière scolaire de la Place des Trophées à Salon-de-Provence.

Cette gare routière, à proximité des lycées de la ville, a un fonctionnement bien établi avec près de 1500 élèves accueillis simultanément. Elle présente néanmoins un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrus au fil des années avec l'augmentation de la fréquentation des élèves et le renforcement des services. Aussi des aménagements du site visant à une optimisation des flux véhicules, à une meilleure lisibilité des quais voyageurs et à une sécurisation des mouvements piétons sont indispensables. Ce projet d'aménagement s'accompagne aussi de la réalisation de quais supplémentaires à proximité : rue des Ventadouro (zone de Gandonne), boulevard du Roi René et boulevard de la Reine Jeanne.

La réalisation de ces aménagements impactera des ouvrages qui appartiennent à la commune de Salon-de-Provence et relèvent de son domaine public, comme les voiries et espaces publics communaux, l'ensemble des équipements et mobiliers qui en sont l'accessoire, ou encore certains réseaux sous propriété et gestion directe de la commune (réseaux pluvial, éclairage public...).

Aussi, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Salon-de-Provence vers la Métropole

Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux d'aménagement de la gare routière scolaire de la Place des Trophées, travaux dont le financement sera intégralement assuré par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP)
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'aménagement de la gare routière scolaire de Salon-de-Provence et d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Salon-de-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Salon-de-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative aux travaux d'aménagement de la gare routière scolaire de Salon-de-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-3692/18/BM

■ Approbation d'une convention relative à l'intégration du passage du BHNS Zenibus sur le pont ferroviaire des Florides à Marignane, avec l'Etat

MET 18/7119/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en service le BHNS ZENIBUS en juin 2016 sur le réseau des bus de l'étang. Elle s'est engagée dans un projet de prolongation de cette ligne jusqu'à la ZAC des Florides à l'ouest sur la commune de Marignane, et jusqu'à la halte ferrée de Plan de Campagne à l'est sur la commune des Pennes Mirabeau.

Les études préliminaires de cette extension ont permis d'identifier des points de congestion de circulation aux heures de pointes, pénalisant l'exploitation du BHNS. Tel est le cas à l'entrée principale sud-ouest de Marignane, sur la RD9. Les possibilités d'aménagement de couloir de bus à cet endroit sont inexistantes puisque la D9 franchit le canal du Rove à cet endroit sur un ouvrage d'art à l'emprise limitée. Toutefois, un ouvrage ferroviaire contigu au pont routier franchi également le canal à cet endroit.

Les deux tabliers partagent les mêmes appuis. Les appuis et le tablier ferroviaire doivent faire l'objet d'une réhabilitation menée par l'Etat.

Aussi, la Métropole souhaite saisir cette opportunité afin d'étudier la possibilité de faire passer le BHNS sur le pont ferroviaire aux heures de pointes, s'affranchissant ainsi des contraintes circulatoires.

Il est donc nécessaire de reprendre les études engagées par l'Etat pour la réhabilitation du pont ferroviaire des Florides pour vérifier la faisabilité d'un usage mixte de celui-ci (train + BHNS). La Métropole, demandeuse de cette étude complémentaire, s'engage par la convention jointe à la financer, pour un montant de 22 786 € HT, soit 27 343,20 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- L'intérêt de mettre en place une utilisation mixte du pont ferroviaire des Florides,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat concernant le financement des études complémentaires nécessaires à la prise en compte du passage d'un bus à haut niveau de service sur le pont ferroviaire des Florides à Marignane

Article 2 :

Est approuvé le financement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de ces études pour un montant de 22 786 € HT soit 27 343,20 € TTC

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération BHNS Bus de l'Etang n° 2016800300 sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous les imputations suivantes : Nature : 2031 - Sous-politique : C210

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-3693/18/BM

■ Approbation d'une convention avec la SNCF Mobilités relative aux travaux de démolition d'un bâtiment et d'un quai de déchargement dans le cadre du réaménagement du parking de la gare de Cassis

MET 18/6723/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les usagers de la gare de Cassis qui s'y rendent en voiture stationnent à ce jour sur un terrain appartenant à la SNCF qui n'est pas aménagé à cet effet et qui comportent deux bâtiments désaffectés.

La Métropole souhaite donc réaménager ce terrain et profiter de toute la surface disponible en démolissant notamment les deux bâtiments, l'un appartenant à SNCF Réseau et l'autre à SNCF Mobilités, ainsi que le quai de déchargement contigu au bâtiment appartenant à SNCF Mobilités.

La démolition des bâtiments va être réalisée directement par les deux entités de la SNCF.

La convention ci-jointe a pour objet de définir les engagements réciproques des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution de ces travaux de démolition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder au réaménagement du parking de la gare de Cassis en utilisant toute la surface disponible ;
- Qu'il convient donc de faire démolir par la SNCF Mobilités le bâtiment lui appartenant, ainsi que le quai de déchargement contigu ;
- Que les travaux de démolition correspondants sont à prendre en charge par la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention annexée relative aux travaux de démolition d'un bâtiment et d'un quai de déchargement contigu à la gare de Cassis.

Le montant pris en charge par la Métropole est de 35 000,00 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 2313 - Fonction : 518 - Numéro d'opération : 2010101600 - Sous-politique : C350 - Budget annexe Transports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 018-3694/18/BM

■ Approbation d'une convention avec la SNCF Réseau relative aux travaux de démolition d'un bâtiment dans le cadre du réaménagement du parking de la gare de Cassis
MET 18/6725/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les usagers de la gare de Cassis qui s'y rendent en voiture stationnent à ce jour sur un terrain appartenant à la SNCF qui n'est pas aménagé à cet effet et qui comportent deux bâtiments désaffectés.

La Métropole souhaite donc réaménager ce terrain et profiter de toute la surface disponible en démolissant notamment les deux bâtiments, l'un appartenant à SNCF Réseau et l'autre à SNCF Mobilités, ainsi que

le quai de déchargement contigu au bâtiment appartenant à SNCF Mobilités.

La démolition des bâtiments va être réalisée directement par les deux entités de la SNCF.

La convention ci-jointe a pour objet de définir les engagements réciproques des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution de ces travaux de démolition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder au réaménagement du parking de la gare de Cassis en utilisant toute la surface disponible ;
- Qu'il convient donc de faire démolir par la SNCF Réseau le bâtiment lui appartenant ;
- Que les travaux de démolition correspondants sont à prendre en charge par la Métropole ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention annexée relative aux travaux de démolition d'un bâtiment à la gare de Cassis.

Le montant pris en charge par la Métropole est de 25 000,00 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 2313 - Fonction : 518 - Numéro d'opération : 2010101600 - Sous-politique : C350 - Budget annexe Transports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 019-3695/18/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la mise à disposition temporaire de la parcelle cadastrale C180 - dépôt du réseau des Bus de l'Etang MET 18/6980/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

Le terrain actuel où est implanté le dépôt de bus des Autobus de l'Etang a été acquis le 31 décembre 2012 à la société VEOLIA par l'EPF PACA dans le cadre de ses prospections foncières afin d'impulser les projets de développement urbain souhaités notamment par la Ville de Vitrolles et la Communauté du Pays d'Aix. Il a été provisoirement mis à disposition du SMITEEB par convention jusqu'au 1^{er} janvier 2016, dans l'attente de l'acquisition d'un terrain pour déplacer le dépôt.

Par délibération du 11 juin 2015, le Bureau de la CPA a décidé, en application des dispositions des articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme, de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires, dans le cadre d'une concession d'aménagement, la réalisation de

l'opération d'aménagement dénommée Vitrolles Cap Horizon, dont le périmètre est situé sur le territoire de la commune de Vitrolles, incluant la parcelle CI 80, où est installé le dépôt actuel.

Pour les besoins de l'opération qui lui a été confiée, la SPLA Pays d'Aix Territoires, s'est portée acquéreur auprès de l'EPF PACA d'une première tranche foncière dont fait partie la parcelle cadastrée CI 80.

L'EPF PACA, ancien propriétaire, avait consenti au profit du SMITEEB, occupant de ladite parcelle, une convention de mise à disposition de 3 ans à compter du 2 janvier 2013, dans le but de formaliser juridiquement la situation d'occupation du bien.

La SPLA Pays d'Aix Territoires, afin de régulariser à son tour l'occupation du bien dont elle est devenue propriétaire, s'est rapprochée du SMITEEB, substitué au 1 avril 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil Métropolitain du 18 mai 2017, a approuvé la convention de mise à disposition temporaire du terrain et autorisé le Président à la signer, avant le transfert définitif du dépôt de bus dans les nouveaux locaux actuellement en cours d'étude sur le terrain acquis en 2015 par le SMITEEB dans la zone de l'Anjoly à Vitrolles.

Les conditions financières de la convention (article 8) fixaient l'indemnité d'occupation des lieux à 5 000 € par an et l'indemnité forfaitaire à 100 € par jour calendaire de retard jusqu'à la libération complète des lieux.

Cette convention prenant fin le 30 juin 2018, la Métropole sera dans l'incapacité de déménager l'actuel dépôt de bus à cette date, les nouveaux locaux n'étant pas encore construits sur le nouveau terrain de la Métropole.

Aussi, il convient de signer un avenant à la convention de mise à disposition temporaire afin de prolonger sa durée de 18 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention d'occupation de mise à disposition temporaire de la parcelle de terrain où est installé l'actuel dépôt de bus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention, ci annexé, avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 020-3696/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec le SMED 13, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie et de communication électronique réalisé dans le cadre du BHNS d'Aix
MET 18/7027/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire d' Aix-en-Provence dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares routière et ferroviaire, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Dans le cadre de ces aménagements urbains, pour des raisons d'ordre esthétique mais aussi de sécurité et de fonctionnalités, les réseaux aériens de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique doivent être enfouis sous certaines voiries de la Ville d' Aix-en-Provence.

Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 20 juillet 2017 une convention (n°17/0525) de financement de travaux avec le Syndicat Mixte Energie du Département des Bouches du Rhône (SMED 13), seul compétent pour procéder à l'enfouissement des réseaux aériens de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique, nécessaire à la réalisation du programme.

La convention susvisée, préalablement approuvée par la délibération n°005-1927/17/BM du Conseil de Métropole, a restreint le périmètre d'intervention du SMED 13 pour ces opérations d'enfouissement des réseaux à l'avenue Robert Schuman (Aix-en-Provence) et a fixé la participation financière de la Métropole à hauteur de 400.000 € maximum.

Depuis l'entrée en vigueur de la convention, le 28 août 2017, les études diligentées dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'aménagement général du projet de BHNS ont mis en évidence la nécessité d'élargir au Boulevard du Coq d'Argent et à l'Avenue Maurice Blondel la mission d'enfouissement dévolue au SMED 13 par la convention n°17/0525, initialement limitée à l'avenue Robert Schuman.

L'élargissement du périmètre des travaux d'enfouissement des réseaux aériens de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique augmente logiquement le coût global de l'opération pris en charge par la Métropole.

Initialement fixé à hauteur de 400 000 €, le montant maximal pris en charge par la Métropole est à rehausser à hauteur de 479 236 € (+79 236€), étant entendu que ce dernier montant comprend d'une part le montant hors taxe des travaux sur les réseaux électriques, pour lesquels le SMED13 récupérera la TVA, et d'autre part le montant toutes taxes comprises des travaux sur les réseaux de communications électroniques pour lesquels la TVA sera due par la Métropole.

Afin d'intégrer ces diverses modifications, il vous est proposé d'approuver l'avenant n°1 à la convention

n°17/0525 dont l'objet est d'élargir le périmètre d'intervention du SMED 13 au Boulevard du Coq d'Argent et à l'Avenue Maurice Blondel et d'ajuster en conséquence les conditions financières résultant de ces modifications.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les Statuts du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches du Rhône modifiés et approuvés par Arrêté Préfectoral du 26 janvier 2006 ;
- La délibération n° 2004-33 du Comité Syndical du SMED13 du 23 novembre 2004 précisant les modalités financières de maîtrise d'œuvre du syndicat ;
- Le Cahier des charges de concession de distribution publique d'énergie électrique sur les Bouches du Rhône, signé le 11 mars 1994 ;
- La convention cadre de partenariat entre Orange et le SMED13 approuvée le 22 février en Comité Syndical du SMED13, et signée le 15 avril 2005 ;
- La délibération n°005-1927/17/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 mai 2017 approuvant la convention entre le SMED 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress ;
- La convention n°17/0525 conclue le 20 juillet 2017 entre la Métropole et le SMED 13 et entrée en vigueur le 28 août 2017, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication

électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress.

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/0525 conclue le 20 juillet 2017 entre la Métropole et le SMED 13, entrée en vigueur le 28 août 2017, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation des travaux d'enfouissement sur le nouveau périmètre élargi listé ci-dessus pour un montant complémentaire de 79 236 €.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section d'investissement du budget Annexe Transport – opération n° 2017266300 BHNS Ligne B – nature 21728.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 021-3697/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement conclue avec l'ADEME pour le soutien au Conseil en Mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence (réseau Transports Ulysse)
MET 18/7028/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence Conseil en Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'aide de l'ADEME et conclu une convention de financement (n°1640C0020) le 29 septembre 2016 pour un montant de 91 700 €, visant à soutenir l'action de Conseil en Mobilité initiée par l'ancien SMGETU

L'évolution du cadre légal relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ayant entraîné la dissolution du SMEGTU, a imposé un transfert des obligations contractuelles à l'échelon métropolitain, élargissant ainsi le champ d'intervention et interaction des conseillers en mobilité.

Ainsi, le rôle du poste de conseiller mobilité pour la promotion des Plans de Mobilité d'entreprises et inter-entreprises pourvu initialement dans le périmètre géographique de l'ancien SMEGTU est porté à l'échelle de toutes les zones d'activité métropolitaines.

Dans le même temps, le planning initial de réalisation de l'opération ayant été décalé, les échéances des versements financiers partiels intermédiaires, doivent être transformées en une échéance unique de versement en fin de contrat.

Afin de prendre en compte les différentes évolutions contextuelles et administratives sans déroger aux articles 12.1 (modalités de versement) et 12.2 (conditions de versement) des règles générales d'attribution des aides de l'Ademe, il convient de conclure un avenant sur les points suivants :

- **Article 1 – Signataires**

Modifications concernant les signataires respectifs de la convention de financement initiale :

Pour l'ADEME : le représentant est désormais Monsieur Arnaud LEROY

Pour la Métropole Aix Marseille Provence : l'adresse est désormais : 58 boulevard Charles Livon – 13007 – MARSEILLE 07, et le numéro SIRET : 20005480700017

- **Article 2 – objet**

Le premier paragraphe de l'article 2 de la convention de financement est modifié comme suit :

L'opération envisagée est la suivante : soutien au conseil en mobilité sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence.

- **Annexe 2 - Annexe technique**

1/ Chaque fois que le SMEGTU et/ou le Réseau De Transports Ulysse seront évoqués, il y a lieu de remplacer ces dénominations par Métropole Aix-Marseille-Provence.

2/ document à remettre à l'ADEME en cours et à l'issue de l'opération : Les 5 paragraphes sont supprimés et remplacés comme suit :

Un rapport final à remettre à l'ADEME au plus tard dans le délai de 36 mois à compter de la date de notification de la convention de financement initiale, soit le 22 septembre 2019, lequel devra présenter le bilan global de l'activité et les opérations de communication y afférant, conformément aux objectifs de l'annexe technique.

- Annexe 3 – Annexe financière

L'article 3 de l'annexe financière « modalités de versement de l'aide » est modifié comme suit :

Compte tenu de l'avance de 13 755 € déjà versée au bénéficiaire, le montant du solde, soit un maximum de 77 945 € sera versé sur présentation du rapport final et de l'état récapitulatif global final des dépenses éligibles réalisées joint à ce rapport et d'un RIB IBAN, et conformément aux conditions prévues à l'article 12.2 des règles générales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015-89 du Comité Syndical du SMGETU, du 08 décembre 2015 approuvant l'engagement d'une démarche de Conseil en Mobilité ;
- La décision n°2015-26 du SMGETU du 14 décembre 2015, approuvant le dépôt d'un dossier de financement par appel à projets ;
- Le courrier de l'ADEME du 1^{er} septembre 2016 confirmant l'engagement de l'aide de l'ADEME ;
- La convention de Financement n°1640C0020 conclue le 29 septembre 2016 Pour un montant de 91700 € ;
- L'information au Conseil des Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de conclure l'avenant proposé pour les régularisations nécessaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de financement conclue avec l'ADEME pour le soutien au Conseil en Mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est précisé que cet avenant n'a de conséquence financière que le report des acomptes sur versement unique en fin de convention.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 022-3698/18/BM

**■ Remise des ouvrages de voirie du Pôle d'échange Multimodal à la commune de Salon-de-Provence
MET 18/7068/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre-Durance avait décidé du transfert du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Salon de Provence de la commune vers la communauté d'agglomération dans la délibération communautaire N°244/14 en novembre 2014.

La délibération précisait le périmètre transféré comme indiqué en annexe 1.

Dans le cadre du projet du PEM « Aire de Crau », la communauté d'agglomération avait réalisé les travaux sur les zones « C ». Ces zones comprenaient des périmètres de voies de circulation devant revenir sous gestion communale à l'issue de la remise de l'ouvrage.

Il est donc proposé de transférer les zones indiquées sur le plan joint (annexe 2) à la commune de Salon-de-Provence. L'emprise des zones sera limitée de part et d'autre par les barrières et mobiliers urbains

(barrière et potelet). Les potelets font partie intégrante de l'emprise délimitée.

A titre dérogatoire, il est précisé que :

-le panneau d'information des places disponibles du PEM situé à l'entrée du périmètre côté boulevard Danton est sur l'emprise transférée à la ville mais entretenu par la métropole. Toute intervention sur ce mobilier sera aux frais exclusifs de la Métropole, y compris la remise en état de la voirie du domaine communal si nécessaire,

-les deux feux tricolores situés à la sortie de la gare routière à l'intersection du boulevard de la République et de l'avenue Emile Zola ainsi que la caméra de vidéosurveillance implantée sur le candélabre devant le parvis de la gare sont situés sur l'emprise de la Métropole mais entretenus par la ville de Salon de Provence. Toute intervention sur ce mobilier sera aux frais exclusifs de la commune, y compris la remise en état éventuelle de la zone correspondante à l'emprise Métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la remise des ouvrages à la commune de Salon de Provence telle que détaillée ci-dessus à compter de la notification de la présente délibération

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'entretien du périmètre conservé par la Métropole seront imputés à la section fonctionnement du budget transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous les imputations suivantes : Nature : 611 – Sous-politique : C240

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-3699/18/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique de trois parcelles de terrain situées chemin de Pluence à Marseille 11ème arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Longubardo
MET 18/6858/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte contenant attestation immobilière du 27 janvier 2010, les consorts Cassarin – Longubardo sont devenus propriétaires de la parcelle 869 B 225 située chemin de Pluence à Marseille 13011.

La parcelle 869 B 225 ci-dessus citée a depuis été divisée en 403 – 404 et 405.

Par courrier du 1^{er} mars 2017, Monsieur Yvon Longubardo, représentant les consorts Cassarin – Longubardo a proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de céder les parcelles 869 B 423 – 424 et 426 provenant de la parcelle 869 B 405 à l'amiable dans le cadre d'un arrêté de non opposition à la déclaration préalable n° 013055 16 02294P0 du 9 février 2017.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts Cassarin – Longubardo, ces derniers ont accepté de céder les

parcelles de terrain cadastrées sous les numéros 869 B 423 – 424 et 426 à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition des parcelles 869 B 423 – 424 et 426 permettra leur intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Cassarin – Longubardo s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parcelles cadastrées 869 B 423 - 424 et 426 sises chemin de Pluence à Marseille 11^{ème} arrondissement, à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux

dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-3700/18/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille (lot 11) au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes/La Claire à Marseille 13ème arrondissement
MET 18/6985/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parankes – la Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 avril 2015 avec différents partenaires dont BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

La SNC 65 Chemin de la Grave 13013 Marseille s'est substituée à la BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel dans le bénéfice de la promesse de vente portant sur le lot 11 et dont elle était bénéficiaire et de l'acte d'acquisition du terrain intervenu le 3 juillet 2017.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent d'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des

constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Le programme des équipements publics du PAE des Paranques – La Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille,
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec GRdF,
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma comporte la construction des bassins de rétention et le recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.
- Le coût d'acquisition du foncier assiette des équipements publics.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la SNC 65 Chemin de la Grave 13013 Marseille, le lot 11, ci-après désigné, d'une superficie de 675 m² environ correspondant aux cessions volontaires dues au titre du permis n° 13055.12.M1960.PC.PO du 11 décembre 2013 et n° 13055.12.M.1961.PC.PO du 11 décembre 2013, conformément à l'article R 123-10 du Code de l'Urbanisme, permettant que la constructibilité du terrain soit déterminée en prenant en compte la surface totale de la propriété sans déduire la surface occupée par les Emplacements Réservés.

Cette transaction s'effectuera moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-213V3669 du 31 mars 2016.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette parcelle permettra la réalisation de la voie U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du Programme d'Aménagement d'ensemble Les Paranques/La Claire.
- Que cette acquisition foncière correspond aux cessions volontaires dues au titre des permis n° 13055.12.M.1960.PC.PO du 11 décembre 2013 et n° 13055.12.M.1961.PC.PO du 11 décembre 2013.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC 65 Chemin de la Grave 13013 Marseille s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence sous forme de cessions volontaires au prix d'un euro symbolique, la parcelle 879 C 274 d'une contenance totale de 675 m² correspondant au lot 11 située à Marseille 13^{ème} arrondissement et ayant une valeur vénale de 33 750 euros conformément à l'avis de France Domaine soit 50 euros le mètre carré.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – opération 2009114300 – Budget Principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-3701/18/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier d'une parcelle de terrain située rue Paul Préboist à Marseille 13^{ème} arrondissement, pour permettre son intégration dans le domaine public routier métropolitain
MET 18/6990/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'une parcelle de

terrain déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie qui sert d'assiette à la rue Paul Préboist, réservée au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille n°13-341 (création de voie nouvelle) et qui a fait l'objet d'un transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de un euro auprès de la Société Bouygues Immobilier, représentée par Monsieur Patrick Alary, Directeur Général Région Arc Méditerranée, une parcelle de terrain de 1 984 m² environ cadastrée 880 E 0106 située rue Paul Préboist pour permettre son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'acquisition de la parcelle cadastrée 880 E 106 auprès de la Société Bouygues Immobilier située rue Paul Préboist à Marseille 13^{ème} arrondissement, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Bouygues Immobilier s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain de 1 984 m² environ cadastrée 880 E 106 située rue Paul Préboist à Marseille 13^{ème} arrondissement, à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant et fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-3702/18/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique de huit parcelles de terrain situées avenue Matraja à Sausset-les-Pins appartenant à la commune MET 18/6981/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé des travaux sur la commune de Sausset-les-Pins consistant en l'aménagement de l'avenue Pierre Matraja.

Cet aménagement a pour objectif de sécuriser les déplacements des cyclistes et des piétons.

Pour ce faire, la cession de parcelles de terrain appartenant à la commune est nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal autorisant la cession ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 15 mai 2018..

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de huit parcelles de terrain permettra l'aménagement de l'avenue Pierre Matraja.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition des parcelles de terrain cadastrées AN 4 – 5 – 120 et AM 1 – 156 – 155 – 163 et 164 situées avenue Pierre Matraja à Sausset-les-Pins à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – sous politique C 130 – opération 2015110400 – chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-3703/18/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de la "SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille" (lot 13) au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes-La Claire nécessaires à la réalisation de la desserte sanitaire et pluvial les Xavier - La Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 18/7067/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parankes – la Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 avril 2015 avec différents partenaires dont BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

La SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille s'est substituée à la BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel dans le bénéfice de la promesse de vente portant sur le lot 13 et dont elle était bénéficiaire et de l'acte d'acquisition du terrain intervenu le 3 juillet 2017.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent d'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Le programme des équipements publics du PAE des Parankes – La Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille,
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec GRdF,
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma comporte la construction des bassins de rétention et le recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.
- Le coût d'acquisition du foncier assiette des équipements publics.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille, le lot 13, ci-après désigné, d'une superficie de 2 597 m² environ correspondant aux cessions volontaires dues au titre du permis n° 13055.12.M1960.PC.PO du 11 décembre 2013 et n° 13055.12M.1961.PC.PO du 11 décembre 2013, conformément à l'article R 123-10 du Ccode de

l'Urbanisme, permettant que la constructibilité du terrain soit déterminée en prenant en compte la surface totale de la propriété sans déduire la surface occupée par les Emplacements Réservés.

Cette transaction s'effectuera moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-213V3669 du 31 mars 2016.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette parcelle permettra la réalisation de la voie U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le

cadre du Programme d'Aménagement d'ensemble Les Parankes/La Claire.

- Que cette acquisition foncière correspond aux cessions volontaires dues au titre des permis n° 13055.12.M.1960.PC.PO du 11 décembre 2013 et n° 13055.12.M.1961.PC.PO du 11 décembre 2013.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence sous forme de cessions volontaires au prix d'un euro symbolique, les parcelles 879 C 287 et 879 C 270 d'une contenance totale de 2 597 m² correspondant au lot 13 située à Marseille 13^{ème} arrondissement et ayant une valeur vénale de 129 850 euros conformément à l'avis de France Domaine soit 50 euros le mètre carré.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Métropole – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-3704/18/BM

■ Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment D d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement - Projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront
MET 18/7003/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des espaces extérieurs de la copropriété du parc Bellevue.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires du bâtiment D de la copropriété du Parc Bellevue d'une emprise foncière de 2 911 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n°100 sise rue Félix Pyat à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment D d'une emprise foncière de 2 911 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n° 100 permettra de réaliser l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment D représentés par leur syndic s'engagent à céder à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 2 911 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n°100 afin de réaliser l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-3705/18/BM

**■ Acquisition à titre gratuit auprès de la commune de La Ciotat des emprises foncières nécessaires à la réalisation d'une gare routière métropolitaine sise avenue du Caporal Chef Deruy
MET 18/7002/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La création d'une gare routière métropolitaine le long de l'avenue du Caporal Chef Deruy à La Ciotat nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de la commune de La Ciotat de quatre emprises foncières pour une superficie totale de 1512 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section CL numéros 207, 399 et 400 en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

Compte tenu de l'intérêt général des travaux et de la destination des terrains, la commune de La Ciotat accepte de céder les terrains en cause à titre gracieux.

Pour information, par un avis en date du 8 décembre 2017, les services de France Domaine ont évalué la valeur vénale des emprises foncières en cause à 400 000 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n°2017-13V2166 du 8 décembre 2017
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la commune de La Ciotat de quatre emprises foncières pour une superficie totale de 1512 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section CL numéros 207, 399 et 400 permettra de réaliser une gare routière métropolitaine le long de l'avenue du Caporal Chef Deruy à La Ciotat

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la commune de La Ciotat s'engage à céder à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises foncières suivantes afin de réaliser la gare routière métropolitaine du caporal Chef Deruy à La Ciotat :

- 350 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CL n°207
- Deux emprises de 516 m² et 14 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section CL n°399
- 632 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CL n°400

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-3706/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 30 boulevard Boeuf à Marseille 11ème arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Briffa
MET 18/6859/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte du 27 janvier 2017, Monsieur et Madame Briffa sont devenus propriétaires de la parcelle 862 M 112 située 30 boulevard Joseph Bœuf - 13011 Marseille.

Un permis de construire n° 13055-96-2-1219 du 21 février 1997 a été accordé à Monsieur et Madame Perinet, anciens propriétaires. L'acquisition d'une parcelle de 91 m² a été négociée à l'amiable avec la communauté urbaine Marseille Provence mais n'a pas été régularisée par acte notarié et les travaux d'élargissement ont été réalisés.

C'est pourquoi, Monsieur et Madame Briffa, nouveaux propriétaires, demandent à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquiescer cette parcelle afin de régulariser son statut juridique.

Cette acquisition sera réitérée par acte authentique moyennant une indemnité de 680 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain de 91 m² permettra son intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Briffa s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise de terrain de 91 m² à détacher de la parcelle cadastrée 862 M 112 sise 30 boulevard Joseph Bœuf à Marseille 11^{ème} arrondissement, au prix de 680 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Métropole – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-3707/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la "SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille" au titre du programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantques - La Claire à Marseille 13ème arrondissement nécessaires à la réalisation des voies U 372 et U 378

MET 18/6986/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parantques – La Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le

27 avril 2015 avec différents partenaires dont BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

La SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille s'est substituée à la BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel dans le bénéfice de la promesse de vente portant sur les lots 3, 6, 5, et 9 dont elle était bénéficiaire et de l'acte d'acquisition du terrain intervenu le 3 juillet 2017.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ou le Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Le programme des équipements publics du PAE des Paroisses – la Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille,
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec GRdF.
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma comporte la construction des bassins de rétention et le recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.
- Le coût d'acquisition du foncier assiette des équipements publics.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la « SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille » les

lots 3-6-5 et 9 ci-après désignés d'une superficie de 827 m² correspondant à la proposition d'acquisition sous forme numéraire.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-213V2669 du 31 mars 2016.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de ces parcelles auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille d'une superficie totale de 827 m² permettra la réalisation de deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble

Les Parankes / La Claire à Marseille 13^{ème} arrondissement.

- Que cette acquisition foncière se fait sous forme numéraire ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la « SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille », s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence sous forme numéraire des parcelles de terrain cadastrées 879 C 286, 879 C 282, 879 C 289, 879 C 283, 879 C 290, 879 C 279, 879 C 293, d'une superficie totale de 827 m² à Marseille 13^{ème} arrondissement, au prix de 41 350 € conformément à l'avis de France Domaine soit 50 € du mètre carré.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Métropole - Opération 2015110400 - Sous Politique C 130 - Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-3708/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain auprès de la 'SNC 65 chemin de la Grave à Marseille' au titre du programme d'aménagement d'ensemble les Parankes - La Claire nécessaires à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - La Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 18/7080/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parankes – La Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 avril 2015 avec différents partenaires dont BNP

Paribas Immobilier Promotion Résidentiel, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

La SNC 65 Chemin de la Grave 13013 Marseille s'est substituée à la BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel dans le bénéfice de la promesse de vente portant sur les lots 4, 12, 7 et 10 dont elle était bénéficiaire et de l'acte d'acquisition du terrain intervenu le 3 juillet 2017.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Le programme des équipements publics du PAE des Parankes – la Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille,
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec GRdF.
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma comporte la construction des bassins de rétention et le recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.
- Le coût d'acquisition du foncier assiette des équipements publics.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er}

janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la « SNC 65 Chemin de la Grave 13013 Marseille » les lots 4-12-7 et 10 ci-après désignés d'une superficie de 1 550 m² correspondant à la proposition d'acquisition sous forme numéraire.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-213V2669du 31 mars 2016.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de ces parcelles auprès de la SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille d'une superficie totale de 1 550 m² permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du Programme d'Aménagement

d'Ensemble Les Parankes / La Claire à Marseille 13^{ème} arrondissement.

- Que cette acquisition foncière se fait sous forme numéraire ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la « SNC 65 chemin de la Grave 13013 Marseille » , s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence sous forme numéraire des parcelles de terrain cadastrées 879 C 297, 879 C 316, 879 C 307, 879 C 309, 879 C 318, et le lot de volume 200 des parcelles 879 C 308 et 317et 879 C 310, 879 C 313, 879 C 315, 879 C 312 et le volume 200 des parcelles 879 C 311 et 314 d'une superficie totale de 1 550 m² à Marseille 13^{ème} arrondissement, au prix de 77 500 € (soixante dix sept mille cinq cents euros) conformément à l'avis de France Domaine soit 50 € du mètre carré.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2009114300 - Budget principal territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-3709/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à l'Association Syndicale Libre de l'ensemble immobilier "Les Allées Pasteur" nécessaire à l'aménagement de l'avenue Pasteur sur la commune de Plan-de-Cuques
MET 18/6873/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par convention n° 15/1888 du 31 décembre 2015 l'immobilière Pujol représentant l'Association Syndicale Libre de l'ensemble immobilier « Les Allées

Pasteur » situé 40 avenue Pasteur à Plan-de-Cuques, a mis à disposition anticipée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, préalablement au transfert de propriété, une emprise de terrain d'environ 18 m² à détacher de la parcelle AL 230.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'infrastructures routières et qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite aujourd'hui finaliser le transfert de propriété de cette parcelle à son profit.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec l'Association Syndicale Libre « Les Allées Pasteur » cette dernière accepte de céder une emprise de terrain de 18 m² à détacher de la parcelle AL 230 moyennant une indemnité de 1 200 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-17V2432 du 7 septembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une emprise de terrain de 18 m² à détacher de la parcelle AL 230 permettra son intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Association Syndicale Libre « Les Allées Pasteur » s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise de terrain de 18 m² à détacher de la parcelle cadastrée AL 230 sise avenue Pasteur à Plan-de-Cuques au prix de 1 200 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-3710/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n° 123 nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis MET 18/6993/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux d'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des propriétaires indivis de la parcelle BS n°123 d'une emprise foncière de 89 m²

environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°123 située le clos de l'Arène à Cassis.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 acceptent de céder ce terrain moyennant la somme de 1 780 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des propriétaires indivis de la parcelle cadastrée Section BS n°123 d'une emprise foncière de 89 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°123 permettra de réaliser l'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les propriétaires indivis de la parcelle cadastrée Section BS n°123 s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 89 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°123 sise le clos de l'Arène à Cassis au prix de 1 780 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Opération 2015110400- Sous Politique C130- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-3711/18/BM

■ Acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne Voie de Valdonne - Accord amiable avec la SNCF MET 18/6392/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations n°1-0914 et n°32-0715 en date respectivement du 30 septembre 2014 et du 6 juillet 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a acté la mise en œuvre d'un projet de transport performant entre la Bouilladisse et la gare d'Aubagne, en empruntant l'ancienne voie SNCF dite de Valdonne.

Conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble des actes.

Dans ce contexte, et en accord avec la SNCF, il est envisagé d'acquérir des parcelles bâties et non bâties appartenant à la SNCF. Par délibération du 13 juillet

2017, le conseil métropolitain a validé l'acquisition de 387 778 m² pour un montant de 1 748 915,76 euros. Une délibération modificative du 14 décembre 2017, nous a permis d'acquérir des parcelles complémentaires à la voie de Valdonne pour un montant total de 336 531 euros hors taxes.

Ainsi, cette délibération vient clôturer l'achat de la voie de Valdonne avec l'acquisition des deux dernières parcelles appartenant à la SNCF. Ces deux parcelles représentent une surface totale de 4272m² pour un montant total de 109 000 euros hors taxes.

Ces acquisitions se décomposent comme suit :

Section cadastrale	N° de parcelle	Commune	Surface cadastrale (m ²)	Surface à acquérir	Montant total en euros HT
AM	427	Aubagne	18 000	2000	18 000

Référence Cadastre	Numéro de Parcelle	Commune	Surface en m ²	Surface à acquérir	Montant total en euros
AL	318	Aubagne	70 976	2 272	91 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° URB-002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 035-2205/17/BM du conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant acquisition de parcelles sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° URB 023-14/12/17 du conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne voie de
-

- Acquisition de la ligne N° 948 000 d'Aubagne à la barque dite « ancienne voie de Valdonne ».
- Acquisition d'un bien bâti composé d'un ensemble de bâtiments de service, propriété de l'EPIC SNCF RESEAU.

1. **Acquisition de la ligne N° 948 000 d'Aubagne à la barque dite « ancienne voie de Valdonne**
2. **Acquisition d'un bien bâti d'un ensemble de bâtiments de service, propriété de l'EPIC SNCF RESEAU**

Valdonne sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- L'avis des Domaines n°2017-14V0237 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'agenda de la mobilité de la Métropole ;
- Que l'acquisition de ce foncier est nécessaire à la réalisation d'un projet de transport performant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de parcelles bâties et non bâties appartenant à la SNCF dont l'ancienne voie ferrée de Valdonne listées dans le présent rapport dans l'objectif de réaliser une infrastructure de transport performant pour un montant de 109 000 euros hors taxes.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer

l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sous l'opération 2017400100, sous politique C210, nature budgétaire 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-3712/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nu cadastrée section AS n° 49p, d'une superficie de 22 m², et constitution d'une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle cadastrée section AS n° 49p, sise chemin de la Goule à Grans, propriété de la SCI du Moulin, dans le cadre des travaux d'extension du réseau d'assainissement du chemin de la Goule à Grans MET 18/7151/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'extension du réseau d'assainissement du chemin de la Goule à Grans, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une parcelle de terrain nu cadastrée section AS n° 49p, pour une superficie d'environ 22 m², et constituer une servitude de passage et de tréfonds d'une emprise de 237 m², sur cette même parcelle cadastrée section AS n° 49p, propriété de la SCI du Moulin, située chemin de la Goule à Grans.

Aux termes de négociations, compte tenu de l'intérêt général du projet d'équipement public à réaliser sur cette parcelle, il a été convenu d'acquérir un terrain nu de 22 m² (à détacher de la parcelle cadastrée section AS n° 49), pour un montant de 635,00 € (six cent trente-cinq euros) supportant une station de relevage, d'une part, et de constituer une servitude de passage et de tréfonds d'une emprise de 237 m² (sur une autre partie de la parcelle cadastrée section AS n° 49) pour l'entretien de l'ouvrage, avec versement d'une indemnité de servitude d'un montant de 2 530,00 € (deux mille cinq cent trente euros), et donc le tout moyennant le versement par l'intercommunalité de la somme globale de 3 165,00 € (trois mille cent soixante-cinq euros).

La SCI du Moulin, par l'intermédiaire de son représentant, a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière et sur la constitution de cette servitude.

L'ensemble des frais de notaire et de géomètre liés à cette procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est précisé que les frais de notaire à la charge de la collectivité sont estimés à environ trois mille cinq cents euros (3 500,00 euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une parcelle de terrain nu, cadastrée section AS n° 49p, d'une contenance d'environ 22 m², sise chemin de la Goule à Grans, propriété de la SCI du Moulin, au prix de 635 euros, supportant une station de relevage implantée dans le cadre de l'extension du réseau d'assainissement du chemin de la Goule.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle cadastrée section AS n° 49p, d'une emprise de 237 m², sise chemin de la Goule à Grans, propriété de la SCI du Moulin, moyennant une indemnité de servitude d'un montant de 2 530 euros, pour l'entretien de l'ouvrage d'assainissement.

Article 3 :

Maître Bernard Toulouse, notaire à Istres, est désigné pour la rédaction de l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais de notaire liés à la présente procédure pour un montant d'environ 3 500 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017503300, nature 2111.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-3713/18/BM

■ Cession à titre onéreux de deux lots de copropriété situés 11 rue Jean Roque à Marseille 1er arrondissement à la SOLEAM MET 18/6872/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille approuvé par le conseil de communauté de Marseille Provence Métropole, prévoit la requalification du centre-ville et par diverses interventions coordonnées au nombre desquelles le développement de l'attractivité résidentielle et commerciale.

L'opération de renouvellement urbain « grand centre ville », concédée dans ce cadre à la SOLEAM prévoit dans ses objectifs, la production de 1 500 logements nouveaux, notamment par la restauration d'immeubles dégradés, ainsi que la production de 13 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

Conformément à ce programme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exercé son droit de préemption sur les lots 4 et 8 dépendant de l'immeuble situé 11 rue Jean Roque cadastré sous le n° 803 B 174, appartenant à Monsieur et Madame Bensaid, au prix de 50 000 euros.

Dans le cadre de cette concession, la SOLEAM s'est engagée à racheter cet immeuble auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession des lots 4 et 8 dépendant de l'immeuble rue Jean Roque permettra leur restauration par la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à la SOLEAM, les lots n° 4 et 8 dépendant de l'immeuble situé 11 rue Jean Roque à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 B 174, au prix de 50 000 euros ainsi que le remboursement des frais d'acte notarié relatifs à l'acquisition.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique C 130 – Nature 775 – Fonction 588

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-3714/18/BM

■ **Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée section B n° 441p, sise Chemin des Espagnols à Miramas, d'une contenance cadastrale de 324 m², au profit de Monsieur et Madame Colombini MET 18/6959/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section B n° 441, d'une contenance cadastrale de 10 840 m², située Chemin des Espagnols à Miramas.

Monsieur et Madame Colombini, ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à leur profit d'une partie de ladite parcelle d'une contenance de 324 m².

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à 12 €/m².

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière reste à la charge de Monsieur et Madame Colombini.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle cadastrée section B n° 441p, sise Chemin des Espagnols à Miramas, d'une contenance cadastrale de 324 m², au profit de Monsieur et Madame Colombini, pour un montant de 3 888 € H.T. (trois mille huit cent quatre-vingt huit euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Monsieur et Madame Colombini.

Article 4 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-3715/18/BM

■ **Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée section B n° 441p, sise Chemin des Espagnols à Miramas, d'une contenance cadastrale de 479 m², au profit de Monsieur et Madame Blin**
MET 18/6960/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section B n° 441, d'une contenance cadastrale de 10 840 m², située Chemin des Espagnols à Miramas.

Monsieur et Madame Blin, ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à leur profit d'une partie de ladite parcelle d'une contenance de 479 m².

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à 12 €/m².

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière reste à la charge de Monsieur et Madame Blin.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle cadastrée section B n° 441p, sise Chemin des Espagnols à Miramas, d'une contenance cadastrale de 479 m², au profit de Monsieur et Madame Blin, pour un montant de 5 748 € H.T. (cinq mille sept cent quarante-huit euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Monsieur et Madame Blin.

Article 4 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024 .

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-3716/18/BM

■ **Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée section B n° 441p, sise Chemin des Espagnols à Miramas, d'une contenance cadastrale de 355 m², au profit de Monsieur et Madame Rodriguez**
MET 18/6962/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section B n° 441, d'une contenance cadastrale de 10840 m², située Chemin des Espagnols à Miramas.

Monsieur et Madame Rodriguez, ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à leur profit d'une partie de ladite parcelle d'une contenance de 355 m².

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à 12 €/m².

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière reste à la charge de Monsieur et Madame Rodriguez.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle cadastrée section B n° 441p, sise Chemin des Espagnols à

Miramas, d'une contenance cadastrale de 355 m², au profit de Monsieur et Madame Rodriguez, pour un montant de 4 260 € H.T. (quatre mille deux cent soixante euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Monsieur et Madame Rodriguez.

Article 4 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-3717/18/BM

**■ Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain, cadastrée section BV n° 159 située chemin de Saint Jean, lieudit Sivier à Istres au profit de Madame Bouaoun Aïsatou, et constitution d'une servitude de passage sur la parcelle située chemin de Saint Jean, lieudit Sivier à Istres, cadastrée section BV n° 160, restant propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7150/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section BV n° 159, d'une contenance d'environ 1 148 m², située lieudit Sivier, chemin de Saint Jean, à Istres.

Madame Bouaoun Aïsatou a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à son profit de ladite parcelle.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à vingt quatre mille euros (24 000 €).

Cette cession nécessitera la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle cadastrée section BV n° 160 restant propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de desservir la parcelle cédée cadastrée section BV n° 159.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais de notaire et de géomètre lié à cette transaction foncière est à la charge de Madame Bouaoun Aïsatou.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle cadastrée section BV n° 159, sise lieudit Sivier, chemin de Saint Jean à Istres, d'une contenance d'environ 1 148m², au profit de Madame Bouaoun Aïsatou, pour un montant de vingt quatre mille euros (24 000 €).

Article 2 :

Est approuvée la constitution de servitude de passage grevant la parcelle section BV n° 160 restant propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de desservir la parcelle cédée cadastrée section BV n° 159.

Article 3 :

Maître Bernard Toulouse, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Madame Bouaoun.

Article 5 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-3718/18/BM

**■ Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain nu cadastrée section CX n° 52p sise chemin du Port, Les heures Claires à Istres, d'une contenance d'environ 2 350 m² au bénéfice de Monsieur et Madame Toulouse
MET 18/7152/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur et Madame Toulouse, demeurant 59 chemin du Port, Les Heures Claires à Istres, déjà propriétaires des parcelles cadastrées section CW n° 77 et section CX n° 51, et intéressés à agrandir leur propriété, ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition de la parcelle riveraine cadastrée section CX n° 52p, pour une contenance d'environ 2350 m², sise chemin du Port, Les Heures Claires à Istres, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Domaine a été régulièrement saisi et a évalué la valeur vénale de l'emprise souhaitée à 41 000,00 € H.T. (quarante et un mille euros hors taxes).

Il est précisé que l'ensemble des frais de notaire et de géomètre liés à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

Monsieur et Madame Toulouse ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018 ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession d'une parcelle de terrain nu, cadastrée section CX n° 52p, pour une contenance d'environ 2350 m², sise quartier des Heures Claires, chemin du Port à Istres, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit de Monsieur et Madame Toulouse, pour un montant de 41 000 € H.T., (quarante et un mille euros hors taxe), payable comptant le jour de la signature de l'acte authentique.

Article 2 :

Maître Nathalie Durand, notaire à Fos-sur-Mer, est désignée pour la rédaction de l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

Article 4 :

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-3719/18/BM

**■ Modification de la délibération n° URB 069-2568/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant le transfert de propriété pour un euro symbolique de la parcelle sise à Entressen sur la commune d'Istres, lieudit Calameau, cadastrée section DR n° 57, d'une superficie de 14 m², propriété de Ouest Provence Habitat
MET 18/7153/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé au Bureau de la Métropole que par délibération n° URB 069-2568/17/BM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le transfert de propriété à titre onéreux de la parcelle sise à Entressen sur la commune d'Istres, lieudit Calameau, cadastrée section DR n° 57, d'une superficie de 14 m², propriété de Ouest Provence Habitat, pour un euro symbolique, dans le cadre d'une régularisation foncière liée à la compétence eau et assainissement de l'intercommunalité.

Cependant, le contenu de l'objet de cette délibération visait un transfert à titre gratuit alors que le corps de la délibération précisait les modalités du transfert comme étant une cession à titre onéreux pour un euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération n° URB 069-2568/17/BM du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° URB 069-2568/17/BM du 19 octobre 2017 relative au transfert de propriété à titre onéreux de la parcelle sise à Entressen sur la commune d'Istres, lieudit Calameau, cadastrée section DR n° 57, d'une superficie de 14 m², propriété de Ouest Provence Habitat, pour un euro symbolique, dans le cadre d'une régularisation foncière liée à la compétence eau et assainissement de l'intercommunalité.

Article 2 :

Les autres termes de la délibération n° URB 069-2568/17/BM du 19 octobre 2017 demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-3720/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au compromis de vente des parcelles de terrains comprises dans la zone d'activités des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la SCI CHLOE
MET 18/7157/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 13 juillet 2017 N°URB 027-2197/17/BM a approuvé la vente des parcelles de terrain cadastrées AO 182 et AO 210 composant le lot 35 de la ZAC des Étangs reconnue d'intérêt communautaire le 11/07/2006, sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, à la SCI CLHOE représentée par Monsieur LONCLE Guillaume au prix de vente de 168 714 euros TTC soit 65 euros/m² HT.

Afin de purger les différentes autorisations, CDAC et permis de construire, liées à son opération de réalisation d'un ensemble de 4 à 5 boutiques commerciales il a été décidé en accord entre les parties d'établir un avenant n°1 au compromis de vente du 18 octobre 2017 reportant la date de validité du compromis de vente et de signature de l'acte authentique prévue le 31 décembre 2018 au 31 juillet 2019.

Les autres conditions du compromis de vente non visées par le présent avenant n° 1 restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que cette cession du lot 35 dans la ZAC des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la SCI CLHOE d'implanter un projet de construction de quatre à cinq locaux commerciaux ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 au compromis de vente du 18 octobre 2017 reportant la date de validité du compromis de vente et de signature de l'acte authentique prévue le 31 décembre 2018 au 31 juillet 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le compromis de vente ainsi que l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-3721/18/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Lot AP1 - Constitution d'une servitude de tréfonds pour le passage du réseau d'eau pluviale
MET 18/6891/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil, le Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 a décidé de céder les lots AP1 et AP2 d'une surface totale de 18 000 m² au groupement GSE/AXTOM/BMF afin de développer un projet de promotion immobilière. Ce programme va permettre de proposer des locaux d'activités modulables, à la vente et à la location, à des PME/PMI ainsi qu'aux entreprises sortantes de la pépinière d'entreprises Michel Caucik à la recherche de solutions de sorties locales.

Un compromis de vente a été signé le 16 novembre 2017 et le promoteur a d'ores et déjà obtenu son permis de construire sur le AP1 sur lequel il a démarré une pré commercialisation.

A l'occasion des investigations préalables aux travaux, il s'avère qu'une canalisation d'eau pluviale traverse en partie le terrain à céder. Cette canalisation permet de diriger les eaux collectées dans la noue jusqu'au bassin de rétention limitrophe au lot AP1. Les emprises publiques à proximité sont inadaptées pour accueillir le réseau.

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'assainissement d'eau pluviale sur le lot AP1 (cadastré AY1226) est donc nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien et ses réparations et éviter toutes dégradations.

L'acquéreur a donné son accord pour inscrire cette servitude dans l'acte authentique de vente notarié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2004_A025 du Conseil communautaire de la CPA du 6 février 2004 déclarant d'intérêt communautaire l'opération ;
- La délibération n°2006_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2007_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°ECO 023-2457/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la cession des lots AP1 et AP2 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la servitude de tréfonds doit être constituée pour le passage du réseau pluvial sur le lot AP1.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds pour le passage du réseau d'eau pluviale sur le lot AP1 et son inscription dans la réitération de la vente par acte authentique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte relatif à la constitution de cette servitude et à l'instauration des obligations d'entretien du talus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-3722/18/BM

■ Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence - Approbation d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC avec la Société RD Adaptation MET 18/6892/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence d'une superficie de 36ha a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation.

Les nouvelles constructions pouvant être érigées sur les terrains privés se situant dans le périmètre de ZAC sont soumises à des participations conformément à l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme. En effet, cet article stipule que « Lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération

intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone. La convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire ou de lotir ».

Le montant des participations pour la ZAC de Lenfant a été fixé à 59,86 €HT/m² de surface de plancher par délibération n°2012_A109 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 dans le cadre de la modification du dossier de réalisation et de la détermination du montant des participations aux équipements publics de la ZAC.

La société RD Adaptation souhaite créer un bâtiment à usage de bureaux et un atelier pour l'adaptation de véhicules pour les personnes à mobilité réduite représentant au total une surface de plancher (SDP) de 477m². Ainsi, il convient d'approuver une convention tripartite entre le constructeur, la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole fixant le montant de la participation à 28 553,22€HT et définissant les conditions et modalités de son versement

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2009-A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 confiant l'aménagement de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2010-A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2012-A109 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant la modification du dossier de réalisation et le montant des participations aux équipements publics de la ZAC ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de faire participer la société RD Adaptation au coût des équipements publics de la ZAC conformément à l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention à conclure entre la société RD Adaptation, la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-3723/18/BM

**■ Approbation de la déclaration de projet relative à la création des voies U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement
MET 18/6987/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence détermine les secteurs d'aménagement et doit « prendre en considération les Programmes d'Aménagement d'Ensemble » (Art. L5215.20 du CGCT).

Par délibération n° URB 010-1163/07/CC du 21 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en œuvre d'un Programme d'Aménagement d'Ensemble à vocation d'habitat.

Le secteur concerné représente environ 14 hectares. Les ouvrages publics rendus nécessaires par l'urbanisation projetée sont les suivants et leurs montants prévisionnels s'élèvent à 6 596 165 euros H.T. (y compris le coût des terrains d'assiette des équipements) :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave, y compris les carrefours de raccordement entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille ;
- L'ensemble des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, de télécommunications, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation ;
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre).

Par délibération n° URB 001-375/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau Métropolitain a demandé à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de diligenter de manière conjointe, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ainsi qu'une enquête parcellaire nécessaire à la maîtrise foncière des terrains impactés par le projet.

Par décision du 20 juin 2017, le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné le commissaire enquêteur pour conduire conjointement, sur la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'enquête portant l'utilité publique, le parcellaire et la mise en compatibilité subséquente du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille, en vue de la réalisation des voies U372 et U378.

Par arrêté du 22 septembre 2017, le Préfet des Bouches-du-Rhône a prescrit l'ouverture d'une enquête unique, préalable à l'utilité publique de la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence des voies U372 et U378 sur le territoire de la commune de Marseille, et le parcellaire en vue de délimiter exactement les immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération.

L'enquête s'est déroulée pendant 31 jours consécutifs du 30 octobre 2017 au 29 novembre 2017 inclus. Dans son rapport du 24 janvier 2018, transmis par les services préfectoraux le 21 février 2018, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur l'utilité publique du projet de l'aménagement des voies U372 et U378 et des voies connexes au plan d'aménagement d'ensemble P.A.E. « les Parankes / la Claire » Marseille 13^{ème} arrondissement, ainsi que la mise en compatibilité subséquente du plan local d'urbanisme de la commune de Marseille, et le parcellaire en vue de délimiter exactement les immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération.

Cette opération présente un certain nombre d'avantages, en ce sens qu'elle permet de mettre en évidence le bien fondé de ces aménagements et l'occasion ultime de répondre aux habitants et autres personnes concernées par le Programme d'Aménagement d'Ensemble de la commune de Château-Gombert.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit se prononcer sur une déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération projetée.

En conséquence la Métropole Aix-Marseille-Provence confirme son intention de réaliser les voies U372 et U378 qui seront échelonnées dans le temps :

- Opération 1 : réalisation de la voie U372 et de la liaison U372 / chemin de la Grave,
- Opération 2 : élargissement du chemin de la Grave et réalisation pour partie de la voie U378,

et demande au Préfet la délivrance de l'arrêté de déclaration d'utilité publique dudit projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 001-375/16/BM du 30 juin 2016 demandant l'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la réalisation des voies U372 et U378 ;
- La délibération n° URB 010-1163/07/CC du 21 décembre 2017 approuvant la mise en œuvre du Programme d'Aménagement d'Ensemble ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité que la Métropole Aix-Marseille-Provence se prononce par une déclaration de projet sur l'intérêt général du projet de réalisation des voies U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la déclaration de projet sur l'intérêt général de la réalisation des voies U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents relatifs à cette procédure.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-3724/18/BM

**■ Requalification de la promenade du Port-Vieux à La Ciotat. Approbation d'une convention de partenariat financier avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône
MET 18/6991/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétences métropolitaines sur un territoire communal.

Dans ce contexte, la requalification du Port Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littorale.

Le renouvellement urbain, de compétence métropolitaine, justifie aussi le souhait de cette entité d'engager les travaux nécessaires à la création d'une promenade urbaine portuaire sur la commune de La Ciotat, véritable prolongation du port industriel, reliant

le centre ancien de la ville objet de nombreuses interventions publiques multipartenariales.

Le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, propriétaire du Domaine Public Maritime, a donné en délégation de Service Public à la SEMIDEP l'ensemble de la gestion des ports (plaisance et industriel).

L'approbation de la création de l'opération d'aménagement a été délibérée le 30 juin 2016 par le Conseil Métropolitain.

Dans le cadre de cette requalification, le CD 13 a rédigé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tri-partites avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP qui permet de coordonner l'ensemble des travaux de la signature de ladite convention jusqu'à la réception des travaux.

L'approbation de la convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage a été délibérée le 17 octobre 2016. La convention a été signée le 23 novembre 2016.

Dans le cadre des compétences de chaque entité, il est acté une répartition des financements repris dans le tableau annexé à la présente délibération.

Afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement, il convient d'approuver une convention de partenariat financier avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône pour le remboursement des travaux de compétence départementale.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Les délibérations HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 Juin 2016 approuvant l'affectation de programme pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétence métropolitaine sur le territoire communal,
- Que pour bonne la réalisation de projet, il convient d'approuver la convention de partenariat financier avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat financier avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole – Opération 2016102300 - Fonction : 515 – Chapitre 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-3725/18/BM

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille MET 18/7069/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences le développement économique et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique sur son territoire.

Pour cela, l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur (EPF PACA) l'accompagne sur les secteurs tendus, en renouvellement urbain et notamment le périmètre Marseille Nord couvert par la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Façade Maritime Nord.

Dans la continuité de l'action foncière partenariale menée sur le territoire Marseille nord, guidée par le plan d'actions foncières du territoire Marseille Provence et face à l'accroissement des acquisitions et négociations sur le foncier à vocation économique sur certains secteurs stratégiques, la stratégie foncière engagée sur Marseille nord doit s'adapter pour évoluer.

Une ingénierie foncière et de projets renforcée a été engagée dès 2017 sur le secteur de Plombières à cheval sur les 3^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille et invite à reconsidérer l'action de l'EPF PACA sur ce secteur.

En effet, Plombières, secteur à vocation économique en renouvellement urbain initialement ciblé comme périmètre de veille foncière active au titre de la première version de la convention, sera désormais intégré dans la catégorie des périmètres en phase d'impulsion.

Par ailleurs, dans un contexte de pression foncière, et face à des durées de portage moyen/long terme, la recherche d'optimisation de la gestion transitoire des biens, notamment économiques, est un moyen d'accompagner le recyclage foncier et la sortie opérationnelle de certains ilots.

A cet effet, la récente délibération n°2017/54 du 30 novembre 2017 du conseil d'administration de l'EPF PACA ouvre la possibilité de déduire du prix de cession des biens acquis par l'EPF PACA les éventuelles recettes locatives perçues par l'Etablissement pendant la durée de portage pour les opérations présentant un équilibre contraint. Cette nouvelle facilité proposée vient s'ajouter à l'exonération de l'imputation du montant des taxes foncières sur le coût de cession de l'opération. Le

présent avenant N°2 vient consacrer cette modalité de cession.

Enfin, les modalités de gestion transitoire des biens acquis par l'EPF PACA sont précisées et clarifiées, notamment pour les biens ayant vocation à être intégrés aux stratégies de développement du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 002-2501/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant N°1 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération N°2017/54 du 30 novembre 2017 du Conseil d'administration de l'Etablissement public Foncier PACA ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la production de foncier économique en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de poursuivre et optimiser l'action foncière partenariale sur ce secteur.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille, ci-annexé, conclu entre la Métropole Aix-Marseille Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant, tous les documents y afférents nécessaires et prendre toutes dispositions concernant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-3726/18/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur les sites Quartier Saint-Pierre, Les Ferrades Sud et la Maison, la Chamade, avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune d'Aurons MET 18/7142/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Etablissement Public Foncier (EPF) PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public, pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions.

L'objectif principal et les principes généraux qui guident le Partenariat EPF- Communes – Métropole est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités.

Aurons est une commune à dominante agricole située au cœur du massif des Costes, séparant la Touloubre de la Durance. Elle accueille 533 habitants, principalement dans le village situé à 6 km de Salon-de-Provence.

Elle est reliée aux bassins d'emploi d'Aix-en-Provence, Marseille, Berre l'Etang et Fos-sur-Mer par les grands axes autoroutiers de l'A7 et de l'A54 situés à proximité.

Aujourd'hui, le projet municipal est tourné vers une croissance maîtrisée de sa population (1,3%/an) et de son parc de logements, tout en permettant de répondre aux nouveaux besoins des ménages dont la taille moyenne diminue. Le diagnostic du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a mis en relief une augmentation des jeunes actifs, des familles mono parentales, des retraités et des handicapés.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la Commune, approuvé le 29 décembre 2015, affiche un objectif de plus grande mixité sociale et urbaine, principalement au sein du village afin de limiter l'étalement urbain et d'affirmer le village comme centre de vie.

Dans le cadre de la présente convention, la Commune sollicite l'EPF PACA pour une mission d'acquisition foncière de 3 sites distincts : le quartier Saint Pierre, le quartier des Ferrages sud et le quartier la Maison, la Chamade.

En effet, ces 3 sites ciblés pour le développement échelonné de la Commune dans le cadre décrit ci-dessus doivent faire prochainement l'objet d'une cession d'un seul tenant par la SCI Vergers qui détient à l'heure actuelle environ 310 hectares à l'échelle de la Commune.

Le quartier Saint Pierre d'une superficie d'environ 20 000 m² est ciblé par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) pour un pôle de renouvellement urbain dans le PLU. La Commune souhaite y réaliser un programme de logements ainsi qu'une résidence pour les personnes âgées.

Le quartier des Ferrages sud d'une superficie d'environ 28 777 m² bénéficie également d'une OAP dans le PLU.

La Maison, la Chamade accueille actuellement des enfants en difficulté et devrait être rétrocédée à la Commune après son acquisition par l'EPF afin de pérenniser sa mission.

Le reste du foncier détenu par la SCI Vergers correspondant à des espaces boisés, doit être acquis concomitamment par la SAFER.

Ainsi, la Commune, en lien avec la Métropole, sollicite l'EPF PACA pour initier une mission d'intervention foncière en phase impulsion /réalisation sur ces 3 sites.

Cette intervention s'inscrit dans le 2ème axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF PACA : « Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes d'espace ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, à conclure entre l'EPF PACA, la commune d'Aurons et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-3727/18/BM

**■ Approbation d'une convention d'échanges de données géographiques et statistiques avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise et l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix - Durance
MET 18/7015/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L. 132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

Dans ce cadre, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix - Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoires différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Pour l'accomplissement de ces études, l'AgAM et l'AUPA produisent des données territoriales géolocalisées et statistiques. Ces données constituent à la fois la matière première et le support des études réalisées dans le cadre de leurs missions menées notamment pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En parallèle, pour l'exercice de ses compétences dans différents domaines (économie, aménagement, habitat, urbanisme, transport, etc.), la Métropole produit ou acquiert des données territoriales géolocalisées et statistiques.

Dans ces conditions, compte tenu des missions des agences et des compétences de la Métropole entraînant l'acquisition et/ou la production de données territoriales géolocalisées et statistiques, il est nécessaire d'établir une convention entre les différentes parties pour l'échange de ces données.

Une convention d'échanges de données a été conclue entre la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole et l'AgAM par une délibération n° 15/1503 du 31 août 2015 pour une durée de quatre ans.

Or aujourd'hui, la Métropole souhaite étendre ce partenariat, rendant cette première convention caduque. En effet, compte tenu du nouveau périmètre d'intervention métropolitain, il est indispensable que l'AUPA puisse également constituer un partenaire indispensable en matière d'échange de données, de production de données géographiques et statistiques, de mises à jour, etc..

Aussi, afin de faciliter la circulation des données entre toutes les entités et de garantir la qualité des échanges, cette nouvelle convention en définit les modalités et conditions techniques et juridiques pour le fournisseur et le bénéficiaire. Chaque partie est tour à tour fournisseur et bénéficiaire, et ces modalités s'appliquent donc tour à tour à l'une et/ou l'autre des parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole produit ou acquiert des données territoriales géolocalisées et statistiques ;
- Que l'AgAM et l'AUPA produisent des données territoriales géolocalisées et statistiques dans le cadre de leurs missions menées pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de faciliter la circulation des données territoriales géolocalisées et statistiques entre toutes les entités et de garantir la qualité des échanges, il convient de conclure une convention d'échanges des données entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les agences d'urbanisme AgAM et AUPA ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'échanges de données, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix - Durance sur le territoire métropolitain.

Article 2 :

L'échange de ces données est réalisé à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-3728/18/BM

■ Versement d'une indemnité d'éviction amiable à Monsieur Daniel Garcia suite à la résiliation d'un bail commercial MET 18/6950/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les locataires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon (section

Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse) s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

L'ordonnance d'expropriation n° RG 17/00094 a été rendue par Monsieur le juge de l'expropriation du TGI de Marseille le 14 décembre 2017. Cette ordonnance transfère la propriété à la Métropole Aix-Marseille-Provence et éteint tous les droits réels et personnels existants sur les immeubles expropriés.

En l'espèce, les travaux du BUS nécessitent l'intervention des services métropolitains et des entreprises de travaux mandatées par ses soins sur des terrains appartenant à Monsieur Galdon et occupés par Monsieur Garcia en vertu d'un bail commercial en date du 1^{er} juillet 2008, dont la superficie a été estimée à 58m².

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite obtenir la libération du local commercial occupé par M. Garcia au 9 mars 2018 et, à ce titre, elle sollicite auprès du locataire la libération des emprises foncières listées ci-dessous afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet, moyennant une indemnité de 27 571€, conformément à l'avis de France Domaine :

Référence cadastrale					N° du plan	Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface	N°	Surface
857 B	47	SOL	Rue d'André Bardon	358			58		300
						Total	58		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine du 22 janvier 2018 ;
- Le bulletin d'indemnité d'éviction ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence verse l'indemnité d'éviction afin que le locataire du bail commercial quitte les lieux en mettant fin à son bail et afin que les

travaux du Boulevard urbain Sud puissent être réalisés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bulletin d'indemnité d'éviction par lequel Monsieur Daniel Garcia accepte la libération du local commercial sis : rue André Bardon, à Marseille 10^{ème}, d'une superficie de 58m², issu du bâti sur la parcelle cadastrée 587 B 47, moyennant une indemnité de 27 571,00 euros, conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer le bulletin d'indemnité d'éviction et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C311 – Opération 2015108400 – Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-3729/18/BM

■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône et paiement de la cotisation 2018

MET 18/6896/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône a été mis en place par le Conseil Général en 1980.

Il a pour vocation la promotion de la qualité architecturale, urbaine, paysagère et environnementale, avec pour missions de :

- conseiller les collectivités territoriales dans leurs démarches de construction et d'aménagement sur tous les aspects et les facteurs qui contribuent à la qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- former les élus à la connaissance des territoires et de leur évolution ;
- informer et sensibiliser le grand public à la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement - visites, conférences, expositions, publications de vulgarisation - et à l'esprit de participation : débats, tables-rondes, ateliers pédagogiques, etc.

Le CAUE est une association loi 1901 investie d'une mission de service public.

Son conseil d'administration traduit le rôle conjoint de l'état, des collectivités territoriales et des professionnels de l'acte de bâtir. Les adhérents sont les communes et depuis 2009, le CAUE a ouvert son adhésion aux communautés de communes, aux bailleurs sociaux et aux parcs nationaux.

Ainsi, le CAUE assure déjà sur la plupart des territoires composant la Métropole Aix-Marseille-Provence et depuis de nombreuses années, des missions d'aides aux communes dans le champ de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'environnement.

Créée au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite bénéficier de l'expertise et de l'appui du CAUE pour l'accompagner dans l'exercice de ses compétences.

Il convient pour cela d'adhérer.

Le montant de la cotisation annuelle pour l'année 2018 s'élève à 50 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 10-2080/17/CM du 18 mai 2017 portant adhésion au CAUE ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le CAUE assure des missions d'aide et d'assistance aux collectivités territoriales ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite bénéficier de l'expertise et de l'appui du CAUE pour l'accompagner dans l'exercice de ses compétences.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône, et le paiement de la cotisation 2018 de 50 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole : Sous-Politique C110 – Nature 6281 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-3730/18/BM

■ Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux avec le Ministère de la Justice pour le Palais de Justice du Pays de Martigues MET 18/7248/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'animation et de coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance, la Métropole Aix-Marseille-Provence contribue au développement de l'accès au droit et de l'aide aux victimes en partenariat avec la Justice. Ce sont des actions qui se retrouvent essentiellement dans des structures de proximité, comme les Maisons de Justice et du Droit. Elles sont complémentaires à l'action classique de la Justice pénale ou civile.

Le 30 octobre 2014 a été signée une convention entre l'État et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues relative à la création d'un pôle judiciaire (*dénommé depuis Palais de Justice*) aux fins de regrouper dans un seul bâtiment le Tribunal d'Instance, le Conseil des Prud'hommes et la Maison de Justice et du Droit.

Ladite convention confiait conformément aux dispositions de l'article du Code Général des Collectivités Territoriales, la Maîtrise d'Ouvrage à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Dans son article 4, cette convention prévoit une mise à disposition gratuite du bâtiment au profit du

Ministère de la Justice, après réception des travaux. En effet, le Ministère de la Justice avait attribué à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues une subvention d'un montant de cinq cent mille euros conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues en 2016 et est désormais propriétaire de ce bâtiment dont les travaux se sont achevés le 22 décembre 2017.

La prise de possession du bâtiment fera l'objet d'un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux, au jour de la remise des clés et les modalités de mise à disposition du bâtiment sont définies dans une convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CC-2014-151 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 30 octobre 2014 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés, depuis le 1^{er} janvier 2016, conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,
- Qu'à compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence a assuré la maîtrise d'ouvrage du bâtiment destiné au Tribunal d'Instance, Conseil de Prud'hommes, et Maison de Justice et du Droit,
- Que le Ministère de la Justice a attribué à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues une subvention d'un montant de cinq cent mille euros conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié pour le financement de l'opération,
- Les travaux étant achevés, il convient de mettre cet ouvrage à disposition de l'Etat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition du bâtiment regroupant le Tribunal d'Instance, le Conseil des Prud'hommes, et la Maison de Justice du Droit, sis 40 et 42 avenue de la Paix à Martigues, d'une surface d'environ 2395 m², pour les besoins de la Justice.

Article 2 :

La présente convention est conclue à compter du 17 avril 2018 à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"**

DEVT 001-3731/18/BM

■ Attribution d'une subvention au profit de l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale APERS - Approbation d'une convention MET 18/6692/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'APERS est une association créée en 1980 qui est agréé par le Ministre de la Justice.

Dans le cadre de ses missions, l'APERS met en oeuvre des postes d'intervenant social au sein des commissariats et des brigades de gendarmerie pour l'accueil des victimes d'infractions pénales sur les Conseils de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc Bel Air, Gardanne, Peyrolles-en-Provence, Trets, Vitrolles), du Pays de Martigues (Martigues) et du Pays Salonais (Salon de Provence, Berre l'Etang) et du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence (Istres et Miramas). Il s'agit de mettre à disposition de l'ensemble des publics s'adressant aux commissariats et aux brigades de gendarmerie concernés, une écoute spécialisée, une évaluation et une orientation appropriée à la problématique rencontrée, ainsi que de pouvoir apporter une réponse immédiate aux situations de détresse.

Par ailleurs, afin de favoriser l'accès aux droits, l'aide et l'information des victimes d'infractions pénales, l'APERS met également en place des permanences d'accueil de juristes et de psychologues au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence et dans d'autres structures du territoire concerné (Aix-en-Provence, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles) ainsi que sur le territoire Istres-Ouest Provence (Miramas, Istres et Port-Saint-Louis-du-Rhône). Il s'agit, par ces permanences, de garantir à toute victime d'infraction pénale la compétence d'un service spécialisé dans l'accueil, le soutien, l'aide aux démarches, l'accompagnement dans la procédure judiciaire, l'aide à la constitution de dossiers CIVI ou d'aide juridictionnelle, le soutien psychologique ou l'orientation sur des services spécialisés si nécessaire

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, l'APERS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 149 520 euros.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 66 960 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 31 000 euros pour Territoire Istres-Ouest Provence
- 15 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de

l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance .

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 112 960 euros à l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole et se répartissent comme suit :

- 66 960 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 31 000 euros pour Territoire Istres-Ouest Provence
- 15 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-3732/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association SOS Femmes pour 2018 - Approbation d'une convention MET 18/6693/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

SOS Femmes 13 est une association créée en 1976 œuvrant à la lutte contre les violences conjugales.

Dans le cadre de ses missions, SOS Femmes 13 assure :

- Sur le Territoire du Pays d'Aix. La mise en œuvre des permanences d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violence (Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis, Gardanne, Bouc-Bel-Air) ; l'animation du réseau, sur cette thématique, des institutionnels et des professionnels du secteur social et de la santé (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne) ; la participation au protocole de lutte

contre les violences conjugales mis en place par le Parquet d'Aix-en-Provence.

- Sur le Territoire du Pays de Martigues. La gestion d'une structure d'accueil, lieu d'écoute et d'accompagnement des victimes de violence conjugale (Port-de-Bouc), avec 8 places d'hébergement d'urgence.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, SOS Femmes 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 63 000 euros

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 28 800 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 12 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 40 800 euros, au titre de l'exercice 2018 à l'Association SOS Femmes 13.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs ci-annexée, définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole se répartissant comme suit :

- pour 28 800 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix
- pour 12 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-3733/18/BM

**■ Demande de subventions auprès de l'Etat au titre des crédits Politique de la Ville
MET 18/7047/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville. Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique.

Le Contrat de Ville constitue le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Contrat de Ville a pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales (Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et Conseil départemental des Bouches-du-Rhône), les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre du Contrat de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel du Contrat de Ville et d'un dispositif spécifique de la Politique de la Ville, l'Atelier Santé Ville (ASV).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Pour l'exercice 2017, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Politique de la Ville de la Métropole étaient arrêtés pour une enveloppe globale de 1 028 203€.

Par courrier du 22 février 2018, Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 923 093 € pour l'année 2018.

Conformément au courrier du Préfet de novembre 2015, les crédits de fonctionnement subissent à nouveau une baisse de 2% de l'enveloppe globale par rapport à l'année 2017 en faveur du contrat de ville.

Les crédits alloués au titre des crédits de fonctionnement sont répartis comme suit :

- Contrat de Ville :	773 093 €
- Atelier Santé Ville :	150 000 €

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions. Il convient donc d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions et à signer les conventions correspondantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La notification des crédits politique de la ville 2018 adressée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'Etat en date du 22/02/2018 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affecte des équipes à la mise en œuvre des dispositifs de la Politique de la Ville (Contrat de Ville et Atelier Santé Ville)
- Que l'Etat contribue à la couverture des charges de fonctionnement de la Métropole

pour le portage des dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à effectuer les demandes de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville à hauteur des montants notifiés.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions de financement conclues entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-3734/18/BM

■ Demande de subvention auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires dans le cadre du Contrat de Ville du Pays de Martigues MET 18/7159/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certaines des opérations qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues s'inscrit dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Il a été proposé par l'État aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale, au Conseil Régional, Départemental et à d'autres partenaires. Les politiques publiques qui devront être mises en œuvre mobiliseront des moyens en matière d'éducation, de sport, de culture, d'emploi, de justice, de transport, de santé et de prévention de la délinquance, ...

A la suite de l'appel à projets 2018 du Contrat de Ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose deux actions concourant au développement de la citoyenneté en direction des jeunes :

- Animations Droit et Citoyenneté 2018 : faire participer des élèves de primaire du territoire du Pays de Martigues à des animations relatives à l'Éducation au Droit et à la Citoyenneté et les sensibiliser aux notions de droit, devoir, égalité, respect et de l'utilisation citoyenne de nouveaux outils informatiques comme Internet.

- Concours Citoyenneté 2018 : faire participer des élèves sous forme de concours, à la conception d'un travail sur le sujet Justice et Paix dans la cité» sur des supports libres (vidéos, chansons, diaporamas, BD, brochures...) et aborder au cours de ce travail les notions de citoyenneté, transmissions de savoirs, devoirs citoyens,...

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 32 000 euros TTC. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Taux sollicités	Montants sollicités
Commissariat Général à l'Égalité des Territoires	9.4 %	3 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	15,7 %	5 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 28 février 2018 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2018 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programme d'actions 2018 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter les aides financières auprès du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette de 3 000 euros sera constatée au budget de la Métropole S/Pol E110 au chapitre 74 Nature 74 718 Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-3735/18/BM

■ Approbation d'un protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles

MET 18/6893/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 a été décidé l'approbation du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles.

Celui-ci avait été approuvé par le conseil d'administration de l'ANRU du 16 juillet 2015 et actualisé à la date du 4 novembre 2016.

Le présent rapport concerne le protocole modificatif de préfiguration territorial des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles.

En application de la loi du 21 février 2014, consacrant les intercommunalités comme pilotes des Contrats de Ville aux côtés de l'État et des communes, la Communauté du Pays d'Aix a engagé la construction d'une dynamique partenariale de dimension communautaire pour bâtir un cadre d'intervention favorisant une plus forte mobilisation des acteurs en direction des quartiers prioritaires. Cette construction s'est inscrite d'une part, dans l'esprit de la réforme, appelant à une plus forte intégration, transversalité et démocratisation de la gouvernance du Contrat de ville, et d'autre part, dans l'optique de l'affirmation du projet de territoire du Pays d'Aix dans l'espace métropolitain.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le quartier d'Encagnane pour la commune d'Aix-en-Provence et celui des Pins pour Vitrolles ont été retenus comme opération d'intérêt régional par le conseil d'administration de l'ANRU du 21 avril 2015.

Le protocole modificatif de préfiguration des projets de rénovation urbaine constitue une annexe du contrat de ville. C'est une étape de contractualisation du projet de renouvellement urbain, il permettra de préciser des engagements programmatiques ou financiers formels de l'ANRU, dans le cadre d'une convention d'engagement. Ce protocole modificatif, comme l'initial, est destiné à financer un programme d'études et des moyens d'ingénierie et permet la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation. Ce protocole doit être élaboré à l'échelle intercommunale et les signataires sont l'État, l'ANRU, les communes d'Aix-en-Provence et de Vitrolles, la Caisse des Dépôts, l'Anah (si des enjeux en matière d'habitat privé sont identifiés), Région et Département, les principaux maîtres d'ouvrage pressentis de la future convention de renouvellement urbain (organismes HLM et co-financeurs éventuels).

L'évolution des projets des deux communes nécessitent, avec l'accord de l'ensemble des partenaires signataires, des modifications, celles ci portent sur :

- ajout d'un signataire : le Conseil Régional ;
- mise en conformité réglementaire du contrat avec le document type ;

- article 4.2 et 9.2 : fusion de deux études urbaines et économiques sous maîtrise d'ouvrage Ville de Vitrolles et fusion des montants financés par l'ANRU ;
- article 4.2 et 9.4 : fusion de deux études économiques, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Vitrolles, et fusion des montants financés par la CDC ;
- article 4.2 et 9.4 : suppression de la ligne « étude flash de valorisation économique de proximité (commerces et marché) », sous maîtrise d'ouvrage ville de Vitrolles ;
- article 5 : ajout d'une autorisation de démarrage anticipée de l'opération de restructuration de l'école Jean Giono à Encagnane à Aix-en-Provence ;
- article 9.5 - modalités de financement par d'autres partenaires : ajout de la participation Région ;
- article 11 : modification du calendrier du protocole ;
- § 13.3.2 : ajout du montant de participation de l'Anah au Plan de Sauvegarde ;
- les annexes 7, 8, 9, et 10 ;
- annexe Dérogation Aix école Giono ;
- ainsi que les annexes 7, 9 et 10 mises à jour.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- L'arrêté du 15 septembre 2014 portant approbation du règlement général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain en vue de la signature par l'ANRU des contrats de ville et des protocoles de préfiguration ;
- La délibération n° 2015_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015, relative à l'approbation du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les modifications à apporter au protocole de préfiguration signé en date du 15 décembre 2015.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole avec l'ensemble des partenaires et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-3736/18/BM

■ Approbation des conventions relatives à la participation des distributeurs d'énergie et les délégataires des services d'eau au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) MET 18/6941/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement permet d'attribuer des aides financières aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Ce dispositif s'inscrit dans la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui en a attribué la compétence aux Départements.

Toutefois, en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRE du 7 août

2015, le Fonds de Solidarité pour le Logement a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis).

Le financement du FSL est assuré par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Peuvent également participer à ce financement, les collectivités territoriales et leurs groupements, les bailleurs sociaux du territoire métropolitain, les associations oeuvrant dans le cadre du logement et l'insertion sociale ainsi que les distributeurs d'eau et d'énergie, par convention avec leurs représentants, afin de définir leur participation au FSL.

Les présentes conventions ont pour objet de définir les conditions de mise en oeuvre du dispositif d'aides financières dans le cadre des impayés d'énergie et les impayés d'eau. Ces aides concernent les personnes physiques en situation de précarité, pour le paiement de factures d'énergie et/ou d'eau, de leur résidence principale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en oeuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour la Logement ;
- Le décret n° 2015-1085 du 7 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de conclure une convention avec chacun des distributeurs d'énergie et des délégataires des services d'eau, relative à leur participation, afin de définir les conditions de mise en oeuvre du dispositif d'aides financières au titre du volet « Maintien » du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre des impayés d'énergie et d'eau;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions, relatives à la participation des distributeurs d'énergie et les délégataires des services d'eau au Fonds de Solidarité pour le Logement, pour la mise en oeuvre d'aides financières pour le maintien dans le logement des personnes en situation de précarité, annexées à la présente délibération, conclues avec :

- Electricité de France (EDF)
- ENGIE
- Société des Eaux de Marseille
- Agglopolo Provence Eau (APE)
- L'Eau des Collines (EDC)
- Eau de Provence – (SEERC-SUEZ)
- Régie des eaux Durance-Lubéron

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-3737/18/BM

■ Approbation de la convention de service avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône pour la consultation de CAFPRO par internet MET 18/7050/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE, ont modifié en profondeur l'organisation de l'action publique territoriale en instaurant une nouvelle répartition des compétences dévolues aux collectivités territoriales.

Ainsi, l'article L 5217-2-IV du CGCT modifié par l'article 90-I de la loi NOTRE a prévu le transfert ou la délégation de nombreuses compétences du Département au profit de la Métropole, par voie de convention.

A ce titre, le Département des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis), ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'attribution des aides financières, sur le territoire métropolitain, au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) en application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement, ci-après nommé FSL.

Ce transfert est intervenu à compter du 1^{er} janvier 2017.

Toutefois, par convention, la Métropole a confié aux Départements concernés, un mandat de gestion pour l'attribution des aides financières du Fonds de Solidarité pour le Logement jusqu'au 31 décembre 2017.

A compter du 1^{er} janvier 2018, la gestion du dispositif FSL a été reprise en gestion directe par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les agents métropolitains affectés à l'examen des demandes d'aides financières, relatives à l'accès, aux impayés de loyers, d'énergie et d'eau doivent avoir accès à certaines données personnelles et confidentielles des bénéficiaires de prestations sociales qui ont déposés un dossier. Seule, la CAF dispose de ces données.

Cette convention a pour objet d'autoriser ces personnels métropolitains, à utiliser, via le portail internet de la CAF des Bouches du Rhône, l'outil mis en place et propriété de la CAF. Ces accès seront donnés à titre individuel et personnel et permettra uniquement l'accès aux informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;

- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de service par laquelle la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-Rhône, donne accès aux agents métropolitains en charge de l'examen, au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre du traitement des aides financières pour l'accès ou le maintien dans le logement ainsi que les impayés d'énergie sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-Rhône relative à la consultation de CAFPRO, par internet, pour permettre le traitement des aides financières FSL, par les agents métropolitains affectés à dispositif, pour l'accès ou le maintien dans le logement ainsi que les impayés d'énergie et d'eau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-3738/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association
EnvirobatBDM pour l'organisation du colloque
"Batifrais"

MET 18/6880/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association EnvirobatBDM est une association inter-professionnelle, dont la vocation est de rassembler tous les professionnels concernés par le secteur du bâtiment, qu'ils soient publics ou privés : collectivités, universités, écoles, entreprises et associations, pour développer et généraliser la prise en compte du développement durable dans la construction en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'augmentation des températures moyennes, déjà observées, devraient atteindre 2 à 5 °C à la fin du siècle. Dans notre région en particulier, la question du confort d'été dans les bâtiments est un sujet d'importance, pour éviter que la courbe des dépenses énergétiques d'été des ménages et des entreprises rattrape la courbe des dépenses d'hiver, et génère encore davantage de gaz à effet de serre et d'inconfort pour les populations.

EnvirobatBDM entend traiter cette question en organisant, depuis 2017, un colloque intitulé « Batifrais ». En 2018, la thématique principale sera l'« Adaptation aux climats chauds et protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes ». Ce colloque permet de faire état de retours d'expériences, d'échanges sur des techniques utilisées dans les Départements d'Outre-mer ou dans les pays aux climats proches du nôtre.

Ces travaux sont nécessaires pour recenser les moyens concrets pour adapter nos espaces aux nouvelles conditions du climat en se basant uniquement sur des retours d'expériences prouvés et vérifiables, et pour réunir les praticiens de démarches environnementales dans le bâtiment autour du thème du confort d'été pour favoriser les meilleures pratiques.

Comme en 2017, 150 participants sont attendus, des professionnels du bâtiment concernés par la problématique confort d'été et surchauffe de mi-saison, et souhaitent des solutions opérationnelles :

- Maîtres d'ouvrage (Collectivités, Enseignement, Habitat collectif privé et public, bureaux privés, constructeurs de maisons individuelles...)
- Maîtres d'œuvre
- Entreprises du bâtiment, y compris ossature bois
- Industriels et fournisseurs de matériaux.

Les professionnels concernés viendront de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais plus largement de toutes les régions en France où les problématiques de confort de mi-saison sont prégnantes, des DOM ainsi que des pays proches ou lointains ayant à élaborer des stratégies de confort d'été avec une utilisation de la climatisation raisonnée.

Le colloque se déroule sur 2 jours les 6 et 7 juillet 2018 à Marseille.

Le budget prévisionnel est le suivant :

Charges	Montant	Produits	Montant
Achats	18.120 €	Vente de produits	19.050 €
Services extérieurs	6.796 €	Subventions d'exploitation	86.273 €
Autres services extérieurs	47.238 €	<i>Dont ADEME PACA</i>	53.665 €
Impôts et taxes	458 €	<i>Dont Région</i>	27.608 €
Charges de personnel	14.793 €	<i>Dont Métropole AMP</i>	5.000 €
Charges fixes de fonctionnement	21.851 €	Autres produits de gestion courante	3.933 €
Total des charges	109.256 €	Total des produits	109.256 €
Personnel bénévole	10.000 €	Personnel bénévole	10.000 €
Total	119.256 €	Total	119.256 €

L'association sollicite une aide de 5.000 euros auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre du Plan climat air-énergie métropolitain. Il paraît important de soutenir cette manifestation qui fait avancer un sujet au cœur des préoccupations

urbaines des années à venir, et place la Métropole à la pointe de la réflexion sur ces sujets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- L'arrêté du 4 août 2016, relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 5.000 euros à l'Association EnvirobatBDM pour la réalisation du Colloque « Batifrais » 2018.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole BPF, Ligne 25153, Chapitre 65, Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-3739/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au CYPRES et paiement de la cotisation 2018
MET 18/6871/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Bureau du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations ...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international. Ces adhésions ont été renouvelées en 2017 par décision du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017.

Un travail a été réalisé avec chacune de ces associations afin de préciser les services fournis par celles-ci au titre de l'adhésion, le périmètre d'intervention et le programme de travail sur l'année, les montants de cotisation, la place que prendra la Métropole au sein de sa gouvernance.

Le Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES) est une association Loi 1901 créée en 1991, agréée pour la protection de l'environnement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il a pour objet principal d'assurer l'information du public sur la prévention des risques industriels et la protection de l'environnement.

Plus précisément, à la demande de ses adhérents, il est chargé d'étudier et de coordonner des actions nouvelles d'information du public en y apportant, à la fois, une vision de conseil et d'expertise, notamment à l'occasion d'exercices de gestion de crise ainsi que sur le retour d'expérience sur ces actions, très utiles pour tester les organisations et les préparer à ces situations.

Il met à disposition des collectivités locales et territoriales et des entreprises adhérentes, des éléments d'information objectifs, notamment en cas de survenance d'un événement majeur. Il accompagne l'interlocuteur compétent (maire, élu intercommunal, préfet, chef d'entreprise), en lui apportant une analyse et des réponses aux questions concernant les risques majeurs et la préservation de l'environnement. Il est bien précisé, qu'à l'occasion d'un événement majeur, l'association n'a pas pour objet de se substituer à l'industriel, au Maire, ou au Préfet, seuls habilités dans le cadre des dispositions réglementaires à définir le contenu de l'information à diffuser.

Plus généralement, le CYPRES participe à des échanges d'informations avec les organismes français et étrangers spécialisés sur ces questions.

Son implantation sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Martigues) permet à notre établissement et à ses communes de bénéficier d'une expertise, à proximité, sur ces questions de Risques Majeurs.

En ce qui concerne le programme de travail 2018 avec l'association, il est ainsi prévu :

- l'animation d'un exercice cadre sur chaque territoire dans le domaine des risques majeurs. Ainsi, les élus seront mis dans des conditions optimales pour s'entraîner à la gestion des risques auxquels sont soumis leurs territoires,

- l'élaboration d'un tableau de bord permettant le pilotage et le suivi des Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) ainsi que les Documents d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) pour l'ensemble des communes de la Métropole,

- l'élaboration, en lien avec les services de la Métropole, d'une charte graphique et d'une présentation commune pour les Documents d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM),

- une veille liée à la réglementation en matière de prévention et de gestion des risques majeurs ainsi qu'un retour d'expérience sur tous les événements exceptionnels d'origine naturelle ou technologique qui impacteraient le territoire métropolitain.

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec cet organisme, il est proposé de renouveler l'adhésion en 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de cotisation de 30.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n° ENV 001-2085/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 relative à la définition d'une politique métropolitaine de prévention et de gestion des risques ;

- La délibération n° ENV 008-2218/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 relative au renouvellement des adhésions de la Métropole aux associations du secteur de l'environnement et paiement de leurs cotisations 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES) pour 2018 ainsi que le règlement de la cotisation pour un montant de 30.000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Général - Budget Primitif Métropolitain Fractionné – chapitre 011 - Fonction 74 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-3740/18/BM

**■ Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau et de Rousset
MET 18/6828/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant trois ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Eguilles, des Pennes Mirabeau et de Rousset.

- Eguilles

- Parcelle(s) : BR 68 ; Surface 1 hectare 00 ares 04 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 21 390 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Pennes-Mirabeau

- Parcelle(s) : CL 118,119,120,176,177,178 ; Surface : 1 hectare 30 ares 75 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 112 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 44 590 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rousset

- Parcelle(s) : AI 314 (ancien n°144) ; Surface : 50 ares 00 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 92 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 33 420 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 3 ventes de parcelles sur les communes d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau et de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet de trois préemptions en révision de prix sur les communes d'Eguilles, des Pennes Mirabeau et de Rousset dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des trois préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-3741/18/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière et d'aménagement rural relative à la mise en œuvre d'un programme d'action sur le périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains sur la commune de Velaux MET 18/6975/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 mai 2011, après enquête publique, avis favorable de la Chambre et accord de la Commune, le Département a délibéré favorablement sur la création d'un Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces Agricoles et Naturels périurbains (PAEN) sur la commune de Velaux, secteur dit du Plan (287 ha), ainsi que sur le programme d'action afférent.

Les périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ont été créés par la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux. Ils sont devenus applicables dès la parution du décret d'application du 7 juillet 2006.

Ces périmètres sont définis et institués par le Département, avec l'accord de la Commune, l'avis de la Chambre départementale d'Agriculture et après enquête publique.

L'instauration d'un périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains garantit une protection très forte de l'espace concerné, puisque toute modification ayant pour objet la réduction du périmètre ne peut intervenir que par décret.

Cette protection forte et l'affichage d'une vocation agricole sur le long terme sont indispensables pour le secteur du Plan de Velaux, qui aujourd'hui, bien que classé en zone naturelle et agricole connaît une forte déprise liée en grande partie à la pression foncière.

Les périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains permettent une action foncière de la part de la collectivité publique et sous maîtrise d'ouvrage du Département, au bénéfice d'une agriculture renforcée.

A l'intérieur du périmètre, et dans le cadre des aménagements et des orientations de gestion retenues et traduites dans un programme d'action, le Département et la Commune peuvent acquérir des terrains à l'amiable ou par expropriation. Le Département peut également se porter acquéreur par exercice d'un droit de préemption spécifique créé par la loi sur le développement des territoires ruraux. L'exercice de ce droit de préemption se fait sous maîtrise d'œuvre SAFER, qui en l'occurrence, intervient au nom et pour le compte du Département.

Les périmètres PAEN ne sont pas seulement un outil d'intervention foncière, ils sont également assortis d'un programme d'action, qui précise les aménagements et les orientations de gestion destinés à favoriser l'exploitation agricole. Ce programme d'action a aussi pour vocation de « guider » l'intervention foncière publique.

Cette particularité du dispositif en fait tout l'intérêt pour le secteur du Plan. En effet, au-delà de la mise en protection de sa vocation agricole sur le long terme et des besoins liés à des moyens d'intervention foncier renforcé, la mise en œuvre d'un ensemble pluridisciplinaire et cohérent d'actions est nécessaire à la redynamisation et au développement de l'agriculture ainsi qu'à la poursuite du projet de territoire porté par les partenaires.

L'action sur le foncier, en fonction des objectifs mais également des opportunités issues de l'animation à

conduire sur site, relèvera tantôt de la maîtrise foncière (temporaire, définitive, parfois par la collectivité...), tantôt de la médiation pour favoriser la mise à disposition des terres au bénéfice d'exploitants agricoles sans transfert de propriété.

L'action territoriale proposée est fondée sur les quatre axes stratégiques suivants :

- La dynamisation de l'activité agricole par le renforcement des liens entre agriculture et ville ;
- La participation de l'agriculture à la prévention des risques naturels et en premier lieu à la stratégie DFCI Arbois ;
- La promotion d'une agriculture de terroir garante du paysage provençal de Velaux ;
- La promotion de productions de qualité, respectueuses de l'environnement.

Dans le prolongement de la précédente convention signée en 2016, la présente convention se propose de coordonner l'ensemble des actions foncières et d'animation de terrain nécessaires à la mise en œuvre du programme d'action sur le secteur du Plan de Velaux et celui des piémonts qui le jouxte.

L'originalité de l'intervention foncière à organiser sur Velaux repose sur l'implication forte et coordonnée des cinq partenaires concernés :

La Commune, qui participe à la mise en œuvre du programme d'action en désignant une personne référente ;

La Métropole, qui assure le suivi du projet en lien avec son projet de Plan alimentaire territorial, de sa politique en matière d'agriculture, de préservation du foncier agricole, de gestion des espaces naturels et de prévention des risques d'incendie de forêt et désigne une personne référente ;

Le Département, qui doit se doter des moyens utiles pour assurer le suivi foncier des opérations en partenariat avec la SAFER et la Commune, dans le cadre d'une transversalité entre toutes les directions concernées du Conseil Départemental.

La SAFER, qui a en charge l'animation foncière de terrain et doit contribuer à la mise en place d'une organisation de travail complètement inédite avec le Conseil Départemental, dans le cadre du droit de préemption prévalant dans les PAEN et induisant des collaborations très régulières et étroites.

La Chambre d'Agriculture qui a en charge l'animation technique visant à mettre en œuvre le programme d'action du PAEN.

Depuis 2011, la SAFER a prospecté 100 ha sur les 287 ha du périmètre pour permettre la création d'îlots d'exploitation cohérents. De plus, 2,4 ha ont été rétrocédés à un exploitant en cours d'installation et cultivant déjà 6 ha d'oliviers. Un autre îlot est en cours

de constitution dans un secteur propice à la viticulture. Enfin, un projet d'élevage caprin fromager doit être finalisé, avec la construction d'une bergerie sous maîtrise d'ouvrage communale. La mise à l'irrigation sous pression par la SCP du périmètre a été effective en 2017.

Cette nouvelle convention, conclue jusqu'à fin 2020, doit permettre de poursuivre le travail engagé et d'intégrer la Métropole à dispositif ambitieux, concourant ainsi à la mise en œuvre du Plan alimentaire territorial dans lequel elle est engagée depuis 2016 aux côtés du Pays d'Arles et du Département.

Elle s'engagera ainsi financièrement à hauteur de 11 983.60€/an :

- 50 % du coût d'intervention de la SAFER, 4 200 €/an
- 50 % du coût d'animation menée par la Chambre d'agriculture, 7 783.60€/an.

La Métropole pourrait par ailleurs comme la Commune :

- acquérir des parcelles dans le périmètre,
- réaliser des interventions "relais",
- réaliser des achats pour éviter des frais de stockage important à la SAFER.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du Conseil de métropole du 17 octobre 2016 portant lancement du Projet alimentaire territorial.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté de la Métropole de s'engager dans la définition d'un Projet alimentaire territorial en lien avec le Pays d'Arles et le Département des Bouches-du-Rhône,
- La nécessité de porter un projet agricole ambitieux sur le secteur du Plan de Velaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière et d'aménagement rural relative à la mise en œuvre d'un programme d'action sur le périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains sur la commune de Velaux.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 2 :

La participation de la Métropole s'élève 11 983.60 €/an dont 4 200 € au titre de l'animation de la SAFER et 7 783.60 € au titre de l'animation de la Chambre d'agriculture.

Les crédits nécessaires seront inscrits en 2018 sur la section de fonctionnement du BPMF du Conseil de territoire du Pays Salonnais : Chapitre 65 – Compte 657381 – Fonction opération 76 / 040 / 0580 – Imputation : E009676

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-3742/18/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'association "Les Amis de Sainte-Victoire" pour la sécurisation des falaises surplombant le Prieuré de Sainte-Victoire - Grand Site Sainte-Victoire MET 18/6884/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N° ENV 004-1135/16/CM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait de pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire et la poursuite du projet global de territoire.

Le Grand Site Sainte-Victoire, espace naturel de 35 000 hectares est un territoire fortement protégé avec deux sites classés au titre de la loi de 1930 et une inscription au réseau Natura 2000. Il est labellisé "Grand Site de France" depuis 2004.

La fréquentation annuelle de la montagne Sainte-Victoire est estimée à 1 million de visiteurs par an avec une augmentation moyenne de 2 % par an. Ce

million de visiteurs (étude de fréquentation 2011) exerce une pression importante, nécessitant des aménagements des lieux d'accueil du public les plus remarquables.

Le Prieuré de Sainte-Victoire se situe au sommet de la montagne Sainte-Victoire, en contrebas de la Croix de Provence. C'est un lieu emblématique fortement fréquenté, le plus visité du massif, avec quelques 60 000 visiteurs par an.

Soucieuse d'assurer au mieux la sécurité des visiteurs, l'association "Les Amis de Sainte-Victoire" propriétaire et gestionnaire du Prieuré a procédé à une expertise géologique des falaises qui entourent l'esplanade du Prieuré, abritant notamment une chapelle, un monastère du XVII^e siècle, un refuge de montagne non gardé ouvert au public, un logis associatif et un belvédère.

Il ressort de cette expertise la nécessité de procéder à une purge et à un confortement des falaises afin d'éviter des accidents pouvant être provoqués par des chutes de blocs.

Les travaux se dérouleront essentiellement sur l'année 2018, selon deux phases :

- purge de blocs et de quelques grandes écaïlles susceptibles d'être détachées. Cette inspection complète des falaises permettra d'effectuer un diagnostic plus précis des gros blocs devant être fixés dans la deuxième phase ;
- Confortement des gros blocs, qui nécessitera l'installation de moyens lourds de forage et d'ancrage et des héliportages de matériel.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des obligations de sécurité à l'égard des visiteurs du site et de mise en valeur du patrimoine.

Faute de pouvoir garantir l'accueil des visiteurs en toute sécurité, l'association des Amis de Sainte-Victoire en qualité de propriétaire et gestionnaire du site se verra contrainte de procéder à sa fermeture.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N°GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectif Oui/non
2018_00028	Sécurisation des falaises surplombant le Prieuré de Sainte-Victoire	Les Amis de Sainte-Victoire	Restaurer et entretenir le Prieuré de Sainte-Victoire	0 euro	48 336 euros	48 336 euros	24 628 euros	oui

Article 1 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant sur le Règlement Budgétaire et Financier.
- La délibération n°ENV 004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Est attribuée une subvention de 24 628 euros à l'association des Amis de Sainte-Victoire pour la sécurisation des falaises surplombant le Prieuré de Sainte-Victoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association Les Amis de Sainte-Victoire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, fonction 76 nature 4581.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-3743/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Institut National d'Etudes Supérieures agronomiques de Montpellier - Montpellier SupAgro - Domaine du Merle à Salon de Provence - Approbation d'une convention
MET 18/7140/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de soutenir l'agriculture départementale, la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire du Pays Salonais, le Département des Bouches-du-Rhône, l'Institut National d'études supérieures agronomiques de Montpellier - Montpellier SUPAGRO, la ville de Salon de Provence, le Pays d'Arles, le Crédit Agricole Alpes Provence et Groupama avec le concours de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en tant que maître d'œuvre ont décidé d'organiser depuis 2016 le Salon des Agricultures de Provence au Domaine du Merle à Salon-de-Provence.

Avec plus de 40 000 visiteurs, la 1ère et la 2ème édition du Salon des Agricultures de Provence ont été réels succès, en particulier grâce au choix du lieu (exploitation agricole, domaine expérimental et centre de formation) et l'accueil sur site.

La Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire du Pays Salonais souhaite rééditer cette manifestation par une 3ème édition du Salon des Agricultures de Provence en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône. Le salon se tiendra les 1^{er}, 2 et 3 juin 2018 au Domaine du Merle à Salon de Provence.

Depuis 2016, le Domaine du Merle, propriété de Montpellier SupAgro, site de référence en agro pastoralisme a été choisi pour accueillir le Salon des Agricultures de Provence.

Le Domaine du Merle est un domaine emblématique de la Crau, il exerce des missions de production, de formation de recherches et d'échanges de connaissances avec le monde agricole régional et méditerranéen. Il est aussi le siège de la plus ancienne formation de bergers transhumants. En effet, il est un des rares établissements français à proposer une formation de bergers spécialisés dans la gestion des troupeaux transhumants.

Dans le cadre de sa mission d'acteur du développement agricole régional et méditerranéen le Domaine accueille depuis juin 2011 la Maison de la Transhumance.

Afin d'accueillir le public dans de bonnes conditions et d'améliorer l'accessibilité au Domaine du Merle pour le public, des améliorations sont à apporter sur ce site.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir financièrement l'Institut National d'Etudes Supérieures agronomiques de Montpellier/Domaine du Merle en lui apportant une subvention d'un montant total de 5 000 €. Il est également proposé d'approuver la convention afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 25 avril 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'Institut National d'Etudes Supérieures agronomiques de Montpellier / Domaine du Merle une subvention de 5 000 € au titre de l'année 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'Institut National d'Etudes Supérieures agronomiques de Montpellier / Domaine du Merle.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-3744/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour la troisième édition du Salon des Agricultures de Provence à Salon de Provence - Approbation d'une convention
MET 18/7139/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de soutenir l'agriculture départementale, la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire du Pays Salonais, le Département des Bouches-du-Rhône, l'Institut National d'Etudes supérieures agronomiques de Montpellier - Montpellier SUPAGRO, la ville de Salon de Provence, le Pays d'Arles, le Crédit Agricole Alpes Provence et Groupama avec le concours de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en tant que maître d'œuvre ont décidé d'organiser depuis 2016 le Salon des Agricultures de Provence au Domaine du Merle à Salon-de-Provence.

Avec plus de 40 000 visiteurs, les deux premières éditions du Salon des Agricultures de Provence ont été un réel succès.

La Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire du Pays Salonais souhaite donc rééditer cette manifestation par une 3ème édition du Salon des Agricultures de Provence en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône. Le salon se tiendra les 1^{er}, 2 et 3 juin 2018 au Domaine du Merle à Salon de Provence.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir financièrement la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en lui apportant une subvention d'un montant total de 160 000 €. Il est également proposé d'approuver le contrat d'objectifs et de moyens afférent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations du 25 avril 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône de 160 000 € au titre de l'année 2018.

Article 2 :

Est approuvé le contrat d'objectifs et de moyens ci-annexé à conclure avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ce contrat d'objectifs et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-3745/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relatives à l'opération "Mise en oeuvre du programme de travaux du Plan de Massif Concors - Sainte-Victoire pour la Protection des Forêts Contre les Incendies - Appel à projet 2018"
MET 18/7014/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions élaboré lors de l'étude du « Plan de massif Concors – Sainte-Victoire pour la Protection des Forêts Contre les Incendies », il est nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI (Défense des Forêts Contre l'Incendie) pour l'année 2018, répondant aux objectifs de cette étude.

Programmation 2018 – Appel à projet :

	Quantité	Montant (HT)
Réfection SV214 (Vauvenargues)	0,800 km	13 200 €
Réfection SV112 (Vauvenargues, Puyloubier)	2,855 km	47 100 €
Réfection CO102 (Saint-Marc Jaumegarde)	2,200 km	24 200 €
Réfection CO213 (Peyrolles-en-Provence)	2,895 km	41 400 €
Réfection CO115, accès Lambruisse (Vauvenargues)	0,620 km	6 900 €
BDS SV112 – SV214 (Vauvenargues, Puyloubier)	7,9 ha	27 800 €
Citerne enterrée Maison Sainte-Victoire (St-Antonin-sur-Bayon)	2 x 60 m ³ (120 m ³)	55 000 €
TOTAL		215 600 €

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80 % au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil

Régional Provence Alpes – Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette programmation est estimé à 215 600 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	43 120 euros
Conseil Régional PACA	20 %	43 120 euros
Etat	20 %	43 120 euros
Union Européenne	20 %	43 120 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	43 120 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après:

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009 -011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des Massifs Concors Sainte-Victoire, modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Programmation de travaux à but DFCI pour l'appel à projet 2018 sur le Plan de massif Concors – Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes – Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole, section d'investissement - Chapitre 13 – Fonction 76 – Opération 247.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-3746/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "mise en oeuvre du programme de travaux du Plan de massif de la Marcouline, Cap Canaille - Appel à projet 2018" MET 18/7161/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions élaboré conjointement lors de l'étude de « Plan de massif de la Marcouline, Cap Canaille » notamment en matière de DFCI (défense de la forêt contre l'incendie), il est nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI pour l'année 2018, répondant aux objectifs de cette étude.

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80% au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 307 798 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	61 559,6 € HT
Conseil Régional PACA	20 %	61 559,6 € HT
Etat	20 %	61 559,6 € HT
Union Européenne	20 %	61 559,6 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	61 559,6 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programmation de travaux à but DFCI pour l'année 2018 sur le « Plan de massif de la Marcouline, Cap Canaille »

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, les Conseils Départementaux des Bouches-du-Rhône et du Var, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à

signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération

Article 2 :

La recette sera constatée au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-3747/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "mise en oeuvre du programme de travaux du Plan de Massif des Calanques - Appel à projet 2018"
MET 18/7165/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions élaboré conjointement lors de l'étude de « Plan de massif des Calanques » notamment en matière de DFCI (défense de la forêt contre l'incendie), il est nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI pour l'année 2018, répondant aux objectifs de cette étude.

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80% au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 162 656 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	32 531,2 € HT
Conseil Régional PACA	20 %	32 531,2 € HT
Etat	20 %	32 531,2 € HT
Union Européenne	20 %	32 531,2 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	32 531,2 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programmation de travaux à but DFCI pour l'année 2018 sur le « Plan de massif des Calanques »

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-3748/18/BM

**■ Demande de subvention pour le PIDAF des Etangs - Dispositif DFCI 8.3.1 du Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
MET 18/7156/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier des Etangs, PIDAF, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise des travaux de débroussaillage et d'abattage d'arbres dans les zones naturelles à risques. Ce document a été validé par les services de

l'État, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, et visent à diminuer les risques de départ de feux.

Pour le programme 2018, il est envisagé de réaliser l'opération suivante :

- Commune de Port-de-Bouc : Éclaircie sylvicole à caractère DFCI Mas de l'Hôpital - 20 ha

Cette opération a pour objectif de créer un verrou DFCI entre le Mas de l'Hôpital et la forêt Départementale et Domaniale de Castillon et la zone urbaine de Port-de-Bouc, conformément à la

délibération n° 2017-018 du Pays de Martigues, validant le programme de travaux précité.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de L'État et l'Union Européenne, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental.

Le coût prévisionnel de ce programme est estimé à 49 992 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de ce programme est le suivant :

Organismes sollicités	Taux sollicités x	Montants sollicités
État et Union Européenne	40%	16 664 euros HT
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	20%	8 332 euros HT
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	20%	8 332 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	8 332 euros HT

Considérant

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il est nécessaire de faire des travaux de défense incendie sur la commune de Port-de-Bouc

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une subvention pour le Programme 2018 d'un montant global de 33 328 euros auprès de L'État et l'Union Européenne, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône dans le cadre de la mesure 8.3.1 DFCI du Programme de Développement Rural de la Région Provence Alpes Côte d'Azur conformément au dossier de demande de subvention annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention attributive de subvention ainsi que l'ensemble des documents y afférents.

Article 3 :

La recette de 33 328 euros sera affectée en recette d'investissement du budget de la Métropole 2019 – Opération 4581166011

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-3749/18/BM

■ Approbation d'une convention cadre de partenariat avec le Conservatoire d'Espaces Naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur MET 18/7032/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit en matière d'aménagement du territoire la mise en œuvre d'actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager. Elle intervient également dans d'autres domaines de compétences qui renforcent la capacité et la cohérence de son intervention en matière de préservation des espaces naturels : définition et mise en œuvre des grands schémas directeurs de cohérence territoriale, de transport et de mobilité, de voirie, d'habitat, de développement urbain, d'environnement et d'énergie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte dans son projet l'engagement de développer une politique de préservation de la biodiversité et des espaces naturels en s'engageant à trouver « un juste équilibre entre protection, valorisation et animation ».

Dans ce contexte, la Métropole s'est rapprochée du Conservatoire d'Espaces Naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CEN PACA). Cette association, de type loi 1901, œuvre depuis plus de 40 ans en faveur de la protection et de la conservation de la nature dans les six départements de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Agréée en depuis 2014 par l'Etat et la Région au titre des Conservatoires Régionaux d'espaces naturels, la loi lui confie trois grandes missions :

- La préservation des espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel sur le territoire régional.
- l'expertise locale et l'animation territoriale en appui aux politiques publiques en faveur du patrimoine naturel.
- la gestion du domaine public et privé de l'État.

Par conséquent la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CEN PACA décident de décliner et de formaliser au travers une convention cadre de partenariat des domaines d'intervention communs, dans le respect des stratégies de chacune des entités.

La convention cadre ci-après fixe 3 axes de partenariat qui nécessite une convergence stratégies et qui devront se décliner en priorités communes d'actions et de moyens :

- Mettre en œuvre une politique commune d'amélioration de la connaissance sur la biodiversité métropolitaine ;
- Élaborer et décliner une stratégie commune de coopération en matière de préservation et de restauration des espaces naturels métropolitains ;
- Renforcer les démarches de communication et de sensibilisation aux enjeux de préservation de la biodiversité métropolitaine auprès de tous les publics ;

Tant que de besoin, cette convention cadre de partenariat sera déclinée dans des conventions spécifiques de moyens, précisant le contenu opérationnel et les modalités financières.

La présente convention n'inclut pas d'engagements financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le souhait de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Conservatoire d'Espaces Naturels de PACA d'unir leurs efforts pour développer des actions communes de préservation et valorisation des espaces naturels Métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conservatoire d'Espaces Naturels de PACA

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-3750/18/BM

■ **Cession des bois brûlés dans le cadre de l'opération de restauration des terrains incendiés (RTI) réalisée sur les secteurs de Rassuen, des Maurettes et de la Cabane, sur le territoire de la commune d'Istres**
MET 18/6776/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} août 2017, un très grave incendie a eu lieu au sud du territoire de la commune d'Istres, sur les secteurs de Rassuen, des Maurettes et de la Cabane, parcourant plus de 72 hectares de terrains, dont environ 34 hectares sont de propriété métropolitaine. Cet incendie a occasionné d'importants dégâts et notamment la destruction totale ou partielle de garrigue, de maquis et surtout d'arbres, majoritairement des pins ; étant précisé que les parcelles incendiées ne sont pas soumises au régime forestier.

Le sol des terrains concernés étant fragilisé par l'incendie et la perte de végétation, une opération de Restauration des Terrains Incendiés (RTI) est rendue nécessaire, à la fois pour assurer la sécurité des riverains et promeneurs, pour abattre les arbres restant qui menacent de tomber ou de se déraciner, pour limiter l'occurrence de nouveaux incendies et enfin, pour favoriser la renaissance de la forêt et de la végétation.

Cette restauration doit être réalisée dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant le début de la période estivale 2018.

Cette opération se traduit notamment par l'abattage et l'élagage des bois brûlés, le façonnage des bois, le recape des taillis et l'évacuation des bois.

Les bois issus de cette opération peuvent faire l'objet d'une cession à une entreprise spécialisée, afin d'être commercialisés ou transformés.

Dans ce cadre, et afin de mener au mieux cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à l'Office National des Forêts (ONF) une

mission d'assistance technique à donneur d'ordre (ATDO) comprenant :

- l'inventaire précis des zones incendiées,
- l'estimation des volumes de bois potentiellement commercialisables,
- la procédure d'autorisation des coupes de bois,
- la phase de commercialisation, c'est-à-dire la recherche d'une entreprise pour l'achat du bois à la meilleure offre,
- et le suivi de l'exploitation.

Suite à l'inventaire ainsi réalisé par l'ONF et l'organisation par ses soins de la vente de gré à gré du volume de bois commercialisable, il est proposé d'accepter l'offre d'achat présentée par LGO LEGNO S.R.L., d'un montant de 4 365 euros HT, telle que proposée par l'ONF, et d'approuver, par conséquent, la cession de ce bois à cette entreprise aux conditions financières ainsi proposées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, suite au grave incendie qui a eu lieu au sud du territoire de la commune d'Istres le

1^{er} août 2017, il est nécessaire de mettre en œuvre une opération de restauration des terrains incendiés sur les parcelles métropolitaines impactées par cet incendie ;

- Que, dans ce cadre, et suite à l'assistance technique apportée par l'ONF, il convient de procéder à la cession du bois brûlé répertorié comme commercialisable par l'ONF ;
- Qu'il convient d'approuver la proposition d'achat présentée par LGO LEGNO S.R.L. ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession au profit de LGO LEGNO S.R.L. et au prix de 4 365 euros HT, des bois brûlés issus de l'opération de restauration des terrains incendiés (RTI) réalisée sur les secteurs de Rassuen, des Maurettes et de la Cabane, sur le territoire de la commune d'Istres.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 70, nature 7022.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la demande d'accord transmise par l'ONF comportant l'offre d'achat retenue et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-3751/18/BM

■ Approbation de l'avenant 1 à l'annexe un "Plan et description des réseaux" de la convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société Thassalia MET 18/7128/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (« MAPTAM »), la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des réseaux de chaleur et de froid urbains sont des compétences exercées de plein droit par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la fonction d'autorité organisatrice de ladite compétence sur son territoire. Elle définit les obligations de service au public et assure la gestion des services publics correspondants, ainsi que la planification et la

coordination des interventions sur les réseaux concernés par l'exercice des compétences.

De plus, promulguées respectivement le 3 août 2009 et le 12 juillet 2010, les lois dites Grenelle I et II ont introduit un certain nombre de dispositions visant à accompagner et encadrer le développement des réseaux de chaleur et de froid comme outil de mobilisation des énergies renouvelables.

Le Groupe Constructa, Foncière des Régions, l'EcoCité Euroméditerranée et Cofely Services filiale de GDF SUEZ, ont signé, le 30 septembre, une convention pour la construction de la 1^{ère} centrale de production thermo-frigorifique marine en France.

A cet effet, une convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société Thassalia a été approuvée par délibération n° PEDD 012-1061/15/BC du 3 juillet 2015.

L'annexe 1 de cette convention fait mention des réseaux implantés sur le domaine public routier.

Suite à un développement de ces infrastructures, THASSALIA procède aux déploiements suivants:

- extension de 740 ml de réseaux enterrés,
- occupation du domaine public pour une surface supplémentaire de 437.5 m2 pour les installations en sous-œuvre ;

Conformément à l'article 1 de ladite convention, « toute modification des emplacements mis à disposition au titre de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant conclu entre les Parties »

Il convient donc de modifier l'annexe 1 de la convention, par voie d'avenant n°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Propriétés Publiques ;
- Le Code l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Voirie Routière ;
- Les lois dites Grenelle I et II du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° PEDD 012-1061/15/BC du 3 juillet 2015 portant approbation de la convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société Thassalia ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prendre acte des extensions de réseaux entrepris par la société Thassalia ;
- Qu'il convient de modifier l'annexe 1 de la convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société Thassalia.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à l'annexe 1 ci-annexé, à la convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur conclue avec la société Thassalia.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-politique C 310 - Fonction 822 - Nature 70323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 015-3752/18/BM

**■ Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Pacwan
MET 18/7200/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) dote la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence obligatoire pour la concession de la distribution publique d'électricité et de gaz. C'est donc la Métropole Aix-Marseille-Provence qui, intervenant dorénavant en tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, devient signataire de ces conventions et perçoit la redevance pour l'utilisation du réseau par Pacwan.

ERDF a donc sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser Pacwan à utiliser les infrastructures du réseau public de distribution d'électricité desservant la commune de Marseille, en vue de l'implantation d'un réseau de communications électroniques par fibres optiques.

Un modèle national de convention a été co-rédigé par Enedis, Pacwan et la FNCCR à laquelle adhère la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention adaptée à la concession de distribution publique d'électricité, sécurise l'intervention de Pacwan et engage ce dernier au formalisme nécessaire que le distributeur Enedis et la Métropole Aix-Marseille-Provence entendent imposer à propos de ce déploiement d'un réseau nouveau sur les supports BT/HTA.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

- la mise en place sur le réseau public de distribution d'électricité et l'exploitation d'un système de fibres optiques ne doivent générer aucune charge économique supplémentaire ni pour l'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité, ni pour le distributeur ou pour les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité ;
- un opérateur ne peut s'opposer à la mise en techniques dites discrètes (enfouissement, pose en façade) des réseaux sur appuis communs. Il s'engage à déposer préalablement ou simultanément son réseau en cas d'un programme d'enfouissement de réseaux ;
- la mise à disposition des appuis consentie au titre de la présente convention s'exerce indépendamment de l'échéance du contrat de

concession de distribution d'électricité publique en cours ;

- Pacwan verse un droit d'usage relatif à l'utilisation du réseau public de distribution d'énergie électrique à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire dudit réseau.

Conformément au contrat de concession, son montant est fixé par support ou le cas échéant, par traverse, au prix de 27,5 euros (montant non révisé). Ce montant est versé en une seule fois pour une durée de mise à disposition des supports de 20 ans. Ce montant sera actualisé en fonction de la volumétrie prévisionnelle durant toute la durée de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code des Postes et des Communications Electroniques.
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au transfert du contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 27 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'autoriser l'installation des équipements du réseau de communications électroniques de l'opérateur Pacwan et l'exploitation dudit réseau compte tenu des enjeux de déploiement de la fibre optique (FTTH) dans l'aménagement du territoire de la commune de Marseille;
- Qu'il convient d'approuver la convention relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité conclue avec Enedis et Pacwan.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité à conclure avec Enedis et Pacwan.

Article 2 :

Monsieur le Président de Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous- Politique C 310 - Fonction 822 - Nature 70323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-3753/18/BM

■ **Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération "Campagne 2018 de recherche et d'identification des micro-polluants sur 10 stations de traitement des eaux usées du Territoire du Pays d'Aix"**
MET 18/6899/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de la note technique ministérielle du 12 août 2016 relative à la recherche de Rejets de Substances Dangereuses dans les Eaux usées (RSDE) et à leur réduction, le Territoire du Pays d'Aix doit réaliser une campagne de recherche avec identification des micropolluants présents en quantité significative, en entrée et en sortie des Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) de capacité nominale supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO5 (> 10 000 EH).

D'autre part, il convient de procéder de manière conjointe avec les analyses RSDE à 3 campagnes de mesures des micropolluants

- Bouc-Bel-Air (20.000 EH),
- Coudoux (16.000 EH),
- Fuveau (12.000 EH),
- Lambesc (13.500 EH),
- La Roque d'Anthéron (12.000 EH)

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à 230.400€HT (selon le devis du bureau d'étude A2E Environnement, titulaire du marché T17/120 des analyses avec la Métropole Aix-Marseille-Provence).

dans les boues sur chacune des 10 stations afin de pouvoir répondre à l'appel à projet de l'Agence de l'Eau.

La campagne de mesure doit démarrer au plus tard en juin 2018 et se terminer au plus tard le 31 décembre 2018, elle portera sur les analyses de 96 molécules sur les eaux usées en entrées et sorties de stations, et 71 molécules pour les boues.

Les campagnes de recherche des RSDE et boues porteront sur les 10 stations suivantes :

Territoire du Pays d'Aix :

- Rousset (12.000 EH)
- Trets (14.000 EH)
- Gardanne (50.000 EH)
- Aix-en-Provence (Ouest 30.000 EH et la Pioline 150.000 EH)

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DÉPENSES SUBVENTIONNABLES <i>Coût Hors Taxes</i>	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Appel à projet Campagne RSDE 2018	230.400€HT	70 %	161.280€HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	230.400€HT	30 % Autofinancement	69.120€HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2018 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de réaliser l'opération "Campagne 2018 de recherche et d'identification des micro-polluants sur 10 stations de traitement des eaux usées du Territoire du Pays d'Aix".

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe « Assainissement en délégation - Pays d'Aix » 2018 pour partie (78%) et au Budget Annexe « Assainissement en régie - Pays d'Aix » 2018 pour le reste (22 %) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-3754/18/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Rénovation d'un réservoir d'eau potable et de la station de filtration" sur la commune de Puyloubier - Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement tranche 2018**
MET 18/6900/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 1998, la commune de Puyloubier a engagé un vaste programme visant au renouvellement des canalisations d'adduction d'eau potable et d'assainissement vétustes dans le centre ancien. Ce Dépenses :

programme est aujourd'hui achevé. Il importe maintenant de remettre en conformité le réservoir du village de 1.200m³.

De manière à conserver un temps de réserve supérieur ou égal à 24 heures à l'horizon 2025, avec un volume pour la défense incendie, le volume de réserve ne devra pas être inférieur à 1.000m³.

L'inspection du réservoir du village, par des experts de la SEM, a démontré de manière générale que le génie civil est concerné par un problème structurel tant au niveau de la couverture qu'au niveau des murs de l'ouvrage. Il est proposé la création d'un nouveau réservoir en lieu et place de celui existant. Ce réservoir sera composé de deux cuves rectangulaires de 500m³ à la même coté altimétrique CR = 380,0 m NGF.

Cette réalisation nécessitera la mise en place d'une réserve de stockage et de filtration provisoire afin d'assurer la continuité du service durant les travaux de démolition et de construction des deux nouvelles cuves. Il sera nécessaire de maintenir la station de filtration en ligne avec la réserve provisoire afin de continuer l'approvisionnement en eau de la commune. Cette manœuvre est restreinte en vue de la capacité de stockage provisoire d'un volume qui ne pourra pas écrieter la demande en période de pointe.

Deux tranches de travaux ont été financées en 2016 et 2017. Les travaux ont effectivement débuté en octobre 2017 et devraient être terminés à la fin du premier semestre 2018. Une dernière tranche de financement est prévue pour l'année 2018.

Le coût global de l'opération est estimé à 1.147.554€HT.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement de la tranche 2018, tel que figurant ci-dessous.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	Montant €HT
Travaux	1.012.964 €
Honoraires maîtrise d'œuvre	63.240 €
Honoraires divers	4.608 €
Contrôle technique	4.200 €
Diagnostic amiante	1.452 €
Etude de sol	3.900 €
Divers et imprévus	57.190 €
Total HT	1.147.554 €

Recettes :

	%	Montant €HT
Conseil Départemental CDDA 2016	10 %	117.000 €
Conseil Départemental Équipement rural 2016	5 %	52.000 €
Conseil Départemental CDDA 2017	16 %	181.800 €
Conseil Départemental CDDA 2018	14 %	165.600 €
Métropole	55 %	631.154 €
Total HT	100 %	1.147.554 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de solliciter la subvention pour la tranche 2018 du Contrat de Développement et d'Aménagement 2015-2019, attribuée initialement à la commune de Puyloubier puis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétence au 1er janvier 2018.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter la subvention de la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2015-2019 attribuée initialement à la commune de Puyloubier pour la réfection des réseaux Eau et Assainissement.

Article 2 :

Est approuvé le plan de financement tel que figurant dans le rapport ci-dessus, soit un montant total de subvention départementale pour la tranche 2018 de 165.600€HT.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes et documents relatifs au contrat pluriannuel.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget Annexe dénommé Eau en délégation – Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'investissement – Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-3755/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative aux travaux de réalisation d'un poste de refoulement (PR Payan) des eaux usées à Salon de Provence
MET 18/7103/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Suivant la topographie des sites, les postes de refoulement sont indispensables au transfert des eaux usées jusqu'à la station d'épuration.

L'avenue Chaban Delmas à Salon de Provence est actuellement dépourvue de réseau public d'assainissement des eaux usées. Le PLU de la Commune prévoit que ce secteur soit desservi par le réseau public d'assainissement des eaux usées.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite entreprendre la réalisation d'un poste de refoulement des eaux usées (PR Payan) sur une partie de la parcelle cadastrée CY N°58 sise avenue Chaban Delmas, appartenant à la commune de Salon de Provence et occupée par les services techniques,

afin de permettre, à l'issue de la mise en œuvre d'un futur collecteur d'eaux usées sous ladite avenue, la desserte de nombreuses parcelles de ce secteur.

Le coût de l'opération de création du poste de relevage s'élève à 200 000 € HT. Le coût des extensions de réseaux n'est pas pris en compte dans cette demande de subvention.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable coût hors taxes	Taux Sollicité	Financement
CONSEIL DEPARTEMENTAL 13 Fiche 26 – Aide à la gestion de l'eau	200 000 €	60 %	120 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE- PROVENCE Territoire Pays Salonais	200 000 €	40 %	80 000 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'opération 2017 3 011 01 rattachée au Programme n° 11 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du poste de refoulement (PR Payan) sur une partie de la parcelle cadastrée CY N°58 sise avenue Chaban Delmas appartenant à la commune de Salon de Provence,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, opération : 2017 3 011 01 - Nature : 2315.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement – Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-3756/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à la mise à jour du schéma directeur d'assainissement des eaux usées et à l'étude de faisabilité pour la réhabilitation de la station d'épuration de Charleval
MET 18/7104/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le

cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La lagune de Charleval, mise en service en 1992, présente des signes de vieillissement et de saturation, ainsi que des problèmes de conformité du rejet depuis plusieurs années.

Il est nécessaire d'améliorer le fonctionnement du système d'assainissement afin que celui-ci atteigne les performances épuratoires requises par la réglementation. Dans ce contexte, la mise à jour du schéma directeur d'assainissement des eaux usées va permettre une vision d'ensemble pour une gestion globale et cohérente des questions d'assainissement à l'échelle de la commune de Charleval. De plus une étude de faisabilité pour la réhabilitation de la station d'épuration sera réalisée.

L'objectif poursuivi est d'être conforme au regard des normes environnementales et de maintenir la continuité du service public.

L'estimation du coût global pour ces études s'élève à : 30 000 € HT

La commune de Charleval est une commune rurale du Département.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable coût hors taxes	Taux Sollicité	Financement
CONSEIL DEPARTEMENTAL 13 « Fiche 26 – Aide à la gestion de l'eau » « Fiche 11 – Aide au développement de la Provence rurale »	30 000 €	30 %	9 000 €
AGENCE DE L'EAU RMC « Contribuer à une gestion durable des services d'assainissement » « Gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement pour les communes Rurales »	30 000 €	50 %	15 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE Territoire Pays Salonais	30 000 €	20 %	6 000 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la mise à jour du schéma directeur d'assainissement des eaux usées et à l'étude de faisabilité pour la réhabilitation de la station d'épuration de Charleval.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants du budget Annexe « assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, opération : 2017 3 011 01 (volet schéma directeur global) et 2018 3 011 05 (volet étude de faisabilité pour la réhabilitation de la station d'épuration) - Nature : 2031.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants du budget Annexe « assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement - Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-3757/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation pour l'année 2018

MET 18/7155/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement, de la gestion des ressources en eau.

Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées,
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants,
- Favoriser les échanges d'information entre les pays,
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une

base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération DEA 009-1985/17/BM du 18 mai 2017.

Il convient de renouveler cette adhésion et de payer le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2018 à 1 650 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 009-1985/17/CM portant adhésion et paiement de la cotisation 2017 à l'Association ASTEE ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement regroupant de nombreux acteurs publics et privés du territoire français.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ASTEE et le paiement de la cotisation pour l'année 2018 d'un montant de 1 650 euros TTC, réparti au prorata du nombre de participants de chaque territoire.

Article 2 :

Le montant de la cotisation sera réparti comme suit :

Conseil de Territoire de Marseille Provence : Les crédits nécessaires (600 euros) sont inscrits au budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281– 3DEAE et au budget annexe de l'assainissement souspolitique F110 – nature 6281 – 3DEAA.

Conseil de Territoire du Pays Salonais : Les crédits nécessaires (300 euros) sont inscrits au budget annexe de l'eau chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays de Martigues : Les crédits nécessaires (150 euros) sont inscrits au budget annexe de l'eau de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues – section de fonctionnement – nature 6288.

Conseil de Territoire du Pays d'Aix : Les crédits nécessaires (75 euros) sont inscrits au budget Annexe de l'assainissement non collectif ligne 5003 – chapitre 011 – nature 618.

Conseil de Territoire de Istres-Ouest-Provence : Les crédits nécessaires (525 euros) sont inscrits au budget annexe de l'eau et au budget annexe de l'assainissement Section de fonctionnement – nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-3758/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Médiation de l'Eau et paiement de la cotisation pour l'année 2018 MET 18/7154/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le but de favoriser le règlement amiable des litiges entre les Collectivités et les usagers des services publics de l'eau et de l'assainissement, la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation a précisé (article L133-4 du Code de la Consommation) que tout consommateur est informé par le professionnel de la possibilité qui lui est offerte de recourir à une médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends.

La Médiation de l'Eau a pour but de favoriser le règlement amiable des litiges qui peuvent survenir entre les consommateurs et les services publics d'eau et d'assainissement. Elle intervient sur les différends portant sur la bonne exécution du service, et lorsqu'aucune solution n'a pu être trouvée entre les parties prenantes.

Le Médiateur de l'Eau est à l'écoute des consommateurs, il est chargé de rapprocher les points de vue pour ouvrir la voie à une solution amiable. La Médiation permet ainsi d'éviter de recourir à un tribunal. Au-delà du traitement des litiges individuels, le Médiateur de l'Eau établit un rapport annuel de son activité qui permet de dégager les axes d'amélioration des services rendus aux consommateurs, mais aussi les actions envisageables pour éviter les litiges futurs.

La Métropole a adhéré par délibération DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016, il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2018 pour les communes gérées en régies sur son territoire (Plan-de-Cuques et Gémenos sur le Territoire de Marseille Provence et Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sur le Territoire du Pays de Martigues) ; les usagers des communes du territoire métropolitain délégué bénéficiant du recours à la Médiation de l'Eau par l'intermédiaire de l'adhésion des délégataires.

Le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif du territoire de Marseille Provence (régies de Gémenos et Plan-de-Cuques) étant de 11 425, le montant de l'abonnement annuel est de 500 € HT.

Par ailleurs, le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif et non collectif du territoire du Pays de Martigues étant de 35 964, le montant de l'abonnement annuel est de 631, 57 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Consommation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 004-1261/16/BM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de

deux conventions de partenariat entre l'association de la Médiation de l'Eau et la Métropole Aix- Marseille-Provence (Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos) ;

- La délibération n° DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016 portant adhésion à la Médiation de l'Eau ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole renouvelle son adhésion à la Médiation de l'Eau au titre de l'année 2018 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation pour l'année 2018 d'un montant de 1131, 57 euros.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Au niveau de l'abonnement :

Conseil de Territoire Marseille Provence : les crédits nécessaires (500 € HT) seront inscrits sur le budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281 - 3DEAEG ou 3DEAP;

Conseil de Territoire du Pays de Martigues : les crédits nécessaires (631, 57 € HT) seront inscrits sur le budget annexe de l'eau nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-3759/18/BM

**■ Approbation d'une convention d'échanges de données géographiques sous format numérique avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône
MET 18/7123/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône assure un ensemble de missions dont certaines en partenariat avec les services Métropolitains.

Le SDIS est notamment chargé de l'élaboration et du suivi du règlement départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) et administre le traitement automatisé de données des points d'eaux incendie de sa zone de compétence.

La compétence DECI comprenant la gestion du réseau et des équipements est métropolitaine depuis le 1^{er} janvier 2018. Dans ce cadre, des données devront être régulièrement échangées entre le SDIS et la Métropole afin de compléter d'une part, la base de données du SDIS et d'autre part, le Système d'Information Géographique métropolitain (SIG) ; le SIG permettant de rassembler, par des actions concertées, les volontés des divers aménageurs d'améliorer la connaissance de l'espace public et la coordination de leurs interventions.

Dans ce cadre, la Métropole sollicite le SDIS pour obtenir des données géolocalisées dont elle a besoin pour la mise au point des marchés de maintenance et de renouvellement des équipements.

En retour, la Métropole s'engage à compléter dans un format numérique la base départementale de données, selon une nomenclature définie, régulièrement actualisée afin de pouvoir analyser l'évolution du réseau de Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Aussi, l'objet de la convention entre la Métropole et le SDIS 13 est de faciliter la circulation des données entre les deux entités et de garantir la qualité des échanges, en définissant leurs modalités.

Cet échange de données ne donne pas lieu à une contrepartie financière.

La convention est conclue pour une durée maximale de 10 ans. Elle est renouvelable par tacite reconduction tous les ans.

Il est donc proposé d'adopter cette convention qui définit l'organisation des échanges de données concernant les équipements de Défense Extérieure Contre l'Incendie sur le territoire de la Métropole, à l'exception des communes de Pertuis et de Saint-

Zacharie (hors Bouches-du-Rhône) entre le SDIS 13 et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de signer une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône en vue de pouvoir procéder aux échanges réguliers de données géographiques numériques,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a intérêt à bénéficier des plus-values apportées aux données,
- Que toutes nouvelles données géographiques pourront être restituées dans un format compatible avec le Système d'Information Géographique métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône, concernant l'échange de données géographiques entre elles.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document nécessaire à sa bonne exécution..

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-3760/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "études et travaux de construction d'un centre de transfert des déchets à La Vautubière"

MET 18/7112/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le centre d'enfouissement de déchets de La Vautubière, propriété de la Métropole Aix Marseille Provence et exploité dans le cadre d'une délégation de service public, est régi par un arrêté préfectoral qui fixe un terme pour l'accueil de déchets en septembre 2022. Contractuellement, ce site accueille en particulier et prioritairement les déchets résiduels (ordures ménagères et encombrants non valorisables) de l'ex-Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence (65 000 tonnes de déchets annuellement). Si la poursuite de l'accueil des déchets au-delà de cette date fait partie des scénarios identifiés, tout comme l'est également la fermeture pure et simple du site, et est envisagée par le Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, cette perspective est

conditionnée non seulement par une autorisation préfectorale préalable qui n'est à ce jour pas acquise, mais posera également la question contractuelle de la période post-exploitation encadrée par l'actuel contrat de DSP.

Dans ce contexte incertain et à supposer que l'accueil de déchets au-delà de septembre 2022 ne soit plus possible, il relève du principe de prudence de prévoir la création d'un équipement permettant de procéder à une rupture de charge pour les ordures ménagères et encombrants non valorisables du Territoire du Pays Salonais afin de limiter les coûts de transport de ces déchets vers un site de traitement alternatif.

L'opération a donc pour but, s'il n'est pas possible de poursuivre l'enfouissement des déchets sur le site de La Vautubière au-delà de septembre 2022, de créer un centre de transfert sur le même secteur et qui devra être opérationnel à compter de la fermeture administrative du site.

Dans le cadre de la construction d'un centre de transfert des déchets à La Vautubière, il est proposé l'opération suivante :

- Etudes complémentaires (géotechnique, topographique...) pour un coût estimé à 62 500 € HT ;
- Mission de Maîtrise d'œuvre pour un coût estimé à 75 000 € HT ;
- Missions de Contrôle Technique et de Sécurité et Prévention de la Santé pour un coût estimé à 8 750 € HT ;
- Travaux pour un coût estimé à 1 000 000 € HT.

Le coût prévisionnel total pour cette opération est estimé à 1 146 250 euros HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DEPENSE SUBVENTIONNABLE COUT HT	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux	1 146 250 euros	80 %	917 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	1 146 250 euros	20 %	229 250 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN009-11/16/CC du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017300400 relative à l'opération Optimisation réseau déchèteries ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : études et travaux de construction d'un centre de transfert des déchets à La Vautubière.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne,

l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération : «Centre de transfert Vautubière» 2018301300 – Chapitre 4581183013 – Nature : 2138 - Fonction 7213.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, opération «Centre de transfert Vautubière» 2018301300 – Chapitre 13, Nature 131 dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-3761/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "études et travaux d'aménagement de la déchèterie de Mallemort" MET 18/7111/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de l'aménagement de la déchèterie de Mallemort, il est proposé l'opération suivante :

- Etudes complémentaires (Géotechnique, Topographique...) pour un coût estimé à 8 330 € HT ;
- Mission de Maîtrise d'œuvre pour un coût estimé à 16 670 € HT ;
- Missions de contrôle Technique et de sécurité et prévention de la santé pour un coût estimé à 5 000 € HT ;
- Travaux pour un coût estimé à 154 170 € HT.

Le coût prévisionnel total pour cette opération est estimé à 184 170 euros HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de

Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DEPENSE SUBVENTIONNABLE COUT HT	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux	184 170 euros	80 %	147 336 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	184 170 euros	20 %	36 834 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN009-11/16/CC du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017300400 relative à l'opération Optimisation réseau déchèteries ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : études et travaux d'aménagement de la déchèterie de Mallemort.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération : «Optimisation réseau déchèteries» 2017300400 – Chapitre 4581173004 – Nature : 21735 - Fonction 7212.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, opération «Optimisation réseau déchèteries» 2017300400 – Chapitre 13, Nature 131 dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-3762/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "études et travaux de réhabilitation de la déchèterie de La Fare Les Oliviers"

MET 18/7110/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de la réhabilitation de la déchèterie de La Fare-les-Oliviers, il est proposé l'opération suivante :

- Etudes (Géotechnique, Topographique...) pour un coût estimé à 16 670 € HT ;
- Mission de Maîtrise d'œuvre pour un coût estimé à 33 330 € HT ;
- Missions de Contrôle Technique et de Sécurité et Prévention de la Santé pour un coût estimé à 5 000 € HT ;
- Travaux pour un coût estimé à 458 330 € HT.

Le coût prévisionnel total pour cette opération est estimé à 513 330 euros HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Un dossier de demande de subvention a été déposé au titre de l'année 2017 auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mais les études en cours n'ont pas permis de communiquer dans les délais le détail de l'estimation financière. Le dossier a donc été clôturé par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre de 2017 et doit être redéposé au titre de 2018.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DEPENSE SUBVENTIONNABLE COUT HT	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux	513 330 euros	80 %	410 664 euros
Métropole Aix-Marseille- Provence	513 330 euros	20 %	102 666 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017300400 relative à l'opération Optimisation réseau déchèteries ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : études et travaux de réhabilitation de la déchèterie de La Fare Les Oliviers.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération : «Optimisation réseau déchèteries» 2017300400 – Chapitre 4581173004 – Nature : 23158 - Fonction 7213.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, opération «Optimisation réseau déchèteries» 2017300400 – Chapitre 13, Nature 131 dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-3763/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "acquisition d'un véhicule

pour la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif"
MET 18/7108/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de l'optimisation et de la rationalisation des outils de collecte des déchets et pour prendre en compte l'extension de la collecte sélective en porte à porte, le Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir un nouveau véhicule, à savoir : une benne à ordures ménagères d'une capacité de 12 m³.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 129 152 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DEPENSE SUBVENTIONNABLE COUT HT	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux	129 152 euros	80 %	103 321,60 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	129 152 euros	20 %	25 830,40 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'autorisation de programme n° 2017300300 relative à l'opération équipements et installations pour la collecte ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : acquisition d'un véhicule pour la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération : «Equipements et installations pour la Collecte» 2017300300 – Chapitre 4581173003 – Nature : 2158 - Fonction 7212.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, opération «Equipements et installations pour la Collecte» 2017300300 – Chapitre 13, Nature 131 : dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-3764/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Evéré portant sur les litiges d'exécution de la délégation de service public relative au financement, à la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés
MET 18/7226/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société Evéré (ci-après « le Déléataire ») est titulaire de la convention de délégation de service public (ci-après « le Contrat ») conclue le 18 juillet 2005 avec la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole aux droits de laquelle est venue la Métropole Aix-Marseille-Provence (ci-après « la Métropole ») et portant sur le financement, la réalisation et l'exploitation d'un ensemble de traitement des déchets comprenant une unité de traitement thermique avec valorisation énergétique d'une capacité nominale de 300 000 tonnes/an.

L'exécution du Contrat a, dans les années venant de s'écouler, fait naître plusieurs désaccords entre les Parties (i) sur les pénalités que la Métropole a décidé d'appliquer au Déléataire pour différents motifs qui se trouvent exposés ci-après et (ii) sur le bien-fondé des factures et réclamations du Déléataire que la Métropole a refusé d'honorer. Plusieurs litiges sont actuellement pendants devant le juge administratif ou sont en passe d'être introduits devant lui.

Ces litiges portent plus précisément sur :

1- Des dysfonctionnements techniques pour l'année 2011

Un titre exécutoire a été émis le 17 avril 2013 par la Métropole mettant à la charge du Déléataire des pénalités pour un montant global de 1 829 921,16 € TTC correspondant à des dysfonctionnements techniques pour l'année 2011.

Inclus dans ce montant global, figurent plus particulièrement des pénalités d'un montant de 1 396 710 € TTC pour manquement à la garantie contractuelle annuelle de traitement, de 238 815 € TTC euros pour manquement à la garantie contractuelle de capacité de traitement et de 194 396,16 € TTC pour non-respect de la garantie contractuelle de performance de l'unité de valorisation énergétique relative aux rejets gazeux.

Il est précisé qu'en conséquence de l'émission du titre exécutoire, le comptable du centre des finances publiques a procédé à la compensation des sommes correspondantes sur la rémunération contractuelle du Déléataire.

Le Déléataire a demandé devant le tribunal administratif de Marseille l'annulation de ce titre exécutoire et la décharge de l'obligation de payer cette somme.

Par jugement du 12 juillet 2017, le tribunal administratif de Marseille, motifs pris de l'absence d'indication des bases de la liquidation, a (i) déchargé le Déléataire des pénalités auxquelles elle a été assujettie au titre de l'année 2011 à hauteur de 1 635 525 € TTC et correspondant aux manquements à la garantie annuelle de traitement

(pour 1 396 710 € TTC) et à la garantie de capacité de traitement (pour 238 815 € TTC), et (ii) annulé la décision du 27 juin 2013 du comptable public en tant qu'il a procédé à la compensation de la somme de 1 635 525 € TTC sur la rémunération contractuelle du Déléataire. En application de ce jugement, la Métropole a procédé le 21 novembre 2017 au paiement de la somme de 1 635 525 € TTC au bénéfice du Déléataire.

Néanmoins, un nouveau titre exécutoire est susceptible d'être émis par la Métropole.

2- Des dysfonctionnements techniques pour l'année 2013

Le 17 février 2015, la Métropole a émis à l'encontre du Déléataire un titre exécutoire pour un montant de 73 672,23 € TTC afin de pénaliser ce qu'elle a considéré comme la non atteinte de la garantie contractuelle de traitement des déchets apportés sur le site et de la garantie contractuelle de performance d'exploitation des installations au regard des rejets gazeux. En conséquence de l'émission du titre exécutoire, le comptable du centre des finances publiques a procédé à la compensation des sommes correspondantes sur la rémunération du Déléataire.

Le Déléataire a contesté devant le tribunal administratif de Marseille la régularité du titre exécutoire ainsi émis (i) pour défaut d'indication des bases de liquidation de la créance (ii) pour absence de fondement des pénalités dès lors que, selon elles, les déchets ont bien été réceptionnés et traités au sein des installations et (iii) pour méconnaissance par la Métropole des stipulations du Contrat relatives au comptage des dépassements des seuils de dépassement en termes de rejets gazeux. Cette instance est toujours pendante.

3- Un litige sur l'évacuation de déchets en conséquence de l'incendie

A la suite de l'incendie ayant détruit une partie des installations en 2013, l'autorité préfectorale a prescrit des mesures afin de permettre le redémarrage de l'unité de valorisation énergétique et demandé l'évacuation des 14 469 tonnes de déchets contenus dans les fosses 1 et 2 des Installations.

La Métropole a considéré que ces déchets n'ont pas été traités alors même que la capacité technique annuelle de 475 529 t/an des installations n'était pas atteinte et ce en méconnaissance de la garantie contractuelle de capacité de traitement.

Un titre exécutoire a été émis le 25 novembre 2015 faisant application des pénalités pour méconnaissance de ladite garantie contractuelle et ce pour un montant de 1 302 210 € TTC (correspondant aux 14 469 tonnes non traitées). En

conséquence de l'émission du titre exécutoire, le comptable du centre des finances publiques a procédé à la compensation des sommes correspondantes sur la rémunération du Délégué.

Le Délégué a fait opposition au titre exécutoire devant le tribunal administratif de Marseille aux motifs (i) de l'absence d'indication des bases de liquidation et (ii) de la circonstance que le Délégué n'a évacué les déchets qu'en application des prescriptions préfectorales susvisée ne résultant pas de son fait. L'instance est toujours pendante.

4- Un litige sur les « dysfonctionnements techniques » au cours de l'année 2014

Le 8 mars 2016, la Métropole a émis un titre exécutoire portant sur les pénalités pour méconnaissance de la garantie contractuelle de traitement et non-respect des seuils de rejets gazeux, et ce pour un montant de 117 277,95 € TTC. Le comptable public a procédé à la compensation des sommes correspondantes sur la rémunération du Délégué.

Le Délégué a contesté le titre exécutoire devant le tribunal administratif de Marseille considérant (i) l'absence d'indication des bases de la liquidation (ii) la circonstance que les déchets auraient bien été traités sur le site pour avoir été réceptionnés et entreposés en fosse (iii) la survenance de l'incendie du 2 novembre 2013 et (iv) l'absence de fondement des pénalités pour rejets gazeux dès lors qu'au sens du Contrat les pénalités s'appliquent aux seules tonnes incinérées au-delà des 4 h consécutivement ou 60 h annuellement et non à la première tonne de dépassement. L'instance est toujours pendante.

5- Un litige relatif au coût généré par la grève de juin 2016 pour la Métropole

Par un titre exécutoire en date du 15 décembre 2016, la Métropole a émis un titre exécutoire à l'encontre du Délégué en conséquence de l'absence d'accueil des déchets sur le site entre le 8 et le 24 juin 2016 causée par le blocage de l'entrée des installations par des manifestants, et ce pour un montant de 945 063,06 € TTC.

Le Délégué a contesté le titre exécutoire devant le tribunal administratif de Marseille considérant (i) le défaut d'indications des bases de la liquidation, (ii) l'absence de fondement du titre dès lors que le défaut d'accueil des déchets sur le site n'est pas imputable au délégué mais à un mouvement de grève national et (iii) le respect par le délégué de ses obligations contractuelles tenant au bon fonctionnement des ouvrages délégués.

Par décision en date du 29 août 2017, la Métropole a retiré le titre exécutoire contesté motif pris de sa défaillance sur l'indication des bases de liquidation.

Un nouveau titre exécutoire du même montant est susceptible d'être émis par la Métropole.

6- Un litige relatif au coût généré par la grève de juin 2016 pour le Délégué.

Par courrier en date du 18 juillet 2016 le Délégué demandait réparation de la décision de la Métropole d'évacuer directement les déchets des installations vers des centres de stockage à la suite du blocage de l'entrée des installations par des manifestants entre le 8 et le 24 juin 2016. Le Délégué demandait en conséquence de ces griefs réparation de son préjudice estimé à 931 002 € TTC lié à l'absence de versement de la redevance proportionnelle aux déchets traités ainsi qu'à la perte de recettes de valorisation.

La Métropole indiquait au Délégué qu'elle considérait, au contraire que l'absence d'accueil et de traitement des déchets constituait un manquement du Délégué à ses obligations contractuelles.

Le tribunal administratif de Marseille est susceptible d'être saisi de la réclamation du Délégué.

7- Un litige portant sur l'application de la rémunération « PP5 » aux déchets détournés

A la suite de l'incendie précité de novembre 2013, l'endommagement des Installations a contraint le Délégué à détourner les déchets vers des centres de stockage extérieurs.

L'avenant 4 au Contrat prévoit qu'à compter du 1er janvier 2015, le mode de calcul de la redevance est modifié avec l'introduction d'une part proportionnelle « PP5 » rémunérant à hauteur de 13,25 € HT la tonne traitée en représentation des surcoûts d'exploitation constatés par le protocole transactionnel n°1.

Selon le Délégué, cette part proportionnelle « PP5 » doit s'appliquer à compter du 1er janvier 2015 à l'ensemble des tonnages traités c'est-à-dire à la fois ceux traités sur les Installations et ceux traités à l'extérieur. Le Délégué considère en conséquence détenir sur la Métropole une créance de 549 195,39 € TTC.

A l'inverse, pour la Métropole, la rémunération « PP5 » liée aux surcoûts générés par les modifications apportées aux Installations ne peut s'appliquer qu'au traitement des déchets opéré sur ces mêmes Installations. La Métropole considère que les déchets détournés à la suite de l'incendie étaient contractuellement à la charge du délégué et que le Contrat prévoit que les tonnages des

déchets détournés sont facturés selon les conditions de vigueur avant l'adoption du protocole transactionnel n°1 c'est-à-dire sans prise en compte des surcoûts d'exploitation payés par la rémunération « PP5 ».

Le tribunal administratif de Marseille est susceptible d'être saisi de la réclamation du Délégitaire.

8- Un litige portant sur le paiement des déchets détournés en 2016 à la suite de la remise en service des Installations postérieurement à l'incendie

Par courrier en date du 1er mars 2017, le Délégitaire adressait à la Métropole une facture correspondant au coût des déchets excédentaires 2016 traités sur les équipements extérieurs aux Installations pour un montant de 553 805,95 € TTC et correspondant à 8 806,22 tonnes.

La Métropole refusait de payer cette facture dès lors que, selon elle, en application de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2014 pris à la suite de l'incendie ayant détruit une partie des Installations, la limitation de la capacité annuelle à 371 000 tonnes prescrit par cet arrêté cessait à la mise en service industrielle des installations reconstruites.

Ainsi, selon la Métropole, une fois la mise en service industrielle constatée, le retour à la capacité annuelle normale (440 000 tonnes / an) empêchait toute facturation de déchets excédentaires. Or, la mise en service industrielle ayant été prononcée au 30 septembre 2016, il ne pouvait y avoir de déchets excédentaires postérieurement à cette date.

Le Délégitaire a fait valoir son désaccord au motif que la date de mise en service industrielle n'a pu intervenir avant la fin du mois de décembre 2016 sur la base du calendrier des essais réalisés. Un litige est susceptible d'être introduit sur ce point par le Délégitaire devant le tribunal administratif de Marseille.

La Métropole et le Délégitaire ont souhaité mettre un terme à ces litiges qui mettent en péril la bonne exécution du service public en concluant un protocole transactionnel au sens des articles 2044 et suivants, et ce au bénéfice des concessions réciproques suivantes :

■ Le Délégitaire :

- Accepte de se désister purement et simplement des instances introduites devant le tribunal administratif de Marseille à l'encontre des différents titres exécutoires émis par la Métropole à savoir :

- le titre exécutoire portant sur un montant de 73 672,23 € TTC ;

- le titre exécutoire portant sur un montant de 1 302 210 € TTC ;
- le titre exécutoire portant sur un montant de 117 277,95 € TTC.

- Renonce à toutes réclamations, instances et actions ultérieures, sur quelque fondement juridique que ce soit, au titre du préjudice qu'elle a invoqué à hauteur de 549 195,39 € TTC correspondant à la rémunération « PP5 » des déchets non traités par les Installations ;
- Renonce à toutes réclamations, instances et actions ultérieures, sur quelque fondement juridique que ce soit, au titre du préjudice qu'elle a invoqué à hauteur de 931 002 € TTC correspondant au manque à gagner généré par les mouvements sociaux de juin 2016 ;
- Renonce à toutes réclamations, instances et actions ultérieures, sur quelque fondement juridique que ce soit, concernant la rémunération du traitement des déchets excédentaires pour l'année 2016 en contrepartie du paiement de la facture de 553 805,95 € TTC.

■ La Métropole :

- Renonce à (i) émettre à nouveau un titre exécutoire en ce qui concerne la pénalité d'un montant de 1 396 710 € TTC pour manquement à la garantie annuelle de traitement en 2011, et la pénalité de 238 815 € TTC pour manquement à la garantie de capacité de traitement en 2011 lesquelles avaient été annulées par le tribunal administratif de Marseille pour défaut d'indication des bases de la liquidation du titre exécutoire n° 3360 le 17 avril 2013 et (ii) à former toute réclamation ou recours à l'encontre du Délégitaire pour ces mêmes faits ;
- S'acquitte de la facture de 553 805,95 € TTC correspondant au coût des déchets excédentaires à hauteur de 8 806,22 tonnes pour l'année 2016 ;
- Renonce à émettre un titre exécutoire en ce qui concerne le coût supporté par elle au titre des mouvements sociaux intervenus en 2016 et, en conséquence, renonce à toute pénalité et à toutes réclamations, instances et actions ultérieures, sur quelque fondement juridique que ce soit, relative aux conséquences de cet événement ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s'est substituée la société dédiée EVERE et ses avenants 1, 2, 3 et 4 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les procédures contentieuses en cours et à venir entre la Métropole et le Délégué concernant les difficultés d'exécution de la délégation de service public sont et seront chronophages, longues et onéreuses,
- Qu'il est indispensable de tout mettre en œuvre pour la meilleure continuation du service public d'élimination des déchets laquelle est perturbée par les litiges en cours entre la Métropole et le Délégué,
- Que la Métropole et le Délégué ont consenti des concessions réciproques afin de mettre fin à ces litiges en application des articles 2044 et suivants du code civil relatifs à la transaction.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Evéré portant sur les litiges d'exécution de la délégation de service public relative au financement, à la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés.:

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 553 805,95 TTC sont inscrits au budget annexe des déchets 2018 - sous politique G 110 – nature 65888

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-3765/18/BM

**■ Approbation d'une convention de service avec la commune d'Istres pour la réalisation de prestations techniques spécifiques
MET 18/6719/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence « création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 2018 le port des Heures Claires situé sur le territoire de la commune d'Istres est devenu métropolitain.

Avant le transfert du port à la Métropole, les agents portuaires exerçaient certaines missions pour la commune sans lien avec la gestion du port mais nécessitant l'utilisation du matériel du Port tel que la grue mobile ou les bateaux et l'expertise associée des agents.

Dans une logique d'économie et d'efficacité, il est souhaitable que la commune puisse continuer à bénéficier de ces prestations.

Il est donc proposé de conclure une convention de service avec la commune d'Istres sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L. 5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'information du Conseil de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le port de plaisance d'Istres a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose au sein du port de compétences et matériels nécessaires à la commune pour l'exécution de certaines prestations ;
- Qu'une convention de service permettra à la Métropole de mettre à disposition de la commune le personnel qualifié pour la réalisation de prestations techniques nécessitant une certaine expertise ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de service ci-annexée entre la Commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de prestations techniques spécifiques.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands
équipements métropolitains"***

VOI 001-3766/18/BM

■ Approbation de la convention de financement et de cession foncière concernant l'élargissement de la Traverse Gibraltar à Marseille

MET 18/7290/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille est propriétaire d'une parcelle cadastrée d'une surface de 1034 m² contiguë à la parcelle de l'Etat sur la bordure sud-ouest de la traverse de Gibraltar (13014).

La Ville a acquis une parcelle du Ministère de la Défense correspondant à l'ancienne caserne Bel Air, sise 74 Rue du Docteur Léon Perrin d'une superficie d'environ 8 381 m².

La juxtaposition de ses deux parcelles, permet d'engager par le groupe SNI les travaux de construction de 98 logements, sur une surface de plancher globale d'environ 6 200 m², se décomposant de la manière qui suit :

- 49 logements locatifs sociaux conventionnés (PLS, PLU et PLAI)
- 31 logements locatifs libres à loyers modérés
- 18 logements en accession à coûts maîtrisés.

L'instruction de la demande de permis de construire concernant ce projet a fait apparaître une difficulté de desserte du programme immobilier du fait de l'étroitesse de la traverse de Gibraltar, des pentes importantes et de l'absence de trottoirs. Cet état des lieux fait apparaître un défaut de sécurité des usagers compte tenu en outre de l'accroissement du flux automobile généré par la desserte de ces futurs 98 logements.

Pour résoudre cette difficulté du programme de construction sur la propriété Bel-Air, la Ville de Marseille et la Métropole A.M.P. ont engagé un projet visant à élargir et à aménager la traverse de Gibraltar afin d'améliorer la sécurité pour les circulations automobile et piétonne, notamment pour les élèves se rendant au Collège Alexandre Dumas, rue Chalusset.

Le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé en séance du 9 décembre 2013 (n°13-25794-DDU) le principe de cession gratuite à la Métropole Aix-Marseille-Provence des emprises nécessaires à la réalisation de l'élargissement de la voie et l'attribution d'une subvention à Marseille Provence Métropole pour l'aménagement de la voie.

Les modalités de versement du montant de cette subvention, établie à 250 000 euros TTC, doivent désormais être précisées dans le cadre d'une convention de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, du 9 décembre 2013, n°13-25794-DDU) relative à l'attribution d'une subvention à Marseille Provence Métropole pour l'aménagement d'une voie, la cession gratuite des emprises foncières de la voie - Bel Air, traverse Gibraltar (13014).
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser l'aménagement de la traverse Gibraltar, à Marseille (13014) ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de financement ci-annexée, avec la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Ville de Marseille relative au financement et à la cession foncière nécessaire à l'aménagement de la traverse Gibraltar, à Marseille (13014).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"**

CSGE 001-3767/18/BM

■ Attribution de subventions à l'association
Festival International de Jazz de Marseille des
cinq continents pour l'organisation du Festival
Marseille Jazz des cinq continents et de
manifestations liées au jazz - Approbation d'une
convention

MET 18/7168/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence sur proposition du Commissaire
Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le
rapport suivant :

Conformément à la délibération de la politique
culturelle votée le 14 décembre 2017, la Métropole
Aix-Marseille-Provence se donne notamment
comme objectif de soutenir des manifestations
culturelles et artistiques métropolitaines à partir des
principes suivants :

- La mise en réseau et la mutualisation
des ressources culturelles et
artistiques ainsi que des moyens à
l'échelle métropolitaine et/ou par
bassins de vie.
- La contribution à l'attractivité du
territoire.
- Le renforcement de l'identité
métropolitaine.

Ces projets et leurs opérateurs pourront être
soutenus à partir des critères suivants (au moins
deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter
un soutien métropolitain) :

- Le périmètre d'intervention
considérant l'implication de plusieurs
communes de la Métropole (au
minimum 5).
- Les grands événements ou festivals
affirmant une identité métropolitaine
(programmations déconcentrées
privilégiant un équilibre urbain/rural et
leur circulation sur plusieurs territoires
et bassins de vie à l'échelle de la
Métropole Aix-Marseille-Provence).
- Le rayonnement à l'échelle régionale,
nationale et/ou internationale, la
dimension européenne et/ou
méditerranéenne participant à la
promotion culturelle et artistique du
territoire de la Métropole Aix-Marseille-
Provence et de son institution.

L'association Festival Jazz des Cinq Continents a
pris depuis quelques années une orientation
métropolitaine et répond précisément aux principes
et critères formulés ci-dessous.

Le Festival a augmenté de 20 % sa jauge « public »
depuis la transformation opérée en 2015, en 2017,
le Festival a accueilli 48 000 spectateurs, il s'est
déroulé dans plusieurs lieux de la Ville centre,
Marseille, au Théâtre Sylvain, au Palais Longchamp
ou encore au Mucem, et dans six autres villes de la
Métropole : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence,
Vauvenargues, Cornillon-Confoux, Aubagne et
Cassis.

Ce Festival très renommé, professionnel, travaille
dans tous les axes des grands événements
culturels du XXI^{ème} siècle : création, diffusion mixte
d'artistes peu connus et de grandes têtes d'affiches,
éducation artistique et culturelle, soutien à
l'émergence locale et enfin partenariats avec des
structures culturelles du territoire.

Le projet 2018 du Festival est d'étendre encore sa
dimension métropolitaine en proposant 14
événements musicaux de grande qualité dans 14
villes du territoire métropolitain. Une résidence de
création de l'artiste Erik Truffaz avec le chœur
Emethée aura lieu du 12 au 15 juin à la Roque-
d'Anthéron, Marseille, Istres, Martigues et Cassis.
Puis une série de concerts aura lieu à Salon-de-
Provence, Istres, Aix-la-Durance, Vauvenargues,
Cornillon-Confoux, Aubagne, Ceyreste et La Ciotat
entre le 5 juillet et le 1er décembre 2018.

Le budget prévisionnel 2018 de l'« association »
est de 2 960 000 €.

Pour réaliser le Festival et l'ensemble des activités
réalisées sur le territoire métropolitain, l'association
sollicite la Métropole à hauteur de 250 000 € en
2018 (n° GU 2018-00213), la Métropole propose un
financement à hauteur de 150 000 € de subvention
pour la réalisation d'une série d'événements sur le
territoire métropolitain par la compétence Culture et
équipements culturels de la Métropole et 50 000 €
de subvention sur le fonctionnement général de
l'association par le Territoire Marseille Provence,
soit au total 200 000 €. Le budget prévisionnel de la
manifestation pour 2018 est de 2 960 000 €, ce
document est joint à la convention annexée à la
présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer
au Bureau de la Métropole de prendre la
délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-
Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique
territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N° HN 021-07/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° MET 17/5681/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents, la première subvention est de 150 000 € (cent cinquante mille euros) pour la réalisation d'une série d'événements jazz sur le territoire métropolitain par la compétence Culture et équipements culturels de la Métropole et la deuxième subvention est de 50 000 € (cinquante mille euros) pour le fonctionnement général de l'association par le Territoire Marseille Provence, soit au total 200 000 € (deux cent mille euros).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2018 annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 150 000 € sur le BPMF du Territoire du Pays d'Aix pour le Budget Culture métropolitain, nature budgétaire 65 748 et à hauteur de 50 000 € sur l'Etat Spécial de Territoire du Territoire Marseille Provence, nature budgétaire 65 748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-3768/18/BM

**■ Attribution de subventions à deux structures culturelles : Delta France Association pour le Delta Festival et Vue sur les Docks pour le FID, Festival International de cinéma de Marseille - Approbation de conventions
MET 18/6989/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération de politique culturelle votée le 14 décembre 2017 par le Conseil de la Métropole, qui fixe comme priorité d'action dans ce domaine la lecture publique sous toutes ses formes, et comme cadre d'intervention, des critères de liens avec les communes du territoire et de rayonnement régional voire international, la Métropole soutient des acteurs culturels territoriaux.

DELTA FRANCE ASSOCIATION / Delta Festival

Delta France Association développe le Delta Festival depuis 2014 sur les plages du Prado à Marseille. L'association réunit 50 associations étudiantes de Aix Marseille Université notamment à Marseille, Aix-en-Provence, Gardanne et Aubagne. En 2018, l'association est aussi partenaire avec 10 villes universitaires comme Paris, Lyon, Avignon, Toulon.

Le rassemblement que propose Delta Festival est réalisé par des étudiants pour des étudiants, bénévoles et services civiques qui sont au nombre de 700 au plus haut de l'événement. A ce titre, Delta Festival répond à l'objectif de la Métropole concernant l'accessibilité à la Culture et la participation active de tous les publics du territoire.

L'association est soutenue par le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, la Région PACA, le Conseil Départemental, la Ville de Marseille et l'ARS PACA (Agence Régionale de la Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Les objectifs du projet porté par l'association Delta France sont les suivants :

- créer une identité étudiante à l'échelle métropolitaine,
- créer un sentiment d'appartenance au territoire,
- promouvoir l'excellence universitaire, sportive et culturelle de la Métropole,
- susciter l'envie des futurs diplômés de créer, entreprendre et travailler sur le territoire en mettant en avant ses opportunités.

Le Delta Festival est devenu en trois ans, le premier rassemblement étudiant de France avec environ 25 000 festivaliers en 2017. En 2018, le Festival se développe encore dans le respect des orientations de la politique culturelle métropolitaine.

Pour réaliser le Delta Festival, l'association Delta France sollicite la Métropole à hauteur de 50 000 € en 2018, la Métropole propose un financement à hauteur de 30 000 € pour cette année. Le budget prévisionnel de la manifestation pour 2018 est de 1 133 767 €, ce document est joint à la convention mentionnée ci-dessous.

VUE SUR LES DOCKS / FID

L'association VUE SUR LES DOCKS propose en 2018 la 29ème édition du FID (10-16 juillet 2018).

Le festival de cinéma, FID Marseille, propose une programmation de 153 films de 34 pays, sur 2 235 films visionnés en présélection en 2017, dans 12 lieux de la Ville dont 7 lieux de projection. Le Festival décerne plusieurs prix avec un jury national pour les créations/premières françaises et un jury international.

Ce festival de plus en plus renommé, professionnel, travaille dans tous les axes des grands événements culturels du XXI^{ème} siècle : création, diffusion mixte de films grand public et de films d'auteurs, éducation artistique et culturelle en partenariat avec Fotokino notamment, soutien à la création audiovisuelle locale, partenariats avec des structures culturelles du territoire.

Des actions avec des lycéens se déroulent avec les villes de Vitrolles, Aix-en-Provence/Luynes, Salon-de-Provence, La Ciotat. De plus, des collaborations avec des structures culturelles ont lieu dans les villes de Pertuis (médiathèque), Aix-en-Provence (Institut de l'Image), Cassis (Fondation Camargue), Aubagne (AMU, Aix-Marseille-Université).

Le festival est soutenu par les partenaires publics suivants : le CNC, le Ministère de la Culture / DRAC (Direction régionale des affaires culturelles) Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille.

Pour réaliser le festival et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 25 000 € en 2018, la Métropole propose un financement à hauteur de 20 000 € pour cette année. Le budget prévisionnel de la manifestation pour 2018 est de 1 224 100 €, ce document est joint à la convention mentionnée ci-dessous.

Il convient de rappeler que les subventions supérieures à 23 000 € nécessitent une convention d'objectifs et de moyens fixant les moyens et les obligations entre les parties. A cet effet, deux conventions seront établies entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les associations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N° HN 021-07/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° MET 17/5681/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées :

- une subvention de 20 000 € (vingt mille euros) pour réaliser le Festival FID, Festival International du Film de Marseille à l'association VUE SUR LES DOCKS ;
- une subvention de 30 000 € (trente mille euros) pour réaliser le Delta Festival à l'association DELTA FRANCE ASSOCIATION.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs et de moyens pour l'année 2018 à conclure avec les associations.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Primitif Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix pour le Budget Culture métropolitain, nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-3769/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018 MET 18/6940/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

L'association Board Spirit Marseille (BSM), première association française de skateboard et classée 5ème au niveau mondial, dont l'objet concerne la promotion des sports de glisse et de culture urbaine, organise l'une des étapes de circuit de Coupe du Monde de « street », labellisée par l'Association of International Skateboard (AIS) et constituant également une étape de qualification aux Jeux Olympiques.

Cette compétition, inscrite au classement mondial, se tiendra pour la 2ème édition au skatepark de la base de loisirs de l'Estéou à Marignane, site reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017.

En effet, la spécificité unique du lieu, les infrastructures performantes et modernes et son dimensionnement (plus grand skatepark de France) font du site un endroit incontestablement reconnu pour l'accueil de cet événement international de skateboard.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association BSM afin de soutenir cet événement de renommée internationale, qui se déroulera sur 4 jours en présence de 80 amateurs et 40 skateboarders professionnels de niveau mondial.

Cette manifestation, gratuite et ouverte au public, sera organisée en phases successives sur 4 jours, avec une journée d'initiation ouverte au public et des « contests » pour les 3 jours suivants décomposés par journée de sélection pour la phase suivante, et permettant à 2 compétiteurs amateurs d'accéder à la journée de qualification et de finale

aux côtés des skateboarders professionnels. Cette compétition sera ouverte aux hommes et aux femmes pour chacune des phases.

De manière complémentaire, le site accueillera un village avec présence de partenaires pour la promotion du sport. Un concert gratuit, organisé le samedi soir, viendra également concourir à la réussite de cet événement pour lequel 6000 personnes sont attendues. La couverture médiatique par les réseaux sociaux et sites spécialisés dans cette discipline permettra une visibilité à l'international.

Dans la continuité des grands événements sportifs auxquels elle a déjà participé, la Métropole détient aujourd'hui l'expérience et les atouts nécessaires pour accueillir cet événement de la meilleure manière afin de faire de cette compétition un franc succès et de lui assurer une grande visibilité sur le territoire international.

La Métropole, avec la co-participation d'autres collectivités locales telles que le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, et la commune de Marignane, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018 qui se déroulera du 14 au 17 juin 2018 au skatepark de la base de l'Estéou à Marignane.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention pour un montant de 15 000 euros à l'association BSM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14

décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018 sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 € à l'association Board Spirit Marseille afin de soutenir l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018, étape de Coupe du Monde et de qualification aux Jeux Olympiques.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association Board Spirit Marseille.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 65, fonction 30, nature 65748, ligne de crédits 25146.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-3770/18/BM

**■ Evénements sportifs sur le territoire métropolitain - Soutien à l'accueil et à l'organisation de la demi-finale Fed Cup France/Etats-Unis et de la Volley-Ball Nations League 2018
MET 18/7174/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire

métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

1/ Demi-finale Fed Cup France/Etats-Unis

La Fédération Internationale de Tennis a délégué à la Fédération Française de Tennis (FFT) l'organisation des rencontres de Fed Cup se déroulant sur le territoire français, qui a accepté la responsabilité de préparer, accueillir et organiser la demi-finale qui s'est déroulée les 21 et 22 avril 2018 à l'Arena du Pays d'Aix.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par la FFT afin de soutenir l'accueil et l'organisation de cette compétition internationale de tennis féminin qui opposait la France aux Etats Unis pendant 2 jours, à raison de 2 matchs simples le 21 avril, et 2 matchs et un match double le 22 avril 2018.

De par sa destination et sa vocation, sa grande capacité d'accueil du public, les infrastructures performantes et modernes répondant au cahier des charges fédéral, l'Arena du Pays d'Aix, équipement reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, constituait une enceinte privilégiée pour accueillir cet événement international de tennis.

Dans la continuité des grands événements sportifs auxquels elle a déjà participé, la Métropole détenait l'expérience et les atouts nécessaires pour accueillir cet événement de la meilleure manière afin de faire de cette compétition un franc succès et de lui assurer une grande visibilité sur le territoire national et également à l'international.

La Métropole, collectivité chef de file de cet événement, a co-présidé le Comité de Pilotage avec la FFT, qui avait notamment pour objectif de réunir l'ensemble des acteurs locaux impliqués afin de définir et mettre en œuvre le programme d'accompagnement et d'animations périphériques, ainsi que le plan de promotion de l'événement. De fait, la Métropole était l'interlocuteur de la FFT, qui a assuré la mise en œuvre de cette manifestation, pour la coordination générale.

Au regard de la promotion du territoire métropolitain, des retombées économiques, et de la valorisation du sport qu'apportait cette grande manifestation internationale, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité soutenir l'accueil et l'organisation de la demi-finale de Fed Cup qui s'est déroulée les 21 et 22 avril 2018 à l'Arena du Pays d'Aix en passant un

marché à procédure adaptée de prestations de services pour un montant de 125 500 € HT.

2/ Volley-Ball Nations League 2018

La Fédération Internationale de Volley Ball a délégué à la Fédération Française de Volley Ball (FFVB) l'organisation des rencontres de la « Volley Nations League 2018 » sur le territoire français. Cette compétition de renommée mondiale, permettant le classement des équipes nationales de volley ball masculin, regroupe 16 nations qui s'affrontent lors de phases de poule organisées sur 5 semaines, du 25 mai au 24 juin 2018, dans différents pays du monde (Etats-unis, Brésil, Russie, Espagne...).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par la FFVB afin de soutenir l'accueil et l'organisation de l'une des deux phases de poule programmées en France avant la phase finale. Elle sera disputée par 4 nations (France, Serbie, Corée et Argentine) du 8 au 10 juin 2018 à l'Arena du Pays d'Aix. Cette phase de poule s'étendra sur 3 jours lors desquels 6 matchs seront disputés dont 3 par l'équipe de France.

La destination et la vocation de l'Arena du Pays d'Aix, équipement reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, sa grande capacité d'accueil du public, les infrastructures performantes et modernes, ainsi que l'apparence et l'atmosphère de la salle, font de cet équipement une enceinte privilégiée pour accueillir cet événement international de volley ball.

Dans la continuité des grands événements sportifs auxquels elle a déjà participé, la Métropole détient aujourd'hui l'expérience et les atouts nécessaires pour accueillir cet événement de la meilleure manière afin de faire de cette compétition un franc succès et de lui assurer une grande visibilité sur le territoire national mais également à l'international.

La Métropole, collectivité chef de file de cet événement, co-présidera en outre le comité d'organisation local avec la Ligue PACA de Volley Ball et la FFVB qui aura pour objectif de réunir l'ensemble des acteurs locaux impliqués afin de définir et mettre en œuvre le programme d'accompagnement ainsi que le plan de promotion de l'événement. Elle sera l'interlocuteur de la FFVB pour la coordination générale de l'événement.

La Métropole, avec la co-participation d'autres collectivités locales telles que le Conseil Régional, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation d'une phase de poule de la Volley Nations League 2018 qui se déroulera du 8 au 10 juin 2018 à l'Arena du Pays d'Aix.

Au regard de la promotion du territoire métropolitain, des retombées économiques, et de la valorisation du sport qu'apportait cette grande manifestation internationale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la

Volley Ball Nations League qui se déroule du 8 au 10 juin 2018 à l'Arena du Pays d'Aix en passant un marché à procédure adaptée de prestations de services pour un montant de 110 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'accueil et l'organisation de la demi-finale de la Fed Cup 2018 France/Etats Unis et la Volley-Ball Nations League 2018 sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du soutien de la Métropole pour l'accueil et l'organisation de la demi-finale de la Fed Cup France/Etats Unis les 21 et 22 avril 2018 et pour la Volley-Ball Nations League du 8 au 10 juin 2018 sur le territoire métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-3771/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Centre équestre d'Istres au titre de l'exercice 2018 - Approbation d'une convention
MET 18/7210/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, entend soutenir des projets entrant dans le champ de compétence de la politique sportive métropolitaine telle que définie par délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du 14 décembre 2017.

Dans ce cadre, l'association Centre équestre d'Istres a, entre autres, pour objet de faire pratiquer le sport équestre et de perfectionner les cavaliers ainsi que de participer et d'organiser des compétitions officielles ou amicales.

Elle organise sur le site du Deven à Istres, une manche de la coupe d'Europe des Clubs de Pony Mounted Games (Challenge Peter Dale).

Cette manifestation importante reconnue dans le monde équestre entre pleinement dans le cadre des objectifs définis par la Métropole.

Suite au vote du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, modifié par la délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à l'association Centre équestre d'Istres une subvention d'un montant total de 3 500 € au titre de l'exercice 2018.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation.

La subvention fera l'objet d'un versement unique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° CGSE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/2017 du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il est dit ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément à la délibération du 14 décembre 2017, la mise en œuvre de la politique sportive métropolitaine s'effectue dans le cadre des objectifs et critères qu'elle définit.
- Que l'association Centre équestre d'Istres organise sur le site du Deven à Istres, une manche de la coupe d'Europe des Clubs de Pony Mounted Games (Challenge Peter Dale).
- Qu'elle sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2018.
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 3 500 € à l'association Centre équestre d'Istres au titre de l'exercice 2018.

Article 2 :

Est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Centre équestre d'Istres relative à l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2018.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 65748, dans le cadre de l'Etat Spécial du Territoire Istres Ouest Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 18 MAI 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de la Métropole

18 MAI 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 22 mai 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Moussa BENKACI - François BERNARDINI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Christine CAPDEVILLE - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Anne CLAUDIUS-PETIT - Auguste COLOMB - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY - OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Rémi MARCENGO - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie

MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Chrystiane PAUL - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Maryse RODDE - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - David YTIER - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI représenté par David YTIER - Mireille BALLETTI représentée par Bernard JACQUIER - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Odile BONTHOUX représentée par Irène MALAUZAT - Jacques BOUDON représenté par Moussa BENKACI - Frédéric BOUSQUET représenté par Dominique FLEURY- VLASTO - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Gérard BRAMOULLÉ représenté par Jules SUSINI - Laure-Agnès CARADEC représentée par Gérard CHENOZ - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Eugène CASELLI représenté par Roland CAZZOLA - Bruno CHAIX représenté par Marie-France DROPY - OURET - Jean-David CIOT représenté par Loïc GACHON - Frédéric COLLART représenté par Jean MONTAGNAC - Monique CORDIER représentée par Xavier MERY - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Michel DARY représenté par Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET représenté par Martine CESARI - Sylvaine DI CARO représentée par Philippe DE SAINTDO - Pierre DJIANE représenté par Martine RENAUD - Nathalie FEDI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Gilbert FERRARI représenté par François BERNARDINI - Bruno GILLES représenté par Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre GIORGI représenté par Patrick BORÉ - Olivier GUIROU représenté par Jean-Pierre MAGGI - Garo HOVSEPIAN représenté par Annie LEVY-MOZZICONACCI - Nicolas ISNARD représenté par Didier KHELFA - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Francis TAULAN - Laurence LUCCIONI représentée par Catherine PILA - Bernard MARANDAT représenté par Jeanne MARTI - Stéphane MARI représenté par Gérard POLIZZI - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Arnaud MERCIER représenté par Joël MANCEL - Yves MESNARD représenté par André JULLIEN - Danielle MILON représentée par Roland GIBERTI - Jérôme ORGEAS représenté par Patrick GHIGONETTO - Roger PELLENC représenté par Hervé FABRE-AUBRESPY - Serge PEROTTINO représenté par Christophe AMALRIC - Roger PIZOT représenté par Jacky GERARD - Marine PUSTORINO-DURAND représentée par Yves MORAINÉ - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Carine ROGER représentée par Michèle EMERY - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Isabelle SAVON représentée par Georges GOMEZ - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Claude VALLETTE représenté par Daniel HERMANN - Yves VIDAL représenté par Georges CRISTIANI - Yves WIGT représenté par Patrick APPARICIO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Jean-Pierre BAUMANN - Sabine BERNASCONI - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Nouriati DJAMBAE - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Patrick MENNUCCI - Didier PARAKIAN - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Maryvonne RIBIERE - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Marie-France SOURD GULINO - Philippe VERAN - Didier ZANINI - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

ETAIENT PRESENTS ET REPRESENTES EN COURS DE SEANCE :

Mesdames et Messieurs :

Patrick PADOVANI représenté à 10h07 par Josette VENTRE - Gaëlle LENFANT représentée à 10h18 par Pascale MORBELLI - Dominique FLEURY- VLASTO représentée à 10h44 par Dominique TIAN - Solange BIAGGI représentée à 10h45 par Marie-Josée BATTISTA - Christian BURLE représenté à 10h53 par Philippe ARDHUIN.

ETAIENT PRESENTS ET EXCUSES EN COURS DE SEANCE :

Etaient présents et excusés en cours de séance

Mesdames et Messieurs :

Lisette NARDUCCI à 10h30 - Michel AZOULAI à 10h47 - Bernard RAMOND à 11h00 - Georges GOMEZ à 11h00 - Michel MILLE à 11h05 - Georges ROSSO à 11h20 - Pascal MONTECOT à 11h22 - Patrick GHIGONETTO à 11h25.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-3772/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 26 logements sociaux "Saint Gabriel" située 32 Rue Saint Gabriel à Marseille - Abrogation de la délibération FAG 007-2263-17-CM du 13 juillet 2017
MET 18/7038/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 26 logements sociaux « Saint Gabriel » située 32 Rue Saint Gabriel à Marseille, 13014.

Il est précisé que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré sur cette opération le 13 juillet 2017.

Néanmoins, le processus simplifié n'avait pas été demandé par le bailleur lors de sa demande. La Métropole est à présent appelée à délibérer selon le processus simplifié mis en place avec la Caisse des Dépôts et Consignation.

Portée par la SA HLM Néolia, cette opération, d'un montant total de 3 696 260 € est financée par un emprunt de 2 481 670 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 116 751,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 669 172 467 € et un passif réel (dettes) correspondant à 1 224 229 340 €. L'actif net comptable s'élève donc à 444 943 126 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 22 038 160 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une

procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de Prêt N° 73824 en annexe signé entre la SA HLM Néolia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 007-2263/17/CM du 13 juillet 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 481 670 € souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 73824.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 26 logements sociaux « Saint Gabriel » située 32 Rue Saint Gabriel à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-3773/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration de 12 logements sociaux « Chave » située 229 Boulevard Chave à Marseille MET 18/7046/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition amélioration de 12 logements sociaux « Chave » située 229 Boulevard Chave à Marseille, 13004.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 1 768 484 € est financée par un emprunt de 896 581 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 403 461,45 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 046 421 745 € et un passif réel (dettes) correspondant à 578 880 945 €. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 74112 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 896 581 € souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74112.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 12 logements sociaux « Chave » située 229 Boulevard Chave à Marseille, 13004.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-3774/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration de 106 logements sociaux « Bonneveine » située Avenue André Zénatti à Marseille.**

MET 18/7048/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition amélioration de 106 logements sociaux « Bonneveine » située Avenue André Zénatti à Marseille, 13008.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 13 036 719 € est financée par un emprunt de 13 036 719 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 5 866 523,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 046 421 745 € et un passif réel (dettes) correspondant à 578 880 945 €. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la

valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 73770 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le

remboursement d'un prêt d'un montant total de 13 036 719 € souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 73770.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 106 logements sociaux « Bonneveine » située Avenue André Zénatti à Marseille, 13008.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de neuf logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer

cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-3775/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social « Scierie » située 37 Boulevard de la Scierie à Marseille.**

MET 18/7052/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social « Scierie » située 37 Boulevard de la Scierie à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 284 307 € est financée par un emprunt de 203 154 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille. L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 91 419,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 € et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 74294 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 203 154 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74294.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social « Scierie » située 37 Boulevard de la Scierie à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-3776/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 35 logements sociaux « Le Merlan » située 95-97 Avenue du Merlan à Marseille.
MET 18/7054/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 35 logements sociaux « Le Merlan » située 95-97 Avenue du Merlan à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logéo Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 5 125 519 € est financée par un emprunt de 3 609 479 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille. L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 624 265,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logéo Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 219 033 630 € et un passif réel (dettes) correspondant à 161 662 554 €. L'actif net comptable s'élève donc à 57 371 076 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 1 010 404 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65430 en annexe signé entre la SA HLM Logéo Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 609 479 € souscrit par la SA HLM Logéo Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65430.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 35 logements sociaux « Le Merlan » située 95-97 Avenue du Merlan à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logéo Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logéo Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logéo Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logéo Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logéo Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-3777/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 18 logements sociaux « Le Hameau de la Pinède » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille**
MET 18/7039/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 18 logements sociaux « Le Hameau de la Pinède » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 1 175 976 € est financée par un emprunt de 603 541 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 271 593,45 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 € et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65960 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 603 541 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les

caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65960.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 18 logements sociaux « Le Hameau de la Pinède » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-3778/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Promologis pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 32 logements sociaux « Le Montego Bay » située 303 Avenue Jules Ferry à La Ciotat MET 18/7031/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 32 logements et 40 parkings « Le Montego Bay » située 303 Avenue Jules Ferry à La Ciotat (13600).

En effet, la SA HLM Promologis a décidé de contracter auprès du Crédit Foncier de France un emprunt PSLA (prêt social de location-accession) régi par les articles R.331-63 à R.331-77-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et plus spécialement par les articles R.331-76-5-1 à R.331-76-5-4 dudit code, d'un montant de quatre millions d'euros (4 000 000 euros) et destiné à financer partiellement l'acquisition en état futur d'achèvement de trente-deux appartements et quarante parkings dans un immeuble situé à La Ciotat (13600), 303 avenue Jules Ferry.

Le Crédit Foncier de France subordonne son concours à la condition que le remboursement en capital, augmenté des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé, tous autres frais et autres accessoires de l'emprunt d'un montant de 4 000 000 euros soit garanti par la Métropole Aix-Marseille-Provence à concurrence de 45 % des sommes dues par la SA HLM Promologis, soit un montant de 1 800 000 euros.

Pour information, le coût total de cette opération est de 4 341 855 euros, et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de La Ciotat.

L'analyse financière de la SA HLM Promologis, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable est égal à 1 950 899 410 € et un passif réel (dettes) correspondant à 1 428 828 619 €. L'actif net comptable s'élève donc à 522 070 791 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 24 464 391 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement de toutes les sommes dues au titre de l'emprunt de 4 000 000 euros à contracter par la SA HLM Promologis auprès du Crédit Foncier de France.

Ce prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 32 appartements et 40 parkings « Le Montego Bay » située 303 avenue Jules Ferry à La Ciotat (13600).

Article 2 :

Les principales caractéristiques du prêt garanti à contracter auprès du Crédit Foncier de France sont les suivantes :

Montant : Quatre millions d'euros (4 000 000 €)

Durée totale maximale : 6 ans comprenant

- Une période de Mobilisation : 12 mois maximum
- Une période de Consolidation : 05 ans dont 05 ans de différé d'amortissement, le remboursement du capital intervenant au plus tard à la dernière échéance du prêt.

Conditions tarifaires

- Taux d'intérêt révisable :
Période de Mobilisation : taux révisable trimestriellement : Euribor 3 mois arrondi au 1/100^{ème} de point supérieur + 1,10%, étant précisé que dans l'hypothèse où l'Euribor (Tibeur) 3 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 3 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro.
Période de Consolidation : taux révisable : Euribor 6 ou 12 mois arrondi au 1/100^{ème} de point supérieur + 1,10 %, étant précisé que dans l'hypothèse où l'Euribor (Tibeur) 6 ou 12 mois serait inférieur à zéro, l'Euribor (Tibeur) 6 ou 12 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro.
- Commission d'engagement : néant.

Périodicité des échéances : trimestriellement pour la période de Mobilisation et semestriellement ou annuellement au choix de la SA HLM Promologis pour la période de Consolidation.

Faculté de remboursement anticipé :

- Indemnité de 3% sur le capital remboursé par anticipation,
- Frais de gestion correspondant à 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3.000 €.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence donne son cautionnement et prend l'engagement de payer au Crédit Foncier de France toute somme due au titre de ce prêt en principal à hauteur de 45% augmentée des intérêts, intérêts de retard et tous autres frais et accessoires qui n'auraient pas été acquittés par la SA HLM Promologis à sa date d'exigibilité, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Promologis dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Promologis serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Foncier de France, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Promologis.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération, compte tenu de la spécificité de l'opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Promologis.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Promologis, le contrat de prêt ou l'acte de cautionnement qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et la SA HLM Promologis, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-3779/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 71 logements sociaux « La Clef des Champs » située Avenue François Mitterrand à Gignac La Nerthe**
MET 18/7042/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 71 logements sociaux « La Clef des Champs » située Avenue François Mitterrand à Gignac La Nerthe.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération, d'un montant total de 9 864 590 € est financée par un emprunt de 8 100 142 € proposé par

de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Gignac La Nerthe.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4 455 078,10 €.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 206 616 582 € et un passif réel (dettes) correspondant à 945 988 652 €. L'actif net comptable s'élève donc à 260 627 930 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 19 947 522 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 66247 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 100 142 € souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 66247.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 71 logements sociaux « La Clef des Champs » située Avenue François Mitterrand à Gignac La Nerthe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 8 logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-3780/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Promologis pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux "Le Clos du Jas de Bassas" située Lieu-dit Espinades RN 96 à Fuveau
MET 18/6943/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux « Le Clos du Jas de Bassas » située Lieu-dit Espinades RN 96 à Fuveau.

Portée par la SA HLM Promologis, cette opération d'un montant total de 1 205 763 € est financée par un emprunt de 1 023 746 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Fuveau.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 563 060 €.

L'analyse financière de la SA HLM Promologis effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 950 899.410 € et un passif réel (dettes) correspondant à 1 428 828.619 €. L'actif net comptable s'élève donc à 522 070.791 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 24 464.391 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 73737 (réf. PLS travaux n°5211095 - PLS foncier n°5211094 – PLS complémentaire n°5211096) d'un montant total de 1 023 746 € en annexe signé entre la SA HLM Promologis et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit un montant de 563 060 €, pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 023 746 euros souscrit par la SA HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 73737.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements collectifs « Le Clos du Jas de Bassas » située Lieu-dit Espinades RN 96 à Fuveau.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Promologis dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Promologis est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Promologis opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Promologis.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Promologis ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-3781/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux "Les Jardins de Suzanne" située Route du Coteau Rouge à Meyreuil**
MET 18/6938/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux « Les Jardins de Suzanne » située Route du Coteau Rouge à Meyreuil.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 960 813 € est financée par un emprunt de 717 391 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Meyreuil.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 394 565,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 369 553 486 € et un passif réel (dettes) correspondant à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 71956 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 717 391 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt PLUS/PLAI N° 71956.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements collectifs « Les Jardins de Suzanne » située Route du Coteau Rouge à Meyreuil.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Famille et Provence ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-3782/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux "Bleu Nature" située Chemin de Bourdon à Vitrolles MET 18/6967/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux « Bleu Nature » située Chemin de Bourdon à Vitrolles.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 2 496 510 € est financée par un emprunt de 1 881 899 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Vitrolles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 035 044,45 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 € et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 74291 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 881 899 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74291.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs « Bleu Nature » située Chemin de Bourdon à Vitrolles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM

Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-3783/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 48 logements sociaux "Jean Monnet" située Avenue Jean Monnet à Vitrolles MET 18/6969/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 48 logements sociaux « Jean Monnet » située Avenue Jean Monnet à Vitrolles.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 6 968 174 € est financée par un emprunt de 4 912 735 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Vitrolles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 702 004,25 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 € et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 73139 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 912 735 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières

et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 73139.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 48 logements collectifs « Jean Monnet » située Avenue Jean Monnet à Vitrolles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-3784/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal pour l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements collectifs sociaux située boulevard Aristide Briand à Miramas.**

MET 18/7019/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie, destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux située boulevard Aristide Briand à Miramas.

Portée par la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant de 2 145 761 euros, est financée par un emprunt d'un montant global de 1 664 962 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Miramas par délibération n° 03-2018 du 22 février 2018.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 749 232,90 euros.

L'analyse financière de la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du règlement des conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt n° 72296 en annexe signé entre la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 664 962 euros souscrit par la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 72296.

Ce prêt constitué de 4 lignes du prêt est destiné à financer l'opération d'acquisition en VEFA

de 18 logements collectifs sociaux située Avenue Aristide Briand à Miramas.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de garantie d'emprunt avec la société anonyme d'HLM Nouveau Logis Provençal ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-3785/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 22 logements locatifs sociaux "Pinoncelly 22", située 2-4 rue Pinoncelly à Miramas.**

MET 18/7020/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 22 logements locatifs sociaux située 2-4 rue Pinoncelly à Miramas.

Portée par la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée, cette opération d'un montant total de 3 075 523 euros est financée par un emprunt de 2 056 037 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 50 % de la ville de Miramas.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 1 028 018,50 euros.

L'analyse financière de la société anonyme d'HLM ICF HABITAT effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 046 421 745 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 578 880 945 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle, dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2252-1 à L.2252-5 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG n° 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du règlement des conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG n° 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt n° 74370 en annexe, signé entre la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 056 037 euros souscrit par la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 74370.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt est destiné à financer une opération de construction de 22 logements locatifs sociaux "Pinoncelly 22", située 2-4 rue Pinoncelly à Miramas.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Habitat, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par la société anonyme d'HLM ICF HABITAT Sud Est Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de garantie avec la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-3786/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 12 logements locatifs sociaux « Pinoncelly 12 », située 2-4 rue Pinoncelly à Miramas.
MET 18/7034/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 12 logements locatifs sociaux située 2-4 rue Pinoncelly à Miramas.

Portée par la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée, cette opération d'un montant total de 1 248 531 euros, est financée par un emprunt de 658 601 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 50 % de la ville de Miramas.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 329 300,50 euros.

L'analyse financière de la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 046 421 745 euros et un passif réel (dettes) à 578 880 945 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle, dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2252-1 à L.2252-5 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du règlement des conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt n° 71936 en annexe, signé entre la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 658 601 euros souscrit par la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 71936.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 12 logements locatifs sociaux « Pinoncelly 12 », située 2-4 rue Pinoncelly à Miramas.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et

jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de garantie avec la société anonyme d'HLM ICF Habitat Sud Est Méditerranée ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-3787/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM PROMOLOGIS pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements sociaux "Les loges de GAIA" située au 9 rue de la Cave à Auriol - Abrogation de la délibération FAG 017-2675/17/CM du 19 octobre 2017**
MET 18/7171/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA en location accessions (Prêt Social de Location-accession) « Les loges de Gaia » de 4 logements, située 9 rue de la Cave à Auriol.

Il est à noter en préambule que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 19 octobre 2017. Cependant des erreurs sur la quotité garantie et sur les caractéristiques du prêt rendent cette délibération n° FAG 017-2675/17/CM irrecevable. Il est donc nécessaire de délibérer à nouveau sur ce dossier.

Ainsi, la SA HLM PROMOLOGIS a décidé de contracter auprès du CREDIT FONCIER DE FRANCE un emprunt PSLA (prêt social de location-accession) régi par les articles R.331-63 à R.331-77-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et plus spécialement par les articles R.331-76-5-1 à R.331-76-5-4 dudit code, d'un montant de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650 000 euros) et destiné à financer partiellement l'acquisition en état futur d'achèvement de quatre logements collectifs et 4 box dans un immeuble situé à Auriol (13390), 9 rue de la Cave.

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE subordonne son concours à la condition que le remboursement en capital, augmenté des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé, tous autres frais et autres accessoires de l'emprunt d'un montant de 650 000 euros soit garanti par la Métropole Aix-Marseille-Provence à concurrence de 55 % des sommes dues par l'emprunteur.

Pour information, le coût total de cette opération est de 707 230 euros, et bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville d'Auriol.

L'obtention de ce prêt de 650 000 euros est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 357 500 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Promologis, effectuée à partir du bilan certifié 2016, montre un actif comptable égal à 1 950 899 410 euros, un passif réel (dettes) à 1 428 828 619 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 522 070 791 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 24 461 391 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 017-2675/17/CM du 19 octobre 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de toutes sommes dues au titre de l'emprunt de 650 000 euros à contracter par la SA HLM Promologis auprès du Crédit Foncier de France.

Ce prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements en location accession (PSLA) située au 9 rue de la Cave à Auriol.

Article 3 :

Les caractéristiques financières du prêt garanti à contracter auprès du Crédit Foncier de France sont les suivantes :

- Montant : SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650 000 euros)
- Durée totale maximale : 6 ans comprenant
 - une Période de Mobilisation : 12 mois maximum
 - une Période de Consolidation : 5 ans dont 05 ans de différé d'amortissement, le remboursement du capital intervenant au plus tard à la dernière échéance du prêt
- Conditions tarifaires
 - Taux d'intérêt révisable :
Période de Mobilisation : taux révisable trimestriellement : Euribor 3 mois arrondi au 1/100ème de point supérieur + 1,10%, étant précisé que dans l'hypothèse où l'Euribor (Tibeur) 3 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 3 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro.
Période de Consolidation : taux révisable: Euribor 6 ou 12 mois arrondi au 1/100ème de point supérieur + 1,10%, étant précisé que dans l'hypothèse où l'Euribor (Tibeur) 6 ou 12 mois serait inférieur à zéro, l'Euribor (Tibeur) 6 ou 12 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro.
 - Commission d'engagement : néant
- Périodicité des échéances : trimestriellement pour la période de Mobilisation et semestriellement ou annuellement au choix de la SA HLM Promologis pour la période de Consolidation,
- Faculté de remboursement anticipé :
 - Indemnité de 3% sur le capital remboursé par anticipation,
 - Frais de gestion correspondant à 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de

800 euros et un maximum de 3.000 euros.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence donne son cautionnement et prend l'engagement de payer au Crédit Foncier de France toute somme due au titre de ce prêt en principal à hauteur de 55 %, augmentée des intérêts, intérêts de retard et tous autres frais et accessoires qui n'aurait pas été acquittée par la SA HLM PROMOLOGIS à sa date d'exigibilité, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Promologis dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Promologis serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Foncier de France, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Promologis.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de zéro logement réservé concernant ladite opération, compte tenu de la spécificité de l'opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Promologis.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Promologis, le contrat de prêt ou l'acte d'engagement qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et la

SA HLM Promologis, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-3788/18/CM

■ Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du compte de gestion de l'exercice 2017 et des Etats Spéciaux des territoires MET 18/7057/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'exercice 2017 du budget Principal et des EST.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 des Comptes de Gestion des Etats Spéciaux de Territoires sont les suivants :

Etat Spécial du Territoire Marseille Provence :

En recettes 216 910 066,06 euros
En dépenses 216 910 066,06 euros

Résultat

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix :

En recettes 199 711 746,36 euros
En dépenses 199 711 746,36 euros

Résultat 0,00 euros

Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais :

En recettes 19 057 675,21 euros
En dépenses 19 057 675,21 euros

Résultat 0,00 euros

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

En recettes 22 887 172,71 euros
En dépenses 22 887 172,71 euros

Résultat 0,00 euros

Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence :

En recettes 67 780 342,67 euros
En dépenses 67 780 342,67 euros

Résultat 0,00 euros

Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues :

En recettes 15 790 735,79 euros
En dépenses 15 790 735,79 euros

Résultat 0,00 euros

Article 2 :

Le résultat de clôture de l'exercice 2017 du Compte de Gestion du budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le suivant
Section d'Investissement
Section de Fonctionnement
134 638 198,56 euros

Reste à réaliser Section Investissement
52 777 283,02 euros

Solde 70 023 236,95 euros

Article 3 :

Est adopté et déclare que le Compte de Gestion du budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats spéciaux de territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-3789/18/CM

■ **Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix Marseille Provence - Adoption du compte de gestion de l'exercice 2017**
MET 18/7058/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'exercice 2017 du budget annexe des Transports métropolitains.

Après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

-117 392 244,63 euros
Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 du Compte de Gestion du budget annexe des Transports Métropolitains sont les suivants :

Territoire Marseille-Provence

Section d'investissement - 14 305 140,67 euros
Section de fonctionnement
13 118 478,25 euros
Solde -1 186 662,42euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le Compte de Gestion du budget annexe des Transports métropolitains dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-3790/18/CM

■ **Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence - Adoption des comptes de gestion de l'exercice 2017 du Territoire Marseille-Provence**

MET 18/7059/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, pour approbation, les Comptes de Gestion des services de la collecte et du traitement des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du Marché d'intérêt national, du crématorium, des Opérations d'aménagements.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement - 221 011,80 euros
Section de fonctionnement 41 233,78 euros
Solde - 179 778,02 euros

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement 747 167,22 euros
Section de fonctionnement 5 253 526,88 euros
Solde 6 000 694,10 euros

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement 16 781 413,96 euros
Section de fonctionnement 2 112 917,63 euros
Solde 18 894 331,59 euros

BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

Section d'investissement 725 543,27 euros
Section de fonctionnement 60 559,30 euros
Solde 786 102,57 euros

BUDGET ANNEXE DU MARCHÉ D'INTERET NATIONAL

Section d'investissement 266 718,42 euros
Section de fonctionnement - 914 743,26 euros
Solde - 648 024,84 euros

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

Section d'investissement 1 206 263,96 euros
Section de fonctionnement 2 449 991,28 euros
Solde 3 656 255,24 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement 468 124,17 euros
Section de fonctionnement - 1 286 609,97 euros
Solde - 818 485,80 euros

Article 2 :

Sont adoptés et déclare que les Comptes de Gestion des services de la collecte et du traitements des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du Marché d'intérêt national, du crématorium et des Opérations d'aménagements du Territoire dressés par le Receveur pour l'exercice 2017, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-3791/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2017 du Territoire du Pays d'Aix MET 18/7202/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de l'assainissement non collectif, de la collecte et des traitements des déchets et Opérations d'aménagements.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement -1 004 526,22 euros
Section de fonctionnement 7 654 932,87 euros
Solde 6 650 406,65 euros

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Section de fonctionnement 69 461,60 euros
Solde 69 461,60 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement 415 335,81 euros
Section de fonctionnement -12 847,52 euros
Solde 488,29 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que les comptes de gestion des services de l'assainissement non collectif, de la collecte et des traitements des déchets et des Opérations d'aménagements du Territoire du Pays d'Aix dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-3792/18/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des comptes de gestion 2017 du Territoire du Pays Salonais
MET 18/7130/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, pour approbation, le Compte de Gestion des services de l'Eau et de l'Assainissement, et des Opérations d'Aménagements.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats pour chacun des budgets sus visés, le Compte de Gestion dressé par le Comptable, accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, pour chacun des budgets sus visés

☐ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017,

☐ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

☐ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais sont les suivants :

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement 1 513 034.52 euros
Section de fonctionnement 4 439 081.12 euros
Solde 5 952 115.64 euros

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement 146 586.52 euros
Section de fonctionnement 5 071 423.44 euros
Solde 5 218 009.96 euros

<u>BUDGET</u>	<u>ANNEXE</u>	<u>OPERATIONS</u>
<u>D'AMENAGEMENT</u>		

Section d'investissement - 3 185 499.29 euros
Section de fonctionnement 0.00 euros
Solde - 3 185 499.29 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion des services de l'Eau Potable, de l'Assainissement, et des Opérations d'aménagements du Territoire du Pays Salonais, dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-3793/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2017 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/7167/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, aux fins d'approbation, les Comptes de Gestion des services de l'assainissement, du traitement des ordures

ménagères, de l'aménagement et du réseau de chaleur urbain.

Après s'être fait présenter les Budgets Primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Statuant sur l'exécution des budgets de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice 2017 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement 2 938 867,20 €
Section de fonctionnement 3 204 635,61 €
Solde 6 143 502,81 €

ORDURES MENAGERES

Section d'investissement - 192 581,85 €
Section de fonctionnement 891 584,82 €
Solde 699 002,97 €

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

Section d'investissement 328 776,77 €
Section de fonctionnement 7 210,66 €
Solde 335 987,43 €

BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN

Section d'investissement - 174 034,83 €
Section de fonctionnement - 45 351,90 €
Solde - 219 386,73€

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion des Budgets Annexes des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement et du réseau de chaleur urbain du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-3794/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2017 du Territoire Istres-Ouest Provence.

MET 18/7114/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, pour approbation, le Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence Eau Potable, Assainissement,

Entreprise, Régie Action Sociale et Traitements des déchets.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

Section d'investissement : -2 540 014,07 euros
Section de fonctionnement : 2 845 141,54 euros
Solde : 305 127,47 euros

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement : -3 492 116,92 euros
Section de fonctionnement : 5 886 094,01 euros
Solde : 2 393 977,09 euros

BUDGET ANNEXE ENTREPRISES

Section d'investissement : 198 587,76 euros
Section de fonctionnement : 821 857,07 euros
Solde : 1 020 444,83 euros

BUDGET REGIE ACTION SOCIALE

Section d'investissement : 20 781,28 euros
Section de fonctionnement : 7 458,59 euros
Solde : 28 239,87 euros

BUDGET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement : 336 539,84 euros
Section de fonctionnement : 1 121,12 euros
Solde : 337 660,96 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence : Eau Potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitements des déchets, dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-3795/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2017 du Territoire de Martigues MET 18/7217/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, pour approbation les Comptes de Gestion de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Pays de Martigues.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les

titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagnés des états de développement des comptes de tiers, ainsi que les états de l'actif, les états du passif, les états des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution des budgets de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2121-31, L. 1612-12, L. 2121-14, L.2313.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 des Comptes de Gestion de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Pays de Martigues sont les suivants :

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement 2 094 713,80 euros
Section de fonctionnement 187 372,78 euros
Solde 2 282 086,58 euros

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement 2 149 783,70 euros
Section de fonctionnement 1 686 248,79 euros
Solde 3 836 032,49 euros

Article 2 :

Sont adoptés et déclare que les Comptes de Gestion 2017 de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Pays de Martigues dressés par le Receveur pour l'exercice 2017, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-3796/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2017 de la Régie du réseau des transports Ulysse
MET 18/7175/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de la Régie du Réseau des transports Ulysse.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 du Compte de Gestion du budget annexe de la Régie du réseau des transports Ulysse sont les suivants :

Section d'investissement 1 611 799,14 euros
Section de fonctionnement 545 192,52 euros
Solde 2 156 991,66 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion du budget annexe de la Régie du réseau des transports Ulysse dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-3797/18/CM

**■ Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du compte administratif de l'exercice 2017 et des Etats Spéciaux des Territoires
MET 18/7060/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-8-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

chaque Conseil de Territoire s'est prononcé pour avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire au titre de l'exercice 2017.

Les résultats de l'exercice 2017 du budget Principal de la Métropole, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif.

De plus, il convient d'approuver l'annexe au Compte Administratif relative à l'utilisation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères intitulée « Etat spécial relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés » prévue dans l'instruction budgétaire M57 qui permet de donner une information analytique complémentaire sur les crédits exécutés au titre de cette compétence. En effet, pour des raisons techniques liées à la structuration particulière du budget métropolitain, cette annexe ne peut être correctement établie dans le cadre de l'édition de la maquette budgétaire du Compte Administratif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.
- Les délibérations approuvant le budget primitif 2017, la Décision Modificative n°1, le budget supplémentaire et les Décisions modificatives 2 et 3.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les Etats Spéciaux de Territoires sont arrêtés aux montants exécutés suivants :

Etat Spécial du territoire Marseille Provence :

En recettes 216 910 066,06 euros
En dépenses 216 910 066,06 euros

Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du territoire du Pays d'Aix :

En recettes 199 711 746,36 euros
En dépenses 199 711 746,36 euros
Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du territoire du Pays Salonais :

En recettes 19 057 675,21 euros
En dépenses 19 057 675,21 euros
Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

En recettes 22 887 172,71 euros
En dépenses 22 887 172,71 euros
Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du territoire Istres-Ouest Provence :

En recettes 67 780 342,67 euros
En dépenses 67 780 342,67 euros
Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du territoire du Pays de Martigues :

En recettes 15 790 735,79 euros
En dépenses 15 790 735,79 euros
Résultat 0,00 euro

Article 2:

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 2 948 901 497,28 euros
Reprise des résultats antérieurs -39 536 341,01 euros
En dépenses de 2 892 119 202,34 euros
Reste à réaliser en section d'investissement 52 777 283,02 euros
Solde +70 023 236,95 euros

Article 3 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2017, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs du budget Principal et des Etats Spéciaux de Territoire

Article 4 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser en dépenses d'investissement d'un montant de 4 008 632,09 euros et en recettes d'investissement d'un montant de 56 785 915,11 euros.

Article 5 :

Est approuvé l'état annexe au Compte administratif relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés joint en annexe.

Article 6 :

Est adopté le présent rapport et déclare tenues pour lues les annexes au compte administratif du budget susvisé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-3798/18/CM

■ Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix Marseille Provence - Adoption du compte administratif de l'exercice 2017 MET 18/7062/CM

Monsieur le Président de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, le Compte Administratif de l'exercice 2017 du budget annexe Transports métropolitains.

Les résultats de clôture tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 pour le budget annexe des Transports métropolitains.

En recettes de 825 396 908,26 euros
Reprise des résultats antérieurs- 3 473 625,93 euros
En dépenses de 823 109 944,75 euros
Solde -1 186 662,42 euros

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré décide, après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n° 2 relatifs à l'exercice 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Approuve les résultats de clôture de l'exercice 2017 du le Compte Administratif du budget annexe transports métropolitain, dont les montants sont retranscrits ci-après :

SOLDE DEBITEUR : -1 186 662,42 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	-16 592 104,18		2 286 963,51	-14 305 140,67
FONCTIONNEMENT	28 947 002,48	15 828 524,23	0.00	13 118 478,25
TOTAL	12 354 898,30	15 828 524,23	2 286 963,51	-1 186 662,42

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2017, document annexé à la présente délibération et comportant le Compte Administratif du budget annexe des Transports métropolitains.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe des transports métropolitains, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 825 396 908,26 euros

Reprise des résultats antérieurs -3 473 625,93 euros

En dépenses de 823 109 944.75 euros

Solde - 1 186 662,42 euros

Article 4:

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser en recettes d'investissement d'un montant de 6 047 978,18 euros.

Article 5 :

Est reconnue l'adéquation entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2017 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous

points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2017.

Article 6 :

Est adopté le présent rapport et déclare tenues pour lues les annexes au Compte Administratif du budget annexe susvisé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-3799/18/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des comptes administratifs de l'exercice 2017 du Territoire Marseille-Provence MET 18/7061/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole, soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 les budgets annexes du Territoire Marseille Provence des services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de

Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget Supplémentaire, les Décisions Modificatives n° 2 relatifs à l'exercice 2017
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE DEBITEUR : - 179 778,02 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	-924 288,77		703 276,97	-221 011,80
FONCTIONNEMENT	965 522,55	924 288,77	0,00	41 233,78
TOTAL	41 233,78	924 288,77	703 276,97	-179 778,02

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 6 000 694,10 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	2 347 035,85		-1 599 868,63	747 167,22
FONCTIONNEMENT	5 558 858,76		-305 331,88	5 253 526,88
TOTAL	7 905 894,61	0,00	-1 905 200,51	6 000 694,10

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU

SOLDE CREDITEUR : 18 894 331,59 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	9 758 182,14		7 023 231,82	16 781 413,96
FONCTIONNEMENT	5 542 695,60	2 000 000,00	-1 429 777,97	2 112 917,63
TOTAL	15 300 877,74	2 000 000,00	5 593 453,85	18 894 331,59

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

SOLDE CREDITEUR : 786 102,57 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	-514 469,37		1 240 012,64	725 543,27
FONCTIONNEMENT	704 573,43	514 469,37	-129 544,76	60 559,30
TOTAL	190 104,06	514 469,37	1 110 467,88	786 102,57

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU MARCHE D'INTERET NATIONAL

SOLDE DEBITEUR : - 648 024,84 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	319 229,55		-52 511,13	266 718,42
FONCTIONNEMENT	-813 125,79		-101 617,47	-914 743,26
TOTAL	-493 896,24	0,00	-154 128,60	-648 024,84

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : 3 656 255,24 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	1 209 532,77		-3 268,81	1 206 263,96
FONCTIONNEMENT	2 191 245,80		258 745,48	2 449 991,28
TOTAL	3 400 778,57	0,00	255 476,67	3 656 255,24

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

SOLDE DEBITEUR : - 818 485,80 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	1 013 322,76		-545 198,59	468 124,17
FONCTIONNEMENT	-1 325 315,27		38 705,30	-1 286 609,97
TOTAL	-311 992,51	0,00	-506 493,29	-818 485,80

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2017, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 257 764 490,74 euros
Reprise des résultats antérieurs - 883 054,99 euros
En dépenses de 257 061 213,77 euros
Solde -179 778,02 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 55 388 815,46 euros
Reprise des résultats antérieurs 7 905 894,61 euros
En dépenses de 57 294 015,97 euros
Solde 6 000 694,10 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 43 239 284,32 euros
Reprise des résultats antérieurs 13 300 877,74 euros
En dépenses de 37 645 830,47 euros
Solde 18 894 331,59 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe des Ports de plaisance, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 14 365 733,87 euros
Reprise des résultats antérieurs - 324 365,31 euros
En dépenses de 13 255 265,99 euros
Solde 786 102,57 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe du Marché d'Intérêt National, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 1 317 252,24 euros
Reprise des résultats antérieurs - 493 896,24 euros

En dépenses de 1 471 380,84 euros
Solde -648 024,84 euros

Article 8 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe du Crématorium, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 2 167 650,90 euros
Reprise des résultats antérieurs 3 400 778,57 euros
En dépenses de 1 912 174,23 euros
Solde 3 656 255,24 euros

Article 9 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 108 451 163,34 euros
Reprise des résultats antérieurs - 311 992,51 euros
En dépenses de 108 957 656,63 euros
Solde -818 485,80 euros

Article 10 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2017 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2017.

Article 11 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-3800/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2017 du Territoire du Pays d'Aix MET 18/7204/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 pour les budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix des services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement non collectif et des Opérations d'aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives relatifs à l'exercice 2017 .
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR : 6 650 406,65 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	1 712 624,97		- 2 717 151,19	- 1 004 526,22
FONCTIONNEMENT	6 281 799,83	3 256 977,73	4 630 110,77	7 654 932,87
TOTAL	7 994 424,80	3 256 977,73	1 912 959,58	6 650 406,65

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE
DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON
COLLECTIF**

SOLDE CREDITEUR : 69 461,60 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT				
FONCTIONNEMENT	64 611,59		4 850,01	69 461,60
TOTAL	64 611,59		4 850,01	69 461,60

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE
OPERATIONS D'AMENAGEMENT**

SOLDE CREDITEUR : 402 488 ,29 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	237 233,26	0,00	178 102,55	415 335,81
FONCTIONNEMENT	- 58 772,27	0,00	45 924,75	-12 847,52
TOTAL	178 460,99	0,00	224 027,30	402 488,29

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2017, document annexé à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs et ses annexes de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement Non Collectif et des Opérations d'aménagement.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 68 859 594,61 euros
Reprise des résultats antérieurs 4 737 447,07 euros
En dépenses de 66 946 635,03 euros
Solde 6 650 406,65 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe de l'Assainissement Non Collectif, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 638 538,04 euros
Reprise des résultats antérieurs 64 611,59 euros
En dépenses de 633 688,03 euros
Solde 69 461,60 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017

En recettes de 689 396,05 euros
Reprise des résultats antérieurs 178 460,99 euros
En dépenses de 465 368,75 euros
Solde 402 488,29 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-3801/18/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille
Provence - Adoption des comptes administratif
2017 du Territoire du Pays Salonais
MET 18/7131/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole, soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, le Compte Administratif de l'exercice 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais de l'Assainissement, de l'Eau Potable et des Opérations d'aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire, les Décisions Modificatives relatifs à l'exercice 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après :

Le Budget de l'Assainissement (CT3) :

SOLDE CREDITEUR : 5 952 115.64 euros

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent 2016	Part affectée à l'Investissement 2017	Solde d'Exécution 2017	Résultats de clôture 2017
INVESTISSEMENT	138 465,07		1 374 569,45	1 513 034,52
FONCTIONNEMENT	4 832 478,45	3 000 000,00	2 606 602,67	4 439 081,12
TOTAL	4 970 943,52		3 981 172,12	5 952 115,64

Le Budget de l'Eau potable (CT3) :

SOLDE CREDITEUR : 5 218 009.96 euros

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent 2016	Part affectée à l'Investissement 2017	Solde d'Exécution 2017	Résultats de clôture 2017
INVESTISSEMENT	-2 435 677,67		2 582 264,19	146 586,52
FONCTIONNEMENT	4 382 574,37	3 200 000,00	3 888 849,07	5 071 423,44
TOTAL	1 946 896,70		6 471 113,26	5 218 009,96

SOLDE DEBITEUR : - 3 185 499.29 euros

Le Budget Opérations d'Aménagement (CT3) :

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'Investissement 2017	Solde d'Exécution 2017	Résultats de clôture 2017
Investissement	-962 346,72		-2 223 152,57	-3 185 499,29
Fonctionnement	0,00		0,00	0,00
TOTAL	-962 346,72		-2 223 152,57	-3 185 499,29

Article 3 :**Article 2 :**

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2017, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes de l'Assainissement, de l'Eau Potable et des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais.

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 11 313 646.17 euros
Reprise des résultats antérieurs 1 970 943.52 euros
En dépenses de 7 332 474.05 euros
Solde 5 952 115.64 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 15 408 870.05 euros
Reprise des résultats antérieurs - 1 253 103.30 euros
En dépenses de 8 937 756.79 euros
Solde 5 218 009.96 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Opérations d'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 9 147 484.73 euros
Reprise des résultats antérieurs - 962 346.72 euros
En dépenses de 11 370 637.30 euros
Solde -3 185 499.29 euros

Article 6 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser.

Article 7 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2017 de Monsieur le Receveur des Finances, sont en tous points, analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2017.

Article 8 :

Est adopté le présent rapport et déclare tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-3802/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2017 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/7169/CM**

Monsieur le Président de la Métropole, soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement et du réseau de chaleur urbain.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les Budgets Primitifs, les Décisions Modificatives n° 1 pour les budgets annexes des services de l'Assainissement, du Réseau de Chaleur Urbain relatifs à l'exercice 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

Délibéré

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans les Comptes Administratifs 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR 6 143 502,81 €

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	+ 1 438 145,22€	0,00 €	1 500 721,98 €	2 938 867,20 €
FONCTIONNEMENT	+ 2 285 014,29€	0,00 €	919 621,32 €	3 204 635,61 €
TOTAL	+ 3 723 159,51€	0,00 €	2 420 343,30 €	6 143 502,81 €

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

SOLDE CREDITEUR : 699 002,97 €

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	-202 889,86 €		10 308,01 €	-192 581,85 €
FONCTIONNEMENT	500 287,53 €	240 000,00 €	631 297,29 €	891 584,82 €
TOTAL	297 397,67 €	240 000,00 €	641 605,30 €	699 002,97 €

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

SOLDE CREDITEUR : 335 987,43 €

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	293 496,77 €		35 280 €	328 776,77 €

FONCTIONNEMENT	7 210,66 €		0,00 €	7 210,66 €
TOTAL	300 707,43 €		35 280 €	335 987,43 €

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN

SOLDE CREDITEUR : 116 734,27 €

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS BRUTS DE CLOTURE 2017 (HORS RAR)	RESTES A REALISER 2017	RESULTATS NETS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	- 86 414,52 €	0.00 €	- 87 620,31 €	- 174 034,83 €	336 121,00 €	162 086,17 €
FONCTIONNEMENT	15 601,71€	0.00 €	- 60 953,61 €	- 45 351,90 €		- 45 351,90 €
TOTAL	- 70 812,81 €	0.00 €	- 148 573,92 €	- 219 386,73 €	336 121,00 €	116 734,27 €

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2017, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs des Budgets Annexes des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement et du réseau de chaleur urbain.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 6 667 137,14 euros
Reprise des résultats antérieurs 3 723 159,51 euros
En dépenses de 4 246 793,84 euros
Solde 6 143 502,81 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de Traitement des Ordures Ménagères, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 992 102,08 euros
Reprise des résultats antérieurs 57 397,67 euros

En dépenses de 350 496,78 euros
Solde 699 002,97 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 481 800,00 euros
Reprise des résultats antérieurs 300 707,43 euros
En dépenses de 446 520,00 euros
Solde 335 987,43 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Budget Annexe du Réseau de Chaleur Urbain, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 450 424,39 euros
Reprise des résultats antérieurs -70 812,81 euros
En dépenses de 598 998,31 euros
Restes à réaliser 336 121,00 euros
Solde 116 734,27 euros

Article 7 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser.

Article 8 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2017 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-3803/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2017 du Territoire Istres-Ouest Provence

MET 18/7117/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence Eau Potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitements des déchets.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget Supplémentaire, relatifs à l'exercice 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

SOLDE CREDITEUR : 305 127,47 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	950 237,24		-3 490 251,31	-2 540 014,07
FONCTIONNEMENT	926 570,41		1 918 571,13	2 845 141,54
TOTAL	1 876 807,65		-1 571 680,18	305 127,47

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 2 393 977,09 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	1 155 167,32		-4 647 284,24	-3 492 116,92
FONCTIONNEMENT	2 073 981,42		3 812 112,59	5 886 094,01
TOTAL	3 229 148,74		-835 171,65	2 393 977,09

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ENTREPRISES

SOLDE CREDITEUR : 1 020 444,83 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	-295 286,78		493 874,54	198 587,76
FONCTIONNEMENT	602 565,68	348 731,70	568 023,09	821 857,07
TOTAL	307 278,90	348 731,70	1 061 897,63	1 020 444,83

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE REGIE ACTION SOCIALE

SOLDE CREDITEUR 28 239,87 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	17 662,96		3 118,32	20 781,28
FONCTIONNEMENT	0,00		7 458,59	7 458,59
TOTAL	17 662,96		10 576,91	28 239,87

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR 337 660,96 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	343 470,31		-6 930,47	336 539,84
FONCTIONNEMENT	0,00		1 121,12	1 121,12
TOTAL	343 470,31		-5 809,35	337 660,96

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2017, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes Eau Potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitement des déchets.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Eau potable, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes : 4 120 868,71 euros

Reprise des résultats antérieurs : 1 876 807,65 euros

En dépenses : 5 692 548,89 euros

Solde : 305 127,47 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes : 8 952 185,42 euros

Reprise des résultats antérieurs : 3 229 148,74 euros

En dépenses : 9 787 357,07 euros

Solde : 2 393 977,09 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Entreprises, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes : 2 476 566,17 euros

Reprise des résultats antérieurs : 307 278,90 euros

Part affecté à l'investissement : 348 731,70 euros

En dépenses : 1 414 668,54 euros

Solde : 1 020 444,83 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Régie Action Sociale, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes : 1 780 149,08 euros

Reprise des résultats antérieurs : 17 662,96 euros

En dépenses : 1 769 572,17 euros

Solde : 28 239,87 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes : 19 191 023,04 euros

Reprise des résultats antérieurs : 343 470,31 euros

En dépenses : 19 196 832,39 euros

Solde : 337 660,96 euros

Article 8 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2017 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-3804/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2017 du Territoire de Martigues MET 18/7218/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le président de la Métropole, soumet au Conseil de la métropole, pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 de la Régie des Eaux et de la Régie d'Assainissement du Pays de Martigues,

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion du Receveur des Finances, sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 pour les budgets annexes de la Régie des Eaux et de la Régie d'Assainissement du Pays de Martigues.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les comptes administratifs précités de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans les comptes administratifs 2017 dont les montants sont indiqués ci-après :
Budget annexe de la Régie des Eaux du Pays de Martigues
Solde Crédeur : 3 836 032,49 euros

Section	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement Exercice 2017	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture 2017
Investissement	2 711 411,56		-561 627,86	2 149 783,70
Fonctionnement	1 737 892,63	711 726,67	660 082,83	1 686 248,79
Total	4 449 304,19	711 726,67	98 454,97	3 836 032,49

Budget annexe de la Régie d'Assainissement du Pays de Martigues :

Solde Crédeur : 2 282 086,58 euros

Section	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement Exercice 2017	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture 2017
Investissement	671 948,04		1 422 765,76	2 094 713,80
Fonctionnement	2 922 718,42	1 931 500,03	-803 845,61	187 372,78
Total	3 594 666,46	1 931 500,03	618 920,15	2 282 086,58

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs des

budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement du Pays de Martigues pour l'exercice 2017, documents annexés à la présente délibération.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires,

En recettes de 9 302 079,39 euros
Reprise des résultats antérieurs 3 737 577,52 euros
En dépenses de 9 203 624,42 euros
Solde 3 836 032,49 euros

Article 4 :

Est constaté pour le Compte Administratif annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires,

En recettes de 8 092 857,73 euros
Reprise des résultats antérieurs 1 663 166,43 euros
En dépenses de 7 473 937,58 euros
Solde 2 282 086,58 euros

Article 5 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser.

Article 6 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2017 du Receveur des Finances, sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2017.

Article 7 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-3805/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Compte Administratif de l'exercice 2017 de la Régie du réseau des transports Ulysse MET 18/7176/CM

Monsieur le Président de la Métropole, soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, le Compte Administratif de l'exercice 2017 du budget annexe de la Régie du réseau des Transports Ulysse.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 pour ce budget annexe.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire, les Décisions Modificatives n° 1 relatifs à l'exercice 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE LA REGIE DU RESEAU DES TRANSPORTS ULYSSE

SOLDE CREDITEUR : 2 156 991,66 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	1 073 800,59 €		537 998,55 €	1 611 799,14 €
FONCTIONNEMENT	538 685,00 €		6 507,52 €	545 192,52 €
TOTAL	1 612 485,59 €		544 506,07 €	2 156 991,66 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2017, document annexé à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes du budget annexe de la Régie du réseau des transports Ulysse.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget Annexe de la Régie du Réseau des transports, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 9 804 386,73 euros

Reprise des résultats antérieurs 1 612 485,59 euros

En dépenses de - 9 259 880,66 euros

Solde 2 156 991,66 euros

Article 4 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2017 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2017.

FAG 036-3806/18/CM

**■ Budget annexe des Transports Métropolitains -
Adoption de la Décision Modificative n°2 de
l'exercice 2018
MET 18/7193/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Décision Modificative n° 2 est établie selon la nomenclature M43 et permet de réaliser des ajustements de crédits. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Le total de ces balances est présenté pour un montant nul car les modifications enregistrées concernent exclusivement des transferts de crédits entre chapitres budgétaires à l'intérieur de chaque section. L'équilibre du budget est identique à celui présenté lors de l'examen et du vote du budget primitif.

Les transferts de crédits à l'intérieur de la section d'investissement se décomposent comme suit :

Chapitre	Libellé	Montant
2009116300	MARS PARKING RELAIS LA BOISERAIE	- 1 135 260,00
2009121000	DNL TRVX MISE EN SECURITE POINT ARRET	120 000,00
2009121800	ETUDES GENERALES MISE EN COHERENCE TCSP	224 025,00
2010101600	CASSIS PÄRC RELAIS GARE SNCF	37 000,00
2011119900	MARS AUBAGNE TOULON GARES HALTES FERROVI	182 000,00
2012100301	MARS BHNS ST JEROME CHATEAU GOMBERT	- 500 000,00
2013108701	MARS REALISATION BHNS CASTELLANE LUMINY	1 000 000,00
2015700300	PEM RESEAU ULYSSE	300 000,00
2016104400	EXTENSION METRO DROMEL ST LOUP	265 000,00
2016400100	ARRETS DE BUS PMR CT4	25 390,00
2016400200	MOBILIER URBAIN CT4	30 000,00
2016400400	SYSTEME SAEV	- 155 000,00
2017263000	GARE ROUTIERE AIX EN PROVENCE	- 790 710,00
2017264300	AMGMT COULOIRS DE BUS CT2	- 130 000,00
2017265700	POLE D'ECHANGES DU KRYPTON	- 114 950,00
2017267000	SYSTEME INFORMATION VOYAGEURS CT2	447 660,00
2017269500	ACQ BAT CARRE DE LENFANT AIX LES MILLES	64 610,00
2017399300	GARE ROUTIERE SCOLAIRE CT3	350 000,00
2017400100	VAL TRAM	- 27 000,00
2018103800	PROGRAMME ICAR	- 470 000,00
2018104200	EXTENSION TRAMWAY 4 SEPTEMBRE-ROME	27 235,00
2018104300	PROLONGEMENT TRAMWAY NORD-SUD PHASE 2	- 100 000,00
2018105300	GALERIE MARCHANDE LA ROSE	350 000,00

Modificative n°1 du budget annexe des Transports Métropolitains

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 032-3051/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° FAG 013-3596/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la Décision

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique:

La Décision Modificative n°2 de l'exercice 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée conformément aux chiffres inscrits à la balance générale.

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-3807/18/CM

**■ Rapport annuel de l'Observatoire fiscal métropolitain de l'année 2017
MET 18/7185/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le précise le Pacte de gouvernance financier et fiscal, la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un Observatoire fiscal métropolitain. Afin d'apporter une meilleure connaissance fiscale du territoire, un rapport annuel a été produit pour l'année 2017 et a pour objectif :

- de dresser un panorama des ressources fiscales et dotations de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- de préciser les impacts fiscaux des mesures gouvernementales appliquées ou adoptées en 2017 ;
- d'informer sur les actions menées par le Service Fiscalité et Dotations de la Métropole dans le cadre de l'Observatoire fiscal métropolitain.

Plus particulièrement, le panorama des ressources fiscales et dotations détaille d'une part les recettes fiscales perçues par la Métropole ainsi que la politique fiscale conduite en matière de taux et d'abattement. D'autre part, il précisera l'évolution des dotations et de la péréquation. Ce rapport a pour vocation de donner des éléments de comparaison entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'autres Métropoles de taille comparable en matière financière et fiscale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel l'Observatoire fiscal métropolitain de l'année 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-3808/18/CM

**■ Rectification du montant de l'attribution de compensation provisoire des communes d'Alleins et d'Aurons pour l'année 2018
MET 18/6996/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (CGI), une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a été créée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les 92 communes membres. Ainsi, c'est en tenant compte des rapports intermédiaires d'évaluation des charges transférées adoptés par cette commission le 28 novembre 2017 et le 9 février 2018 que le Conseil de la Métropole a, par délibération du 14 décembre 2017 et du 15 février 2018, approuvé les montants de l'attribution de compensation provisoire des communes membres.

La délibération du 15 février 2018 précise les montants suivants correspondant à l'évaluation intermédiaire des charges nettes transférées pour les communes d'Alleins et d'Aurons :

Commune	Evaluation intermédiaire des charges nettes transférées (Rapport du 28 novembre 2017)	Proposition d'évaluation intermédiaire corrigée (Rapport du 9 février 2018)	Rectification à opérer sur l'attribution de compensation (Délibération du 15 février 2018)
ALLEINS	5 697,00 €	3 418,00 €	2 279,00 €
AURONS	8 063,00 €	4 460,00 €	3 603,00 €

Toutefois, en raison d'une erreur matérielle les montants des attributions de compensation provisoires 2018 des communes d'Alleins et d'Aurons, mentionnés dans la même délibération sont erronés.

Les montants corrigés des attributions de compensation provisoires des deux communes sont les suivants :

Commune	AC 2017	AC 2018 provisoire adopté le 14 décembre 2017	Proposition de rectification - CLECT du 9 février 2018	AC 2018 Provisoire modifiée
ALLEINS	577 888,00 €	828 609,00 €	2 279,00 €	830 888,00 €
AURONS	151 520,00 €	195 536,00 €	3 603,00 €	199 139,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, notamment les articles 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

Délibère

Article 1 :

Les montants provisoires de l'attribution de compensation pour l'année 2018 concernant les communes d'Alleins et d'Aurons sont les suivants :

Communes	AC 2018 provisoire modifiée
ALLEINS	830 888,00 €
AURONS	199 139,00 €

Article 2 :

Les attributions de compensation positives et négatives sont inscrites au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à signer tout document permettant de communiquer aux communes l'attribution de compensation provisoire qui leur sera versée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-3809/18/CM

**■ Liste des associations et fondations exonérées de versement transport pour l'année 2019
MET 18/7184/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM), la Métropole d'Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du versement transport collecté par les organismes de recouvrement de la Sécurité sociale (URSSAF). Les redevables du versement transport sont les employeurs publics et privés d'au moins onze salariés installés sur son territoire. Le montant acquitté par chaque employeur résulte du produit du taux de 2% adopté par la Métropole et des rémunérations soumises à cotisations de Sécurité sociale

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui institue ce versement exonère les fondations et associations, sous réserve qu'elles respectent strictement trois conditions cumulatives :

- la reconnaissance d'utilité publique ;
- le but non lucratif ;
- et le caractère social de l'activité.

Ces conditions ont été précisées par la jurisprudence et plus particulièrement concernant le caractère social de l'exercice de l'activité. Le caractère social s'apprécie notamment par le biais de plusieurs critères tels que :

- la nature des actions menées à l'égard d'un public spécifique (public fragile, en difficulté et infortuné) et de leur prépondérance budgétaire au sein de l'activité de l'établissement ;
- le large recours au bénévolat ;
- la modicité tarifaire ;
- la provenance extérieure des financements (donations, legs, subventions) ;
- la non-compensation quasi-totale des charges par un organisme public (prix de journée, dotation globale de financement établie par convention).

Conformément à la réglementation, cette liste doit faire l'objet d'une révision annuelle pour prendre en compte l'évolution de la situation de chaque établissement des associations et fondations concernées, et assurer une égalité de traitement entre tous les contribuables. A ce titre, l'ensemble des établissements exonérés ont été contactés depuis 2016 pour mettre à jour leur dossier et apporter toutes les précisions sur leur situation. Il est précisé que l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'instruction des demandes doivent être fournis par les associations et fondations pour qu'elles puissent bénéficier d'une exonération de versement transport.

En 2016 et en 2017, suite aux nombreux échanges entre la Métropole et les associations et fondations exonérées, une première analyse a été effectuée et a permis de constater que certains établissements n'étaient pas une association ou une fondation reconnue d'utilité publique. Or les arrêts de la Cour de cassation du 4 mars 1999 et du 1er juillet 1999 précisent clairement que seules les associations reconnues d'utilité publique selon l'article 10 de la loi du 1er juillet 1901 ou les fondations reconnues d'utilité publique peuvent bénéficier de l'exonération. A ce titre, ces établissements ont été retirés de la liste et seuls 13 établissements ont bénéficié en 2018 d'une exonération de versement transport.

Pour l'année 2019, les dossiers de renouvellement d'exonérations, ainsi que les nouvelles demandes d'exonérations doivent faire l'objet de nouvelles instructions. L'analyse des premiers dossiers reçus a permis d'ores et déjà de constater que 3 établissements respectent les conditions cumulatives ouvrant droit à l'exonération de versement transport :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068 ;
- Association La Maison, SIRET : 397 754 508 00034 ;
- Santé Sud, SIRET : 338 116 189 00014.

Tout renouvellement ou demande nouvelle conforme aux conditions légales fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

Délibère

Article unique :

Sont exonérés du versement transport pour l'année 2019, les établissements suivants :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068 ;
- Association La Maison, SIRET : 397 754 508 00034 ;
- Santé Sud, SIRET : 338 116 189 00014.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-3810/18/CM

**■ Demande de remise gracieuse dans le cadre d'une procédure de mise en débet d'anciens comptables publics antérieurement chargés de la Trésorerie d'Aubagne
MET 18/7198/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par jugement n°2017-0022 du 13 décembre 2017, la Chambre Régionale des Comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur a prononcé la mise en débet de Messieurs Rémi Vitrolles et Didier Cerceau, comptables publics.

Le juge des comptes a déclaré Messieurs Rémi Vitrolles et Didier Cerceau débiteurs de la Communauté d'Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile, aux droits de laquelle succède au 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille Provence, respectivement pour les sommes de 133.761,90 € et 2.858,54 €.

Par un courrier du 18 janvier 2018, le Directeur régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, Monsieur Francis Bonnet, demande à l'assemblée délibérante de se prononcer sur l'éventuelle prise en charge du débet correspondant au jugement n° 2017-0022 du 13 décembre 2017 déclarant Messieurs Rémi Vitrolles et Didier Cerceau débiteurs envers la Métropole Aix-Marseille-Provence des sommes respectives de 133.761,90 € et 2.858,54 €.

Le Directeur régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, Monsieur Francis Bonnet, dans sa lettre adressée à Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence mentionne l'article 11 du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés, « en application du dernier alinéa du IX de l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 de finances pour 1963 modifié par la loi n° 2015-957 du 3 août 2015, les sommes allouées en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé ».

Le dernier alinéa du IX de l'article 60 stipule qu'« en cas de remise gracieuse, les débits des comptables publics sont supportés par le budget de l'organisme intéressé. Toutefois, ils font l'objet d'une prise en charge par le budget de l'Etat dans les cas et conditions fixés par l'un des décrets prévus au XII. L'Etat est subrogé dans tous les droits des organismes publics à concurrence des sommes qu'il a prises en charge ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 11 du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 ;
- L'article 60 de la loi de finances n°63-156 du 23 février 1963 modifiée ;
- Le jugement de la CRC n° 2017-0022 ;
- Le courrier du Vice-Président délégué aux Finances au Président de Section de la CRC PACA en date du 13 mars 2017 portant la référence DGS-20110/2017-03-18811
- La lettre du Directeur régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, Monsieur Francis BONNET, en date du 18 janvier 2018 référencé au n° 2018-0008.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable à la demande de remise gracieuse du Directeur régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, Monsieur Francis Bonnet, au nom de Messieurs Rémi Vitrolles et Didier Cerceau, comptables publics de la Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile au titre des exercices 2011 à 2014, pour la totalité des sommes mises à leurs charges, soit respectivement 133.761,90 € et 2.858,54 €, en principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 041-3811/18/CM

■ Approbation de la convention pluriannuelle 2018-2020 relative aux modalités de versements de la contribution financière de la Métropole au budget du Service Départemental d'Incendie et de Secours 13

MET 18/7199/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), la Métropole Aix-Marseille-Provence « exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences [...] 5° en matière de gestion des services d'intérêt collectif : [...] d) Services d'incendie et de secours », dans les conditions fixées par les articles L1424-1 à L1424-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par dérogation au régime des métropoles de droit commun (article 5217-2 CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence n'exerce sa compétence en lieu et place de toutes ses communes membres qu'à partir du 1^{er} janvier 2018 (article 5218-2 CGCT).

Le conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours fixe annuellement le montant prévisionnel et global des contributions obligatoires des communes et EPCI au budget du Service Départemental d'Incendie et de Secours pour l'année N +1.

Il en fixe également les modalités de calcul et la répartition.

En application de ces dispositions, il est proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer, via la présente délibération, sur la convention ci-annexée qui prévoit les modalités de versement de la contribution de la Métropole au budget de l'établissement public Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette présente convention et les documents nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-3812/18/CM

**■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6957/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains

de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules et équipements indiqués dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines.

La recette sera constatée au Budget de la Métropole CT1 – Sous politique G120 – Nature 7788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-3813/18/CM

■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipement de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7127/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la collecte et du traitement des déchets.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces matériels, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la destructions de ces matériels, indiqués dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Oùï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements indiqués dans le tableau ci-annexé, compte tenu de leur ancienneté, de leur état et de leur kilométrage important.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des matériels, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Article 2 :

Est confiée la destruction de ces matériels, à titre gracieux, à une société agréée Véhicules Hors d'Usage (VHU) par la Préfecture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-3814/18/CM

■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels MET 18/7221/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Quatre dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 5 070,81 euros (cinq mille soixante-dix euros et quatre-vingt-un centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- Copropriété Les Eaux Vives – sinistre de juillet 2017– Montant : 264.00 euros,
- SCI DADOUKIKI – sinistre du 7 septembre 2016 – Montant 2 255.00 euros

- M. POLO Gérard – sinistre du 17 janvier 2016 – montant : 2 385.30 euros
- Mme PAGANO Julie – sinistre du 26 janvier 2018 – montant : 166.51 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 5 070,81 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 2 685,51 € pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 2 385,30 € pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 045-3815/18/CM

■ Adhésion à l'Association des Archivistes Français (AAF) et paiement de la cotisation 2018 - Désignation d'un représentant MET 18/7066/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Archivistes Français (AAF) a pour objet l'étude de toute question intéressant les archives et les archivistes ainsi que la promotion et la défense des intérêts de la profession par tous les moyens appropriés.

Ses principaux objectifs sont :

- la défense des intérêts professionnels des archivistes,
- l'édition de publications sur les archives, pour un large public,
- l'organisation de nombreux colloques et journées d'études,
- la formation continue des professionnels des archives.

Cette association offre aux collectivités territoriales et organismes privés adhérents, un lieu d'échanges, d'informations, de formations et de confrontations aux problèmes rencontrés dans le domaine des archives.

Afin de pouvoir accéder aux différents outils (internet et publications) et activités (journées d'études, colloques et formations) mis en place par l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'Association des Archivistes Français (AAF).

Le montant de la cotisation est à ce jour fixé à 185 euros pour un mandataire et 1 à 3 bénéficiaires. La liste des agents concernés sera communiquée à l'association par la Métropole.

Conformément à l'article 2 de ses statuts, il convient de procéder à la désignation d'un mandataire pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole portant adoption du Budget Primitif 2018 et des Etats Spéciaux de Territoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'afin de pouvoir accéder aux outils et activités proposés par cette association qui constitue un lieu d'échanges, d'informations, de formations et de confrontations aux problèmes rencontrés dans le domaine des archives, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'Association des Archivistes Français (AAF) ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 185 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2018 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Archivistes Français (AAF) ainsi que le règlement de la cotisation pour l'année 2018, d'un montant de 185 euros (cent quatre-vingt-cinq euros).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Article 3 :

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association des Archivistes Français :

- Madame Catherine AIMAR en qualité de mandataire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 046-3816/18/CM

**■ Adhésion à l'association des Documentalistes de Collectivités territoriales (INTERDOC) et paiement de la cotisation 2018 - Désignation d'un représentant
MET 18/7044/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association « INTERDOC, Association des Documentalistes de Collectivités territoriales » (INTERDOC) a pour objet de favoriser la coopération, les échanges professionnels et la formation des documentalistes de collectivités territoriales et établissements publics locaux.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- l'organisation de réunions générales,
- la diffusion d'informations auprès de ses membres,
- le financement d'actions de formation,
- l'organisation de groupes de travail.

Ainsi, cette association met en place des outils documentaires appropriés à l'activité d'un service de documentation, facilite la mise en commun de réflexions et de compétences documentaires pour valoriser le métier de documentaliste et la fonction des services de documentation au sein des collectivités territoriales.

Afin de pouvoir accéder aux différents outils (internet et publications) et activités (groupes de travail, journées d'études et formations) mis en place par l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'association INTERDOC.

Le montant de la cotisation est à ce jour fixé à 150 euros.

Conformément à l'article 7 de ses statuts, il convient de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association, lequel doit nécessairement être un documentaliste.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole portant adoption du Budget Primitif 2018 et des Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'afin de pouvoir accéder aux différents outils (internet et publications) et activités (groupes de travail, journées d'études et formations) mis en place par l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'association INTERDOC ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 150 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2018 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « INTERDOC, Association des Documentalistes de Collectivités territoriales » (INTERDOC) ainsi que le règlement de la cotisation pour l'année 2018, d'un montant de 150 euros (cent cinquante euros).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Article 3 :

Est désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association INTERDOC :

- Monsieur Alexandre Borgey

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 047-3817/18/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs

MET 18/7088/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, par délibération n°CSGE 007-3401/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé la Régie personnalisée à caractère administratif de la Halle d'Athlétisme de Miramas et désigné les membres du conseil d'administration de cette régie, lequel est composé de représentants de la Métropole et de personnalités qualifiées. Il convient aujourd'hui de modifier la désignation de l'une des personnalités qualifiées ainsi désignée en tant suppléante, à savoir Monsieur Jean-Louis Pellegrin, et de modifier sur ce point l'article 4 de la délibération précitée.

Par ailleurs, par délibération n°FAG 098-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné son représentant permanent au sein de l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA), à savoir Monsieur Gérard Bramoullé. Il convient aujourd'hui de procéder à la modification de cette désignation et d'abroger sur ce point la délibération précitée.

Enfin, par délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du comité régional de l'habitat (nouvellement dénommé comité régional de l'habitat et de l'hébergement). Cependant, ces désignations ne sont pas conformes aux dispositions du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté préfectoral pris pour leur application, lesquelles prévoient que le Président de la Métropole ou son représentant est membre de ce comité. Le représentant du Président au sein du comité régional de l'habitat et de l'hébergement a ainsi été désigné par l'arrêté n°16/481/CM du 3 octobre 2016. Par suite, il convient donc d'abroger sur ce point la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au

sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;

- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Est modifiée la désignation de l'une des personnalités qualifiées, désignée en tant que suppléante, au sein du conseil d'administration de la Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas, telle qu'approuvée par l'article 4 de la délibération n°CSGE 007-3401/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 3 :

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du comité régional de l'habitat (nouvellement dénommé comité régional de l'habitat et de l'hébergement) et de l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA), telles qu'approuvées par la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et par la délibération n°FAG 098-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 048-3818/18/CM

■ Approbation du transfert des personnels de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert des compétences Aménagement, Logement et Habitat MET 18/7207/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le même code précise dans son article L. 5218-2 que : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent code ».

Le transfert de 18 opérations d'aménagement portées jusqu'alors par la ville de Marseille a été approuvé par la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole, par délibération n°15/1017/UAGP du 26 octobre 2015 puis, porté à connaissance du Préfet le 27 novembre 2015.

Or, l'exercice notamment de la compétence « Aménagement » ainsi que celles « Logement et Habitat » impliquaient la mise en place, par la Communauté Urbaine devenue la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une organisation administrative et opérationnelle conséquente et complexe.

C'est pourquoi, une convention visant à accompagner de manière transitoire l'exercice desdites compétences par l'ex EPCI Marseille Provence Métropole sur le territoire de la commune de Marseille a été adoptée par délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015. Par délibération n°15/1264/EFAG, le Conseil Municipal en sa séance du 16 décembre 2015 a également approuvé cette convention de gestion.

Respectivement, par délibération n°16/1116/EFAG du 5 décembre 2016 et par délibérations FAG 066-1346/16 du 15 décembre 2016 et FAG 093-3112/17 du 14 décembre 2017, la ville de Marseille et la Métropole ont approuvé les avenants à la convention de gestion transitoire cadre n°2016-81691, permettant de proroger les effets de cette dernière.

Initialement, dans le cadre des travaux de la CLECT, celle-ci a évalué, dans son rapport du 23 novembre 2015, les transferts de charge concernant les compétences Aménagement, Logement et Habitat. Les effectifs recensés nécessaires à l'exercice des compétences transférées correspondaient à 60 Equivalents Temps Plein (ETP).

La Métropole, par délibération FAG 103-3122/17/CM en date du 14 décembre 2017, et la Ville de Marseille ont approuvé la mise en œuvre du transfert de personnel permettant d'intégrer à la Métropole au 1^{er} janvier 2018, 37,3 ETP représentant 38 postes sur les 60 déclarés en 2015.

Des travaux complémentaires ont été menés à la suite dudit transfert, permettant d'identifier en plus des 22,3 ETP restants, 19 ETP supplémentaires nécessaires à l'exercice de la compétence, soit un total de 41,3 ETP.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies

dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre la ville de Marseille et la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en mesure d'accueillir le personnel transféré au sein d'une structure organisationnelle métropolitaine définie en application de l'article L 5211-4-1 du CGCT, il est proposé de procéder au transfert effectif du personnel évalué à 41,3 ETP représentant 42 postes relevant des services Aménagement, Logement et Habitat à compter du 1^{er} juillet 2018.

A cet effet, sont annexés à ce rapport la fiche d'impact conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 72 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et le détail des effectifs transférés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 du Conseil métropolitain du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole portant approbation d'une convention de gestion transitoire relative aux compétences aménagement, logement, habitat avec la Ville de Marseille ;

- La délibération FAG 066-1346/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation d'avenant à la convention de gestion transitoire ;
- La délibération FAG 093-3112/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de la convention de gestion entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « Aménagement » ;
- La délibération FAG 103-3122/17/CM du 14 décembre 2017, portant approbation du transfert des personnels de la ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 01 janvier 2018 suite au transfert des compétences Aménagement, Logement et Habitat ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert des personnels de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert des compétences Aménagement, Logement et Habitat au 1^{er} juillet 2018, conformément au tableau ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé le transfert des moyens matériels (bien meubles et notamment le parc automobile conformément à l'art L-1321 du CGCT).

Article 3 :

La nomenclature des emplois de la Métropole est modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 049-3819/18/CM

**■ Approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de la Métropole au sein du Comité Technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7212/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 1^{er} du décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, il est précisé que les comités techniques comprennent des représentants du personnel et des représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics. Selon l'effectif des agents relevant du comité technique, le nombre de représentants du personnel titulaires à ce comité est fixé par l'organe délibérant, en fonction des tranches d'effectifs déterminées par ce même texte, après consultation des organisations syndicales.

L'article 2 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé, dispose que les membres suppléants des comités techniques sont en nombre égal à celui des membres titulaires.

Le nombre de représentants de l'établissement est fixé librement par l'autorité territoriale, dans la limite du nombre de représentants du personnel (article 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé), étant précisé que le maintien du paritarisme nécessite un vote du conseil de la Métropole. En outre, l'article 26 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé précise que désormais, l'organe délibérant doit se prononcer sur le recueil ou non de l'avis des membres du collège des représentants de l'établissement public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des

collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- que l'organe délibérant du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit fixer la composition du comité technique pour tenir compte de l'effectif concerné, dans les limites fixées à l'article 1 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé et décider du recueil ou non de l'avis des représentants de l'établissement conformément à l'article 26 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé ;
- l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est supérieur à 2000 agents ;
- que le nombre de représentants titulaires du personnel au comité technique est fixé par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public, après consultation des organisations syndicales ;
- que la consultation des organisations syndicales sur la fixation du nombre de représentants du personnel au Comité Technique, sur le paritarisme et sur le recueil de l'avis des représentants du collège employeur, s'est tenue les 26 et 29 mars 2018 à l'occasion d'une réunion d'information.

Délibère

Article 1 :

Est fixé à 15 le nombre de représentants titulaires du personnel et, en nombre égal, les représentants suppléants du personnel.

Article 2 :

Est décidé le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la Métropole égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants.

Article 3 :

Est décidé, lors de chaque vote du Comité Technique, de recueillir l'avis des représentants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 050-3820/18/CM

■ Création de commissions territoriales du Comité technique au sein de chaque territoire et approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme ainsi que décision de recueil de l'avis des représentants de la Métropole au sein de ces commissions territoriales
MET 18/7213/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, nouvel Etablissement public de coopération intercommunale, s'est substitué à l'ensemble des droits et obligations des six EPCI fusionnés. A cet égard, il lui appartient, pour l'ensemble des agents issus de ces EPCI, de déterminer la politique de ressources humaines applicable et d'organiser, par la mise en place d'élections professionnelles, la représentation du personnel au sein des instances représentatives de la Métropole.

Considérant la nature et l'importance des services mis à disposition des Présidents des Conseils de Territoire, le Pacte de gouvernance, financier et fiscal approuvé par le Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 a entendu renforcer cette représentation en prévoyant la mise en place de commissions territoriales destinées à examiner les sujets de portée strictement locale dans le cadre « *d'une gestion de proximité des personnels afin de répondre aux nécessités et aux spécificités d'exercice des compétences déléguées aux territoires, en particulier avec l'existence de compétences facultatives, et d'assurer les missions de services publics inhérentes* ».

A cet effet, il est donc proposé d'instituer, au sein de chaque territoire, une commission territoriale du Comité Technique de la Métropole, tel que le prévoit l'article 32 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 pour les services ou groupes de services dont la nature ou l'importance le justifient.

Il appartient à l'organe délibérant de se prononcer sur le maintien du paritarisme au sein de ces commissions territoriales du Comité Technique et délibérer ainsi sur le nombre de représentants au sein de ces instances, de même que de se prononcer sur le recueil de l'avis du collège des représentants de l'établissement.

Compte tenu de la nécessaire cohérence entre les différents territoires de la Métropole, établissement unique, et afin de limiter ainsi les risques de rupture d'égalité de traitement entre agents des différents territoires, la représentation du personnel au sein de

ces commissions territoriales se fera selon les effectifs au Comité Technique de la Métropole, et relèvera d'un dispositif spécifique, par voie de désignation des organisations syndicales, proportionnellement au nombre de voix obtenues par ces dernières au scrutin mis en place pour l'élection au Comité Technique de la Métropole.

Bien que propre à la mise en place de ces commissions territoriales du Comité Technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ce mode de désignation reste analogue à celui prévu réglementairement par les dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 pour la mise en place d'une instance représentative d'envergure.

Ces commissions territoriales du Comité Technique seront compétentes, pour chacun des six territoires concernés, pour les problématiques les concernant à l'égard de l'ensemble des personnels des six anciens EPCI, affectés à l'exercice des compétences déléguées aux territoires ou à celui des compétences dites « orphelines ». A l'inverse, les problématiques intéressant les personnels des services relevant de l'exercice de compétences non déléguées ou issus de syndicats dissous relèveront de la compétence du Comité Technique de la Métropole.

Les commissions territoriales du Comité Technique instituées pourront émettre des avis dans les domaines limitativement énumérés par le règlement intérieur du Comité Technique de la Métropole, dont au moins :

- Organisation des services, au niveau infra-direction, et en cohérence avec les organigrammes et les principes d'organisation déterminés à l'échelon métropolitain.
- Projets de service, au niveau infra-direction, et en cohérence avec les orientations thématiques et d'organisation déterminées à l'échelon métropolitain.

Dans ces champs de compétences, les avis porteront exclusivement sur les modalités d'application de portée strictement locale. Sera ainsi exclu tout dossier dès lors qu'il comportera un intérêt métropolitain ou des dispositions applicables à plus d'une entité de la Métropole.

Les avis des commissions territoriales devront nécessairement s'inscrire en conformité avec les prescriptions générales, propres à chaque domaine, instaurées par l'Autorité territoriale après avis du Comité Technique de la Métropole.

Enfin, avant envoi des convocations aux membres des commissions territoriales du Comité Technique, les ordres du jour de ces sections seront transmis à l'Autorité territoriale de la Métropole pour information et avis éventuel. Les avis des sections territorialisées seront communiqués à l'instance homologue de la

Métropole pour information et archivage. L'ensemble de ces dispositions seront précisées lors de l'adoption du règlement intérieur du Comité Technique de la Métropole.

En application de ce qui précède, et après consultation des organisations syndicales, il est proposé au Conseil de la Métropole de fixer la composition des commissions territoriales du Comité Technique de chaque territoire dans les conditions fixées ci-dessous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut décider d'instituer des commissions territoriales du Comité technique au sein de chaque territoire conformément aux dispositions du 7^{ème} alinéa de l'article 32 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- Que l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit alors fixer la composition de ces commissions territoriales, dans les limites fixées à l'article 1 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé et

décider du recueil ou non de l'avis des représentants de l'établissement conformément à l'article 26 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé ;

- Que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est supérieur à 2000 agents ;
- Que le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de ces commissions territoriales est fixé par l'organe délibérant de la Métropole, après consultation des organisations syndicales ;
- Que la consultation des organisations syndicales sur la fixation du nombre de représentants du personnel au sein de ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, sur le paritarisme et sur le recueil de l'avis des représentants du collège employeur, s'est tenue les 26 et 29 mars 2018 à l'occasion d'une réunion d'information.

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'instituer au sein de chaque territoire une commission territoriale du Comité technique dans les conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Est fixé à 7 pour chaque commission territoriale du Comité technique, le nombre de représentants titulaires du personnel, et en nombre égal, les représentants suppléants du personnel.

Article 3 :

Est décidé, pour chaque commission territoriale du Comité technique, le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la Métropole égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants.

Article 4 :

Est décidé, lors de chaque vote par chaque commission territoriale du Comité Technique, de recueillir l'avis des représentants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 051-3821/18/CM

■ Création de commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein de chaque territoire et approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme ainsi que décision de recueil de l'avis de représentants de la Métropole au sein de ces commissions territoriales MET 18/7214/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, nouvel Etablissement public de coopération intercommunale, s'est substitué à l'ensemble des droits et obligations des six EPCI fusionnés. A cet égard, il lui appartient, pour l'ensemble des agents issus de ces EPCI, de déterminer la politique de ressources humaines applicable et d'organiser, par la mise en place d'élections professionnelles, la représentation du personnel au sein des instances représentatives de la Métropole.

Considérant la nature et l'importance des services mis à disposition des Présidents des Conseils de Territoire, le Pacte de gouvernance, financier et fiscal approuvé par le Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 a entendu renforcer cette représentation en prévoyant la mise en place de commissions territoriales destinées à examiner les sujets de portée strictement locale dans le cadre « *d'une gestion de proximité des personnels afin de répondre aux nécessités et aux spécificités d'exercice des compétences déléguées aux territoires, en particulier avec l'existence de compétences facultatives, et d'assurer les missions de services publics inhérentes* ».

A cet effet, il est donc proposé d'instituer, au sein de chaque territoire, une commission territoriale du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole, tel que le prévoit l'article 33-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 lorsque l'importance des effectifs et/ou la nature des risques professionnels le justifient.

Il appartient à l'organe délibérant de se prononcer sur le maintien du paritarisme au sein de ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et délibérer ainsi sur le nombre de représentants au sein de ces instances, de même que de se prononcer sur le recueil de l'avis du collège des représentants de l'établissement.

Bien que non imposé par les textes, les organisations syndicales seront associées à la mise en place de ces instances en étant consultées préalablement sur ces points, comme pour la mise en place du Comité

d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole.

Compte tenu de la nécessaire cohérence entre les différents territoires de la Métropole, établissement unique, et afin de limiter ainsi les risques de rupture d'égalité de traitement entre agents des différents territoires, la représentation du personnel au sein de ces commissions territoriales se fera selon les effectifs au Comité technique de la Métropole, et relèvera d'un dispositif spécifique, par voie de désignation des organisations syndicales, proportionnellement au nombre de voix obtenues par ces dernières au scrutin mis en place pour l'élection au Comité technique de la métropole

Bien que propre à la mise en place de ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole Aix-Marseille Provence, ce mode de désignation reste analogue à celui prévu réglementairement par les dispositions du décret 85-603 du 10 juin 1985 pour la mise en place d'une instance représentative d'envergure.

Ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail seront compétentes, pour chacun des six territoires concernés, pour les problématiques les concernant à l'égard de l'ensemble des personnels des six anciens EPCI, affectés à l'exercice des compétences déléguées aux territoires ou à celui des compétences dites « orphelines ». A l'inverse, les problématiques intéressant les personnels des services relevant de l'exercice de compétences non déléguées ou issus de syndicats dissous relèveront de la compétence du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole.

Les commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail instituées pourront émettre des avis dans les domaines limitativement énumérés ci-dessous :

- Organisation matérielle du travail (locaux, équipements, ergonomie).
- Enquêtes sur les accidents de service et les maladies professionnelles.
- Actions de prévention.

Dans ces champs de compétences, les avis porteront exclusivement sur les modalités d'application de portée strictement locale. Sera ainsi exclu tout dossier dès lors qu'il comportera un intérêt métropolitain ou des dispositions applicables à plus d'une entité de la Métropole.

Les avis des commissions territoriales devront nécessairement s'inscrire en conformité avec les prescriptions générales, propres à chaque domaine, instaurées par l'Autorité territoriale après avis du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole. L'ensemble de ces

dispositions seront précisées lors de l'adoption du règlement intérieur du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole.

Enfin, avant envoi des convocations aux membres des commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, les ordres du jour de ces sections seront transmis à l'autorité territoriale de la Métropole pour information et avis éventuel. Les avis des commissions territoriales seront communiqués à l'instance homologue de la Métropole pour information et archivage.

En application de ce qui précède, et après consultation des organisations syndicales, il est proposé au conseil de la métropole de fixer la composition des commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de chaque territoire dans les conditions fixées ci-dessous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut décider d'instituer des commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein de chaque territoire conformément aux dispositions de l'article 33-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- Que l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit alors fixer la composition de ces commissions territoriales, dans les limites fixées à l'article 28 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 et décider du recueil ou non de l'avis des représentants de l'établissement ;
- Que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est supérieur à 200 agents ;
- Que le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de ces commissions territoriales est fixé par l'organe délibérant de la Métropole, après consultation des organisations syndicales ;
- Que la consultation des organisations syndicales sur la fixation du nombre de représentants du personnel au sein de ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, sur le paritarisme et sur le recueil de l'avis des représentants du collège employeur, s'est tenue les 26 et 29 mars 2018 à l'occasion d'une réunion d'information.

Délibère

Article 1 :

Est instituée au sein de chaque territoire une commission territoriale du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les conditions du présent rapport à la délibération.

Article 2 :

Est fixé à 5 pour chaque commission territoriale du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal, les représentants suppléants du personnel.

Article 3 :

Est décidé, pour chaque commission territoriale du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la Métropole égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants.

Article 4 :

Est décidé, lors de chaque vote par chaque commission territoriale du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, de recueillir l'avis des représentants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 052-3822/18/CM

■ Approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de la Métropole au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de Travail (C.H.S.C.T) de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7215/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 27 du décret n°85-603 du 10 juin 1985, modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, les établissements occupant au moins 50 agents sont tenus de créer un CHSCT, dans les mêmes conditions que celles prévues pour les Comités techniques.

Le CHSCT comprend des représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics, désignés par l'autorité territoriale et des représentants du personnel, désignés par les organisations syndicales.

L'organe délibérant fixe le nombre de représentants de l'établissement et le nombre de représentants du personnel. Il est précisé que le nombre des membres titulaires des représentants du personnel ne peut être inférieur à 3 ni supérieur à 10 dans les établissements employant au moins 200 agents.

L'article 29 du décret n°85-603 du 10 juin 1985, modifié, dispose que chacun des membres du CHSCT a un suppléant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit fixer la composition du CHSCT, dans les limites fixées à l'article 28 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié et décider du recueil ou non de l'avis des représentants de l'établissement ;
- que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est supérieur à 200 agents ;
- que le nombre des représentants de l'établissement et le nombre de représentants titulaires du personnel après consultation des organisations syndicales au CHSCT est fixé par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;
- que la consultation des organisations syndicales sur la fixation du nombre de représentants du personnel au CHSCT, sur le paritarisme et sur le recueil de l'avis des représentants du collège employeur, s'est tenue les 26 et 29 mars 2018 à l'occasion d'une réunion d'information.

Délibère

Article 1 :

Est fixé à 10 le nombre de représentants titulaires du personnel, et en nombre égal, les représentants suppléants du personnel.

Article 2 :

Est décidé le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la Métropole égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants.

Article 3 :

Est décidé le recueil par le CHSCT de l'avis des représentants de la Métropole

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 053-3823/18/CM

**■ Mise à jour du tableau des effectifs
MET 18/7216/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de l'établissement, et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires au bon fonctionnement des services métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

- Le décret n°91-857 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique ;
- Le décret n°91-858 du 2 septembre 1991 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux professeurs territoriaux d'enseignement artistique ;
- Le décret n°91-839 du 2 septembre 1991 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine ;
- Le décret n°91-840 du 2 septembre 1991 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux conservateurs territoriaux du patrimoine ;
- Le décret n°91-841 du 2 septembre 1991 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux des bibliothèques ;
- Le décret n°91-842 du 2 septembre 1991 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux conservateurs territoriaux des bibliothèques ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ;
- Le décret n°2016-202 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs en chef territoriaux ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 032-3615/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 relative à la mise à jour des effectifs, créations, ajustements et modifications des postes dans le cadre des besoins de service et du mouvement de personnel ;
- L'avis du Comité technique de la Métropole ;
- L'avis de la Commission des Finances et Administration Générale ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à création de postes budgétaires correspondants.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les définitions d'emplois comme suit :

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

Pour le Pôle Eau Assainissement du Territoire Marseille Provence :

Un directeur gestion des équipements publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : conduire et contrôler des activités de la Direction. Planifier les tâches des équipes et des agents et s'assurer de la qualité des services faits. Décliner les politiques publiques en planifiant les différentes ressources allouées et en pilotant les projets et opérations. Contrôler le déroulement des opérations lancées dans le respect des délais et des coûts. Veiller au respect de la réglementation funéraire dans la gestion du crématorium Saint Pierre.

Profil : Connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, connaître la législation funéraire, connaître le fonctionnement d'un budget annexe, connaître les principes des engagements comptables

Pour le Pôle Infrastructures du Territoire Marseille Provence :

Un directeur grands travaux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité de la Direction Grands Travaux.

Piloter les travaux nécessaires à la réalisation des opérations d'infrastructures de la Direction de Pôle Infrastructures. Coordonner l'activité des services rattachés : Service Grands Aménagements et Conduite d'opérations complexes ; Service Grands Travaux.

Profil : Connaître les techniques en matière de voirie publique, encadrer et diriger des services, connaître la

réglementation des marchés publics, connaître et veiller au respect de la réglementation.

Un directeur des études opérationnelles inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité de la Direction des Etudes Opérationnelles, piloter les études nécessaires pour la réalisation des opérations d'infrastructures de la Direction de Pôle Infrastructures, coordonner l'activité des services rattachés : Service Etudes et Grands Projets et Service Espaces Urbains et Insertion Architecturale.

Profil : Encadrer et diriger des services, connaître la réglementation des marchés publics, connaître et veiller au respect de la réglementation.

Un directeur ouvrages d'art et aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité de la Direction Ouvrages d'Art et Aménagement, coordonner l'activité des services rattachés : Service Ouvrages d'art ; Service Projets et requalification d'espaces ; Service Travaux maritimes.

Profil : Connaître les techniques en matière de voirie publique, TP, encadrer et diriger des services, connaître la réglementation des marchés publics, connaître et veiller au respect de la réglementation.

Un directeur Ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité de la Direction Ressources.

Coordonner l'activité des services rattachés : Service Finances, Comptabilité, Recettes ; Service Affaires Générales et Logistique ; Service Commission d'indemnisation Amiable.

Profil : Connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, connaître et veiller au respect de la réglementation, connaître le fonctionnement du budget d'une collectivité, encadrer et diriger une équipe.

Un chef de service administratif et financier inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer et piloter une équipe, définir des objectifs, s'assurer de la bonne exécution des projets, contrôler, évaluer, conduire et contrôler conformément à une commande, à des prescriptions techniques, aux règles de santé et de sécurité au travail, un processus de réalisation d'une opération ou d'une procédure, définir le projet de service, répartir les activités entre les agents, mobiliser et accompagner l'équipe dans l'atteinte des objectifs.

Profil : piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, connaître et veiller au respect de la réglementation, curiosité d'esprit, disponibilité, esprit d'équipe.

Pour le Pôle Propreté et Valorisation des Déchets du Territoire Marseille-Provence :

Un directeur propreté et cadre de vie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs, ingénieurs en chef territoriaux et attachés territoriaux.

Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction Propreté et Cadre de Vie.

Profil : Connaître et mettre en œuvre le statut de la Fonction Publique Territoriale, encadrer et diriger une équipe.

Un directeur valorisation des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux.

Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction de la Valorisation des Déchets.

Profil : Connaître et mettre en œuvre le statut de la Fonction Publique Territoriale, encadrer et diriger une équipe.

Un directeur logistique et flotte technique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux.

Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction Logistique et Flotte Technique.

Profil : Connaître et mettre en œuvre le statut de la Fonction Publique Territoriale, encadrer et diriger une équipe.

Un directeur de l'Innovation de la prospective et du partenariat inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux.

Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction de l'Innovation, de la Prospective et du Partenariat.

Profil : Connaître et mettre en œuvre le statut de la Fonction Publique Territoriale, encadrer et diriger une équipe.

Un chargé d'études prospection développement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : réaliser les études techniques dans le domaine de l'ingénierie des déchets, apporter un appui technique dans ce domaine aux directions du traitement des déchets et de la propreté urbaine, rédiger les pièces techniques et financières des marchés publics, organiser les suivis d'exécution des marchés, les bilans de fin de marchés (avec les directions opérationnelles et les titulaires) et recenser les besoins des directions opérationnelles.

Profil : concevoir et conduire un projet, évaluer la faisabilité d'un projet, connaître et veiller au respect de la réglementation, capacité d'adaptation, capacité d'analyse.

Pour le Pôle Voirie Espace Public Circulation Territoire Marseille-Provence :

Un chargé de mission plans de sauvegarde inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Piloter, animer et contrôler les plans de sauvegarde Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Profil : Connaître et appliquer la réglementation hygiène et sécurité, connaître la réglementation de l'aménagement de l'espace public, encadrer et diriger une équipe, connaître les outils et méthodes d'évaluation des actions terrain, élaborer un plan de formation.

Un directeur de l'aménagement de l'espace public inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : Concevoir et assurer la réalisation des opérations d'aménagements de voirie, études et travaux sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence, assurer les études de circulations générales ou localisées, assurer la gestion du patrimoine viaire et de ses limites.

Profil : Connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, encadrer et diriger une équipe.

Un directeur de la gestion de l'espace public inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : Concevoir et mettre en œuvre la maintenance du patrimoine viaire sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence, gérer la direction composée de 203 agents répartie en 8 services dont 14 cadres A.

Profil : Connaître et mettre en œuvre le statut de la Fonction Publique Territoriale, encadrer et diriger une équipe.

Un chef de projet aménagement ouest inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la programmation d'aménagement d'espaces publics sur les 9 communes de l'Ouest du territoire Marseille-Provence sur les communes de : Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Châteauneuf-les-Martigues, Le Rove, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret, Septèmes-les-Vallons, analyser les besoins et définir le projet, étudier la faisabilité et le coût d'un projet et proposer des solutions techniques et financières.

Profil : planifier les étapes d'un projet, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, esprit d'équipe, esprit d'initiative.

Pour le Pôle Valorisation et Développement Urbain du Territoire Marseille Provence :

Un chargé de mission cadre de vie, renouvellement urbain, gestion urbaine de proximité environnement

inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer, suivre et mobiliser les directions de droit commun sur le territoire, et coordonner l'intervention spécifique de la politique de la ville, en cohérence avec les orientations du contrat de ville et le travail des équipes de projet des pôles territoriaux, participer aux différentes instances du droit commun, soutenir l'action des porteurs de projet et participer à leur évaluation.

Profil : conseiller dans son domaine de compétence, élaborer des préconisations, concevoir des outils et des procédures, rédiger des rapports et rendre compte à sa hiérarchie, capacité d'analyse et d'animation, capacité rédactionnelle. Diplôme supérieur en urbanisme, aménagement urbain.

Un chef de service territorial nord inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : coordonner et piloter les différents projets et actions du service, en relation avec l'ensemble des partenaires, mettre en œuvre la concertation et la participation citoyenne et notamment de l'accompagnement des conseils citoyens assurer l'organisation de la programmation associative annuelle en investissement et en fonctionnement, veiller à la bonne gestion des deniers publics.

Profil : élaboration d'études et rapports, conception et développement de supports d'information, assurer une veille réglementaire dans le domaine d'activité, maîtriser les techniques de concertation et de communication, force de proposition. Bac +3.

Un chargé de mission développement territorial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre le programme d'actions du Contrat de Ville et sa déclinaison territoriale, le projet de territoire, portant sur des thématiques urbaines, sociales et économiques en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels et les conseils citoyens.

Profil : accompagner l'élaboration, le suivi, la mise en œuvre et le bilan de projets, connaître les règles et procédures applicables au domaine d'activité, connaître l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité, connaître les fonctionnements de la vie associative, capacité rédactionnelle, esprit de synthèse. Bac +3.

Un chef de projet aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : concevoir, piloter et gérer les projets et opérations d'aménagement urbain conduits par la collectivité de l'étude de leur faisabilité jusqu'à la fin des travaux, apporter son expertise dans le cadre des dossiers de la Direction Adjointe, analyser l'évolution d'un territoire et des besoins en matière de développement urbain.

Profil : contrôler les étapes d'un projet, évaluer la faisabilité d'un projet, connaître les principes des engagements comptables, connaître les techniques en matière de voirie publique, TP, réactivité, rigueur, précision, sens de l'organisation. Diplôme d'études supérieures.

Un chargé d'études aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer le pilotage et la réalisation d'études préalables et de faisabilité, passer les marchés publics, rédiger les cahiers des charges et analyser les offres, assurer la conception et le montage des opérations d'aménagement urbain et de constructions, planifier les étapes et les ressources des projets et superviser les conditions de leur mise en œuvre.

Profil : évaluer la faisabilité d'un projet, planifier les étapes d'un projet, connaître l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité, capacité d'adaptation, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures.

Un chef de projet urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer, piloter et contrôler l'activité d'une équipe, centraliser les procédures d'urbanisme de la Métropole AMP, assurer l'élaboration et l'évolution des procédures d'urbanisme du territoire Marseille-Provence, ainsi que leur suivi et leur gestion, définir le projet de service et mettre en place le calendrier dédié, mobiliser et accompagner l'équipe projet dans l'atteinte d'objectifs.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, autonomie.

Un directeur de la planification et urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction.

Assurer l'articulation avec la Direction de la Stratégie et de la Cohérence Territoriale Métropolitaine.

Profil : Assister les décideurs dans l'élaboration des projets, connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, coordonner et organiser les tâches, encadrer et diriger les chefs d'équipe, encadrer et diriger une équipe, proposer une démarche de travail et une stratégie de projet, répartir la charge de travail au sein d'une équipe.

Un directeur de l'aménagement et habitat inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Proposer et mettre en œuvre les opérations d'aménagement en cohérence avec le projet de métropole et de territoire, concevoir, proposer et mettre en œuvre une politique publique de l'habitat et du logement du territoire dans le respect du

PLH métropolitain et des documents d'orientation, s'assurer du bon avancement de la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des projets d'aménagement et d'infrastructure.

Profil : Connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, coordonner et organiser les tâches, encadrer et diriger les chefs d'équipe, encadrer et diriger une équipe, proposer une démarche de travail et une stratégie de projet, répartir la charge de travail au sein d'une équipe.

Un directeur de l'environnement et des ports de plaisance inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction.

Profil : Encadrer et diriger une équipe, connaître et appliquer les réglementations de commande publique et financières, connaître et mettre en œuvre le statut de la fonction publique territoriale, connaître le management des organisations, connaître les réglementations attachées à thématiques développées au sein de la Direction.

Un cartographe planification inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : réaliser des documents cartographiques réglementaires, mettre à jour les données produites par la direction afin de pouvoir garantir une fiabilité et un bon suivi dans les documents cartographiques produits, assurer le suivi des projets de productions cartographiques et SIG réalisés par des partenaires extérieurs ou prestataires.

Profil : connaissance des marchés publics, connaissance de l'environnement juridique des collectivités, esprit d'équipe, capacité d'écoute, aisance relationnelle. Formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire.

Un chargé d'opérations urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suivre la mise en œuvre et organiser les modalités d'évolutions des PLU communaux, animer les procédures, organiser la consultation de prestations extérieurs (rédaction de cahier des charges, analyse des offres, suivi technique du marché), piloter l'ensemble des activités inhérentes à ces procédures (gestion administratives et juridique, communication, concertation, ...).

Profil : conduite et contrôle des procédures administratives, connaissance des marchés publics, maîtrise de l'environnement juridique des collectivités, autonomie, rigueur, précision. Formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire

Un chef de service aménagement opérationnel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et organiser le travail du service, participer à la rédaction des règlements d'urbanisme des opérations et à leur intégration dans les documents d'urbanisme communaux, gérer les questions foncières liées aux opérations, préparer et mener les démarches d'acquisitions foncières.

Profil : connaissance de l'organisation administrative territoriale et des institutions, connaissance des marchés publics, maîtriser le SIG, maîtriser la conduite de réunion, connaître les questions liées à l'aménagement durable, autonomie. Diplôme d'études supérieures en urbanisme et aménagement.

Un chef de service adjoint inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suppléer les missions du directeur et assurer la gestion du service ingénierie et ADS, organiser et superviser la conception des documents d'urbanisme, veiller à l'articulation et contrôler la cohérence entre des documents de planification d'échelles et d'objets différents.

Profil : maîtrise de l'environnement juridique des collectivités et de l'urbanisme réglementaire, connaissance dans les domaines de l'environnement et du logement, facultés d'adaptation, ouverture d'esprit, capacité d'écoute, qualités relationnelles. Diplôme d'études supérieures en urbanisme et aménagement du territoire.

Pour le Pôle Développement Economique et Attractivité du Territoire Marseille-Provence :

Un chargé de mission tourisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : accompagner le chef de mission dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de promotion du tourisme, suivre en lien avec les autres services de la direction des actions originales de promotion, événements, rencontres, assister le Chef de mission dans le rôle d'interlocuteur technique privilégié des chargés de mission, des partenaires, Office du Tourisme, Bouches-du-Rhône Tourisme.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, maîtriser l'anglais, connaissances en matière de tourisme, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'enseignement supérieur (master) ou Ecole de commerce.

Deux développeurs économiques territoriaux inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : élaborer et animer le projet économique du territoire, accompagner et instruire, sur un mode partenarial, les projets d'implantation, de création et de développement des acteurs économiques, commercialiser l'offre de services du territoire, assister et conseiller auprès des élus en matière de développement économique.

Profil : coordonner les différents projets et éléments d'un dispositif, communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, connaître les dispositifs d'aide et d'intervention, disponibilité, autonomie, sens de l'organisation.

Un chef de projet zones d'activités inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : contribuer à la mise en œuvre opérationnelle du schéma métropolitain de production de l'offre foncière et immobilière pour les entreprises, organiser et coordonner l'action des différents partenaires internes et externes, notamment l'articulation de l'action avec les équipes de la DGA Développement urbain et Stratégie territoriale, fixer avec les équipes DGADEA « Entreprises » et « Projets structurants » le contenu et les objectifs économiques de l'opération d'aménagement.

Profil : animer des équipes projet, connaître les procédures d'élaboration des marchés publics, aider à la décision, pratique des métiers de l'aménagement, discrétion, confidentialité, curiosité d'esprit. Expérience avérée des opérations d'aménagement.

Pour le Pôle Aménagement du Pays d'Aix :

Un chargé de missions formation professionnelle alternance inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer la gestion administrative, financière, le suivi et l'évaluation des actions de développement de la formation professionnelle et de l'alternance dans l'enseignement supérieur, et notamment dans le cadre des conventions signées avec les partenaires de l'enseignement supérieur et de l'alternance (CNAM, CRMA, EMSE,...), définir les partenariats : participation aux réunions, rencontres des partenaires. Profil : connaissance du monde de l'entreprise, connaissance du secteur de la formation professionnelle, connaissance des enjeux de l'alternance, organisé, esprit d'initiatives et d'anticipation. Bac +3.

Un chargé de mission inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le fonctionnement du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix (CCSCPA) et du Cabinet du Président, prendre en charge la commission DERIES au sein du Conseil de Développement Métropolitain, de la Direction Générale Adjoint Projet Métropolitain et du Conseil de Développement Métropolitain.

Profil : connaître le monde territorial, connaissance informatique, connaissance des fonctionnements institutionnels, diplomatie, écoute, maîtrise et gestion de situations complexes.

Un chargé d'opération habitat privé inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer la mise en œuvre, la gestion et le suivi des actions relevant des dispositifs d'opérations programmées (PIG, OPAH..) mis en œuvre sur le territoire du Pays d'Aix, et notamment des procédures de l'ANAH, instruire les demandes de subventions : examen de recevabilité des demandes, mettre en œuvre des tableaux de bord de suivi, rédiger des rapports, rédiger des courriers de notifications, contrôler les subventions versées, élaborer les tableaux de bords et les bilans et suivre les objectifs.

Profil : connaître les règles de la comptabilité publique, avoir des connaissances dans le domaine de l'habitat et du logement privé, autonomie et esprit d'initiative, faculté d'adaptation, qualités relationnelles.

Pour le Pôle Environnement du Pays d'Aix :

Un chef de service administratif et financier inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : encadrer, coordonner et animer le service administratif et financier, traduire, planifier les objectifs du service et suivre les réalisations, assister et manager le personnel administratif et financier, contribuer à la définition du budget et à son exécution : coordonner l'élaboration du budget dans le respect des objectifs du Territoire et du Grand Site St Victoire.

Profil : maîtrise des outils informatiques, autonomie, esprit d'initiative, disponibilité.

Pour le Pôle Services à la Population du Pays d'Aix:

Un chef de service contrats travaux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Organiser et mettre en œuvre le suivi des contrats de délégation de service publics et des travaux d'eau et d'assainissement sur le territoire du Pays d'Aix.

Profil : Compétences techniques approfondies dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, compétences approfondies en matière de contrôle de gestion et de contractualisation, Maîtrise des logiciels de bureautique et SIG.

Un chargé d'opérations traitement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à l'application de la stratégie de gestion de l'ISDnD, conduire les procédures de marchés publics depuis la rédaction des cahiers des charges jusqu'à l'attribution des marchés, assurer la gestion patrimoniale du site, participer à la conduite des opérations de travaux structurants du site.

Profil : maîtriser les techniques de traitement des déchets, maîtriser la conduite de projets, maîtriser le code des marchés publics, confidentialité, rigueur, précision. Diplôme d'études supérieures.

Pour la Direction Générale des Services Déléguée du Pays d'Aix :

Un directeur appui aux communes et ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : contribuer en organisant les fonctions supports à la bonne exécution des projets du département, optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services, assurer une gestion de proximité efficiente des CCPD, proposer et mettre en œuvre des processus innovants d'accompagnement des projets portés par pôle dans le cadre d'une gestion budgétaire dynamique.

Profil : savoir piloter, suivre, contrôler, et évaluer les activités, savoir élaborer et gérer des outils d'évaluation de l'activité, connaître les enjeux de territoire et de société, connaître la réglementation en matière de commande publique et droit administratif, aptitudes relationnelles et orales, esprit d'équipe.

Pour le Pôle Emploi Développement Economie et Innovation du Pays d'Aix :

Un coordonnateur de clauses sociales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assurer la promotion du recours aux clauses sociales par les différents donneurs d'ordre du territoire et mener des actions de sensibilisation ;

Conseiller et assister les acheteurs publics (et privés) : identifier des marchés, déterminer le volume d'heures d'insertion et la procédure juridique adaptée, contribuer à la rédaction des appels d'offres.

Profil : Connaître et maîtriser le rôle des différents acteurs de l'insertion, Maîtrise des dispositions réglementaires relatives aux marchés publics

Connaître l'environnement juridique des dispositifs d'insertion professionnelle, du public en difficulté et les fonds Européens.

Un coordonnateur de parcours insertion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : construire sur le territoire une offre de services à l'attention des participants du PLIE et des entreprises en lien avec le parcours d'insertion et la mise en relation directe sur des offres d'emploi disponibles, gérer, animer, coordonner et évaluer la mission menée par les chargés de relation entreprise du PLIE du Pays d'Aix, dans le cadre d'un marché public, sur l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, assurer le suivi administratif et financier du marché conformément aux règles FSE.

Profil : connaître et maîtriser le rôle des différents acteurs de l'insertion, connaître et maîtriser le rôle des différents acteurs de l'économie, sens du relationnel, dynamisme, rigueur, précision.

Pour le Pôle Culture et Sports du territoire du Pays d'Aix :

Un directeur de la culture inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : piloter, gérer et manager la Direction de la Culture : administration, finances et projets, rédiger les rapports au Comité Technique concernant la Direction de la Culture, assurer et encadrer les opérateurs culturels conventionnés (budgets, programmes d'action) pour la gestion d'équipements culturels communautaires, en relation avec la DRAC et les collectivités territoriales partenaires.

Profil : assistance et conseil auprès des élus, animation de la relation aux différents publics du territoire, connaissance de l'environnement des collectivités territoriales, en particulier des EPCI et de la comptabilité publique, sens de l'organisation. Bac +3.

Un directeur de la médiathèque des Carmes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux des bibliothèques.

Description du poste : déterminer les orientations stratégiques de la médiathèque, et déclinaison de ces orientations en objectifs prioritaires, développer et mettre en œuvre le projet d'établissement et de lecture publique, superviser la gestion administrative et budgétaire de la médiathèque, encadrer, animer l'équipe de direction.

Profil : connaissances des circuits administratifs territoriaux et métropolitains, compétences bibliothéconomiques, excellentes connaissances du monde du livre, aisance relationnelle, rigoureux, sens de l'organisation.

Un chargé de mission parcs naturels inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : appliquer la politique opérationnelle de prévention des feux de forêts par le biais de PMPFCI, participer et /ou développer l'application des mesures de prévention des incendies, aider à la réhabilitation des terrains sinistrés après incendie (RTI) si besoin, piloter l'animation du site Natura 2000 du Plateau de l'Arbois.
Profil : compétences techniques et marchés publics, maîtrise des logiciels de bureautiques et SIG (QGIS), veille technique, esprit de synthèse, capacité d'analyse, sens de l'organisation.

Un chargé de mission partenariats climat inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Contribuer à l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Métropolitain, organiser la mise œuvre, le suivi et l'évaluation. Fixer et partager les recommandations sur le plan de l'énergie, du changement climatique et la qualité de l'air à intégrer dans les autres plans, schémas, et agendas de la métropole. Organiser le dialogue avec les schémas « supra » pour une coordination sur les objectifs et les plans d'actions

Inciter, accompagner le développement de projets et d'actions au niveau des territoires de la Métropole

dans le domaine de l'énergie et du climat conformément à leurs attributions

Profil : Connaissance du domaine de l'énergie de l'air et du climat, sa réglementation, ses éléments de connaissance scientifique et technique

Compréhension des enjeux sociétaux vis-à-vis de l'environnement

Un chargé de mission plan continuité activités inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Dans le cadre du service prévention des risques, le chargé de mission doit contribuer à la réponse opérationnelle de l'établissement et à l'élaboration d'un plan de continuité des actions et sa mise à jour, et à accompagner les communes membres dans l'élaboration ou la réactualisation de leur Plan Communal de Sauvegarde.

Profil : Connaître la réglementation dans le domaine de la prévention des risques, (POI, PPI, PPRT, PPRI...) Connaître les méthodes d'analyse et de prise en compte des risques.

Pour la Direction Générale des Services Déléguée Pôle Ressources du Pays Salonnais :

Un Directeur Général des Services Délégué inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assister le DGS de territoire dans l'exercice des compétences déléguées pour atteindre les objectifs déterminés et assurer la coordination avec le cadre métropolitain, assurer le relais avec les responsables fonctionnels territoriaux des compétences non déléguées au territoire, assurer la coordination avec les chefs de pôle du territoire, représenter le territoire auprès des instances de la métropole.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, sens du relationnel, disponibilité.

Pour le Pôle Eau Assainissement Déchets du Pays Salonnais :

Un ingénieur gestion des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la programmation technique et budgétaire des travaux neufs et opérations d'entretien sur les sites de la direction de la gestion des déchets (bâtiment / VRD), assurer la gestion contractuelle, financière et budgétaire de marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux, assurer des missions d'études et de coordination en appui du Directeur de Pôle Eau-Assainissement-Déchets.

Profil : conduite de réunions, connaissances en matière de comptabilité publique, aptitudes en matière de négociation, maîtrise des techniques de programmation ou conduite de travaux neufs et

opérations d'entretien, discrétion, sens de la hiérarchie, autonomie. Diplôme d'études supérieures.

Pour le Pôle Développement Urbain du Pays Salonnais :

Un chargé de mission rénovation urbaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : développer le projet de renouvellement urbain du quartier des Canourgues, engager et suivre le programme d'études et de développement du projet, assurer le suivi de la thématique Habitat Cadre de Vie du Contrat de Ville, développer les partenariats de terrain nécessaires au projet.

Profil : capacité à faciliter la décision des élus, capacité à développer le réseau partenarial, capacité de travail en équipe, esprit de synthèse, capacité d'animation. Diplôme d'études supérieures en urbanisme, développement urbain.

Pour le Direction Générale des Services du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

Un directeur général des services délégué inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et administrateurs territoriaux.

Description du poste : piloter l'action administrative des services du Territoire en vue de la mise en œuvre des compétences déléguées, en lien avec l'exécutif du Territoire, assurer la coordination du lien fonctionnel entre le Territoire et les services supports métropolitains, en rapport avec les DGA compétents, dans le respect des chartes de service, relayer, préparer et assurer la mise en œuvre et le suivi de toute demande émanant de l'exécutif du Territoire.

Profil : coordonner les différents projets de développement du territoire, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités des services du Territoire, connaître l'environnement territorial, ses enjeux et ses évolutions actuelles, mobilité intellectuelle, souplesse, devoir de réserve et loyauté.

Un directeur de pôle ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter, manager et assurer le suivi et l'évaluation des actions du pôle « Ressources », participer au collectif de direction générale du territoire et piloter les missions de son pôle au sein de la métropole en lien avec les DGA métropolitains concernés, coordonner les directions et services de son pôle, mettre en œuvre, réguler, contrôler, évaluer les plans d'actions et l'activité des services.

Profil : conduire et animer les réunions, groupes de travail et comités de suivi et de pilotage, traduire les orientations politiques / stratégiques en plan d'actions, connaître l'évolution réglementaire et législative des domaines d'activité, capacités d'impulsion et d'animation, sens des responsabilités.

Un directeur de pôle projets et réalisations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter, manager et assurer le suivi et l'évaluation des actions du pôle « projets et réalisations », contribuer à la définition des politiques publiques et de la ligne stratégique du territoire en matière de développement du territoire (urbanisme, économie, attractivité, mobilité...), participer au collectif de direction générale du territoire et piloter les missions de son pôle au sein de la métropole en lien avec les DGA métropolitains.

Profil : coordonner les différents projets de développement du territoire, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités des services du pôle, connaître l'évolution réglementaire et législative des domaines d'activité, capacités d'impulsion et d'animation, sens des responsabilités.

Un directeur de pôle proximité de service à l'usager inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : piloter, manager et assurer le suivi et l'évaluation des actions du pôle « Proximité et service à l'usager », contribuer à la définition des politiques publiques et de la ligne stratégique du territoire en matière de proximité et de qualité de service à l'usager, participer au collectif de direction générale du territoire et piloter les missions de son pôle au sein de la métropole en lien avec les DGA métropolitains.

Profil : coordonner les différents projets de développement du territoire, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités des services du pôle, connaître l'évolution réglementaire et législative des domaines d'activité, capacité d'analyse, capacité d'animation.

Pour le Pôle Projets et Réalisations du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

Un chef de service système d'information géographique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la gestion administrative et technique du Système d'Information Géographique (SIG) du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, participer au pilotage des projets concernant le SIG, assurer le montage, l'analyse et le suivi des pièces nécessaires à la mise en œuvre de marchés publics, manager une équipe de deux adjoints techniques en SIG, réaliser et suivre les documents graphiques sur les Documents d'Urbanisme.

Profil : analyser, comprendre et répondre à un besoin, être familier avec l'environnement de la FPT, connaître les techniques de cartographie et de la géomatique, connaître l'architecture et les fonctionnalités d'un SIG, force de proposition, capacité d'anticipation, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures spécialisé dans la géomatique et l'aménagement ou la conduite de projet.

Pour le Pôle Culture et Sport du Territoire Istres Ouest Provence :

Un enseignant artistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique.

Description du poste : enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement, préparer et dispenser des cours individuels et/ou collectifs aux élèves.

Profil : évaluation des élèves, conduite et accompagnement de projets pédagogiques, artistiques et culturels Appliquer des enseignements conformes aux programmes officiels, dynamisme, disponibilité, rigueur, précision. Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Un conseiller info énergie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : identifier et mobiliser les propriétaires de maisons/appartements, en organisant des campagnes de sensibilisation, des visites, et diverses animations de sensibilisation du grand public, mobiliser et accompagner les entreprises du BTP afin qu'elles puissent s'approprier ce projet et qu'elles deviennent porteuses de la structure.

Profil : bonne connaissance des acteurs de l'écosystème de la rénovation énergétique, bonne connaissance des réglementations, maîtrise des logiciels bureautiques et professionnels, force de propositions, sens de l'organisation. Diplôme d'études supérieures en thermique, énergétique.

Pour le Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable du Territoire Istres Ouest Provence :

Un adjoint au responsable du service planification urbaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le reporting du travail réalisé par les chargés d'études, une veille juridique à la prévention des contentieux possibles, être impliquer dans la production du PLUI par un travail d'harmonisation des écritures des règlements des PLU communaux, seconder le chef de service sur le secteur pour la veille juridique.

Profil : réaliser des fiches techniques, animer des réunions, capacité d'analyse, réactivité. Master 2 en urbanisme aménagement du territoire et du développement durable.

Un chargé de mission programmation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter et évaluer les programmations annuelles dans le cadre du Contrat de Ville Istres Ouest Provence, organiser l'instruction des dossiers déposés dans le cadre de la

programmation annuelle, piloter et animer l'évaluation des actions de la programmation annuelle, rédiger l'appel à projet annuel, définir un rétro planning des étapes d'instruction et de validation.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, concevoir des outils et des procédures, élaborer des préconisations, connaissance en matière d'analyse financière et comptable des associations, discrétion, disponibilité. Bac +3.

Pour le Pôle Développement Economique et Attractivité du Territoire Istres Ouest Provence :

Un responsable administratif et financier inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer et piloter une équipe, définir des objectifs, assurer la mise en œuvre et coordination des projets du service, concevoir des études et outils d'aide à la décision stratégique, piloter et participer aux missions de planification, de gestion et de coordination des tâches administratives financières et comptables du budget industriel et commercial.

Profil : connaître les instances, processus et circuits de décision, management des équipes, connaissance des mécanismes budgétaires, financiers et marchés publics, approche technique des bâtiments, esprit commercial , réactivité par rapport aux demandes urgentes. Bac +3.

Un responsable des pépinières d'entreprises inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer et piloter une équipe, définir des objectifs, assurer la mise en œuvre et coordination des projets du service, concevoir des études et outils d'aide à la décision stratégique, conseiller et accompagner les créateurs d'entreprises dans le but de faciliter l'implantation de nouvelles entreprises, d'assurer leur pérennité et favoriser ainsi la création d'emplois.

Profil : connaître les instances, processus et circuits de décision, rédiger un document administratif, connaissances des dispositifs de financements et d'accompagnement des créateurs d'entreprises, montage de dossiers financiers prévisionnels, discrétion. Bac +3.

Pour le Pôle Aménagement et Développement du Pays de Martigues :

Un chef de service environnement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre les orientations en matière d'écologie urbaine, de biodiversité, de patrimoine naturel et forestier, de prévention et gestion des risques, nuisances et pollutions, coordonner et réaliser les différentes actions relatives à la gestion, la valorisation et la préservation du patrimoine naturel, en particulier

animation du site 2000 et gestion de l'étangs du Pourra.

Profil : connaître le cadre réglementaire des politiques environnementales, connaître les enjeux du changement climatique, coordonner, piloter et évaluer les projets, esprit d'équipe, autonomie. Bac +5 en environnement écologie.

Pour le Direction Générale Adjointe Emploi Insertion Economie Sociale :

Un développeur de la politique de l'emploi, formation et insertion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : décliner la politique du conseil de Territoire, en matière d'emploi, formation, insertion en direction du public, des partenaires et des entreprises au sein de l'espace Ressources « La Boussole », développer et animer les partenariats et les réseaux professionnels.

Profil : être familier avec l'environnement du secteur d'activité, coordonner les différents projets et éléments d'un dispositif, connaître le secteur emploi formation et le monde de l'entreprise, confidentialité, curiosité d'esprit.

Un chargé de mission insertion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : promouvoir le secteur de l'insertion par l'activité économique au sein des entreprises du secteur économique, coordonner et animer le réseau, mettre en place une démarche d'évaluation du dispositif sur le territoire métropolitain

Profil : capacité à travailler en réseau, organiser et animer des réunions, connaître les dispositifs d'insertion professionnelle et les fonds européens.

Un chef de projet relation entreprise inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre une cellule d'étude des besoins des entreprises, créer un observatoire d'études et d'analyse dynamique en matière d'emploi, anticiper les requalifications de zones d'activité

Profil : connaître le monde de l'entreprise, maîtriser l'outil informatique, analyse et comprendre les demandes des entreprises et partenaires emploi, autonomie, dynamisme, travailler en réseau.

Un chargé de projets clauses sociales d'insertion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mobiliser les clauses sociales dans les marchés et accords passés par les services métropolitains, assurer une mission d'ingénierie destinée à la promotion du dispositif, accompagner les directions opérationnelles.

Profil : capacité à travailler en réseau, ingénierie de projets, connaître les dispositifs d'insertion professionnelle et les fonds européens, maîtriser l'outil informatique.

Pour la Direction Générale Adjointe Communication et Relations extérieures :

Un responsable artistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : analyser les enjeux de la stratégie de l'annonceur, préparer et rédiger le brief créatif, organiser des ateliers de réflexion, définir des groupes de travail pluridisciplinaires, stimuler les brainstormings et la mise en forme du contenu (message, charte graphique...), finaliser la proposition du concept créatif, conceptualiser la stratégie via une maquette ou un story-board, organiser la réalisation des différents éléments de communication, planifier les étapes de production avec le concepteur-rédacteur, l'acheteur d'art, le chef de fabrication, briefer les graphistes dans l'exécution des différents supports.

Profil : compétences artistiques, bonnes connaissances en communication et en marketing, bonne culture générale, qualités rédactionnelles et de synthèse, maîtrise de la charte graphique off line et/ou on line, appréhension de divers outils de création graphique et multimédia, aisance à l'oral pour animer des réunions et des brainstormings, dans le cadre d'ateliers de réflexion créative.

Pour la Direction Générale des Services de la Métropole :

Un conseiller technique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés et administrateurs territoriaux.

Description du poste : accompagner la structuration de l'institution et contribuer à la mise en œuvre des politiques métropolitaines, participer, sous l'autorité du DGS, à l'équipe de direction générale, contribuer à la définition du projet métropolitain, à sa mise œuvre et à son pilotage, apporter au DGS des éléments d'aide à la décision et de coordination des politiques engagées, veiller à l'élaboration de tableaux de bord de pilotage de l'action métropolitaine.

Profil : conseiller dans son domaine de compétences, croiser des données pour produire une analyse globale, connaître et mettre en œuvre la législation sociale, connaître et mettre en œuvre les méthodes de changement, capacité d'adaptation, confidentialité.

Pour la Direction Générale Adjointe Affaires générales et Moyens Généraux :

Un chef de site inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la coordination entre l'administration métropolitaine et les gestionnaires privés de la Tour La Marseillaise et du Balthazar, être l'interlocuteur privilégié pour les questions relevant de la sécurité et de la logistique, assurer la coordination et la gestion des moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'activité logistique dans la TLM et au Balthazar.

Profil : connaissance de la réglementation dans le domaine d'un I.G.H. (immeuble de grande hauteur),

communiquer avec les agents utilisateurs, les agents du service, les entreprises, capacité d'analyse et d'organisation du travail, rigueur, réactivité, sens du relationnel.

Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacements Transports Espace Public et Voirie :

Un chef de projet inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la conduite d'infrastructures de superstructures des équipements de développement du transport en commun et des modes actifs, participer à la réalisation d'opérations importantes conduites par un autre chef de projet en soutien lors de la phase conception ou du suivi de travaux, élaboration et suivi des dossiers de consultations nécessaires, élaboration et suivi des dossiers réglementaires.

Profil : connaissance en gestion et management de projet, connaissance du code des marchés et de la loi MOP, connaissance en gestion et management de projet complexe, autonomie, sens de l'organisation, rigueur, précision, aisance relationnelle. Diplôme d'études supérieures en technique VRD, bâtiment, projets infrastructures.

Un chargé de gestion comptable et budgétaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le traitement comptable des dépenses et des recettes courantes, participer à la préparation et au suivi de l'exécution budgétaire, élaborer les pièces des marchés publics de la DGA Mobilité, assurer la validation juridique des montages contractuels choisis et la validation juridique des rapports de la DGA Mobilité.

Profil : maîtriser le Code des marchés publics et les modalités d'application, connaître les règles et procédures des contrats complexes, maîtriser les procédures de passation des marchés publics, maîtriser les procédures juridiques au regard des risques contentieux.

Un chargé de mission financement agenda mobilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : développer et suivre les partenariats financiers et subventions pour les opérations de l'Agenda Mobilité (Contrat de Plan Etat Région, Appels à projets Européens, Pacte d'Innovation Etat-Métropole, Plan d'investissements avec le Département, Contrat Régional d'Equilibre Territorial ...).

Profil : rédiger les contrats dans les aspects juridiques et financiers, connaître et veiller au respect de la réglementation.

Un chef de projet infrastructures de transports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la conduite d'opérations d'infrastructures et de superstructures des équipements de développement du transport en commun et des modes actifs, participer à la réalisation d'opérations importantes conduites par un autre chef de projet en soutien ponctuel ou plus important en phase conception ou suivi de travaux.

Profil : gestion en mode projet, pilotage d'un projet, identification des besoins et suivi de tableaux de bord.

Un chargé d'études schémas stratégiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer le pilotage, l'élaboration et le suivi des schémas directeurs nécessaires à la mise en œuvre de l'agenda de la mobilité métropolitaine et à l'élaboration du PDU métropolitain, collaborer sur la structuration du réseau des pôles d'échanges multimodaux, rédiger les cahiers des charges inhérents aux besoins des études.

Profil : management de projet, commande et pilotages d'études, pilotage d'équipes, animation de réunion, compétence en matière de planification territoriale, autonomie.

Un chargé d'études transports développement de l'offre inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à l'élaboration des stratégies en matière de mobilité et à la définition du programme des études, assurer le pilotage des études de développement de l'offre transport : rédiger les marchés d'études, assurer le suivi du dossier, coordonner l'équipe projet et l'ensemble des partenaires, organiser et animer les COTECH et COPIL, rédiger le volet programmation du projet, respecter les plannings et les engagements financiers.

Profil : conduite de projets multi partenaires, animation de réunions internes et externes, connaissance des procédures d'aménagement du territoire: SCOT, PDU, capacité d'analyse et de synthèse. Diplôme d'ingénieur.

Un responsable exploitation statisticien inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer le maintien en condition opérationnelle et administration de l'ensemble des systèmes d'information transport, superviser l'extraction des données transports de l'ensemble des systèmes d'information transport et les mettre à disposition des directions demandeuses, vérifier le bon fonctionnement des applications Transports, assurer le maintien en condition opérationnelle des systèmes : applicatifs et infrastructures (serveurs et réseaux), administration des systèmes.

Profil : connaissance du domaine de la commande publique, connaissance des systèmes billettiques, connaissance des systèmes d'aide à l'exploitation, adaptabilité.

Un chef de projets modes actifs inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suivre le développement du service d'installation et de gestion de stationnement vélos sécurisés et d'équipement vélos ainsi que celui de location de vélos longue durée, définir la stratégie de développement de ces actions et assurer le suivi de leur développement et leur supervision, assurer l'interface avec le prestataire, la clientèle et les partenaires sur ces deux services.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer des préconisations, mettre en œuvre des actions de gestion de projet, connaissance techniques en matière de voirie et d'aménagement, capacité rédactionnelle.

Un chargé d'opérations IRVE inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer une stratégie de déploiement d'IRVE sur le territoire de la Métropole en intégrant les réseaux de bornes transférés au 1er janvier 2018 des communes vers la Métropole, et garantir un déploiement d'un réseau de bornes sur tout le territoire, élaborer les marchés nécessaires aux études, aux installations, la supervision et la maintenance des réseaux de bornes.

Profil : connaître l'évolution réglementaire et législative des nouvelles mobilités et des transports, connaître la réglementation des travaux sur espace public, esprit d'équipe, disponibilité.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget :

Un directeur contrôle de gestion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux

Description du poste : assurer la bonne qualité de la gestion budgétaire et financière, mettre en place une analyse quantitative et qualitative des coûts et une évaluation des besoins des services et la répartition des crédits par service gestionnaire.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, conduire et animer des réunions, encadrer et diriger une équipe le cas échéant, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions.

Un directeur adjoint exécution inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux

Description du poste : assister le Directeur dans ses missions et dans la conduite des projets, animer les 3 services Exécution (Service Mise en œuvre du SIF / Service Exécution Comptable et Service Harmonisation des process), participer à la mise en œuvre d'une aide comptable et financière sur les centres ou les pôles de traitement en fonction de l'activité et des absences (brigade mobile de comptables).

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, proposer une démarche de travail et une stratégie de projet, connaissance en finances publiques, connaissance en matière de logiciels informatiques (SEDIT, GFI,).

Un directeur certification des comptes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre une méthodologie évolutive de contrôle de la sincérité des comptes, apporter un soutien aux équipes comptables pour assurer les corrections nécessaires à la mise en état de certification sur cinq ans, coordonner la mise en place des travaux de fin d'exercice et participer à la réalisation des budgets et comptes.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, conduire et animer des réunions, encadrer et diriger une équipe, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions.

Un responsable du pôle contrôle de l'exécution budgétaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter le service de l'exécution budgétaire, superviser l'exécution des dépenses et des recettes, assurer les relations avec les services comptables de l'Etat, la gestion comptable des marchés, les opérations comptables complexes.

Profil : connaître et savoir appliquer les règles budgétaires et comptables publiques, les règles et processus d'exécution de la commande publique, maîtrise des logiciels financiers et bureautiques.

Un chargé d'études budgétaires inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer et consolider les données lors de l'élaboration des budgets (budget primitif, décisions modificatives, budget supplémentaire), assurer le suivi financier et les équilibres des différents budgets en fonctionnement et en investissement, assurer la programmation Pluriannuelle sur l'ensemble des budgets gérés par la DGA.

Profil : connaître les principes des engagements comptables, connaître les principes budgétaires et la gestion en AP/CP.

Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :

Un directeur adjoint administration du personnel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assister et suppléer le Directeur dans le pilotage de l'activité de la Direction, piloter l'activité de la direction : apporter les arbitrages nécessaires, valider les rétro plannings, prioriser les chantiers, mettre en œuvre l'intégration des agents transférés : veiller aux capacités techniques (paramétrage SIRH) et aux moyens humaines

nécessaires à la gestion administrative des personnels transférés.

Profil : réglementation de la paie (fonctionnaires, contractuels de droit public, contractuels de droit privé), constitution, tenue et consultation du dossier individuel de l'agent, connaître le fonctionnement du contrôle de légalité et du contrôle du comptable public, obligations sociales des employeurs territoriaux (régimes de cotisations, déclarations annuelles de données sociales), statut de l'élu local.

Deux conseillers retraite inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : animer des séances d'information collective sur la retraite auprès des agents et des chefs de services, réaliser un diagnostic retraite personnalisé à partir des informations transmises par les agents et recueillies dans le cadre d'entretiens individuels en face à face ou téléphoniques, accompagner la réflexion de l'agent sur ses choix en matière de retraite.
Profil : élaborer des tableaux de suivi et de bord, aptitude à la communication.

Un conseiller en évolution professionnelle inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : recevoir les agents en entretien, établir un diagnostic, mettre en œuvre un projet d'accompagnement personnalisé par le biais d'entretien permettant d'identifier les besoins
Profil : connaître le statut de la FPT, connaître et utiliser les outils de planification.

Un chef de processus recrutement mobilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : mener à bien les recrutements internes et externes de 4 DGA Métropolitaines : Commande Publique et affaires juridiques, développement économique et Attractivité, Inspection Générale des Services, Concertation Territoriale et Conférence Métropolitaine des Maires, ainsi que des recrutements inhérents au fonctionnement du territoire d'Istres Ouest Provence.
Profil : connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, connaître les outils et principes de GRH, maîtriser les règles de rémunération (régime indemnitaire).

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :

Un chargé de projets stratégie foncière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.
Description du poste : piloter le marché d'AMO ingénierie de projets, piloter en étroite collaboration avec le chef de service le marché visant à la constitution du Dispositif de Minoration foncière, développer et animer le réseau avec les acteurs fonciers, élaborer des diagnostics locaux et des référentiels fonciers.

Profil : connaissance fine et actualisée des enjeux de territoire et de société, connaître les marchés fonciers et les critères d'évolution des prix fonciers et immobiliers, connaître les acteurs du foncier (domaines, géomètres, EPF, SAFER, conservatoires, notaires, etc.) et les acteurs de l'observation foncière.

Un chargé de mission contrat de baie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité de la mission, mettre en œuvre les plans d'actions pour l'ensemble des thématiques relevant de la division, élaborer et suivre un budget, monter et suivre des dossiers de subvention.

Profil : fédérer un esprit d'équipe autour de la mer et impulser une dynamique de groupe, animer des réunions de présentation ou de travail.

Un chargé de mission énergie, réseaux gaz inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie métropolitaine en matière de production et de distribution d'énergie (schéma de développement des ENR, schéma directeur des réseaux), assurer le contrôle des concessions de distribution de gaz du territoire, en lien avec GRDF, lancer et piloter les marchés de contrôle.

Profil : connaître le cadre technique et opérationnel de la production des énergies renouvelables, connaître les réglementations et des cadres juridiques attachées à la distribution publique de gaz et à la production des énergies renouvelables (délégation, fiscalité, etc.).

Un chef de projet opérations d'aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre et conduire des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain, participer à la définition du mode de réalisation, organiser et coordonner l'action des différents partenaires, veiller à la cohérence des projets avec les différents schémas stratégiques métropolitains.

Profil : droit de l'urbanisme réglementaire, opérationnel et foncier, modalités de financement d'une opération d'aménagement, réglementation relative aux concessions d'aménagement, techniques de conduites d'opérations.

Un chargé d'opérations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

Description du poste : planifier le déroulement de l'opération depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre, rédiger une feuille de route et l'actualiser, concevoir et mettre en œuvre des cadres opérationnels pour intervenir sur la copropriété en s'appuyant sur des prestataires dans le cadre de commandes publiques, évaluer les ressources (financières, juridiques, humaines) nécessaires aux opérations à conduire, piloter l'intervention des

prestataires, assistants à maîtrise d'ouvrage de l'opération.

Profil : connaissances des outils et acteurs de la Politique de la Ville, connaissances de la commande et des finances publiques (gestion d'un budget), connaissances des procédures juridiques pour le redressement des copropriétés.

Un chargé de mission exploitation ports de plaisance inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

Description du poste : assurer l'interface avec les services territoriaux gestionnaires des ports dont les capitaineries, mobiliser et accompagner l'équipe pour atteindre les objectifs, veiller à l'adéquation des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs, participation à l'élaboration de la stratégie d'exploitation des ports de plaisance.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, encadrer et diriger une équipe, esprit d'équipe, sens des responsabilités. Permis bateau.

Un chargé de projets opérations d'aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter des études de développement d'opérations d'aménagement et de renouvellement urbain, et participation au montage d'opérations complexes, maîtriser les techniques de conduite d'opération.

Profil : connaître les règles et procédures applicables au domaine de l'urbanisme réglementaire, opérationnel, de l'environnement et foncier.

Un chargé de mission développement informatique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer l'interface et la coordination informatique entre les directions de la DGADUST, rédiger la documentation informatique, identifier et traiter les dysfonctionnements, adapter des développements.

Profil : concevoir des outils et des procédures, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, identifier, développer un réseau de partenaires stratégiques, maîtriser l'outil informatique.

Un chef de projet stratégie territoriale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la cohérence et la coordination avec les équipes territoriales, analyser, suivre et alerter sur les problématiques et/ou risques inhérents à une stratégie ou un projet, garantir la cohérence entre les objectifs et la réalisation, s'assurer de la pertinence et de la fiabilité des bilans à établir (opération et/ou programme).

Profil : connaître les règles et procédures applicables au domaine de l'habitat et de l'urbanisme réglementaire, opérationnel et foncier, connaître les instances, processus et circuits de décision des

collectivités, acquérir des notions en géographie et cartographie.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

Un chargé de gestion assurances inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer et piloter une équipe, définir des objectifs, s'assurer de la bonne exécution des projets, contrôler, évaluer, planifier les tâches des équipes et des agents et s'assurer de la qualité des services faits, définir le projet de service, répartir les activités entre les agents, mobiliser et accompagner l'équipe dans l'atteinte des objectifs.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, encadrer et diriger une équipe, maîtriser le droit des assurances, sens des responsabilités.

Un juriste en charge des DSP inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter et coordonner la passation des contrats confiés, et en assurer la régularité juridique, conseiller les services sur le montage des procédures et sur l'exécution des DSP et concessions, participer à la mise en place des outils.

Profil : connaissances juridiques, rigueur, précision, maîtriser la réglementation en DSP et concessions.

Un juriste marchés publics, veille juridique et formation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux

Description du poste : assurer la sécurité juridique des procédures de marchés publics, rédiger et animer des formations internes en matière de marchés publics, mettre en place des outils opérationnels: fiches pratiques des procédures, contrôler, suivant une stratégie définie avec le chef de service, un échantillon de consultations lancé par la Métropole et formuler des recommandations afin de sécuriser les pratiques.

Profil : connaître la réglementation en matière de commande publique, rigueur, précision, aisance relationnelle, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures en droit des contrats publics et/ou des collectivités territoriales.

Un conseiller juridique services publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : conseiller, accompagner et assurer l'accompagnement des services publics, le traitement et le suivi des dossiers et questions des directions et services de l'établissement qui relèvent du champ d'intervention du service.

Profil : expertise en droit public et en droit privé et plus particulièrement en droit public des affaires, capacité à définir des objectifs, capacité à gérer le stress, autonomie, confidentialité.

Diplôme d'études supérieures en droit public.

Un conseiller juridique aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer l'assistance et le conseil pour accompagner l'élaboration des schémas et plans de l'établissement, la création et la réalisation des opérations d'aménagement et de travaux, l'évaluation environnementale des plans, projets et travaux, les questions relatives à l'occupation du domaine public et privé, la mise en concurrence des titres d'occupation du domaine, et tout montage opérationnel complexe.

Profil : expertise en droit public et en droit privé et, plus particulièrement, en droit public des affaires, droit de l'urbanisme, droit de la commande publique, droit de la construction, droit de l'environnement et droit de la propriété des personnes publiques.

Un conseiller qualité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en place le processus qualité de la commande publique visant à assurer la sécurité juridique des procédures de marchés publics et à améliorer l'efficacité de la Commande Publique, participer à la mise en œuvre et au déploiement d'outils et process de la dématérialisation des procédures des marchés publics, concessions et de l'administration fonctionnelle.

Profil : rédiger et animer des formations internes et la création de didacticiels pour la prise en main des outils métier de la commande.

Un juriste marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assister et encadrer la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire, conseiller et assister sur le plan juridique les Directions sur le choix du montage contractuel approprié, garantir par son contrôle, son expertise et ses observations la régularité juridique de la procédure de mise en concurrence et du contrat au regard des textes et solutions jurisprudentielles applicables de la préparation du DCE à la notification du marché ou du contrat.

Profil : améliorer les pratiques professionnelles des agents, évaluer les risques juridiques, maîtriser la réglementation des marchés publics, capacité d'analyse et de synthèse, capacité rédactionnelle.

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information :

Un chef de projet informatique applications financières inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter des projets informatiques à destination des maîtrises d'ouvrage dans les domaines relevant de la compétence du service : assister la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, conduire

des projets d'informatisation, organiser le maintien en condition opérationnelles des applications, produire des indicateurs de pilotage, de suivi et d'évaluation.

Profil : assurer la gestion et le suivi d'un projet, connaître les métiers dans la mise en œuvre d'un projet, connaître les cadres juridique, budgétaire et comptable, capacité d'analyse.

Un chef de projet informatique domaine rh inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la cohérence et le développement du système d'information SIRH et du système d'information des assemblées, analyser et comprendre les besoins fonctionnels, rédiger les spécifications techniques détaillées, préparer et conduire les éventuelles consultations, analyser les solutions et propositions de choix en collaboration avec la DGARH.

Profil : coordonner et contrôler les interventions des prestataires privés, sous-traitants, analyser, comprendre et répondre à un besoin, évaluer les coûts d'un projet, connaître l'architecture et les fonctionnalités d'un système, autonomie, capacité d'analyse.

Un géomaticien 3D inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : gérer l'acquisition, l'exploitation et la diffusion de la 3D sur le territoire métropolitain, travailler en concertation avec les directions pour définir les besoins, conduire l'acquisition, le stockage et la modélisation de données afin d'assurer une diffusion de maquettes 3D aux services demandeurs.

Profil : connaissance des concepts et applications des S.I.G, DAO et logiciels 3D, maîtriser des logiciels spécifiques au domaine d'activité, exploitation et optimisation des systèmes 3D, sens de l'organisation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

Un ingénieur réseaux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer les tâches d'exploitation au sein de la DGA, assurer le bon fonctionnement des applications, assurer l'intégration de nouveaux logiciels, être en charge de la maintenance de l'ensemble des outils informatiques, assurer la coordination entre les différents interlocuteurs du projet (maîtrises d'ouvrages, réseaux, télécoms, postes de travail, prestataires, éditeurs ...).

Profil : Maîtriser les logiciels spécifiques au domaine d'activité, rigueur, précision, confidentialité, autonomie, capacité d'analyse.

Un ingénieur système inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer les tâches d'exploitation au sein de la DGA : installer, mettre en

production, administrer et exploiter les moyens informatiques du centre de production, assurer la gestion courante de l'exploitation des systèmes informatiques, contrôler le fonctionnement des équipements informatiques (physiques et logiques) du centre de production, administrer les serveurs de la collectivité.

Profil : savoir gérer la mise en place d'un projet, aider à la décision, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, sens de l'organisation, esprit d'équipe, capacité d'écoute. Bac +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture, Forêts, Paysages et Intérêt Métropolitain :

Deux chargés de mission natura 2000 « Côte Bleue - Chaîne de l'Estaque – Falaises de Niolon » et « Étangs de Saint-Blaise – Garrigues de Lançon » inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer le programme d'actions Natura 2000, monter et suivre les dossiers de demande de subventions, organiser et animer les réunions du COPIL Natura 2000, rechercher et contacter les organismes ou personnes susceptibles de mettre en œuvre les actions prévues dans le document d'objectifs et les mesures contractuelles.

Profil : bonnes connaissances en écologie et gestion des milieux naturels méditerranéens, utilisation des outils de cartographie (Systèmes d'informations géographiques), savoir-faire en gestion et en animation de projets, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, élaboration et passation de marchés publics.

Un chargé de mission SCoT inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer, porter, coordonner et suivre les ambitions de la DGA concernant l'urbanisme la protection de l'aménagement du territoire, coordonner et suivre les études et les productions, animer la réflexion et la mise en cohérence, relation avec l'ensemble des partenaires et institutions concernées.

Profil : veille législative et réglementaire.

Un chargé de projets agro alimentation durable inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : faire émerger, accompagner, mettre en réseau les projets et actions dans le domaine agroalimentaire, analyser, suivre et alerter sur les problématiques et/ou risques inhérents à une stratégie ou un projet, garantir la cohérence entre les objectifs et la réalisation, assurer les relations et développement de partenariat avec l'ensemble des institutions et des acteurs locaux de l'alimentation durable.

Profil : aptitude à la communication orale et écrite, conduire et animer des réunions, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, bonne connaissance des enjeux liés à l'Agriculture et l'Environnement,

connaissance des politiques européennes et françaises, autonomie, capacité à travailler en partenariat et en transversalité. Bac +5.

Un chargé de projets nutrition, santé accessibilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : rédiger des documents liés au PAT, analyser, suivre et alerter sur les problématiques inhérentes à une stratégie ou un projet, garantir la cohérence entre les axes - projets des thématiques Nutrition – Santé, accessibilité sociale, Politique de la Ville et ceux du PAT, assurer les relations et développement de partenariats avec l'ensemble des institutions et des acteurs locaux de l'alimentation en particulier santé – nutrition, accessibilité sociale, politique de la ville.

Profil : développement et pilotage de projets structurants, connaissance des politiques européennes et françaises, connaissance des marchés publics, capacité à travailler en équipe, analyser et hiérarchiser, capacité d'analyse. Bac +5.

Un chargé de projets ressources en eau agricole inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : contribuer à la protection de la ressource en eau d'un point de vue qualitatif et quantitatif, contribuer aux études et analyses de besoin en eau notamment le projet SINERGI sur la nappe de la Crau, assurer le suivi de la protection des zones de captages d'eau potable Suivi des projets et rédaction de fiche de synthèse.

Profil : connaissance des acteurs dans le domaine de l'eau, notamment des services d'irrigation (ASA, Société du Canal de Provence, Structures hydrauliques...) et de l'agriculture (Chambre d'agriculture, SAFER, Associations publiques...).

Chef de projet – service économie agricole et innovations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à la rédaction des cahiers des charges des marchés, appels à projets, conventions, partenariats ou demandes de subventions à mettre en œuvre pour le développement de la stratégie économique agricole, assurer le suivi des conventions et projets accompagnés par le service, rencontrer les porteurs de projets et leur apporter un suivi régulier.

Profil : maîtriser l'ingénierie financière dédiée à l'agriculture, bonnes connaissances des enjeux liés à l'Agriculture et l'Environnement, connaissances des politiques européennes et françaises en matière d'agriculture et d'alimentation, connaissances des marchés publics.

Un directeur paysage inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine et ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : assurer le recensement des paysages environnementaux et urbains métropolitain,

élaborer le cahier des charges relatif à la prestation photographique pour la création d'un observatoire photographique du paysage (OPP), suivre la prestation, assurer la rédaction du diagnostic et du projet de paysage métropolitain, en relation avec les agences d'urbanisme

Profil : aider à la décision, aptitude à la communication orale et écrite, concevoir des outils et des procédures, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, curiosité d'esprit, disponibilité, esprit d'équipe.

Un directeur sites et espaces naturels inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer l'élaboration du schéma métropolitain de préservation et valorisation des sites et espaces naturels, porter cette politique en interne et en externe, entretenir et développer les relations auprès des partenaires institutionnels et privés.

Profil : maîtriser les systèmes d'informations géographiques, savoir-faire en gestion et en animation de projets, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, élaboration et passation de marchés publics, connaître le fonctionnement des intercommunalités.

Un responsable de division foncière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participation à l'animation et au suivi des conventions SAFER en lien avec les territoires et les communes concernés, mettre en œuvre et suivre des actions foncières innovantes, mettre en place et suivre les projets d'aménagement agricole, piloter les études en lien avec la préservation du foncier agricole.

Profil : lire et analyser des documents de projet, au regard des documents opposables et de la réglementation en vigueur, contrôler et valider les documents et études produits en externe ou en interne.

Article 2 :

Il est nécessaire de redéfinir un emploi de la DGA Agriculture, Paysages et Forêts pour permettre leur adéquation avec les besoins identifiés, sans création de postes budgétaires :

Un conseiller technique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : Définir la politique métropolitaine en matière d'agriculture et d'économie agricole notamment, assister et conseiller le DGA dans la conduite et le portage des projets innovants de la métropole, conduire les audits et analyses des filières de la DGA, préparer et coordonner le travail des commissions métropolitaines dédiées en relation avec les élus concernés, être chargé du traitement des dossiers et courriers réservés du DGA en relation avec les partenaires institutionnels et privés.

Profil : aider à la décision, aptitude à la communication orale et écrite, concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, sens de l'écoute et du travail en équipe, capacité d'initiative, autonomie, capacité d'adaptation.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 054-3824/18/CM

■ Modalités de mise en œuvre du Compte Personnel de Formation (CPF) MET 18/7091/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Compte Personnel de Formation (CPF) et le Compte d'Engagement Citoyen (CEC) composent le Compte Personnel d'Activité (CPA), instauré dans la fonction publique territoriale par l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017.

Le CPF permet d'acquérir et de mobiliser des droits à la formation et se substitue au Droit Individuel à la Formation (DIF).

Ces droits prennent la forme d'un crédit d'heures de formation pris en charge par l'employeur. Ce projet peut s'inscrire dans le cadre d'une mobilité, d'une promotion ou d'une reconversion professionnelle, y compris vers le secteur privé, conformément aux dispositions de l'article 22 ter de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Le CPF s'adresse à tout agent public, titulaire, stagiaire ou contractuel, sur emploi permanent ou non, à temps complet ou incomplet, en CDD ou CDI, sans aucune ancienneté requise.

Le règlement formation métropolitain reprend le cadre réglementaire dans lequel s'inscrivent ces nouveaux droits : les actions éligibles, les modalités d'alimentation du compte et les procédures de formalisation de la demande à suivre au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il prévoit aussi ses modalités de financement comme suit :

- Enveloppe dédiée au CPF = 180 000 € (sur un budget formation de 1 312 000€)
- Plafond par action de formation : 6 000€ frais annexes compris

- Mise en place d'une Commission de sélection qui se réunira 2 fois par an, composée :
 - du Directeur Emploi et Compétences
 - du Chef du Service Formation
 - du Référent Territoire concerné
 ainsi que de tout Responsable concerné par les dossiers de demande présentés.
- Demande argumentée transmise par l'agent avec validation du Chef de Service, présentant le projet professionnel dans lequel elle s'inscrit
- Les critères de sélection des demandes seraient les suivants par ordre de priorité :
 - Agent en situation de prévention d'une inaptitude
 - Projet professionnel dans la Métropole
 - Projet professionnel dans la Fonction Publique Territoriale, voire dans l'ensemble de la Fonction Publique

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de financement du Compte Personnel de Formation telles que décrites au sein de la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les conventions, et tous les documents afférents aux actions de formation relevant du Compte Personnel de Formation.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole, Chapitre : 011 - Nature : 6184 - Fonction : 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 055-3825/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de personnels auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence
MET 18/7095/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°061-2719/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018 au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Puis par délibération n°031-3545/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une modification, par voie d'avenant, de l'annexe, fixant la liste des emplois mis

à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, de ladite convention.

Aujourd'hui, suite à la sollicitation de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence dans le cadre de mobilités par la voie de la mise à disposition visant à pourvoir des besoins d'emplois au sein des services de cette régie en remplacement d'emplois vacants inscrits dans l'annexe, approuvée par délibération du 15 février 2018 précitée, fixant la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, il s'agit :

- de remplacer 1 emploi de catégorie C de la filière administrative exerçant les fonctions de « hôtesse d'accueil billetterie » pour un temps de mise à disposition de 100% par un emploi de catégorie B de la filière culturelle exerçant les fonctions de « chargée de publication » pour un temps de mise à disposition de 100%, à compter du 1^{er} juillet 2018.

Pour ce faire, il convient de modifier par un avenant n° 2 ladite annexe à la convention, relative à la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, pour prendre en compte la modification sus décrite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015, portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 061-2719/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017,

approuvant la convention avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018 ;

- La délibération n° 031-3545/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de personnels auprès de la régie Scènes et Cinés Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que suite à la sollicitation de la Régie Scènes et Cinés, dans le cadre de la mobilité par voie de mise à disposition, il est demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence la mise à disposition d'un agent de catégorie B issu de la filière culturelle visant à pourvoir l'emploi de « chargée de publication » au sein de ladite Régie en remplacement d'un emploi vacant de « hôtesse d'accueil billetterie » de catégorie C de la filière administrative ;
- Que conformément aux dispositions législatives et réglementaires, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend faire droit à cette demande ;
- Qu'il convient, dès lors, de prendre en compte ce changement en modifiant par avenant n°2 l'annexe à la convention de mise à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, telle qu'approuvée par la délibération n°031-3545/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 portant l'avenant n°1 à ladite convention ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018, modifiant, à compter du 1^{er} juillet 2018, l'annexe fixant la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, telle que présentée.

Article 2 :

Les dispositions de la convention de mise à disposition de personnels pour l'exercice 2018 au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence

issues de la délibération n° 061-2719/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017, restent inchangées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 056-3826/18/CM

■ Création d'une centrale d'achat métropolitaine à l'échelle du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7356/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dès la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la mutualisation des achats des différents territoires et directions a constitué l'un des chantiers prioritaires. De nombreux projets ont ainsi été initiés, et les premiers marchés mutualisés ont permis de générer des économies d'échelle substantielles, qu'il s'agisse de l'acquisition des équipements de protection individuelle, de fourniture de bureaux ou de marchés d'assurance, trois exemples dans lesquels les gains constatés sont de l'ordre de 50% par rapport aux prix antérieurs.

Le travail de convergence des besoins et de réflexion sur les stratégies d'acquisition menées par les acheteurs a en outre permis d'initier une dynamique d'échanges et de diffusion des meilleures pratiques entre les services et les territoires ; c'est un chantier qui contribue à la construction d'une véritable culture d'achat métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a par ailleurs négocié avec l'UGAP une nouvelle convention partenariale sur la base des volumes de commande agrégés de la Métropole, de la RTM et de la RDT13, ce qui a permis de diminuer sensiblement les marges appliquées. Surtout, elle a souhaité en faire pleinement bénéficier l'ensemble des communes membres qui le souhaitent, sans que celles-ci aient à s'engager contractuellement sur des volumes annuels.

C'est forte de ces premiers succès que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite aujourd'hui faire bénéficier plus largement toutes les communes qui le souhaitent aux économies d'échelle qu'elle parvient à dégager sur ses achats, en les associant sur la base du volontariat à des projets de mutualisation.

Les réflexions de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont donc portées sur la création d'une centrale

d'achat en vertu de l'article 26-I de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics issu de la transposition des directives européennes n°2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014.

Cette ordonnance permet à un acheteur dont les achats sont soumis aux règles de la commande publique telles que définies par celle-ci, de se constituer en centrale d'achat. Sont considérées comme des acheteurs, les personnes morales de droit public conformément à l'article 10 de cette ordonnance. Enfin, ce texte ajoute que les acheteurs qui recourent à une centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

Dans ce cadre, la Métropole acheteur public, qui soumet ces achats aux règles de la commande publique, peut se constituer en centrale d'achat. Celle-ci aura pour activité « *la passation de marchés publics ou la conclusion d'accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à des acheteurs* », tel que le prévoit l'article 26-I-2 de l'ordonnance précitée. Les marchés et accords-cadres concluent par la centrale d'achat ne concerneront que les compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence telles que fixées par les textes législatifs et réglementaires, y compris les achats transversaux liés aux fonctions support pour exercer ces compétences.

La centrale d'achat opérera dans les limites géographiques du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'adhésion, sur une base volontaire, sera ouverte exclusivement aux bénéficiaires suivants :

- aux communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- aux entités publiques qu'elle finance ou contrôle.

Les objectifs de la centrale d'achat sont multiples :

- optimiser la dépense publique et permettre aux communes de bénéficier de prix plus bas en jouant sur l'effet volume,
- réduire les coûts de passation des procédures, et mettre au service des communes qui le souhaitent la capacité d'ingénierie achat de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- stimuler la concurrence tout en préservant le tissu économique local, conformément aux engagements du pacte de gouvernance financier et fiscal. Les mutualisations ne sont pas antinomiques d'un meilleur accès des TPE et PME aux marchés de la collectivité, et la Métropole utilise chaque fois que nécessaire les outils permettant de préserver les opérateurs économiques de petite taille (allotissement géographique, limitation du nombre de lots attribuables à un même opérateur etc.).

Consécutivement à la création de la centrale d'achat, une convention constitutive définissant les conditions générales de recours et l'adhésion des bénéficiaires fera l'objet d'une nouvelle délibération soumise au vote d'un prochain Conseil. Cette délibération précisera également l'organisation générale des activités de passation et d'exécution des marchés et accords-cadres passés par la centrale d'achat ainsi que les grands principes suivants :

- la Commission d'Appel d'Offres de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera compétente pour attribuer les marchés lancés par la centrale d'achat ;
- chaque adhérent sera responsable de l'exécution des bons de commande et marchés subséquents qu'il passera en exécution des accords-cadres notifiés par la centrale ;
- l'adhésion sera gratuite, et chaque adhérent demeurera libre de fixer sa propre politique achat et de recourir à la centrale en opportunité selon ses propres besoins.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les directives européennes n°2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014 ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire d'amplifier la dynamique de mutualisation initiée depuis le 1^{er} janvier 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'y associer plus largement toutes les communes qui le souhaitent pour

leur permettre de bénéficier d'économies d'échelle ;

- Qu'à cet effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence, acheteur public qui soumet ces achats aux règles de la commande publique, peut se constituer en centrale d'achat conformément à l'article 26-I de l'ordonnance n°2015-899 relative aux marchés publics ;
- Qu'il est nécessaire de faire approuver la constitution de la centrale d'achat et ces principes par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une centrale d'achat par la Métropole Aix-Marseille-Provence dont l'activité est limitée aux marchés publics ou la conclusion d'accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à des acheteurs, dans les conditions prévues à l'article 26 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Article 2 :

Est approuvé le principe selon lequel le périmètre de cette centrale d'achat est circonscrit aux compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence telles que fixées par les textes législatifs et réglementaires, y compris les achats transversaux liés aux fonctions support pour exercer ces compétences

Article 3 :

Est approuvé le principe selon lequel les bénéficiaires de cette centrale d'achat sont les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les entités publiques qu'elle finance ou contrôle qui pourront librement adhérer à celle-ci.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre tout acte nécessaire à cette constitution de centrale d'achat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-3827/18/CM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre-Ville en Mouvement - Paiement de la cotisation 2018
MET 18/6584/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017. L'une de ses orientations stratégiques consiste à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certaines communes métropolitaines voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...). Soutenir et dynamiser le commerce de proximité et l'artisanat constituent, à ce titre, une priorité métropolitaine.

Ce phénomène de dévitalisation de nombreuses centralités urbaines, bien que contrasté d'un territoire à l'autre, devient préoccupant tant le commerce participe à la vie de la cité et la façonne en grande partie. Des commerces dynamiques et durables sont indispensables à l'attractivité des centres villes, la vie locale des communes et la vitalité de la Métropole. Faire vivre les « commerces de proximité » est une attente forte partagée par les communes et leurs habitants et représente un véritable enjeu de développement économique.

Afin d'accompagner les communes de la Métropole dans leur politique en faveur du commerce de proximité et de la redynamisation de leur centre-ville, il est proposé une adhésion métropolitaine au réseau des Centres-villes et de l'Innovation animé par l'association Centre-Ville en Mouvement.

Le réseau des Centres-Villes durables et de l'Innovation

Créée en 2005 par des élus locaux, parlementaires, consulaires, représentants de corps d'Etat et chercheurs pour faire face aux besoins croissants des habitants par rapport à leurs centres-villes, l'association Centre-Ville en Mouvement accompagne et fédère ses membres de toutes sensibilités dans

leurs projets d'innovation et de redynamisation des centres-villes. Véritable plateforme nationale, l'association accompagne les collectivités à retrouver l'attractivité et la vitalité des centres-villes, grâce à une approche décroisée de son réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation.

Depuis plus de 10 ans, les acteurs du réseau s'impliquent ensemble dans la réflexion et la mise en œuvre de programmes qui prennent en compte en amont les mutations sociologiques et les évolutions profondes des modes de vie et des habitudes de consommation de notre société. Le réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation compte aujourd'hui plus de 300 collectivités membres sur l'ensemble du territoire : villes, métropoles, Agglomérations (englobant un grand nombre de villes moyennes et de centres-bourgs), CCI, SEM, CMA...

Les actions du réseau :

Redynamiser son centre-ville nécessite d'être en alerte sur les aspects réglementaires, les programmes nationaux, les études réalisées ou en cours, mais il est également indispensable d'être nourri d'expériences éventuellement transposables. Pour accompagner ses membres, le réseau propose :

- un site internet, véritable centre de ressources et d'informations sur les collectivités,
- une newsletter bi-trimestrielle,
- une boîte à idées présentant régulièrement une trentaine d'expériences innovantes,
- l'organisation annuelle des Assises Nationales du Centre-Ville, en parallèle du salon Centre-Ville Expo,
- l'animation et le développement du réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation (un forum annuel, plusieurs ateliers thématiques par an, veille, mise en relation des membres et partage d'information sur certaines questions...),
- l'animation de la Délégation Nationale du Management de Centre-Ville les visites de terrain.

Apports de l'adhésion métropolitaine :

L'objectif du réseau est de répondre aux attentes des membres en leur permettant de trouver des réponses à leurs questions, de les aiguiller sur leurs problématiques relatives à la dynamisation des centres-villes. Plusieurs outils sont disponibles afin de valoriser et accélérer les échanges : une plate-forme collaborative avec un forum pour des discussions instantanées, un espace dédié au partage de documents, et un annuaire répertoriant l'ensemble des contacts référents et pertinents. Dès que la collectivité devient membre, un identifiant est automatiquement fourni.

Les collectivités membres du réseau peuvent communiquer sur leurs actions et projets grâce aux supports de communications (site internet, newsletters, boîtes regroupant sous forme de fiches des idées innovantes, 4 pages détaillant des

nouveaux outils législatifs, 4 pages sur les nouveaux métiers...), et interventions lors de nos événements.

Des Ateliers, destinés aux membres du réseau, sont régulièrement proposés. Ils s'articulent autour de thèmes variés et concrets : le dernier kilomètre de livraison, la gestion de centre-ville, les nouveaux concepts de boutique, le merchandising, les nouveaux services, les déchets, le stationnement, des séminaires par exemple sur le dialogue avec le monde commerçant...

L'association Centre-Ville en Mouvement s'engage à soutenir les collectivités du réseau dans la réalisation de leurs projets, en leur apportant expertise et données établies par les autres membres. Grâce aux réflexions menées lors des ateliers et des assises, les membres du réseau bénéficient d'un appui technique pour pérenniser, développer, et aller plus loin dans leurs actions.

L'association Centre-ville en Mouvement propose un forfait de 9 000 €/an pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence (soit 5 250 euros pour la période du 1^{er} juin au 31 décembre 2018).

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres-villes métropolitains, il est donc proposé une adhésion de la Métropole à l'association Centre-Ville en Mouvement pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur de l'attractivité des centres villes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre-Ville en mouvement pour l'année 2018, ainsi que le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 5 250 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé 2018 de la Métropole – Sous Politique B370 – Chapitre 011 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-3828/18/CM

■ **Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Modification de la délibération n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017
MET 18/7009/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus.

Dans ce cadre, par délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour l'accessibilité, présidée par le Président de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseil de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents de la Métropole et de membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité.

Cependant, compte tenu des modifications intervenues dans les délégations de fonctions

accordées aux Vice-Présidents et notamment l'octroi d'une nouvelle délégation de fonction en ce qui concerne le handicap, il est nécessaire d'actualiser et de modifier la composition de ce dernier collège.

Dans ces circonstances, il convient de modifier le point II-1-1 de la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017, comme suit :

" II-1-1 Un collège composé de 11 Vice-Présidents et de 3 membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité :

- Mobilité, Déplacements, Transports
- Habitat, logement et Politique de la ville
- Espace Public et Voirie
- Territoire numérique et Innovation technologique
- Promotion et Développement du Tourisme
- Patrimoine, Logistique et Moyens Généraux
- Développement des entreprises, Zones d'Activités, Commerce et Artisanat
- Sports et Equipements sportifs
- Equipements d'Intérêt Métropolitain
- Culture et Equipement culturels
- Ports et infrastructures portuaires
- Enseignement Supérieur, Recherche et Santé
- Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire
- Handicap

Tout autre Vice-président ou membre du Bureau métropolitain dont le domaine d'intervention viendrait à être concerné par l'accessibilité, pourrait être sollicité ultérieurement."

Les autres dispositions de la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017 restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2143-3 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant création de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/028/CM du 13 février 2018 portant abrogation de l'arrêté n°16/116/CM et délégation de fonction à Madame Martine CESARI en ce qui concerne le handicap.
- L'information aux Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que, par délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour l'accessibilité, présidée par le Président de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseils de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents et de membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité ;
- Qu'il est nécessaire de modifier la composition de ce dernier collège pour tenir compte des modifications intervenues dans les délégations de fonctions accordées aux Vice-Présidents et notamment de l'octroi d'une nouvelle délégation de fonction en ce qui concerne le handicap ;
- Qu'il convient ainsi de modifier le point II-1-1 de la délibération précitée, comme indiqué ci-avant ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification, telle qu'indiquée ci-dessus, du point II-1-1 de la délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Article 2 :

Les autres dispositions de la délibération modifiée restent inchangées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-3829/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 8 au contrat de concession relatif à la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille QPark France

MET 18/7036/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n°87/042 du 23 février 1987 concernant le parc de stationnement Estienne d'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole aux droits de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans, a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 17 juin 2016, la Société Massilia Park a cédé l'intégralité de son capital social à la Société QPark France au sein de laquelle elle a été fusionnée le 31 décembre 2016, après accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce contrat de concession s'achèvera le 22 août 2018. Par délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 7 ans, afin de poursuivre cette activité concédée.

Avant la remise des offres, cette procédure a donné lieu à de nombreuses questions de la part des candidats. Aussi et afin de permettre à la collectivité de conduire les analyses des offres et les négociations avec l'ensemble des candidats dans un délai raisonnable, il apparaît nécessaire de prolonger de 6 mois le contrat de concession actuel, par voie d'avenant.

Le parking Estienne d'Orves génère un chiffre d'affaires d'environ 2,9 millions d'euros hors taxes alors que le montant de la redevance annuelle reversée à la collectivité reste modeste et s'élève à environ 12 000 euros par an. De plus la requalification du centre-ville, devant intervenir dans les prochains mois, risque d'entraîner la suppression de places de stationnement sur voirie au profit des résidents le Parking Estienne d'Orves pouvant leur offrir une solution de substitution.

Aussi, après négociations engagées avec le concessionnaire, la Métropole a obtenu le versement d'une redevance variable à hauteur de 90 000 € HT par mois d'activité complémentaire, soit une redevance complémentaire évaluée à 540 000 €HT pour 6 mois ainsi que la mise en place d'un abonnement « résident » dont le tarif est fixé à 900 €TTC par an, qui sera commercialisé dès le 1^{er} septembre 2018.

L'ensemble de ces évolutions contractuelles a été repris au sein du présent avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;
- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au

fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;

- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat d'un an et demi ;
- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant le dit contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de concession concernant l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille par la Société Massilia Park ;
- Le courrier du 17 juin 2016 émanant de la société Massilia Park notifiant la cession de l'intégralité du capital social de la Société Massilia Park à la société QPark-France à compter du 17 juin 2016 ;
- La délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017, approuvant l'avenant n° 7 au contrat de concession concernant l'exploitation du parking Estienne d'Orves ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 13 avril 2018
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987 dont la gestion et l'exploitation sont confiées à la Société QPark France arrivera à échéance le 22 août 2018 ;
- Que le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public pour la

gestion de cet équipement, à l'issue du contrat de concession actuel, dans le cadre d'un affermage pour une durée de 7 ans ;

- Qu'il s'avère nécessaire pour la collectivité de disposer d'un délai supplémentaire pour analyser l'ensemble des offres reçues et conduire les négociations avec les différents candidats, dans un délai raisonnable ;
- Qu'en contre partie de ce prolongement contractuel, le concessionnaire versera une redevance variable à hauteur de 90 000 €HT par mois d'activité complémentaire, soit 540 000 €HT pour la durée de prolongation de 6 mois ;
- Que compte tenu de l'opération de requalification du centre-ville il s'avère nécessaire de proposer un abonnement annuel aux résidents à un tarif fixé à 900 € TTC par an dès le mois de septembre 2018.
- Que le concessionnaire accepte de mettre en vente ce produit tarifaire à compter de cette date.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 8 ci-annexé concernant la prolongation pour une durée de 6 mois, du contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987, relatif à la gestion et l'exploitation du parking Estienne d'Orves sis à Marseille, concédé à la Société Q-Park France.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur l'Etat Spécial du territoire de Marseille 2019 du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique C350 – Nature 757– Chapitre 75– Fonction 518

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-3830/18/CM

■ Approbation du programme technique révisé pour la relance de l'opération de construction du dépôt du réseau des bus de l'Etang passant au gaz GNV et situé dans la zone de l'Anjoly à Vitrolles dans le cadre du Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7043/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a la charge de la construction d'un dépôt de bus pour le réseau des bus de l'Etang dans la zone de l'Anjoly à Vitrolles.

La Métropole a entériné par délibération du 19 octobre 2017 la construction d'une station GNV sur le terrain mitoyen de celui du futur dépôt. Cette station GNV permettra au réseau les bus de l'étang de s'inscrire dans la transition énergétique par un fonctionnement des véhicules au GNV. La Métropole se met ainsi en conformité avec les obligations imposées aux collectivités territoriales par la loi n° 2015-992 du août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et met ainsi en application le programme défini dans son agenda métropolitain de la mobilité adopté en décembre 2016.

A la date de la décision de construire une station GNV et de faire fonctionner le réseau des bus de l'Etang au GNV, le projet de construction du dépôt, initié par le SMITEEB, en était au stade de la consultation des entreprises pour l'attribution des travaux. Le marché de maîtrise d'œuvre, en cours d'exécution, a donc été résilié pour motif d'intérêt général, au vu de l'évolution du projet et de la nécessité d'apporter des modifications substantielles à de nombreux lots des CCTP travaux pour l'ajout d'alimentation en gaz et équipements de sécurité dans les ateliers et sur le parking.

Il convient à présent de proposer à l'assemblée délibérante, l'approbation du programme révisé pour relance de l'opération du dépôt du réseau des bus de l'étang intégrant les adaptations nécessaires au fonctionnement des véhicules au GNV.

Le programme général de l'opération consiste toujours en l'aménagement complet d'un terrain de 15 815 m² comprenant :

- un parking pour bus de 69 places,
- un parking pour véhicules légers de 70 places et divers équipements extérieurs (des auvents pour stationnement deux roues, pompes et DIB, une station de carburant soumise à la déclaration ICPE au titre des rubriques 1435/4734, une aire de lavage des châssis, un bassin de rétention des eaux pluviales...),
- un bâtiment de bureaux et divers locaux sur deux niveaux
- un atelier pour l'entretien des Bus
(Surface totale des locaux de 2 091 m²)

Mais par ailleurs, suite à la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence de passer progressivement les bus de l'Etang lors de leur renouvellement à une motorisation adaptée au GNV des équipements complémentaires suivants préconisés dans un rapport rédigé par le BET SETEC doivent être intégrés au Programme révisé de l'opération de Dépôt de Bus ;

- des bornes d'alimentation au gaz GNV à charge lente pour chaque place de parking des bus et une borne d'alimentation rapide GNV, reliées par un réseau haute pression à la future station GNV poids lourds prévue d'être implantée sur le terrain mitoyen - soumises à déclaration ICPE au titre de la rubrique 1413

- divers équipements de sécurité complémentaires au projet seront installés dans les ateliers pour limiter les risques engendrés par les fuites de gaz GNV lors de l'entretien des bus Lanterneaux de désenfumage automatique et portes sectionnelles dont les moteurs seront classées ATEX à asservir au système de détection gaz pour assurer une ventilation naturelle suffisante / Installation de cloisons et portes coupe-feu entre locaux techniques et hall de maintenance / Arrêts d'Urgence , Eclairage de sécurité , diffuseurs lumineux et diffuseurs sonores à classer ATEX / Installation d'une détection Gaz avec deux détecteurs linéaires infrarouge ne Bas et en haut de l'Atelier comprenant trois seuils d'action suivant décret du 9 mai 1985 et du 7 décembre 1984

- du matériel permettant d'assurer une maintenance aisée sur les bus à motorisation GNV (création d'un pont roulant Atex 1 tonne / passerelle d'accès en toiture avec garde-corps sécurisé pour maintenance des circuits gaz /)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- La nécessité d'approuver le programme technique révisé pour la réalisation de la construction du dépôt des Bus de l'Etang, destinés à être motorisés au GNV.

Délibère

Article unique :

Est approuvé, le programme technique, de l'opération pour la réalisation de la construction du dépôt des Bus de l'Etang.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-3831/18/CM

■ Déclaration sans suite de la procédure de Délégation de Service public pour la gestion et l'exploitation des parkings du littoral sur la commune de Martigues MET 18/7040/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 17-219 du 30 juin 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Martigues a approuvé le principe de la Délégation de Service Public des parcs en enclos du littoral sis sur son territoire pour une durée de 7 ans. Un avis d'appel public à la concurrence a été publié le 14 novembre 2017 au BOAMP, fixant la date et heures limites de remise des candidatures et des offres au 6 décembre 2017 à 12 h 00.

Un pli a été déposé dans les délais impartis émanant de la SEMOVIM.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission de Délégation de Service Public a examiné la candidature reçue. Le candidat répondait aux obligations d'emploi des travailleurs handicapés. Elle a considéré que la SEMOVIM offre des garanties techniques et financières satisfaisantes qui la rendent apte à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. La Commission a alors admis le candidat à présenter son offre et a procédé à l'ouverture de celle-ci.

Dans sa séance du 28 décembre 2017, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie pour examiner l'offre du soumissionnaire selon les critères de jugement portés dans le dossier de consultation des entreprises.

Par suite du transfert de la compétence communale « Parcs et Aires de Stationnement » intervenu au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018 et conformément aux dispositions de la convention de gestion provisoire conclue entre la

ville de Martigues et la Métropole, cette dernière est seule habilitée à poursuivre la procédure d'attribution de la présente délégation de service public.

Au stade actuel de la procédure, il apparaît que le périmètre du contrat de concession a fortement évolué depuis le lancement. En effet, entre l'adoption de la décision de lancement d'une délégation de service public et la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, la commune de Martigues a réduit le nombre de parcs à exploiter par le délégataire, de trois (Verdon, Sainte Croix et La Saulce) à deux (Verdon et Sainte Croix).

Par ailleurs, le transfert de gestion de ces deux parkings implique que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'interroge sur la consistance et sur le périmètre des parcs en mutualisant certains équipements. Ce travail de rationalisation et d'optimisation du service public de stationnement ne pourra pas faire l'objet d'un avenant au contrat de concession qui aurait été attribué à l'issue de la procédure de passation. L'objectif de la réflexion sur le périmètre et sur le mode de gestion est d'assurer une meilleure qualité du service rendu à l'utilisateur.

La réduction du périmètre du contrat par la Ville de Martigues en cours de procédure de passation ainsi que la redéfinition du besoin de la Métropole caractérisent un motif d'intérêt général justifiant l'abandon de la procédure.

Il est ainsi proposé de déclarer sans suite, pour ce motif d'intérêt général, la procédure de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des parkings du littoral sur la commune de Martigues et d'exploiter ces ouvrages en gestion directe.

Dans ce cadre il convient de définir d'une part les conditions d'exploitation des parkings sus visés et les tarifs qui seront appliqués durant la période d'ouverture payante de ces derniers, s'étalant du 1^{er} mai au 30 septembre de l'année.

Ces éléments sont annexés au présent rapport. Ainsi, l'annexe 1 et l'annexe 2 concernent respectivement, le règlement intérieur applicable au sein de ces parkings et la grille tarifaire qui sera appliquée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°17/2019 du 30 juin 2017, la Ville de Martigues a approuvé le principe de la Délégation de Service Public, sous forme d'affermage d'une durée de 7 ans, comme mode de gestion des parkings du Littoral.
- L'avis du Comité Technique Paritaire dans sa séance du 29 juin 2017
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 20 juin 2017
- Les procès-verbaux de la Commission de délégation de service public du 28 décembre 2017
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat et ses annexes ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil Municipal de la Ville de Martigues avait adopté le 30 juin 2017 le principe de la Délégation de Service Public ;
- Que le périmètre du service confié a été réduit de trois à deux parcs ;
- Que la compétence communale « Parcs et Aires de Stationnement » a été transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018 ;
- Que la convention de gestion provisoire conclue entre la ville de Martigues et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a entendu habiliter la Métropole à poursuivre la procédure d'attribution de la présente délégation de service public.
- Que le contexte en matière de stationnement a évolué par suite du transfert de la compétence
- Qu'il serait donc souhaitable au motif d'intérêt général de redéfinir la consistance du service à confier dans le cadre d'une nouvelle procédure de Délégation du Service Public.

- Que les parkings seront de ce fait gérés en régie en 2018 ;
- Qu'il convient dans ce cadre de définir le règlement intérieur et la grille tarifaire qui seront en vigueur au sein de ces parkings.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la déclaration sans suite, au motif d'intérêt général, de la procédure de délégation de service public des parkings du littoral sur la commune de Martigues.

Article 2 :

Les parkings Sainte Croix et Verdon sont exploités directement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Est approuvée, la grille tarifaire ci-annexée appliquée à compter du 1^{er} Juillet 2018, au sein des parkings en enclos Sainte Croix et Verdon (annexe 1).

Article 4 :

Est approuvé le règlement intérieur desdits parcs ci-annexé (annexe 2).

Article 5 :

Les recettes seront constatées au budget principal – Sous-politique C350 – Nature 757 – Chapitre 75 – Fonction 518-

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-3832/18/CM

**■ Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année 2018-2019
MET 18/6629/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions régies par son décret ;

- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

85 000 élèves pourront être pris en charge par la Métropole.

Un règlement des transports scolaires métropolitain pour la rentrée scolaire 2018-2019 applicable à tous les scolaires de la Métropole Aix Marseille Provence. Il définit les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix Marseille Provence, il définit aussi les modalités d'inscription et le rôle des différents acteurs , un règlement intérieur pour assurer la discipline et la bonne tenue des élèves enfin il définit aussi les ayants droits et les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public.

Ce règlement est joint en annexe.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver les tarifs et le règlement des transports scolaires applicables.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Règlement des transports scolaires métropolitain applicable pour l'année 2018-2019. Il annule et remplace tous les précédents

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Dépenses de Fonctionnement Nature 6287– Sous-Politique C220.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-3839/18/CM

■ Tarification des services des transports - Modification des tarifs du réseau Ulysse MET 18/7005/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son Agenda de la Mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble".

Dans ce cadre, et dans la continuité des actions engagées en 2015 par l'ex SMGETU, Syndicat alors en charge de l'exploitation des transports urbains sur l'ouest de l'étang de Berre, la Métropole poursuit la réalisation des quatre pôles d'échanges de Fos-sur-Mer, Istres, Martigues et Miramas, programmés à l'Agenda de la Mobilité dès l'échéance de 2020.

Il s'agit de pôles d'échanges routiers ou ferrés, à créer ou existants et dont la capacité de l'infrastructure et la configuration ne sont pas adaptées à l'offre de service actuelle et future.

Dans le cadre de l'investissement en faveur des modes actifs, l'aménagement et l'organisation du rabattement à pied et à vélo sur ces pôles sont intégrés dans l'ensemble de ces projets.

Les pôles d'échanges de Fos-sur-Mer, Martigues et Miramas, seront notamment équipés de parcs relais vélos sécurisés, espaces de stationnement spécifiquement dédiés aux usagers des transports en commun sous réserve d'un "abonnement Parcs relais vélos".

Il convient donc de compléter la gamme tarifaire du réseau ULYSSE de transport urbain sur l'ouest de l'étang de Berre d'un nouveau titre de transports :

"Abonnement Parcs Relais vélos" : 10 euros/an

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération 2012-38 du comité syndical du 10 juillet 2012 qui modifie la délibération 2011-18.Modification portant sur le renouvellement de la délivrance à titre gratuit des cartes scolaires et étudiants de – 26 ans pour l'année 2012-2013
- La délibération 2012-45 du comité syndical du 9 septembre 2013 qui modifie la délibération 2011-18. Modification portant sur la délivrance à titre gratuit des porte-cartes pour les scolaires et approuvant la délivrance à titre gratuit des cartes scolaires et étudiants de – 26 ans pour l'année 2013-2014 et les années scolaires suivantes.
- La délibération 2015-49 du comité syndical du 9 juillet 2015 qui modifie la délibération 2011-18, approuvant l'instauration de la gratuité des navettes hyper centre sur les communes d'Istres et de Martigues à compter du 1er septembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire Istres Ouest Provence du 15 mai 2018 ;
- L'avis du Conseil du Territoire Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification de la gamme tarifaire du réseau ULYSSE de transport urbain sur l'ouest de l'étang de Berre par la création d'un nouveau titre de transports :

"Abonnement Parcs Relais vélos" : 10 euros/an

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-3840/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille
MET 18/7008/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Conseil Municipal de Marseille a saisi le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille.

Cette procédure de mise en compatibilité a été sollicitée car le projet d'AVAP faisait apparaître des incompatibilités avec le PLU de Marseille. Or, les dispositions du code du patrimoine applicable aux AVAP stipulent que lorsque le projet n'est pas compatible avec les dispositions du PLU, l'AVAP ne peut être créée que si celui-ci a été mis en comptabilité selon la procédure prévue par le code de l'urbanisme.

Aussi, afin de permettre la création de l'AVAP de Marseille, qui assure la préservation des enjeux majeurs du territoire en matière de patrimoine, tout en permettant à l'architecture et aux espaces urbains et paysagers d'évoluer dans leur contexte contemporain, le PLU de Marseille devait être mis en compatibilité.

Par conséquent, par délibération du 29 mars 2017, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

De ce fait, par délibération du 30 mars 2017, le Conseil de Métropole a engagé ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille.

Conformément aux textes en vigueur, le projet n'a pas été soumis à évaluation environnementale.

Comme le prévoit le Code de l'Urbanisme, le projet de mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'un examen conjoint avec les personnes publiques associées et a été soumis à enquête publique.

L'examen avec les personnes publiques associées s'est tenu le 13 octobre 2017 et a fait l'objet d'un procès-verbal.

Puis, par arrêté n° 17/369/CM du 21 décembre 2017, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Bernard Aubineau, a été désigné par décision n° E17000177/13 du 23 novembre 2017 du Tribunal Administratif de Marseille. L'enquête s'est déroulée du lundi 14 janvier au mercredi 15 février 2018, soit pendant 31 jours consécutifs. Cette enquête publique unique portait à la fois sur la création de l'AVAP et sur la mise en compatibilité du PLU au regard de ce projet.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;
- Les pièces administratives en lien avec la procédure ;
- Une notice de présentation synthétisant le projet ;
- Les 5 tomes du règlement du PLU ;
- Les 13 planches graphiques impactées.

Ce dossier était disponible, pendant toute la durée de l'enquête publique :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Marseille-Provence : « le Pharo » 58, boulevard Charles Livon 13007 Marseille. Une version numérique du dossier était également consultable grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur dédié.

- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat de la Ville de Marseille : 40 rue Fauchier 13002 Marseille.

- Sur une page dédiée du site internet du Conseil de Territoire de Marseille Provence à l'adresse www.marseille-provence.fr

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

➤ au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon Marseille (13007)

■ Lundi 15 janvier 2018 de 14h00 à 17h00

■ Mardi 23 janvier 2018 de 14h00 à 17h00

■ Vendredi 2 février 2018 de 16h00 à 19h00

■ Vendredi 9 février 2018 de 16h00 à 19h00

■ Mercredi 14 février 2018 de 9h00 à 12h00

➤ à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)

■ Lundi 15 janvier 2018 de 9h00 à 12h00

■ Mardi 23 janvier 2018 de 09h00 à 12h00

■ Vendredi 2 février 2018 de 09h00 à 12h00

■ Vendredi 9 février 2018 de 09h00 à 12h00

■ Mercredi 14 février 2018 de 14h00 à 17h00

Un avis au public est paru dans les annonces légales de la Provence et de la Marseillaise : le mardi 26 décembre 2017 dans les deux journaux, le mardi 2 janvier 2018 dans la Marseillaise, le mercredi 3 janvier 2018 dans la Provence et le mardi 16 janvier 2018 dans les deux journaux. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique sur les deux lieux d'enquêtes suscités ou par voie dématérialisée à l'adresse mail suivante enquetepubliqueavap@ampmetropole.fr

A l'issue de l'enquête publique, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a enregistré aucune remarque concernant ladite procédure. Le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions d'enquête reçus en date du 16 mars 2018 a émis un avis favorable sur la mise en compatibilité du PLU pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- Les 5 tomes du règlement du PLU : le tome 1 (les dispositions générales, les règlements UA (zone et sous-secteurs) et UB), le tome 2 (les 4 zones), le tome 3 (la partie patrimoine et l'annexe 10), le tome 4 (la liste des emplacements réservés), et le tome 5 (la liste du patrimoine du PLU).
- Les 13 planches graphiques impactées : les planches A 48, 49, 58, 59 60, 61, 70, 71, 72, les planches C 1 et 2, et les deux planches de détails 59zs1 et 2.

Monsieur le Président précise que le dossier d'enquête publique de la présente procédure ne sera pas modifié suite à l'enquête publique puisqu'il n'y a eu aucune observation ni requête.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal saisissant le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille ;
- La délibération du 29 mars 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ;
- La délibération du 30 mars 2017 du Conseil de Métropole engageant ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- L'arrêté n° 17/369/CM du 21 décembre 2017 du Président du Conseil de la Métropole prescrivant l'ouverture et organisant l'enquête publique ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées tenue le 13 octobre 2017 ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur contenu dans son rapport et ses conclusions d'enquête du 16 mars 2018 ;
- Le courrier de la Ville de Marseille donnant un avis favorable sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune pour la création de l'AVAP de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de mettre en compatibilité le PLU de la Ville de Marseille afin de permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur contenu dans son rapport et ses conclusions suite à l'enquête publique qui s'est tenue du 14 janvier au 15 février 2018.

Délibère

Article unique:

Est approuvée la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Marseille pour permettre la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille, telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-3841/18/CM

■ Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

MET 18/6886/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités

géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, est créé un conseil de territoire composé des conseillers délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5218-3 du CGCT et du décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix correspond au périmètre de l'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, composée de 36 communes, à savoir les communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc Bel Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut

particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le contexte juridique

L'élaboration d'un PLUi s'inscrit dans un dispositif législatif que sont les lois Grenelle I et II du 12 juillet 2010 et plus particulièrement la loi ALUR du 24 mars 2017. Les objectifs que doit respecter le PLUi sont fixés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme:

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la

biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Le PLUi du Territoire du Pays d'Aix

Le PLUi du Pays d'Aix couvrira le territoire des 36 communes membres, et se substituera aux documents d'urbanisme existants au niveau des communes.

Dans l'attente de l'approbation du futur Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) métropolitain, le PLUi du Territoire du Pays d'Aix s'appuiera sur le projet de territoire défini dans le SCOT du Pays d'Aix, qui a été approuvé le 17 décembre 2015 par délibération n°2015_A034.

L'élaboration du PLUi du Pays d'Aix prendra en compte, après leur vote par la Métropole, les orientations définies dans le cadre des politiques publiques et des actions menées par cette dernière. Cela concerne notamment les documents de planification et de stratégie générale tels que le projet métropolitain et le SCOT mais également les schémas thématiques et programmatiques comme l'agenda des mobilités acté en décembre 2016, l'agenda du développement économique et ses trois schémas de développement relatifs aux commerces, aux zones d'activités et à l'immobilier de bureau, le Plan d'Action Foncière, le Plan d'Action pour le Tourisme, le Plan Alimentaire Territorial (PAT), le Programme Local de l'Habitat, le Plan Climat Air Energie Territorial ainsi que le Plan de Déplacements Urbains.

Conformément aux articles L 153-11 et suivants du Code de l'Urbanisme, le PLUi doit être ainsi le document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du Territoire du Pays d'Aix. Il est également un outil réglementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage du sol.

Le PLUi du Pays d'Aix devra être garant d'une action publique de proximité et devra veiller au renforcement des liens de solidarité et de proximité avec les communes membres du Pays d'Aix, et avec ses habitants.

Le Territoire du Pays d'Aix comprend trente-six communes et accueille plus de 400 000 habitants sur un vaste territoire de 1300 km² dont près de 80% sont constitués d'espaces naturels et agricoles. Il présente une attractivité et un dynamisme qui se sont affirmés depuis de nombreuses années en rayonnant bien au-delà de son contexte métropolitain.

La vitalité de ce territoire repose sur de nombreux atouts :

- sa situation géographique privilégiée, à l'intersection de l'arc méditerranéen allant de l'Italie à l'Espagne et de l'axe Alpes-Littoral, via la vallée de la Durance,
- un cadre de vie exceptionnel grâce à la qualité de ses paysages, la diversité de son patrimoine naturel et urbain,
- un système d'enseignement supérieur et de recherche performant, une activité touristique et culturelle internationalement reconnue, des équipements de qualité ;
- la diversité des emplois (productifs et présents), la présence d'entreprises à haute valeur ajoutée, le dynamisme de son agriculture ;
- le rayonnement de sa ville centre historique, Aix-en-Provence, et le rôle moteur et stratégique du Territoire du Pays d'Aix dans l'économie métropolitaine.

Le développement de ce territoire, source de richesses et d'emplois, a aussi généré des dysfonctionnements, notamment par :

- une consommation d'espaces souvent au détriment des espaces agricoles et de la qualité des paysages ;
- des nuisances et pollutions qui portent atteinte à la santé et à la qualité de vie des habitants ;
- une incitation à l'usage de la voiture qui crée aujourd'hui une congestion des principaux axes de déplacement, notamment ceux desservant les pôles d'emplois ;
- des difficultés croissantes pour se loger, notamment pour les jeunes et les familles qui s'installent en périphérie du Pays d'Aix.

C'est dans ce contexte d'indéniable réussite du Pays d'Aix mais aussi de prise de conscience de la nécessité de mieux valoriser et de protéger son cadre de vie face aux changements climatiques et sociétaux à venir que s'inscrivent les objectifs à poursuivre dans le cadre de la démarche d'élaboration du PLUi du Pays d'Aix.

Trois ambitions guident le projet de territoire du Pays d'Aix :

- 1/ Un territoire de proximité à l'écoute des changements sociétaux,
- 2/ Un territoire renforçant le dynamisme économique et la diversité des emplois,
- 3/ Un territoire éco responsable face aux enjeux des changements climatiques.

Ainsi, l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix poursuit les objectifs suivants :

Développer un territoire solidaire qui respecte les équilibres spatiaux et qui valorise un cadre de vie qualitatif à ses habitants :

- en anticipant au mieux l'offre d'équipements publics par rapport à la production de logements,
- en promouvant la revitalisation des centres urbains et ruraux,

- en le structurant autour de la politique de mobilité, par des projets notamment autour de :

- L'attractivité des cœurs de villes, de villages et de quartiers, notamment par le développement de services à la population et par un renouvellement urbain dans le respect de la qualité de vie de ses habitants.

- L'amélioration du parc de logements existant et la production de logements, adaptés aux besoins du plus grand nombre d'habitants (jeunes, seniors, famille...), en veillant à la qualité architecturale et paysagère et en répondant aux ambitions du Pays d'Aix,

- La réalisation d'équipements éducatifs, culturels, sportifs, sociaux, de santé etc...adaptés aux nouveaux besoins,

- L'offre d'espaces verts publics de proximité accueillants, supports du vivre ensemble,

- L'articulation du développement urbain durable des communes à la politique de mobilité de demain.

Renforcer le dynamisme économique, favoriser le commerce de proximité, promouvoir la diversité des emplois et s'adapter aux évolutions sociétales pour consolider l'attractivité du territoire du Pays d'Aix en poursuivant les implications dans :

- L'accompagnement des filières productives et innovantes telles que ; la microélectronique, les énergies renouvelables, le nucléaire, la filière bois, Endurance Energies, Le Technopôle de l'Arbois, The Camp, French Tech,, ...

- La création et la requalification des espaces d'activités en favorisant la densité, la qualité et leur intégration,

- La poursuite du développement de l'activité tertiaire

- Une meilleure prise en compte des besoins qualitatifs et quantitatifs des entreprises, des salariés et notamment des jeunes actifs, basée sur l'attractivité universitaire du territoire,

- Le développement de l'attractivité touristique du Pays d'Aix telles que ; activités de pleine nature, sentiers de randonnées, sites classés, culture

- Une organisation du développement commercial afin de conforter les commerces de centres et de villages en tant qu'acteurs de cohésion sociale, facteurs de convivialité, d'animation et de proximité.

Relever les défis environnementaux :

- en préservant la richesse des espaces agricoles, notamment les terroirs d'Appellation d'Origine Contrôlée viticoles et oléicoles (Côte de Provence Sainte-Victoire, Coteaux d'Aix-en-Provence, Palette...), naturels, forestiers et paysagers,
- en protégeant les ressources du territoire et en garantissant un développement durable et équilibré

pour le bien-être et la santé de ses habitants et des générations futures, par des projets autour :

- La préservation des richesses écologiques du Pays d'Aix en particulier l'air, l'eau, le sol, le sous-sol, les ressources naturelles, la biodiversité et les éco systèmes en milieux naturels et urbains,
- La protection du patrimoine et des paysages provençaux en tant qu'héritage culturel et identitaire du Pays d'Aix à léguer aux générations futures,
- Le renforcement du potentiel alimentaire du territoire pour tendre vers l'autonomie,
- L'aménagement d'une ville durable de qualité adaptée aux changements climatiques,
- L'amélioration de la sécurité, la santé et le bien-être des populations par la prise en compte des risques (inondations, feux de forêts, risques miniers, ...) et des pollutions dans les projets de développement et de renouvellement urbain,
- La mise en place de conditions favorables au développement d'un territoire sobre et efficace en énergies limitant les gaz à effet de serre et la « consommation d'espaces »,
- La contribution au développement des énergies renouvelables afin de tendre vers l'autonomie énergétique tout en préservant les paysages,

Conformément aux dispositions des articles L153-11 et L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, les réflexions relatives au PLUi seront menées sur le territoire dans le cadre d'une concertation associant, les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées.

1/ Les objectifs de la concertation sont les suivants :

- donner l'accès au public à une information claire tout au long de la concertation
- sensibiliser la population aux enjeux et aux objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet
- permettre au public de formuler ses observations

2/ La durée de la concertation :

La concertation se déroulera depuis la prescription du PLUi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet ».

3/ Les modalités de la concertation

Dossier de présentation

Un dossier de présentation du projet de PLUi sera mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aix ainsi que dans chacune des 36 communes, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Ce dossier sera complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure.

Le contenu de ce dossier sera également disponible sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix.

Réunions publiques

Des réunions publiques seront organisées à deux étapes de la procédure d'élaboration du PLUi à savoir,

- présentation du diagnostic et du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
- présentation de « l'avant-projet » de PLUi

En particulier et pour chacune de ces deux étapes, il est prévu cinq réunions publiques à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage au siège du Territoire du Pays d'Aix ainsi que dans chacune des communes membres du territoire et sur le site internet du Territoire. L'annonce précisera les dates, lieux et objet des réunions.

Expression du public

Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la procédure selon les modalités suivantes :

- en les consignant dans les registres destinés à recevoir les observations du public et mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aix et dans chacune des 36 communes qui le composent

- et/ou en les adressant par écrit à :
Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix

CONCERTATION SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Hôtel de Boadès – CS 40 868 - 13 626 Aix-en-Provence Cedex 1

- et/ou en les adressant par voie électronique à Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix via l'adresse suivante :
plui-ct2-concertation@ampmetropole.fr
- oralement lors des réunions publiques

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;

- La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle II » ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le SCOT du Pays d'Aix approuvé par délibération n°2015-A034, Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 ;
- Le SCOT Métropolitain engagé par délibération n°URB 001-1405/16/CM, Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 arrêtant les modalités de collaboration avec les communes ;
- Les avis des Conseils Municipaux sur la définition des objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public :
Aix-en-Provence le 13/04/2018, Beaurecueil le 21/02/2018, Bouc Bel Air le 26/02/2018, Cabriès le 13/04/2018, Châteauneuf-le-Rouge le 29/03/2018, Coudoux le 12/03/2018, Eguilles le 29/03/2018, Fuveau le 26/03/2018, Gardanne le 22/02/2018, Gréasque le 13/03/2018, Jouques le 26/02/2018, Lambesc le 04/01/2018, Meyrargues le 29/03/2018, Meyreuil le 30/03/2018, Les Pennes Mirabeau le 26/04/2018, Pertuis le 03/04/2018, Peynier le 19/03/2018, Peyrolles-en-Provence le 09/03/2018, Le Puy-Sainte-Réparate le 26/03/2018, Puyloubier le 5/03/2018, La Roque d'Anthéron le 15/03/2018, Rousset le 02/03/2018, Saint-Antonin-sur-Bayon le 22/03/2018, Saint-Cannat le 13/03/2018, Saint-Estève-Janson le 26/04/2018, Saint-Marc-Jaumegarde le 29/03/2018, Saint-Paul-Lez-Durance le 20/03/2018, Simiane-Collongue le 29/03/2018, Le Tholonet le 26/03/2018, Vauvenargues le 27/03/2018, Venelles le 14/04/2018, Ventabren le 09/04/2018, Vitrolles le 27/03/2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Que conformément au Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Territoires, plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux et que le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.
- Que le Territoire du Pays d'Aix doit élaborer le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, couvrant l'intégralité de son territoire.
- Que la délibération de prescription du PLUi doit obligatoirement définir les objectifs poursuivis conformément aux articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- Que conformément aux articles L153-11 et L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, il convient de délibérer sur les modalités de concertation.
- Que les communes ont collaboré à la définition des objectifs poursuivis par le PLUi et des modalités de concertation avec le public dans le respect de l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du PLUi qui couvrira l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis tels qu'exposés en amont dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Article 3 :

Sont définies les modalités de la concertation avec le public, conformément aux dispositions des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme exposées précédemment.

Article 4 :

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de Région,
- au Préfet des Bouches-du-Rhône,
- au Préfet de Vaucluse,
- au Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- à la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- au Président du Conseil Départemental de Vaucluse,
- aux Présidents des Territoires qui composent la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- au Président du Parc Naturel Régional situé sur le Territoire du Pays d'Aix,
- aux Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse,

- aux Présidents des Chambres des Métiers des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse,
- aux Présidents des Chambres d'Agriculture des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse,
- au Président de la section régionale de la conchyliculture ;

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains et en charge de l'élaboration du SCOT et du PLH, il n'y a pas lieu de lui notifier la présente délibération au regard de ses compétences.

Article 5 :

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, cette délibération sera affichée pendant 1 mois au siège de la Métropole et dans les mairies des communes membres concernées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse. La délibération devra également être publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-3842/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Engagement de la révision allégée n°2 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

MET 18/6887/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été approuvé par délibération du conseil municipal du 23 juillet 2015.

Au courant de l'année 2017, la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur de la Constance et la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme portant sur la mise en cohérence de la trame végétale, la modification des cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments

d'études du secteur de la Constance et la dérogation à la loi Barnier dans ce même secteur, ont été engagées. Le conseil municipal d'Aix-en-Provence n'a pas sollicité la poursuite de ces deux procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, suite à l'engagement de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité environnementale a estimé qu'il était nécessaire de réaliser une évaluation environnementale de ce projet de modification. Il a semblé plus cohérent d'initier une seule et même procédure contenant l'ensemble du projet, et permettant notamment d'apprécier les effets cumulés de ce projet global sur l'environnement.

Le Conseil de la Métropole envisage de prescrire la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme concerné dans le but d'ouvrir à l'urbanisation le secteur Constance-Valcros, et dans ce cadre, de mettre en cohérence la trame végétale, modifier les cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de la Constance et déroger à la loi Barnier dans ce même secteur.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme, *« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9. »*

Dans le cadre de cette révision allégée, il convient tout d'abord de présenter les motifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation du secteur puis de définir les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation, conformément aux articles L.103-2 et L.103-3 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les motifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation du secteur Valcros-Constance

L'avenir et le rayonnement futur d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix se préparent aujourd'hui et notamment à travers le futur quartier de la Constance. Ce projet apporte une partie de la réponse à la mixité sociale et fonctionnelle nécessaire au développement urbain.

Grâce à sa maîtrise publique, le projet de la Constance permettra de proposer une diversité de logements que ne procure pas aujourd'hui le renouvellement urbain qui s'effectue essentiellement sur des terrains privés.

Le futur quartier de la Constance permettra à la ville de se doter de nouveaux équipements publics et d'espaces d'activités pour accompagner des filières technologiques d'avenir en lien avec la French Tech et offrir ainsi des opportunités nouvelles face au déficit d'emplois connu dans les quartiers Ouest.

En complément du renouvellement urbain dont le processus long et aléatoire ne permet pas à lui seul de répondre à tous les besoins inhérents au développement d'Aix-en-Provence, le Plan Local d'Urbanisme a identifié le site de Valcros-Constance, à proximité et en lien direct avec la ville, comme un secteur d'urbanisation complémentaire en le classant en zone à urbaniser 2AU différée.

Par délibération du 23 juillet 2015, le conseil municipal d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme. Lors de cette même séance, le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Constance a également été adopté, définissant les ambitions affirmées de la collectivité pour développer, dans ce secteur, une opération d'aménagement d'ensemble volontariste et sous maîtrise publique. Depuis, le projet urbain et le schéma d'aménagement du quartier ont été précisés dans le cadre d'une procédure de concours d'urbanisme.

L'aboutissement de ce travail préalable à la mise en place du dossier de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté, permet de traduire désormais plus précisément ce projet urbain ambitieux à travers le Plan Local d'Urbanisme.

Les motifs qui conduisent à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur sont par ailleurs liés aux capacités d'urbanisation dans les zones déjà urbanisées et à la faisabilité d'un tel projet dans ces zones.

1.1 Au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées

A travers son Plan Local d'Urbanisme, la ville d'Aix-en-Provence a fait le choix d'un scénario de développement apaisé et équilibré. D'ici 2030, la ville pourra compter environ 155.000 habitants, par la création moyenne de 900 logements et d'un millier d'emplois par an. Ce rythme de développement retenu permettra à la commune de conforter son statut de ville capitale et de relâcher la tension sur le marché du logement, notamment en faveur des actifs dans leurs parcours résidentiels. Eu égard à son statut de pôle d'excellence universitaire, la commune prévoit d'accroître en particulier l'offre dédiée aux étudiants. La commune doit également répondre aux obligations légales de mixité sociale par la construction d'environ 4.000 logements dits « sociaux » sur 15 ans.

L'analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis établie en 2015 pour l'approbation du Plan Local d'Urbanisme avait montré que d'ici 2030 à peu près 170 hectares de foncier étaient susceptibles d'être mobilisables au sein des espaces urbanisés et 18 hectares au sein du pôle d'activités d'Aix-en-Provence. Plus de 50% des besoins en logement devraient être issus d'un mécanisme de renouvellement urbain sur des secteurs en tout ou partie urbanisés. Ces possibilités permettraient non seulement de densifier, mais également de diversifier l'offre de logements ainsi que les activités économiques.

L'analyse des projets autorisés met en évidence plusieurs constats :

- En termes quantitatifs, le renouvellement urbain produit ses effets. Le volume de logements neufs autorisés depuis juillet 2015 marque une forte progression. Près de 1900 nouveaux logements, dont des logements étudiants, devraient sortir de terre au cours des prochaines années. La hausse du volume des nouveaux logements traduit un effet « d'ouverture » lié au Plan Local d'Urbanisme.

- Le processus de renouvellement urbain est plus prononcé dans la grande couronne urbaine correspondant aux zones d'urbanisation maîtrisée (UM) et douce (UD), avec près de 65% des logements autorisés. Le renouvellement incitatif concernant la première couronne du centre-ville (UI) produit pour l'instant près d'un tiers des logements autorisés.

- En termes qualitatifs, 80% des autorisations d'urbanisme dans les espaces bâtis à vocation mixte (UI, UM et UD) sont à destination d'habitation. Le renouvellement urbain permet également des résultats en matière de logement social. Un projet sur cinq développe plus de 2000 m² de surface de plancher et comprend, conformément aux règles du Plan Local d'Urbanisme, au minimum 25% de logements sociaux. Cependant, malgré les possibilités offertes par le Plan Local d'Urbanisme en termes de mixité des logements, l'élargissement de l'offre neuve n'entraîne pas encore de baisse des prix significative et la création de logements dits « intermédiaires » reste le chaînon manquant entre le locatif social et l'accession à la propriété qui sont privilégiés par le marché immobilier. Les logements dits « intermédiaires », se caractérisent soit par un niveau de loyers situé entre ceux du parc social et ceux du parc privé, soit par un prix d'acquisition inférieur à celui du marché.

- Une partie des projets autorisés sont bloqués par des recours contentieux qui peuvent demander plusieurs années avant d'être examinés par la juridiction administrative. La question de l'insertion du projet dans son environnement est donc aussi prégnante que celle de l'acceptation du projet par le voisinage.

- Une partie du potentiel de densification au sein des espaces bâtis n'est tout simplement pas mobilisable car ne faisant pas l'objet d'une vente, d'une cession ou de démolition/reconstruction. Le renouvellement de la ville se réalise de manière spontanée au travers d'opérations majoritairement privées dans le cadre du fonctionnement du marché immobilier local. La maîtrise foncière incertaine et la complexité des procédures rendent aléatoire la programmation régulière de logements, d'activités ou de services.

Toutes les capacités d'urbanisation calibrées par le Plan Local d'Urbanisme à l'horizon 2030 n'ont évidemment pas été consommées en moins de deux ans. En termes quantitatifs, le renouvellement urbain produit ses effets pour l'instant. En revanche, en termes qualitatifs, les résultats du renouvellement sont plus probants en termes de densification que de diversification de l'offre de logements ou d'activités économiques au sein des espaces déjà urbanisés. Nous constatons donc que le renouvellement urbain ne permet pas en l'état de répondre aux besoins de mixité des fonctions et des logements en ville.

1.2 Au regard de la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones

Parmi la vingtaine de périmètres d'urbanisation complémentaire figurant au Plan Local d'Urbanisme, le secteur de la Constance est le plus à même d'accompagner dans le temps la production régulière et indispensable des logements, activités et services. Il n'existe pas d'autres secteurs ayant ces caractéristiques au sein des zones déjà urbanisées.

En effet, le projet de la Constance concerne un vaste secteur d'environ 100 hectares où la maîtrise publique est importante, résultat de la politique foncière issue de la Zone d'Aménagement Différée (créée en 1996), et où la ville, via une Zone d'Aménagement Concerté, a donc les moyens d'agir notamment pour un développement équilibré de l'habitat et des équipements. Les aménagements prévus seraient bien évidemment difficiles à mettre en place, voire impossibles à envisager sur les seuls secteurs du renouvellement urbain. Seul un effet de seuil d'opération d'aménagement permet de programmer et financer ces équipements.

Par sa localisation géographique en continuité de la ville, ce secteur répond également au critère de maîtrise et de limitation des déplacements, avec des possibilités de liaisons adaptées au développement des transports collectifs (relations avec les quartiers ouest et sud, la Pioline, les Milles, Pôle d'activités).

Le projet de la Constance est aussi, d'un point de vue plus large au niveau du bassin d'emplois, une réponse en création de logements pour accompagner la création d'emplois. Aix-en-Provence est une commune toujours aussi attractive pour les entreprises et cette dynamique économique repose sur un accompagnement en matière d'habitat. Sans

une offre de logements diversifiée et programmée à proximité des pôles d'emplois, les actifs continueront d'aller habiter de plus en plus loin, aggravant les conditions de circulation à l'approche d'Aix-en-Provence ou de son pôle d'activités chaque soir et matin.

La Zone d'Aménagement Concerté de la Constance :
Le secteur de la Constance a été identifié depuis plusieurs décennies comme lieu d'accueil d'une future extension urbaine de la Ville d'Aix-en-Provence vers l'ouest. Le site s'étend sur presque une centaine d'hectares délimités par l'autoroute A8 au Nord, l'autoroute A51 de l'Est au Sud et le vallon de la Thumine à l'Ouest.

- Une Zone d'Aménagement Différée avait été créée dès 1996.

- En 2009, le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a désigné ce site comme « un secteur à enjeu majeur pour le développement ». Dans ces conditions, la Ville a commandé en 2011 des études de faisabilité permettant de définir les bases d'un quartier durable proposant une offre d'habitat et d'activité adaptée aux besoins.

- Par délibération du Conseil Municipal d'Aix-en-Provence du 19 novembre 2012, la ville a décidé d'engager les études nécessaires à l'élaboration d'un dossier de création d'une Zone d'Aménagement Concerté projetant de mettre en œuvre à la Constance une opération d'ensemble dont la programmation sera maîtrisée par la collectivité.

- Par délibération du 18 mars 2013, le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a alors adopté les objectifs du projet d'aménagement de cette future Zone d'Aménagement Concerté et les modalités de la concertation qui doit précéder l'approbation du dossier de création. Ainsi, cette opération publique d'aménagement a pour objectifs principaux, d'une part, de répondre de manière significative à la demande de logements que connaît l'agglomération, et d'autre part, d'apporter des solutions pérennes en matière de création d'emplois par l'implantation d'activités tertiaires en lien avec la labellisation « French Tech ».

- Par délibération du 23 juillet 2015, le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme, et adopté le bilan de la concertation de la Zone d'Aménagement Concerté et son dossier de création. La ville d'Aix-en-Provence, entend aujourd'hui poursuivre le processus engagé pour le développement urbain du quartier de la Constance.

- Pour cela, la collectivité a concédé cette opération, par contrat d'aménagement daté du 15 septembre 2015, à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui devra dans un premier temps établir le dossier de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté. Cet élément, constitutif du dossier réglementaire de l'opération, précisera notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, ainsi que le programme global des constructions.

- A cet effet, afin de définir le projet urbain de ce secteur, la ville a fait le choix d'organiser un concours international d'urbanisme en Novembre 2016.

En cohérence avec les principes d'aménagement des zones AU définis dans l'orientation 1.3.1 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme, le projet de La Constance se veut exemplaire sur le plan de l'environnement, optimisant la consommation de l'espace, économe en énergie, prenant en compte les déplacements et les transports en commun et ayant à cœur de préserver le patrimoine et les sites cézanniens les plus remarquables. Au total, moins d'un tiers de la superficie de la Zone d'Aménagement Concerté sera urbanisée pour permettre notamment la réalisation progressive, sur 15 ans, de 3500 logements. Elle n'impactera que les parties du site en déprise agricole et des espaces naturels ordinaires, pour partie déjà artificialisés (propriétés privées ou activités de loisirs) qui ne présentent pas d'intérêt paysager, environnemental ou patrimonial.

Ce nouveau quartier qui s'intègre dans l'armature urbaine aixoise et particulièrement dans celle des quartiers Ouest et Sud, proposera une offre d'équipements, notamment d'infrastructures adaptées aux ambitions et permettant même d'accroître l'efficacité de plusieurs dispositifs proposés à l'échelle de la Ville comme le développement de la liaison nord-sud du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ou la mise en œuvre du réseau de chaleur... En continuité et en liaison avec les quartiers Ouest et les quartiers Sud, l'aménagement du secteur de la Constance permettra en particulier d'améliorer la circulation entre Jas de Bouffan et La Beauvalle.

La Zone d'Aménagement Concerté de la Constance permettra également de programmer des équipements de superstructure dont l'attractivité dépassera le périmètre de l'opération, voire de l'agglomération (Salle des Musiques Actuelles).

Ainsi, il est prévu le développement de 240 000 m² de surface de plancher de logements, soit 3 500 logements environ. Bien évidemment, tout ne se fera pas du jour au lendemain et l'urbanisation de ce secteur sera étalée dans le temps. En outre, les conditions de mixité sociale seront garanties par la production régulière de logements sociaux représentant au minimum 25% du total des logements conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et des logements intermédiaires.

Le dynamisme universitaire sera également renforcé par la création de logements étudiants et la mise en place d'équipements en synergie avec le campus numérique. Par ailleurs, les objectifs de mixité fonctionnelle et de création d'emplois seront également soutenus puisqu'une part non négligeable du programme est réservée à des activités tertiaires du secteur du numérique, dans le cadre de labellisation « FRENCH TECH » obtenue pour ce site.

Ces activités tertiaires innovantes seront en mesure d'apporter une réponse pérenne au déficit d'emplois affectant les quartiers ouest de l'agglomération aixoise. Plus de 70.000 m² de surface de plancher pour ces activités seront programmés et garantiront les objectifs fixés.

Enfin, le projet se veut exemplaire sur le plan environnemental. Il sera le théâtre d'innovations assurant le développement d'un quartier durable, pilote à l'échelle de Ville permettant ici encore de déployer ambitieusement des dispositifs significatifs (déplacements alternatifs, mutualisation des énergies, technologie smart city...)

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

2. Les objectifs de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence

Les objectifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation du secteur Valcros-Constance

En cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD Orientation 1.3.1) qui dit « Compléter les besoins de la ville en matière de développement par des extensions du centre urbain » en stipulant que « Le secteur de la Constance en lien direct avec les quartiers Ouest de la ville présente une véritable opportunité de répondre de manière significative aux besoins en matière d'habitat de la commune par un accroissement de l'offre de logements et d'équipements qui y sont liés. Dans ce secteur, la ville se donne les moyens d'agir pour un développement équilibré de l'habitat, prenant en compte les déplacements et les transports en commun et répondant au critère de maîtrise de l'énergie et d'optimisation de la consommation d'espace. Par ailleurs ce projet offre une réponse aux besoins d'emploi par le développement d'un secteur d'activités tertiaire, des services et des commerces, notamment dans le domaine de l'économie numérique. »

Les objectifs de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, d'Aix-en-Provence afin d'ouvrir à l'urbanisation le secteur 2AU de Valcros- Constance sont ainsi de :

□ Répondre à la forte demande de logements et en particulier de logement social qui ne peut être satisfaite par le seul renouvellement urbain.

□ Participer à la dynamique économique de l'agglomération : offrir de l'emploi de proximité et dynamiser le quartier de la Constance avec notamment son Pôle numérique de dimension internationale, labélisé French Tech et dédié au e-commerce.

□ Renforcer l'offre d'équipements liés au futur quartier et au rayonnement de l'agglomération aixoise notamment en termes d'offre culturelle avec notamment la création d'une Salle des musiques actuelles ou sportive avec notamment un stade d'entraînement de rugby....

Intégrer le projet urbain dans son environnement, la mise en valeur du patrimoine bâti et la mise en scène des points de vues cézanniens, une composition selon les axes de vues sur le grand paysage et le respect de l'image d'Aix-en-Provence.

□ Mettre en œuvre une stratégie de mobilité adaptée : Permettre par ses infrastructures et équipements le développement du réseau de transport en commun et des modes doux de déplacement, l'ouverture de nouvelles infrastructures viaires, la lisibilité des entrées de ville, le passage d'un TCSP, la connexion à un réseau global de déplacement mode-doux qui sont des enjeux importants pour l'intégration du nouveau quartier au tissu urbain aixois.

□ Améliorer les fonctionnalités écologiques et paysagères de la zone périurbaine d'Aix-en-Provence par la réhabilitation de plusieurs hectares de milieu naturel et semi naturel.

Créer un quartier durable aux potentiels d'innovations : Intégrer la dimension climatique dans l'aménagement : l'ambition est de faire du nouveau quartier de la Constance un laboratoire des innovations en termes de ville intelligente, de développement durable, de bien-être des habitants et de préservation des ressources (réseau de chaleur bois, énergies alternatives, isolation phonique et thermique de dernières générations, normes BBC etc.).

Les objectifs relatifs à la protection de la trame végétale

Il s'agit d'apporter une cohérence entre la protection de certains éléments de la trame végétale et la volonté d'ouvrir le secteur à l'urbanisation, comme le prévoit le PADD dans son orientation 3.2 : « *Renforcer le rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines* » et « *Intégrer la trame végétale (masses boisées, ripisylves, haies et arbres d'alignement) comme élément structurant du projet urbain* ».

Ainsi, lorsque la trame végétale quand elle présente un intérêt paysager et écologique fort sera renforcée et les éléments de paysage remarquables autour des bastides sera préservé au regard du nouveau contexte d'urbanisation, il conviendra d'y apporter la protection adéquate (Espace boisé Classé ou élément éco-paysager). Par exemple, en présence de haies remarquables jusqu'alors non identifiées, notamment autour de la Bastide de Valrose et du Chemin de Valcros, il sera opportun d'assurer leur préservation

pour leur conférer une valeur d'avenir en concordance avec l'orientation n°3.3 du PADD « *Préserver strictement les abords des sites à forte valeur patrimoniale et paysagère, notamment l'environnement bastidaire, les ensembles bâtis et sites remarquables* »

En revanche, lorsque la trame végétale présente des enjeux moindres, la protection lorsqu'elle existe pourra être reconsidérée notamment en regard de l'amélioration des éléments de desserte du secteur. Par exemple, afin d'aménager l'accès au futur parc situé dans le vallonement, le projet d'un cheminement piéton amènera à reconsidérer la protection de la trame végétale au droit des emprises du chemin.

Les objectifs relatifs à la dérogation à l'interdiction de construire dans une bande de 100 mètres par rapport à l'autoroute A8, imposé par l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme (loi Barnier).

Le secteur de la Constance est bordé au Nord par l'Autoroute A8 qui, au droit du périmètre de l'opération, est frappée d'une bande d'inconstructibilité de 100 mètres, conformément à l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme qui prévoit : « *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation* ».

L'objectif de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme est de réaliser une étude au titre de l'article L.111-8 du Code de l'Urbanisme dite « loi Barnier » qui justifiera en fonction des spécificités locales que des règles d'implantation différentes sont « *compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages* ».

Les objectifs relatifs au risque inondation

Le Plan Local d'Urbanisme a procédé à la qualification du risque inondation sur son territoire. L'ouverture à l'urbanisation du secteur de Valcros-Constance, va conduire à réaliser des travaux de nature à modifier la configuration des écoulements hydrauliques.

L'objectif de la présente révision est d'adapter les cartes d'aléa et de risques en prenant en compte ces nouvelles conditions d'écoulement des eaux.

3. Les modalités de concertation

Les modalités suivantes sont proposées :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur le site internet du Territoire du Pays

d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>), dans un journal diffusé dans le département des Bouches-du-Rhône et affichage au siège du Territoire du Pays d'Aix et en mairie d'Aix-en-Provence.

- Mise à disposition au service accueil du Plan Local d'Urbanisme de la mairie d'Aix-en-Provence, 12 rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, 13100 Aix-en-Provence d'un registre destiné à recueillir les observations du public.

- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public.

- Mise à disposition au service accueil du Plan Local d'Urbanisme de la mairie d'Aix-en-Provence, 12 rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, 13100 Aix-en-Provence et sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation et arrête le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence .

- Une réunion publique dont les modalités d'organisation seront communiquées par voie de presse et d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La conférence intercommunale organisée par le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 portant arrêt des modalités de la collaboration entre le Conseil de Territoire et la commune d'Aix-en-Provence ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est envisagé d'engager une procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence pour permettre de procéder à des adaptations portant sur l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Valcros-Constance, et dans ce cadre, sur les protections des éléments de la trame végétale, le risque inondation et la dérogation à la loi Barnier.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision sous la forme allégée.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la révision allégée n°2 de la commune d'Aix-en-Provence conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie d'Aix-en-Provence. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-3843/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Engagement de la révision allégée n°1 MET 18/7192/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération du conseil municipal du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren du 7 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but de supprimer la protection édictée par l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme sur deux parcelles afin de les rendre constructibles pour la réalisation d'une opération de construction inscrite au Contrat de Mixité Sociale.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, *« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »*

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par la révision allégée :

supprimer la protection édictée par l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme sur deux parcelles afin de les rendre constructibles pour la réalisation d'une opération de construction inscrite au Contrat de Mixité Sociale.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département des Bouches-du-Rhône,
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, 17 Grand'rue, d'un registre destiné à recueillir les observations du public,
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public,
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, 17 Grand'rue et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 7 mars 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre de supprimer la protection édictée par l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme sur deux parcelles afin de les rendre constructibles pour la réalisation d'une opération de construction inscrite au Contrat de Mixité Sociale.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la révision allégée de la commune de Ventabren conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Ventabren. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-3844/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Engagement de la procédure de modification n°1
MET 18/6889/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Ventabren a fait l'objet d'une révision générale approuvée par délibération du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren du 7 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de :

- Modifier le périmètre de la zone Nh du Hameau Château Blanc suite à une erreur matérielle ;
- Mettre en place d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur du Puits des Méjeans ;
- Modifier le zonage d'un secteur sur la ZAC de l'Héritière (modification d'une zone AU2Hd1 en zone AU1H)

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE);
- La délibération cadre n° 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 7 mars 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre de modifier le périmètre de la zone Nh du Hameau Château Blanc suite à une erreur matérielle, de mettre en place une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur du Puits des Méjeans, de modifier le zonage d'un secteur sur la ZAC de l'Héritière (modification d'une zone AU2Hd1 en zone AU1H).
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-3845/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang - Bilan de la mise à disposition du dossier du public - Approbation de la modification simplifiée n°1
MET 18/7133/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le 29 novembre 2017, par arrêté municipal n° 2017/8843, il a été prescrit la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Berre l'Etang.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de faciliter le développement de la Zone d'Aménagement Concerté Eurofleury Parc, par l'augmentation du coefficient d'emprise au sol (article UE9 du règlement du PLU).

La pièce du PLU qui fait l'objet de modifications est :
- le règlement.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme, notamment son article L153-45.

Par délibération n° 1440 du Conseil Municipal de la commune de Berre l'Etang du 13 décembre 2017 ont été précisées les modalités de la mise à disposition du public.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- un dossier comprenant un rapport de présentation et le projet de règlement du PLU modifié.

- le dossier a été également consultable sur le site internet de la commune de Berre l'Etang, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » le 9 janvier 2018.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été notifié aux personnes publiques associées par courrier le 18 décembre 2017. Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation du public n'a été faite sur le registre papier ou par voie postale.

Organisme	Avis / Réponse
DRAC PACA Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine	Sans observations
Gendarmerie Nationale	Sans observations directement liées à la nature de la modification simplifiée
Orange – France Telecom	Sans observations directement liées à la nature de la modification simplifiée
SCP	Sans observations
ARS	Favorable
LOGIREM	Sans observations
Académie Aix-Marseille	Sans observations
Chambre d'agriculture	Sans observations
SDIS	<p>Sans observations directement liées à la nature de la modification simplifiée.</p> <p>Demande d'ajout d'un paragraphe « Défense extérieure contre l'incendie » dans la zone UE, article 4 « Desserte par les réseaux », suite à l'arrêt le 31/01/2017 du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie stipulant : "Toute nouvelle délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée à une conformité préalable avec le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur."</p> <p>Réponse : cette adaptation du règlement sera examinée dans le cadre de la prochaine modification du PLU.</p>
Région PACA	Sans observations (accusé réception non suivi d'un avis)
GRT GAZ	<p>Les observations suivantes ont été effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rappeler, dans les dispositions générales et/ou dans chaque zone concernée du règlement, la présence d'ouvrages sur la ZAC Euroflory Parc et les obligations liées. <p>Réponse : ces informations sont déjà présentes dans les dispositions générales du règlement article 6 / alinéa 7, tout comme au sein du rapport de présentation du PLU ; de même des fiches de servitudes produites par GRTGAZ ont été intégrées en annexe.</p> <ul style="list-style-type: none"> - ajouter sur les planches graphiques du PLU, la représentation des zones de dangers liées à la présence des canalisations de transport de gaz. <p>Réponse : la cartographie représentant ces zones est déjà présente au sein du dossier 6.4.04 Risque de transport de matières dangereuses\TMD_I3.</p> <p>Il n'est pas envisagé d'intégrer ces tracés sur le plan de zonage pour des questions de lisibilité et de compréhension, eu égard à la multiplicité de risques et servitudes applicables sur le territoire communal.</p>

	<p>- ajouter les fiches jointes à l'avis caractérisant les ouvrages et précisant les dispositions s'y rattachant : présentation des ouvrages impactant le territoire, information sur les servitudes d'utilité publiques, sur le Porter à Connaissance et rappel sur la réglementation anti-endommagement.</p> <p><u>Réponse</u> : ces informations sont déjà présentes en annexe du PLU. La substitution des fiches sera examinée dans le cadre de la prochaine modification du PLU.</p>
INAO	Sans observations

Eu égard à la nature des avis des Personnes Publiques Associées qui se sont prononcées sur le dossier, et à l'absence d'observation du public, il peut être tiré un bilan favorable de la mise à disposition du dossier au public.

En conséquence, il n'y a pas lieu de procéder à des adaptations du projet de modification simplifiée du PLU.

La délibération approuvant la modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Berre l'Etang :

- a) sera transmise à monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à monsieur le Maire de la commune de Berre l'Etang,
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- ☐ La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 janvier 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté de la commune de Berre l'Etang du 29 novembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération de la commune de Berre l'Etang du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure de modification simplifiée n°1 susvisée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 29 novembre 2017 ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées, sur le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- ☐ La délibération du Conseil Municipal de Berre l'Etang du 30 mars 2018 donnant un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 donnant un avis favorable sur le projet de délibération présentant le bilan de la mise à disposition du public et d'approbation de la procédure de modification simplifiée n°1 de la commune de Berre l'Etang ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée ;
- Les éléments de réponse apportés au projet de modification simplifiée suite aux observations formulées par les Personnes Publiques Associées susmentionnées (aucune observation lors de la mise à disposition) ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang, telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-3846/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamas - Approbation de la modification n° 1
MET 18/7134/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de

la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

En date du 8 août 2017, par arrêté municipal n°17/2017, il a été engagé la modification n° 1 du PLU.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin de :

- modifier plusieurs points du règlement afin d'en améliorer l'application, la compréhension et la lisibilité notamment concernant le risque inondation ;
- mettre à jour des emplacements réservés ;
- autoriser des extensions et des annexes des habitations existantes en zones agricoles et naturelles ;
- faire évoluer des règles d'urbanisme relatives à la zone d'activité des plaines Sud (zone 1AUe) ;
- assurer la protection de certains éléments de patrimoine remarquable.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- le règlement modifié ;
- le plan de zonage modifié comportant la liste des Emplacements Réservés modifiée ;
- le plan des annexes complémentaires modifié.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme, relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision n° E17000133/13 du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25 août 2017 ; l'enquête s'est déroulée du 20 décembre 2017 au 22 janvier 2018, soit pendant 34 jours consécutifs.

Elle comprenait :

- un dossier consultable en mairie et sur le site internet de la commune comprenant :
 - 1) Notice de présentation
 - 4) Règlement modifié
 - 5 a) Plan de zonage modifié
 - 5b) Liste des emplacements réservés modifiée
 - 6-3a) Liste « arrêté voies bruyantes »
 - 6-3b) Plan des périmètres reportés à titre informatif modifié
 - 7-CDPENAF (Commission départementale de préservation des espaces agricoles et forestiers)
- Documents supprimés : Plans d'épannelage quartier du PERTUIS et quartier DELA.

A l'issue de l'enquête publique, les observations / avis suivants ont été émis :

CCI : Elle propose d'harmoniser le règlement de la zone UE avec celui de la zone 1AUe (interdire les constructions à usage d'habitation, article 1AUe1, majorer le coefficient d'emprise au sol à 60 %, article 1AUe9).

ARS : Elle demande la prise en compte dans le règlement du PLU de l'interdiction de toute nouvelle construction et extension de construction existante qui serait alimentée à partir de la nappe de Berre polluée. Il s'agit de la partie du territoire de la commune située au sud de la RD.

A propos des possibilités d'extension des constructions existantes en zones N et A sur l'ensemble de la commune, elle suggère de procéder à une estimation des possibilités d'extension (taille et nombre de constructions concernées) dans les secteurs non raccordés au réseau public d'eau potable, pour ne pas accroître le risque sanitaire.

Elle rappelle, enfin, que ses services sont disponibles pour participer à une réunion relative à l'alimentation en eau des constructions situées sur la nappe phréatique de Berre.

Département des Bouches du Rhône : Il estime nécessaire que l'ER n°17 « Elargissement de la route départementale RD21b, route de Berre » au bénéfice du département soit réduit de 16 mètres à 12 mètres.

Chambre d'Agriculture : Elle note avec satisfaction l'intégration des principaux canaux d'irrigation dans les documents graphiques qui permettra une meilleure application des marges de recul.

Institut National de l'origine et de la qualité : Aucune observation.

DDTM : D'une manière générale, elle note un travail de qualité. Toutefois, elle relève une erreur : les emplacements réservés V14 et V31 (ancien V25) n'ont pas été modifiés sur le plan de zonage comme annoncé dans la notice de présentation.

CDPENAF : Non saisie par la DDTM compte tenu du faible impact de la modification envisagée.

Autorité Environnementale : Aucune observation.

Les partenaires associés font, dans l'ensemble, un accueil favorable au projet. Ils demandent toutefois quelques modifications :

Règlement de la zone 1AUe

Réduction de 16 à 12 mètres de la largeur de l'emplacement réservé voirie (ER) 17

Correction d'une erreur matérielle

L'ARS soulève un problème de santé publique relatif à l'alimentation en eau potable qui mérite une attention toute particulière.

- Public :

- Observations sur le site web

Le Président du Corps des Arrosants de Saint-Chamas-Miramas produit un plan du tracé du canal du Champ de Mars et fait observer que celui joint au dossier de modification du PLU au sujet de la création d'une marge de recul est erroné.

M. FLEURY adresse la photo d'une rue très encombrée démontrant, selon lui, que la capacité du parking de la gare est insuffisante et qu'une vingtaine de places, au moins, manquent. Il conteste la suppression de l'emplacement réservé E1 qui devait permettre de créer des places de stationnement sur une superficie de 396 m².

M. VANDERHOOSTEN fait observer que la suppression des emplacements réservés V4 et V5, qui étaient destinés à l'élargissement des voies, ne doit pas compromettre les projets d'urbanisation des secteurs de la Bastide de BAYLE et de BEAUCOUX, orientation n° 3 au PADD.

M. LEVY sollicite un rendez-vous du maire et joint deux correspondances, la première adressée à l'occasion de l'enquête publique sur le POS en 1999 et la seconde relative à l'enquête en cours. M. LEVY souhaite pouvoir utiliser à des fins agricoles et, éventuellement, construire sur la parcelle lui appartenant référencée au cadastre 525 LE BION.

- Observations sur le registre « papier »

M. GATEAU souhaite que le règlement ne soit pas modifié au regard des règles de construction.

Mmes LOCQUET FLOU, Sylvie et Valérie, propriétaires de terrains quartier BONAVOURE en bordure de la voie ferrée (parcelle n°54) situés en zone N souhaitent que cette zone naturelle entourée de zones U devienne constructible.

Mme LOCQUET Valérie, domiciliée 20 allée des Pins, souhaite que les maisons de son quartier soient raccordées au tout à l'égout.

M. MARTRA indique qu'il a déposé une correspondance le 22 janvier 2018.

- Observations par courrier

Mme SERRANO est opposée à la suppression de la réserve V17 qui aurait permis de délester l'avenue des Flamants Roses déjà saturée et estime que l'actuelle circulation des véhicules dénature les zones NL. Elle évoque également des problèmes de sécurité.

M. PITART-HORVA partage le point de vue de Mme SERRANO et ajoute que la protection de l'environnement, notamment du site de la Petite Camargue, est bafouée.

Mme MAZENQ exprime les mêmes réserves que celles exposées par Mme SERRANO et M PITART-HORVA.

M et Mme PITART-LORCA confirment en tous points les oppositions de M PITART-HORVA, Mmes MAZENQ et SERRANO.

Les intéressés font également remarquer que le château et la bergerie classés «bâtiments remarquables» (Château GARCIN) ont fait l'objet d'un permis d'aménager prévoyant la destruction de la bergerie.

Ils affirment que la modification du PLU aura un impact sur les zones naturelles de la Petite Camargue.

M. MARTRA s'interroge, comme les époux PITART-LORCA, sur la possibilité de démolir un bâtiment remarquable (Château GARCIN). Il estime également que la suppression de l'emplacement réservé V17 porte atteinte gravement à l'environnement.

Synthétiquement, les observations du public en relation directe avec la modification du PLU concernent la suppression de l'emplacement réservé V 17, qui aurait de graves conséquences au regard de l'environnement (notamment la zone NATURA 2000) ainsi que sur la sécurité et, dans une moindre mesure, celle des emplacements réservés V4, V5, susceptible de ralentir l'évolution des zones à urbaniser des secteurs de la Bastide de BAYLE et de BEAUCOUX et celle de l'emplacement E 1 qui ne permettra pas de régler les problèmes de stationnement dans le secteur de la gare, enfin le souhait de ne pas voir modifié le règlement des constructions.

Les autres remarques visent des erreurs matérielles sans remise en cause du principe de la modification, un projet d'aménager accordé en 2016 ou des demandes particulières sans lien direct avec la présente modification.

Par courrier du 8 février 2018 adressé au Commissaire-enquêteur, le Président du Conseil de Territoire a apporté les éléments de réponse suivants :

- Partenaires associés :

CCI : La modification demandée a été prise en compte, les règlements des zones UE et 1AUe seront harmonisés.

ARS : La modification, d'après le maître d'ouvrage, n'est pas susceptible de provoquer en elle-même une augmentation des prélèvements. L'article A2 du règlement lui semble suffisant pour éviter tout problème.

Département des Bouches du Rhône : la remarque est prise en compte.

DDTM : Après vérification, les modifications seront faites si nécessaire.

- Public :

Corps des arrosants : La marge de recul sera modifiée.

M. FLEURY : La Direction Générale Adjointe Mobilité de la Métropole Aix Marseille Provence a connaissance de la saturation du parking du Pôle d'échange de la gare. Des solutions sont à l'étude actuellement.

M. VANDERHOOSTEN : Les zones en question, anciennement zones naturelles, sont soumises à un fort risque incendie (porté à connaissance de la Préfecture). Ces zones appellent également l'attention au regard de la sécurité des piétons et pour les déplacements en mode doux en raison de l'accroissement du trafic sur le CD16d. La densification du centre-ville sera favorisée.

M. LEVY : Bien que l'observation soit hors sujet, un rendez-vous sera fixé à l'intéressé par le Maire.

M. GATEAU : Les règles de construction ne sont pas modifiées.

Mmes LOCQUET : Les modifications de zonage ne relèvent pas de la présente modification.

Mme LOCQUET Valérie : La Métropole Aix-Marseille-Provence porte une attention particulière à l'éventualité d'une extension du réseau d'assainissement au niveau de l'allée des PINS. Ce dossier présente des difficultés techniques, la faisabilité est étudiée notamment au regard des coûts de raccordement. Les parcelles situées au niveau de la partie Sud de l'allée des PINS vont pouvoir se raccorder sur le futur collecteur qui sera mis en place chemin CABIOCH courant 2018.

Mmes et MM SERRANO, PITART-HORVA, PITART LLORCA et MATRA : Le plan d'aménagement a donné lieu à consultation du Conservatoire du Littoral qui a donné son accord. Le promoteur devra respecter les recommandations qui lui ont été faites et qui font partie du plan d'aménagement déposé en matière de largeur de voie, de places de stationnement, de revêtement de chaussée.

S'agissant des bâtiments remarquables, c'est par erreur que la bergerie qui va être détruite a été recensée en lieu et place du pigeonnier. L'anomalie signalée sera corrigée.

Monsieur le Président précise quelles sont les modifications apportées au projet de modification de Plan Local d'Urbanisme suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées :

- La rectification d'une erreur matérielle sur le zonage relative au tracé du canal du Champ de Mars qui était erroné sur le plan de zonage. Les personnes qui se sont présentées aux permanences du commissaire enquêteur ont toutes soulevées des questions extérieures à l'enquête sans formuler d'observation ou de critique sur le projet contenu dans le dossier.

- La rectification d'une erreur matérielle sur le zonage relative aux bâtiments identifiés au titre du L151-19 n°B7/.
- La rectification d'une erreur matérielle sur le zonage relative aux emplacements réservés V14 et V31.
- La réduction de l'emprise de l'emplacement réservé V17 qui est ramené de 16 mètres à 12 mètres.
- L'harmonisation du règlement de la zone 1AUe avec celui de la zone Ue.

Les modifications concernent:

- le règlement,
- le zonage,
- la liste des emplacements réservés,
- les annexes.

Le rapport du Commissaire enquêteur a été remis le 12 février 2018 assorti d'un avis favorable assorti de deux recommandations au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamas :

- Recommandation n°1 : la prise en compte dans le règlement de l'interdiction des constructions et additions de constructions souhaitées par l'ARS.
- Recommandation n°2 : mener à terme rapidement les études afin d'améliorer le stationnement autour du Pôle d'échange de la gare de Saint-Chamas.

Concernant la recommandation n°1, il n'est pas souhaité de modifier le règlement. En effet, la modification N°1 n'a pas pour objet de modifier le règlement sur ce point. Toutefois, cette évolution pourra être prise en compte dans le cadre de la prochaine procédure d'évolution du document d'urbanisme.

La recommandation n°2 ne correspond pas à l'objet de la modification du PLU.

La délibération approuvant la modification n° 1 du PLU de la commune de Saint-Chamas :

- a) sera transmise à monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamas,
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté de la commune du 8 août 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,
- La délibération de la commune de Saint-Chamas du 14 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure engagée par arrêté du maire en date du 8 août 2017,
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 8 août 2018,
- L'arrêté du Maire de Saint-Chamas du 1^{er} décembre 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ou POS ;
- L'avis du Préfet des Bouches-du-Rhône (DDTM13) du 18 janvier 2018, sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme; et autres PPA,
- L'avis du commissaire enquêteur du 12 février, sur le projet de modification n° 1 du

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamas ;

- La délibération du Conseil Municipal de Saint-Chamas du 15 mars 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais le 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur accompagné de deux recommandations ne correspondant pas directement à l'objet de la modification n°1 ;
- Les modifications apportées au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées;

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Chamas, telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-3847/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence - Engagement de la procédure de modification n°1
MET 18/7135/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et

documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence a fait l'objet des procédures suivantes :

- Mise en révision du Plan d'Occupation des Sols en vue de l'élaboration du PLU le 24 juin 2002 approuvé le 27 juin 2013
- Modification Simplifiée n°1 approuvée le 16 janvier 2014
- Révision Allégée n°1 prescrite le 6 novembre 2014 et approuvée le 7 mars 2016
- Révision Générale n°1 prescrite le 11 décembre 2014 et approuvée le 13 décembre 2017

Par courrier de la commune en date du 23 mars 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de :

- Adapter la prise en compte du risque feux de forêt sur notre territoire,
- Rectifier des erreurs matérielles,
- Préciser certains éléments du règlement.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et

portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Lançon-Provence en date du 23 mars 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification n°1 du PLU de Lançon-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence approuvé le 27 juin 2013, ayant fait l'objet d'une modification simplifiée le 16 janvier 2014, ayant fait l'objet d'une révision allégée le 7 mars 2016, et ayant fait l'objet d'une révision générale approuvée le 13 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Lançon-Provence a sollicité le Conseil de Territoire du 23 mars 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite du Président

l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre de :

- i. Adapter la prise en compte du risque feux de forêt sur notre territoire,
 - ii. Rectifier des erreurs matérielles,
 - iii. Préciser certains éléments du règlement.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Lançon-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-3848/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence - Engagement de la procédure de modification n°2
MET 18/7136/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence a fait l'objet des procédures suivantes :

- Mise en révision du Plan d'Occupation des Sols en vue de l'élaboration du PLU le 24 juin 2002 approuvé le 27 juin 2013
- Modification Simplifiée n°1 approuvée le 16 janvier 2014
- Révision Allégée n°1 prescrite le 6 novembre 2014 et approuvée le 7 mars 2016
- Révision Générale n°1 prescrite le 11 décembre 2014 et approuvée le 13 décembre 2017

Par courrier de la commune du 30 mars 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de :

- Apporter les ajustements aux documents constitutifs du PLU en vue d'asseoir et d'accompagner au mieux la réalisation du projet d'aménagement « Entrée de ville », comprenant notamment la réalisation du collège et du gymnase.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE);
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Lançon-Provence en date du 30 mars 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification n°1 du PLU de Lançon-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence approuvé le 27 juin 2013, ayant fait l'objet d'une modification simplifiée le 16 janvier 2014, ayant fait l'objet d'une révision allégée le 7 mars 2016, et ayant fait l'objet d'une révision générale approuvée le 13 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Lançon-Provence a sollicité le Conseil de Territoire en date du 30 mars 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite du Président l'engagement d'une procédure de modification n° 2 du PLU en vue de :
 - i. Apporter les ajustements aux documents constitutifs du PLU en vue d'asseoir et d'accompagner au mieux la réalisation du projet

d'aménagement « Entrée de ville », comprenant notamment la réalisation du collège et du gymnase ;

- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Lançon-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-3849/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Réalisation du projet de la zone d'aménagement mixte de Rassuen et du secteur de Lavalduc MET 18/7273/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire de Istres-Ouest Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et a fait l'objet de deux mises à jour approuvées par arrêtés municipaux n° 877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de la commune, inscrits, notamment, dans le SCoT Ouest Etang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015.

En effet, ce dernier prévoit, notamment, la création d'une zone d'extension urbaine sur le secteur de Rassuen avec une densité minimale de 35 logements par hectare. La zone doit également comprendre des espaces verts, une grande diversité dans le choix des formes d'habitat, des activités et des grands équipements.

Au-delà des réponses que l'aménagement de ce site doit apporter en termes de besoins en logements, de création d'emplois et d'attractivité globale pour le territoire, son développement doit aussi favoriser la dépollution, la sécurisation et la valorisation patrimoniale des anciennes usines de Rassuen.

Des études complémentaires et la nouvelle donne métropolitaine sont venues conforter et préciser les orientations du SCoT. Elles ont abouti à l'élaboration d'un projet global et cohérent construit autour des objectifs suivants :

- Aménagement d'un éco-quartier, en lisière du futur pôle multimodal, comprenant 1500 logements afin de conjuguer les réponses aux objectifs du SCoT Ouest Etang de Berre et celles qui devront être apportées aux ambitions du PLH métropolitain.
- Aménagement d'un golf international durable (arrosage par les eaux de la station d'épuration...) de 18 trous accompagné de la création d'une académie de golf afin de rendre ce sport accessible à tous. Ce grand équipement sportif et de loisir s'inscrit dans la stratégie de développement économique communal mais aussi métropolitaine, en confortant sa dimension et son attractivité internationale.
- Programme hôtelier en lien avec le golf.
- Requalification et valorisation des bâtiments emblématiques de la friche industrielle hautement polluée de Rassuen (conservation des façades et de la morphologie générale...).
- Valorisation des paysages et prise en compte des enjeux écologiques (évitement des zones humides et canaux, contournement des corridors de transit, création de petits passages pour la faune, restauration de pelouses sèches...)

La mise en œuvre de ces projets situés en zones NL (zone naturelle remarquable au sens de la loi Littoral et d'espaces littoraux), NPS (Nature, Parc et Sport) dont une partie est également retournée en Règlement National d'Urbanisme (zone ND2 du Plan d'Occupation des Sols), et une zone d'urbanisation

future (Zone 2AU) qu'il convient d'ouvrir à l'urbanisation au document d'urbanisme, nécessite que les règles fixées par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur soient adaptées.

La commune d'Istres a donc saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation du projet de la zone d'aménagement mixte de Rassuen et du secteur de Lavalduc.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Conformément au rapport joint à l'ordre du jour, la nécessité de suivre la procédure prévue à l'article L. 126-1 du code de l'environnement et la compétence de la Métropole pour initier et au final se prononcer par la déclaration de projet sur l'intérêt général du projet est expressément rappelé.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

L'objet de la présente délibération est donc d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme d'Istres afin de permettre la réalisation du projet de la zone d'aménagement mixte de Rassuen et du secteur de Lavalduc.

Il est également rappelé que conformément à ce qui a été exposé dans le rapport, en application des dispositions du Code de l'environnement (article L.121-17-1), la procédure de mise en compatibilité entre dans le champ du droit d'initiative et que la présente délibération vaut déclaration d'intention au sens du code de l'environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5217-2, L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L. 126-1, définissant le champ d'application de la procédure de déclaration de projet au titre du Code de l'Environnement ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R. 153-15 et suivants, précisant les modalités de la procédure de mise en compatibilité du PLU ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 121-15-1-3°, L. 121-17-III, L.121-17-1-2° d'après lesquels un droit d'initiative est ouvert au public ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L.121-18 et R.121-25, définissant le contenu de la déclaration d'intention ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 121-19, L. 121-20-II, R. 121-19 à 27, définissant les modalités d'exercice du droit d'initiative et de concertation préalable le cas échéant ;
- Le Code de l'Environnement et notamment l'article L0121-19 susmentionné, stipulant que le droit d'initiative peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente d'déclaration d'intention ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération Cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Le SCot Ouest Étang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et, ayant fait l'objet d'une annulation partielle, de deux mises à jour approuvées par arrêtés municipaux n° 877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la zone d'aménagement mixte de Rassuen et du secteur de Lavalduc revêt un caractère d'intérêt général en répondant aux enjeux de développement notamment en termes d'habitat, d'économie, de tourisme et d'environnement portés par le Territoire Istres-Ouest Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en compatibilité avec les objectifs et les orientations du SCoT en vigueur Ouest Etang de Berre ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU en vigueur de la commune d'Istres par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, pour la réalisation du projet de la zone d'aménagement mixte de Rassuen et du secteur de Lavalduc.

Article 2 :

Conformément au Code de l'Environnement, la présente délibération vaut déclaration d'intention du fait qu'elle contient les informations citées à l'article L. 121-18 du Code de l'Environnement, à savoir :

Les motivations et raisons d'être du projet :

Requalification et valorisation des bâtiments emblématiques de la friche industrielle hautement polluée de Rassuen, aménagement d'un éco-quartier, d'un golf international durable, d'un programme hôtelier en lien avec le golf, valorisation des paysages et prise en compte des enjeux écologiques.

Le cas échéant, le plan ou le programme dont il découle :

Sans objet.

La liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté par le projet :

La présente déclaration de projet concerne le seul territoire de la commune d'Istres, secteur Rassuen et Lavalduc.

Aperçu des incidences potentielles sur l'environnement :

Les incidences potentielles identifiées de ce projet sur l'environnement sont les suivantes :

-Incidences sur les sols : Solution de confinement de terres polluées, apport de terre végétale nécessaire à la réalisation du golf, préservation du relief existant des massifs boisés.

-Incidences sur la ressource en eau : la zone d'étude est globalement apte à l'irrigation et à l'infiltration des eaux de pluie et d'irrigation, participant à la recharge des milieux aquifères.

-Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité Faune et Flore : Impact des milieux boisés (partie golf) et des milieux ouverts (écoquartier). Impacts négatifs essentiellement liés à la flore. Impact positif sur le site voisin Natura 2000 de l'étang car réduction forte de l'apport en eaux polluées en provenance de la friche industrielle qui se déverse actuellement dans l'étang.

-Incidences sur le paysage : La réalisation du projet d'aménagement mixte va modifier le paysage de la zone d'étude, actuellement peu valorisé et remanié.

-Incidences sur les risques et nuisances : Apport supplémentaire de trafic routier (véhicules légers essentiellement). Aucune activité polluante.

-Incidences sur la qualité de l'air : Aucune incidence mise à part celle liée au trafic routier généré. Aucune activité polluante.

Le cas échéant, les solutions alternatives envisagées :

Les solutions envisagées sont des modifications de l'aménagement afin d'éviter au maximum les impacts sur les milieux naturels et paysagers (déplacement du

parcours initial vers des zones peu sensibles, requalification de la voirie

Modalités déjà envisagées, s'il y a lieu, de concertation préalable du public :

Le projet de déclaration préalable sera soumis à la concertation pendant une durée d'un mois minimum, selon les modalités suivantes :

- information sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence
- information sur le site internet de la commune d'Istres
- mise à disposition du dossier complet de la déclaration préalable et de mise en compatibilité du PLU d'Istres accompagné d'un registre à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, allée de la Passe-Pierre, Bat. Trigrance 4, ZAC de Trigrance à Istres,
- mise à disposition du dossier complet de la déclaration préalable et de mise en compatibilité du PLU d'Istres, accompagné d'un registre à l'Hôtel de ville d'Istres 1 Esplanade Bernardin Laugier à Istres,
- publication d'un article d'information dans la presse locale.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

La déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU porte sur le projet d'aménagement de la zone mixte de Rassuen et du secteur de Lavalduc, la création des zones Ug et Ng, le remaniement des zones NL et A, la suppression d'une zone AL et le remaniement d'espaces boisés classés.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme, une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU sera organisée avec l'Etat, la Métropole, le Conseil de Territoire, la commune d'Istres et les Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme, avant la mise à l'enquête publique. A l'issue de cet examen conjoint un procès-verbal sera rédigé et fera partie des pièces du dossier d'enquête publique.

Article 5 :

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU, d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du Code de l'Urbanisme. Cette enquête publique aura lieu suite à l'exercice des dispositions contenues dans les articles

susmentionnés du Code de l'Environnement (droit d'initiative possible durant 2 mois, puis décision motivée du préfet rendue dans un délai d'un mois maximum, puis mise en œuvre de l'éventuelle concertation préalable).

Article 6 :

À l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4, le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera approuvé, après avoir été éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par une délibération du Conseil de la Métropole.

Article 7 :

Cette délibération valant déclaration d'intention, sera, conformément aux articles L.121-18 et R.121-25 du Code de l'Environnement :

- publiée sur le site internet de la Métropole, à l'adresse suivante : www.ampmetropole.fr
- publiée sur le site internet de la commune d'Istres, à l'adresse suivante : www.istres.fr
- publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département, à l'adresse suivante : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Article 8 :

Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet et fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence et à la mairie d'Istres pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-3850/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Réalisation de l'aménagement de l'extension et de la revalorisation du Port des Heures Claires
MET 18/7275/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire de Istres-Ouest Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et, a fait l'objet, de deux

misés à jour approuvées par arrêtés municipaux n°877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de la commune.

Dans le cadre de sa politique de développement sportive, touristique et de loisirs, la ville souhaite permettre la réalisation de projets touristiques et de loisirs structurants, autour de l'extension et de la revalorisation du Port des Heures Claires situé sud-est de la ville, sur les rives de l'Etang de Berre.

Ce projet permettra de pallier la saturation du port, de l'adapter aux exigences de sûreté et de sécurité imposées par les normes en vigueur, d'améliorer la gestion des déchets et l'entretien des bateaux pour répondre aux exigences de la certification européenne Ports propres ainsi que de gérer et sécuriser les flux de personnes et de véhicules.

Pour répondre à ces enjeux, la ville a conduit des études et construit un projet global articulé autour de différents objectifs relatifs :

- Aux activités de plaisance : nouvelle capitainerie, adaptation des tirants d'eau, de la signalisation et du balisage maritime, création d'un nouveau plan d'eau ;
- Aux activités de pêche : mise aux normes et modernisation, dispositif de dégrilleur pour le lavage des filets, rambarde sèche filet ;
- Aux activités de service : restructuration, sécurisation, augmentation de l'aire de carénage ; augmentation de la capacité de stockage de bateaux, installation d'un point propre et des points de collecte et de tri des déchets, d'une pompe fixe de récupération des eaux grises, création de zones de stationnement, aménagement du quai d'accueil de la navette maritime, station d'avitaillement ;
- Aux activités nautiques : aménagement d'un nouveau plan d'eau, création d'un bâtiment regroupant les associations et activités nautiques, accessibilité aux personnes à mobilité réduite, création de hangars de stockage des embarcations ;
- Aux questions environnementales : mise en place de mesures d'évitement pour prendre en compte les enjeux les plus prégnants, mise en place de structures permettant la restauration écologique, maintien corridor écologique, mise en place de dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales ;

La réalisation de ce projet, situé en zone UP (zone urbaine réservée aux activités portuaires et nautiques) qui doit être étendue sur l'Etang de Berre et dont une partie est couverte par une bande d'espace boisé classé (EBC) qui doit être supprimée, nécessite que le Plan Local d'Urbanisme en vigueur soit adapté.

La commune d'Istres a donc saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour l'aménagement de l'extension du Port des Heures Claires.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Conformément au rapport joint à l'ordre du jour, la nécessité de suivre la procédure prévue à l'article L. 126-1 du code de l'environnement et la compétence de la Métropole pour initier et au final se prononcer par la déclaration de projet sur l'intérêt général du projet est expressément rappelé.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

L'objet de la présente délibération est d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme d'Istres afin de permettre la réalisation de l'aménagement de l'extension du Port des Heures Claires.

Il est également rappelé que conformément à ce qui a été exposé dans le rapport, en application des dispositions du Code de l'environnement (article L.121-17-1), la procédure de mise en compatibilité entre dans le champ du droit d'initiative et que la présente délibération vaut déclaration d'intention au sens du code de l'environnement. Il est également rappelé qu'une concertation devra être conduite au titre du code de l'urbanisme

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5217-2, L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et également L. 103-2 et R. 103-1 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L. 126-1, définissant le champ d'application de la procédure de déclaration

- de projet au titre du Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R. 153-15 et suivants, précisant les modalités de la procédure de mise en compatibilité du PLU ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 121-15-1-3°, L. 121-17-III, L.121-17-1-2° d'après lesquels un droit d'initiative est ouvert au public ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L.121-18 et R.121-25, définissant le contenu de la déclaration d'intention ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 121-19, L. 121-20-II, R. 121-19 à 27, définissant les modalités d'exercice du droit d'initiative et de concertation préalable le cas échéant ;
- Le Code de l'Environnement et notamment l'article L0121-19 susmentionné, stipulant que le droit d'initiative peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente d'déclaration d'intention ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération Cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Le SCot Ouest Étang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et, ayant fait l'objet d'une annulation partielle, de deux mises à jour approuvées par arrêtés municipaux n°877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n°189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n°39/16 du 2 mars 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 15 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le projet d'aménagement de l'extension du Port des heures Claires revêt un caractère d'intérêt général, en répondant aux enjeux économiques et environnementaux portés par le Territoire Istres-Ouest Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en compatibilité avec les objectifs et les orientations du SCot en vigueur Ouest Etang de Berre ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU en vigueur d'Istres par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme ;

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme d'Istres, pour le réaménagement, l'extension et la revalorisation du Port des Heures Claires.

Article 2 :

Conformément au Code de l'Environnement, la présente délibération vaut déclaration d'intention du fait qu'elle contient les informations citées à l'article L. 121-18 du Code de l'Environnement, à savoir :

Les motivations et raisons d'être du projet :

Indispensable à la revitalisation de la ville d'Istres, la revalorisation et l'extension du Port des Heures Claires constituent un des axes majeurs des réflexions menées par la ville. Positionné au Sud-Est de la ville, sur les rives de l'Etang de Berre, ce port est un site attractif (comprenant 2 bassins, une aire de carénage et une base nautique) confronté à différents défis : saturation du port, besoin d'adaptation aux exigences de sûreté et de sécurité imposées par les normes en vigueur, amélioration de la gestion des déchets et de l'entretien des bateaux pour répondre aux exigences de la certification européenne Ports propres ainsi que gérer et sécuriser les flux de personnes et de véhicules.

Le cas échéant, le plan ou le programme dont il découle :

Sans objet

La liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté par le projet :

La présente déclaration de projet concerne le seul territoire de la commune d'Istres, secteur du Port des Heures Claires.

Aperçu des incidences potentielles sur l'environnement :

Les incidences potentielles identifiées de ce projet sur l'environnement sont les suivantes :

-Incidences sur les sols :

-la surface totale du projet est de 56 846m² dont 4 779 m² pour le volet terrestre et 52 067m² pour le volet portuaire (8 600 m² de mouillage), soit une augmentation de 3 000m² environ.

-en phase travaux : En ce qui concerne les fonds marins, les sédiments sont pollués : le dragage et les fouilles seront réalisés en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter tout risque de diffusion des polluants (écran anti-MES et évacuation en décharge contrôlée)

-les zones de stockage et d'installation des engins de chantier seront équipées de rétention afin d'éviter tout risque de pollution du milieu

-Incidences sur la ressource en eau :

-En phase travaux, la consommation d'eau est d'environ 1m³/ jour, ce qui ne représente pas une grande proportion par rapport aux usages du port (sanitaires...)

-En phase d'exploitation : la consommation d'eau sera sensiblement augmentée du fait du développement de l'activité, amélioration des services et augmentation du nombre de mouillages.

-Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité Faune et Flore

-Milieu terrestre : Conservation de la station de Limonium de Provence (balisage pendant les travaux et mise en valeur de la zone paysagère aménagée), conservation des boisements et gîtes pour les chiroptères.

-Milieu marin : transplantation ou déplacement des herbiers de zostères préalablement au démarrage des travaux, surveillance et limitation de la turbidité en phase travaux

-Incidences sur le paysage

- Intégration paysagère soignée (bâtiments type troglodyte intégrés à la falaise) et suppression des bungalows et hangars préfabriqués détériorés

- Prise en compte du cône de visibilité du monument historique,

- Limitation de l'extension portuaire vers le large, côte d'arase conservée

- Remise à l'état naturel de l'ancienne zone de stockage et école de voile

- Mise en valeur de l'espèce protégée Limonium grâce à un aménagement paysager

-Incidences sur les risques et nuisances

- En phase travaux : mise en œuvre d'une barrière acoustique au niveau de l'aire de carénage pour limiter les nuisances sonores, isolation acoustique des bâtiments (cloisons et portes)

- A terme : Risque de submersion (augmentation du niveau de la mer) pris en compte dans la conception des nouveaux ouvrages : réhausse des quais ; barrière anti-bruit tout autour de l'air de carénage afin de ne pas importuner les riverains,

-Incidences sur la qualité de l'air

- En phase travaux : optimisation des trajets (camions, engins) pour limiter les impacts sur la qualité de l'air (réemploi des enrochements et déblais de démolition), utilisation d'engins aux normes en terme de rejet

- En phase d'exploitation : faible augmentation du nombre de mouillages, flotte constituée essentiellement de voiliers impact négligeable

Le cas échéant, les solutions alternatives envisagées :

sans objet, la commune ne disposant pas d'autres ouvrages portuaires.

Modalités déjà envisagées, s'il y a lieu, de concertation préalable du public :

Le projet de déclaration préalable sera soumis à la concertation pendant une durée d'un mois minimum, selon les modalités suivantes :

- information sur le site internet du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence
- information sur le site internet de la commune d'Istres

- mise à disposition du dossier complet de la déclaration préalable et de mise en compatibilité du PLU d'Istres accompagné d'un registre à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, allée de la Passe-Pierre, Bat. Trigrance 4, ZAC de Trigrance à Istres
- mise à disposition du dossier complet de la déclaration préalable et de mise en compatibilité du PLU d'Istres accompagné d'un registre à l'Hôtel de ville d'Istres, 1 esplanade Bernardin Laugier 13 800 Istres
- publication d'un article d'information dans la presse locale

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence.

Article 3 :

La déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU porte sur le projet de réaménagement, extension et valorisation du Port des Heures Claires ainsi que sur l'extension de la zone UP affectée aux activités portuaires, nautiques et sur la suppression d'un Espace Boisé Classé (EBC).

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme, une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU sera organisée avec l'Etat, la Métropole, le Conseil de Territoire, la commune d'Istres et les Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme, avant la mise à l'enquête publique. A l'issue de cet examen conjoint un procès-verbal sera rédigé et fera partie des pièces du dossier d'enquête publique.

Article 5 :

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU, d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du Code de l'Urbanisme.

Cette enquête publique aura lieu suite à l'exercice des dispositions contenues dans les articles susmentionnés du Code de l'Environnement (droit d'initiative possible durant 2 mois, puis décision motivée du préfet rendue dans un délai d'un mois maximum, puis mise en œuvre de l'éventuelle concertation préalable).

Article 6 :

À l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 5 le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera approuvé, après avoir été

éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par une délibération du Conseil de la Métropole.

Article 7 :

Cette délibération valant déclaration d'intention, sera, conformément aux articles L.121-18 et R.121-25 du Code de l'Environnement :

- publiée sur le site internet de la Métropole, à l'adresse suivante : www.ampmetropole.fr
- publiée sur le site internet de la commune d'Istres, à l'adresse suivante : www.istres.fr
- publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département, à l'adresse suivante : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Article 8 :

En application de l'article R.103-1 du code de l'urbanisme, une concertation portera spécifiquement sur l'augmentation de la capacité du Port et son volet terrestre.

Le projet sera soumis à la concertation pendant une durée d'un mois minimum, selon les modalités suivantes :

- information sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence
- information sur le site internet de la commune d'Istres
- mise à disposition du dossier complet de concertation et des aménagements projetés accompagné d'un registre à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, allée de la Passe-Pierre, Bat. Trigrance 4, ZAC de Trigrance à Istres
- mise à disposition du dossier complet dossier complet de concertation et des aménagements projetés accompagné d'un registre à l'Hôtel de ville d'Istres ,1 esplanade Bernardin Laugier 13 800 Istres
- publication d'un article d'information dans la presse locale

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 9 :

Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet et fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et à la mairie d'Istres pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-3851/18/CM

**■ Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°6s
MET 18/6984/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprole Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis a fait l'objet de plusieurs procédures de modifications, révisions simplifiées et modifications simplifiées ; la modification simplifiée approuvée au conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 portait sur l'inscription d'un secteur de mixité sociale et la majoration des règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 11, sise avenue Alphonse Daudet, pour la réalisation de logements locatifs sociaux.

Par délibération du 14 novembre 2017, la commune de Cassis a sollicité du Conseil de Territoire Marseille Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6s afin de corriger une erreur matérielle émanant de la procédure susvisée ; en effet, le projet bénéficiant d'une assiette plus étendue, il convient d'inscrire un secteur de mixité sociale et d'étendre la majoration des règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 10, mitoyenne de la parcelle CM 11, sise avenue Alphonse Daudet.

Les adaptations du POS envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération de la commune de Cassis du 14 novembre 2017 sollicitant du Conseil de Territoire Marseille Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée du POS ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification simplifiée n°6s du POS de la commune de Cassis et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis en vigueur ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cassis a sollicité le Conseil de Territoire en date du 14 novembre 2017 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du POS afin de corriger une erreur matérielle en inscrivant un secteur de mixité sociale et en étendant la majoration des règles de hauteur sur la parcelle CM 10 sise avenue Alphonse Daudet.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du POS envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6s du Plan d'occupation des sols de la commune de Cassis.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-3852/18/CM

■ Instauration d'un Droit de Prémption Urbain Renforcé aux zones UC et UD du PLU sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons MET 18/6949/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 211-2, 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose qu'un Etablissement Public de coopération intercommunale est compétent en matière du Plan Local d'Urbanisme. Cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de droit de prémption.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences en matière du Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n° URB 008-1161/07/CC en date du 17 décembre 2007, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence a fixé les conditions d'exercice du droit de prémption urbain simple sur l'ensemble des zone U et AU du territoire septémois, à la demande de la commune en application du droit de prémption mis en place dès 1988.

Toutefois, l'article L 211-4 du Code de l'Urbanisme exclut de ce droit de prémption urbain simple les cas suivants :

- A l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai.
- A la cession de parts ou d'actions de sociétés visées donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires.
- A l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

Le même article prévoit que la commune, par délibération motivée, peut décider d'appliquer ce droit de prémption aux aliénations et cessions mentionnées au présent article sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit. Il

s'agit dans ce cas d'un droit de préemption urbain renforcé.

Ainsi, par délibération n° EPPS 003-1434/09/CC du 22 juin 2009, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence a alors mis en place un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UB du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à sa demande.

Aujourd'hui, il convient que ce droit de préemption urbain renforcé soit étendu à l'ensemble des zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme, afin de disposer d'un outil de maîtrise foncière plus complet et d'alimenter l'observatoire des transactions immobilières opérées sur le territoire communal. En effet, à ce jour, beaucoup de copropriétés de plus de 10 ans et d'immeubles récemment achevés situés dans les zones urbanisées de la commune ne sont pas concernées par l'obligation de déclarer l'intention d'aliéner dans le cadre du régime du droit de préemption.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de Septèmes-les-Vallons relative à l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme, sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons en date du 5 avril 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons a demandé l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan d'Occupation des Sols afin de lui permettre de disposer d'un outil de maîtrise foncière plus complet sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est instauré un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur les zones UC et UD du Plan d'Occupation des Sols sur la commune de Septèmes-les-Vallons (voir plan ci-joint).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est habilité à déléguer ponctuellement le Droit de Préemption Urbain Renforcé à la commune de Septèmes-les-Vallons sur son territoire, en application de l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, dès lors que l'acquisition dudit bien entre dans le champ de compétence de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-3853/18/CM

■ Déclaration de l'intérêt métropolitain d'opérations d'aménagement sur les Communes de Lançon de Provence et des Pennes Mirabeau MET 18/7219/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la Métropole est compétente notamment en matière d'habitat, de politique de la ville, de renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysage.

Conformément à l'article L5217-2 du CGCT, la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ne sont pas soumises à la définition de l'intérêt

métropolitain et relève de la compétence exclusive de la Métropole.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain concerne donc les autres opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente notamment habitat, politique de la ville, renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager

Pour rappel, le Code de l'Urbanisme dans son article L 300.1 définit les opérations et actions d'aménagement comme celles qui ont pour objets de mettre en œuvre :

- un projet urbain,
- une politique locale de l'habitat,
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- de favoriser le développement des loisirs de tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain ,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels.

Ainsi, par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain pour caractériser l'intérêt métropolitain d'une opération d'aménagement a approuvé les critères suivants :

- les opérations dont le périmètre se développeront sur le territoire de plusieurs communes,
- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,
- les opérations mixtes dont la surface de plancher dédiée au développement économique sera significative ;
- le caractère innovant et /ou expérimental de l'opération, la prise en compte dans son programme de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales
- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus et suite à la proposition des maires, les opérations d'aménagement suivantes sont reconnus d'intérêt métropolitain :

- « Cœur de ville de Lançon Provence » basé sur la restructuration de la cave viticole ce projet représente un enjeu fort pour créer une centralité en articulation avec le noyau ancien et le centre Marcel Pagnol. La

réalisation de ce projet représente également une opportunité pour la requalification des espaces publics. Afin de renforcer le lien urbain et fonctionnel du centre-ville, de consolider son statut de pôle de centralité et de développer l'attractivité touristique du centre ancien.

- « Quartier du Pôle d'Echange Multimodal des Pennes Mirabeau », l'enjeu est la création d'un nouveau quartier de gare à proximité du nouveau pôle multimodal. Au-delà de l'amélioration des services de transport, le projet de pôle d'échanges doit permettre de recréer un quartier vivant, en modernisant les équipements et en améliorant l'environnement immédiat de la gare.

La Métropole en étroite collaboration avec les communes concernées engagera les études et démarches nécessaires visant à mettre en place les outils opérationnels adéquats permettant la mise en œuvre d'opérations d'aménagement métropolitaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017.
- La délibération du conseil métropolitain n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la métropole a défini les critères de l'intérêt métropolitain
- Que les deux sites répondent à des enjeux structurant mettant œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville
- Que pour les deux sites sont pris en compte dans la définition des enjeux et des objectifs de programmation l'articulation habitat-transport et la mise en œuvre de démarches environnementales

Délibère

Article unique :

Sont reconnues d'intérêt métropolitain les opérations d'aménagement suivantes :

- « Cœur de ville de Lançon Provence »,
- « Quartier du Pôle d'Echange Multimodal des Pennes Mirabeau ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-3854/18/CM

■ Opération Grand Centre Ville - Requalification du centre ville de Marseille - Approbation du bilan de la concertation pour la restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites "grand centre ville" - 1er et 2ème arrondissements MET 18/7099/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes les 9 février 2009 et le 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est concédante de l'opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en renouvellement urbain sur 25 pôles prioritaires, a pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées, approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 25 septembre 2015 objet d'une convention signée par l'ensemble des partenaires et exécutoire le 25 janvier 2016.

Signée pour une durée de cinq ans entre l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les collectivités et l'Etat, l'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles situés en hypercentre : Opéra, Mazagran, Coutellerie, Fonderie-Vieille, Korsec-Velten.

Elle a pour vocation d'inciter les propriétaires et les copropriétaires privés à contribuer au programme de renouvellement urbain en les aidant à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement financier et technique.

Dans le cas où ce dispositif s'avère insuffisant pour obtenir le traitement des immeubles les plus dégradés, pour lesquels un redressement à l'amiable avec les propriétaires ou syndicats de copropriété a échoué, il est prévu de recourir à la mise en œuvre de procédures de droit imposant les travaux pour obtenir une réhabilitation globale et pérenne.

Après plusieurs mois d'animation de l'opération, il est apparu que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne suffit pas à déclencher les décisions de travaux de la part des propriétaires privés concernés. Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles le nécessitant, il a été acté de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du Code de l'Urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées. La procédure de restauration immobilière impose un programme de travaux déclaré d'utilité publique à réaliser dans un délai fixé sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

En application des modalités de concertation préalable fixées conformément à l'article L103.2 du Code de l'Urbanisme et par délibération n° URB 012-

3286/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017, la concertation publique a donné lieu :

- à une exposition, en des lieux publics des 1^{er} et 2^e arrondissement, du 8 janvier au 9 février présentant sur des panneaux le cadre général de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM, le dispositif incitatif d'aides de l'OPAH-RU mis en place, et enfin la procédure de Restauration Immobilière dans ses phases administratives et judiciaires.

- à des permanences techniques permettant d'apporter des explications et répondre aux questions des usagers et propriétaires.

-
Durant tout ce mois, des registres étaient à disposition du public, pour consigner les remarques, questions et observations des visiteurs.

Cette concertation a été annoncée par avis de presse ainsi que par un mailing adressé à tous les propriétaires et syndicats de copropriété d'immeubles d'habitation inclus dans le périmètre de l'OPAH-RU multisites.

En complément des modalités prévues, une séance a été organisée le 6 février 2018 avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers (UNPI 13) pour les informer sur la démarche engagée, recueillir les avis des professionnels de l'immobilier et s'en faire des relais auprès de leurs adhérents et des syndicats.

Le bilan ci annexé tiré de la concertation est proposé à l'approbation de l'assemblée délibérante et fait l'objet du présent rapport. En résumé :

36 personnes ont participé à la concertation en laissant des observations dans les registres, en répondant par courrier ou par mail ou en téléphonant à la SOLEAM pour se renseigner sur la nature des aides proposées, demander des informations sur le caractère coercitif de la procédure de Restauration Immobilière, demander des rendez-vous ou visites sur site. Sur les 860 courriers adressés aux propriétaires et syndicats de copropriété des immeubles inclus dans les pôles de l'OPAH-RU, le nombre de participants peut paraître faible mais la SOLEAM a observé une augmentation de la mobilisation des propriétaires dans le cadre de l'OPAH qui étudient la possibilité ou souhaitent engager des travaux de rénovation de leur bien. L'objectif de mobiliser et motiver les propriétaires des pôles est donc atteint. D'une manière générale la procédure n'a pas soulevé d'opposition ni d'objection, le dispositif d'accompagnement technique et d'aide financière recueillant un accueil plutôt positif.

Ce bilan sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées, apportant les réponses aux questions soulevées le cas échéant par le projet.

Par la suite des procédures de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière (DUP RI) vont être engagées au bénéfice du concessionnaire pour obtenir la réhabilitation globale et pérenne des immeubles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal 09/028/DEVD du 9 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 008-1929/02CC du 19 février 2009 ;
- La convention d'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » notifiée le 25 janvier 2016 sous le n°2016-80171 ;
- La délibération URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 concernant les dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 012-3286/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant les modalités de la concertation publique dans le cadre de l'OPAH RU Multisites Grand Centre Ville ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de poursuivre le processus de communication et d'échange par des concertations par pôle ou groupes de pôles pour les projets entrant dans le champ de cette opération, au fur et à mesure de leur définition préalablement à leur mise en œuvre ;
- Que le recours à la procédure de restauration immobilière est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'OPAH Renouvellement Urbain multisites Grand Centre Ville à volet copropriétés dégradées, couvrant cinq pôles de l'opération, et appelle à approuver le bilan de la concertation publique qui en a découlé ;

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation publique ci-annexé pour la restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH-RU multisites « grand centre ville » à volet copropriétés dégradées - 1er et 2ème arrondissements de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-3855/18/CM

■ Opération Grand Centre Ville - Requalification du centre-ville de Marseille - Approbation du bilan de la concertation publique pour le quartier Noailles et l'équipement socioculturel à vocation intergénération Noailles à Marseille 1er arrondissement MET 18/7106/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes les 9 février 2009 et le 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en faveur du renouvellement urbain de 35 pôles de projets, dont 25 pôles prioritaires, avec pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics liés, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) aujourd'hui classées en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPV) éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement est concédée à la société publique locale d'aménagement Soléam par convention n°T1600914CO (ex-n°11-0136).

Le mode opératoire de l'opération « Grand Centre-Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.

Cinq pôles opérationnels du quartier Noailles (Noailles-Capucins, Bedarrides, Saint-Louis Delacroix, Arc-Palud et Ventre-Lieutaud) ont fait l'objet d'une étude urbaine qui a permis de déterminer des axes d'intervention possibles en associant usagers, commerçants, résidents, riverains et associations à travers deux forums ouverts et des balades urbaines en lien avec les services techniques compétents. Ces orientations d'intervention en matière de requalification des espaces publics, circulation et stationnement, gestion urbaine de proximité ou encore stratégie d'intervention sur le bâti, doivent faire l'objet d'une restitution.

Parallèlement, un programme et une faisabilité ont été élaborés en vue de la création d'un équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle pour répondre à un besoin avéré sur le quartier.

Ces projets intéressants le quartier Noailles étant prêts pour être soumis à concertation publique, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibérations n°URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 et n° URB 017-1822/17/CM du 30 mars 2017 les modalités de concertation publique pour :

- le projet d'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles, à l'étude sur deux sites

complémentaires (14-18, rue Moustier site Domaine Ventre et 44, rue d'Aubagne) et à destination d'un public d'enfants et de jeunes fortement représenté dans le quartier Noailles

- la restitution sur le quartier Noailles (pôles Noailles-Capucins, Bedarrides, Saint-Louis Delacroix, Arc-Palud et Ventre-Lieutaud) des orientations de l'étude urbaine en matière de requalification des espaces publics, stratégie et premières interventions et matière d'habitat et de logements.

Sur la base de ces délibérations, des mesures de publicité ont annoncé aux administrés l'objet, les lieux, dates et modalités du déroulement de cette concertation. En plus des mesures de publicité légales, un courrier d'information a également été distribué dans les boîtes aux lettres des habitants du quartier.

Une réunion publique de lancement de la concertation s'est tenue le 24 janvier 2018 au théâtre Mazenod (88, rue d'Aubagne - 13001), en présence des élus. La concertation s'est déroulée du 22 janvier au 23 février 2018 inclus, sous la forme d'une exposition publique dans les locaux de la Ville, 40 rue Fauchier (13002), avec mise à disposition d'un registre permettant au public de consigner remarques, questions et observations. Pendant ce mois de concertation, dix permanences techniques, organisées les mardis matin et jeudis après-midi, ont permis d'apporter des explications sur les projets et de répondre aux questions des visiteurs.

Ces permanences ont permis d'accueillir au total treize personnes. Le registre a permis de consigner vingt-six contributions écrites ; cinq contributions formalisées par le milieu associatif y ont été annexées, soit un total de trente et une contributions.

Suite à la demande du Conseil Citoyen des 1^{er} et 6^{ème} arrondissements d'organiser la concertation au plus près Noailles, un deuxième jeu de panneaux a été installé dans le hall des locaux de la Soléam, 49 La Canebière – 13001, à proximité immédiate du quartier, et un troisième jeu remis Conseil Citoyen qui a organisé quatre après-midis d'exposition dans différents lieux afin de recueillir les contributions habitantes sur les projets. Le 23 février, à l'issue de ces quatre après-midis de présence sur le quartier, un membre du Conseil Citoyen est venu directement porter au registre de concertation, consigné rue Fauchier, les dix-huit contributions habitantes recueillies ainsi qu'une contribution de cinq pages rédigée au nom du Conseil Citoyen.

Aujourd'hui, conformément aux articles L 103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, il est proposé d'approuver le bilan de cette concertation publique qui met particulièrement en avant l'attente des habitants et usagers sur les points suivants :

- l'espace public : les contributions font état du déficit de lieux de rencontre et de rassemblement pour les habitants et usagers du quartier, de l'importance d'encourager les initiatives de végétalisation et de la nécessité d'un contrôle plus efficace de la qualité des aménagements réalisés.

- la circulation / le stationnement : le projet de piétonisation est accueilli favorablement. Si certaines contributions expriment le souhait d'une plus grande ambition et la crainte d'un retard dans sa mise en œuvre, d'autres font état de la nécessité d'une politique volontariste en vue d'accompagner la disparition progressive de la voiture dans le centre ancien. Les problématiques de respect des règles de stationnement et de circulation sont évoquées notamment au regard de leurs conséquences sur la sécurité des piétons et des cycles.

- la gestion urbaine de proximité (gestion des déchets, organisation des livraisons) : après le constat d'une amélioration récente de la propreté du quartier, les contributions font ressortir la nécessité de conduire une réflexion poussée sur les équipements de collecte et sur la mise en œuvre d'une politique volontariste en matière de réduction et de valorisation des déchets. Concernant l'organisation des livraisons, l'importance d'associer les acteurs concernés et de mettre en place des expérimentations est soulignée.

- l'habitat : plusieurs contributions insistent sur l'urgence de traiter le mal-logement et la nécessité d'engager rapidement des démarches en faveur de la rénovation du bâti dégradé. La mise en œuvre d'une politique ambitieuse en matière de production de logements sociaux sur le quartier est attendue.

- le commerce / l'attractivité : si les participants font état de la perte d'attractivité du quartier et de la vacance de certains commerces, ils insistent toutefois sur la richesse de sa diversité commerciale et la nécessité de maintenir le commerce existant qui permet de répondre aux besoins des habitants. Certains posent la question du contrôle des occupations commerciales et de la politique municipale en matière de soutien du commerce traditionnel.

- les équipements publics : les contributions évoquent les besoins d'écoles maternelle et élémentaire, de crèches et d'équipements ludiques et sportifs pour la jeunesse ainsi que de lieux de rencontre pour les habitants du quartier.

- l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles : plusieurs contributions écrites expriment les inquiétudes des riverains au regard du projet du Domaine Ventre et de son potentiel impact sur la tranquillité résidentielle du lieu. L'association des acteurs locaux à la définition du projet social du futur équipement est attendue,

notamment afin de ne pas concurrencer les structures déjà en place.

- la communication et la concertation sur les projets : des craintes ont été exprimées quant à la finalité des opérations prévues, notamment vis-à-vis des habitants du quartier. Des participants expriment leur impatience au regard des études restant à conduire et de l'échéance annoncée des premières réalisations, en insistant sur l'urgence de la problématique de mal-logement. Globalement, les contributions font ressortir la nécessité d'associer plus en amont les habitants à la définition des projets et d'améliorer leur communication notamment avec la mise en place d'outils pour permettre des échanges plus réguliers avec les porteurs de projet.

Des réponses ont été apportées en séance publique par les élus et les techniciens sur l'extension de la piétonisation en centre-ville et le plan de mobilité, sur l'attractivité et la fonction commerciale du quartier, notamment avec le retour du marché après requalification de la place des Capucins, sur les conditions complexes et coûteuses qui ralentissent l'action publique en matière de lutte contre l'habitat dégradé et en matière de maîtrise foncière nécessaire pour produire des équipements ou du logement à prix maîtrisé dans un quartier dense et historique. Ces réponses sont synthétisées dans le bilan de concertation joint en annexe.

L'ensemble des observations formulées est annexé au bilan.

Si les participants et contributeurs accueillent plutôt favorablement les orientations d'intervention sur le quartier Noailles et le projet d'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle, ils appellent toutefois de leurs vœux :

- une meilleure concertation des habitants et usagers tout au long de la mise en œuvre des projets publics programmés ;

- plus d'ambition et d'efficacité dans la mise en œuvre des politiques publiques (lutte contre l'habitat indigne, production de logements sociaux, projet de piétonisation...) ;

- pour le projet d'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle, l'association des acteurs de terrain à la définition du projet social du futur équipement et la mise en place d'un groupe de travail associant services techniques et riverains pour le site Domaine Ventre.

Ces attentes seront examinées en coordination avec les différents services compétents pour pouvoir y donner suite. Les contributions écrites des associations feront l'objet de réponses formalisées ou de temps d'échanges. Le Conseil Citoyen des 1^{er} et 6^{ème} arrondissements sera le relai des échanges à venir.

Le bilan de la concertation sera mis en ligne sur le site internet de la Soléam, concessionnaire de l'opération « Grand Centre Ville ».

Les évolutions relatives à l'avancée des études et des projets seront publiées régulièrement sur le site internet de la Soléam et des collectivités concernées et pourront donner lieu à l'organisation d'autres rendez-vous avec les habitants, associations locales et autres personnes concernées dans le cadre de temps de concertation complémentaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 approuvant les modalités de concertation pour le projet d'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles (14-18, rue Moustier site Domaine Ventre et 44, rue d'Aubagne) ;
- La délibération n°URB 017-1822/17/CM du 30 mars 2017 approuvant les modalités de concertation pour les pôles du quartier Noailles ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville », concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole Aix-Marseille Provence à compter du 1^{er} janvier 2016, relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de poursuivre le processus de communication et d'échange par des concertations par pôle ou groupes de pôles pour les projets entrant dans le champ de cette opération, au fur et à mesure de leur définition préalablement à leur mise en œuvre ;
- Que la concertation publique sur les pôles constitutifs du quartier Noailles et l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles (Marseille, 1^{er} arrondissement) s'est déroulée du 22 janvier au 23 février 2018 inclus ;
- Qu'il convient d'approuver le bilan de cette concertation publique.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation publique ci-annexé pour les pôles constitutifs du quartier Noailles et l'équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles (Marseille, 1^{er} arrondissement).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-3856/18/CM

**■ Suppression de la Zone d'Aménagement
Concerté de Croix Sainte du Pays de Martigues
MET 18/7162/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Croix-Sainte est située, au Nord du chenal de Caronte sur la commune de Martigues, et recouvre une superficie de 44 hectares.

Elle a été créée par arrêté préfectoral du 14 juin 1974.

La Société Nouvelle de Croix-Sainte a été chargée de l'aménagement de la ZAC par la Commune de Martigues, aux termes d'une convention du 14 juin 1974, approuvée par le Préfet le 26 novembre 1974.

Cette zone se compose de deux secteurs, d'une part

un secteur réservé à l'habitation et à l'exercice d'activités tertiaires et d'autre part un secteur réservé aux activités industrielles et commerciales.

La quasi-totalité des superficies commercialisables sont aujourd'hui bâties, ou tout du moins aménagées, que ce soit les secteurs destinés aux activités commerciales, tertiaires, industriels, d'habitation, ou d'équipements publics.

Considérant l'antériorité de l'action d'aménagement, réalisée en totalité, et la dissolution en 2006 du concessionnaire « la Société Nouvelle de Croix-Sainte », il y a lieu de constater la réalisation des aménagements prévus et la fin du mandat de ladite société.

Les aménagements et constructions prévus ont été entièrement réalisés et sont conformes aux pièces réglementaires du dossier de ZAC. L'ensemble des aménagements publics à la charge de l'aménageur a été réalisé.

Il convient alors de procéder à la suppression de la ZAC de Croix-Sainte afin de supprimer toutes les dispositions juridiques particulières à la zone, notamment en matière fiscale, de règles d'urbanisme et de droit foncier, et de rétablir le droit commun.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ensemble des aménagements publics à la charge de l'aménageur a été réalisé
- Qu'il convient de procéder à la suppression de la ZAC de Croix Sainte en application des dispositions de l'article R 311-12 afin de supprimer toutes les dispositions juridiques particulières à la zone, notamment en matière fiscale, de règle d'urbanisme et de droit foncier, et de rétablir le droit commun. ;

Délibère

Article 1 :

Est décidé de procéder à la suppression de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Croix Sainte.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet de mesure de publicités suivantes selon les dispositions de l'article R 311-5 du Code de l'Urbanisme :

- Elle sera affichée un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Martigues, ainsi que dans le recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-3857/18/CM

**■ Suppression de la Zone d'Aménagement Concerté Ecopolis Martigues Sud du Pays de Martigues
MET 18/7164/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ecopolis Martigues Sud, créée 20 octobre 1970, a permis l'implantation de nombreuses entreprises nouvelles et la création de nombreux emplois dans des secteurs d'activités diversifiés.

Avec l'avancement rapide de la commercialisation des lots industriels, son périmètre opérationnel est passé successivement de 38 hectares à près de 90 hectares. Bénéficiant d'une excellente qualité de desserte, elle compte aujourd'hui environ 280 entreprises et plus de 4 500 emplois.

Par convention publique d'aménagement du 25 mai 1976 et ses avenants, le Syndicat Mixte d'Equipement de Martigues a confié à la SEMIVIM (Société d'Economie Mixte de la Ville de Martigues) la réalisation de la ZAC Ecopolis Martigues Sud.

La SEMIVIM a acquis les terrains nécessaires, exécuté les travaux d'équipement de ces terrains, réalisé les ouvrages et équipements collectifs à l'intérieur de la zone, tels que prévus au plan d'aménagement de la zone et procédé à la revente aux différents acquéreurs des lots de terrains.

Par délibération du 15 décembre 2008, le Syndicat Mixte d'Equipement de Martigues a approuvé le dossier de clôture de la Convention Publique d'Aménagement de la ZAC Ecopolis Martigues Sud et le bilan financier de la ZAC a été clôturé par délibération du Conseil Municipal de ville de Martigues du 15 décembre 2008 avec un excédent de 142 428.17 euros.

L'ensemble des aménagements publics et constructions à la charge de l'aménageur ont été entièrement réalisés et sont conformes aux pièces réglementaires du dossier de ZAC.

Par délibération n° 09-126 du 17 avril 2009, le Conseil Municipal de la Ville de Martigues a approuvé la dissolution du syndicat mixte d'équipement de Martigues.

Il convient alors de procéder à la suppression de la ZAC Ecopolis Martigues Sud afin de supprimer toutes les dispositions juridiques particulières à la zone, notamment en matière fiscale, de règle d'urbanisme et de droit foncier, et de rétablir le droit commun.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ensemble des aménagements publics à la charge de l'aménageur a été réalisé.
- Qu'il convient de procéder à la suppression de la ZAC Ecopolis Martigues Sud en application des dispositions de l'article R 311-12 afin de supprimer toutes les dispositions juridiques particulières à la zone, notamment en matière fiscale, de règle d'urbanisme et de droit foncier, et de rétablir le droit commun.

Délibère

Article 1 :

Est décidé de procéder à la suppression de la zone d'aménagement concerté (ZAC) d'Ecopolis Martigues Sud.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet de mesure de publicités suivantes selon les dispositions de l'article R 311-5 du Code de l'Urbanisme :

- Elle sera affichée un mois au siège de la Métropole Aix Marseille Provence et en mairie de Martigues, ainsi que dans le recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-3858/18/CM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune de Saint-Mitre-Les-Remparts et Bouygues Immobilier - PUP Sainte-Victoire

MET 18/7208/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme

(PLU) approuvé le 13 mars 2017, la Commune de Saint-Mitre-Les-Remparts a fait le choix de définir des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), prenant la forme de schémas d'aménagement et précisant les principales caractéristiques des voies et espaces publics. Le secteur Sainte-Victoire, situé à l'Est de la commune, au nord du plateau sportif fait l'objet d'une OAP.

Cette OAP se divise en deux secteurs :

- un secteur à vocation résidentielle au sud-ouest, en contact avec le tissu urbain existant, dénommé « partie urbaine »
- et une zone naturelle dont l'intégrité doit être préservée au nord-est, dénommée « partie naturelle »

La partie urbaine accueillera minimum 70 logements dont 30% minimum de logements locatifs sociaux. Une voie douce permettant aux écoliers de Jean Rostand de rejoindre rapidement et en sécurité le plateau sportif sera créée.

Au vu de ces éléments, la Société Bouygues Immobilier entend développer sur la partie urbaine un programme d'habitat d'environ 6 000 m² de surface de plancher comprenant 73 logements dont 23 logements locatifs sociaux.

Les équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP). Le projet de convention de PUP (comprenant le périmètre d'application) figure en annexe de la présente délibération.

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le programme des équipements publics comprend :

- L'aménagement de l'impasse Sainte Victoire
- L'aménagement du carrefour Impasse Sainte Victoire/Boulevard Jean Jaurès
- La reprise et l'enfouissement des réseaux secs et humides.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 282 906,80 euros HT

Au vu du programme de constructions envisagé par l'opérateur et du programme des équipements publics, sachant que le nombre de logement existant bénéficiant des travaux d'équipement de la zone, en dehors du programme de construction porté par l'opérateur est de 7, la quote-part de l'opérateur est fixée à 90% du coût total des travaux.

Ce qui représente un montant de participation de 254 616,12 euros HT.

La commune percevra donc des participations de l'opérateur à hauteur de 242 758,62 euros HT et la Métropole à hauteur de 11 857,50 euros HT.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix Marseille Provence. Toutefois, considérant que les équipements publics à réaliser sont majoritairement des équipements publics communaux, financés par la ville, ladite convention prévoira que les participations liées à la réalisation desdits équipements soient versées à la Commune.

Ainsi chaque maître d'ouvrage percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation à savoir, un premier versement correspondant à 50% de la participation à la levée d'option des accords fonciers de l'opérateur et un deuxième versement correspondant à 50% de la participation à la déclaration d'ouverture du chantier.

La commune et la Métropole s'engagent à démarrer les travaux en coordination avec l'avancement du chantier de l'opération immobilière et au plus tard à la déclaration d'ouverture du chantier de l'opération immobilière.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération d'aménagement.

De plus, pour la bonne exécution des travaux, il sera établi une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la commune pour la réalisation des travaux lié à l'eau potable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.332-11-3 et L.332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune ;
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics ;
- Que ces travaux seront financés en partie via un PUP ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Sainte Mitre les Remparts, et Bouygues immobilier pour la mise en œuvre du projet « Sainte Victoire » sur la commune de Saint Mitre les Remparts.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la part communale de la taxe d'aménagement pendant une durée de 5 ans, à compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de ville de Saint Mitre les Remparts de la mention de la signature de la convention.

Article 4 :

Les dépenses et recettes perçues au titre de la convention de PUP seront imputées sur le budget annexe de l'eau du Territoire du Pays de Martigues aux lignes Nature 604 pour les dépenses et Nature 704 pour les recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-3859/18/CM

■ Approbation de la demande de communication de données détaillées au logement mises à disposition à titre gracieux par la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) MET 18/7029/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de mener une politique de l'habitat efficace dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin d'avoir une connaissance précise de son parc de logements sociaux.

Dans cet objectif, le répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux fourni par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) est une base de données incontournable. Ce répertoire institué par la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dresse, chaque année, un état global du parc de logements locatifs sociaux au 1^{er} janvier. Il délivre notamment des données sur le nombre de logements, leur localisation, le taux d'occupation, la mobilité, le niveau des loyers, le financement et le conventionnement.

En vertu des articles L.411-10, R.411-3 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de PLH, répond aux conditions requises pour accéder à la totalité des données détaillées.

Pour ce faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit demander préalablement la communication de ces données pour l'année 2017. Cette demande devra être renouvelée chaque année, le cas échéant, pour récupérer les mises à jour. Ces données sont fournies à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que pour pouvoir accéder aux données du répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux fourni par la DREAL, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de PLH, doit demander préalablement la communication de ces données ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit compléter le formulaire de demande de communication de données détaillées au logement pour l'année 2017 en application des dispositions de l'article R.411-4 du Code de la Construction et de l'Habitation joint en annexe ;
- Qu'il convient d'autoriser le Président ou son représentant de demander la communication de ces données mises à jour chaque année, le cas échéant ;
- Que la fourniture de ces données est réalisée à titre gratuit ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la demande de communication de données détaillées au logement en application des dispositions de l'article R.411-4 du Code de la Construction et de l'Habitation telle qu'elle figure en annexe.

Article 2 :

La fourniture de ces données est réalisée à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le formulaire de demande de communication de

données détaillées au logement pour l'année 2017 ainsi que les années suivantes afin de bénéficier des mises à jour s'y rapportant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-3860/18/CM

**■ Approbation de la revalorisation de l'opération
d'investissement Nouveau Programme National de
Renouvellement Urbain Préfiguration et de son
affectation
MET 18/6934/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine de février 2014 a posé le cadre et fixé les objectifs et moyens du Nouveau Programme National de Renovation Urbaine (NPNRU).

Le 21 décembre 2015, les principes du protocole de préfiguration à conclure avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Renovation Urbaine et la Ville de Marseille ont été adoptés par le Conseil de Communauté.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce dispositif, l'opération d'investissement n°2016103700 « Participation aux études transversales et territoires du NPNRU » a été créée par délibération DEVT 016-1130/16/CM du 17 octobre 2016.

Le projet de protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cofinancé par l'ANRU pour les 14 quartiers situés sur la commune de Marseille à soumettre à l'Agence Nationale pour la Renovation Urbaine a été approuvé par le Conseil de Métropole le 19 octobre 2017.

Ce dernier se déroulera en deux temps :

- Un premier temps d'élaboration, à travers un protocole de préfiguration avec l'ANRU, des projets de renouvellement urbain, dont l'objectif est de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre, le programme d'études et les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.
- Un deuxième temps, permettra de décliner ces projets urbains dans des conventions pluriannuelles, également

signées par l'ANRU.

En vue d'affiner la gestion du NPNRU, une opération d'investissement n°2018103400 « NPNRU-Préfiguration » a été créée et affectée par délibération du 14 décembre 2017, pour un montant de 10 000 000 euros TTC.

Afin de rationaliser le suivi des investissements réalisés sur ce nouveau programme, et de maintenir un volume d'autorisations de programmes constant, il convient de ne maintenir qu'une seule opération d'investissement et donc d'affecter le reste à financer de l'opération n°2016103700, soit 5 160 000 euros sur l'opération n°2018103400, dont le nouveau montant s'élèvera désormais à 15 160 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations de création et d'affectation des opérations d'investissement n°2016103700 et n°2018103400 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de clôturer l'opération n°2016103700 « Participation aux études transversales et territoires du NPNRU » ;
- Qu'il convient de revaloriser l'opération n°2018103400 « NPNRU-Préfiguration » ;
- Qu'il convient d'affecter sur l'opération n°2018103400 le reste à financer de l'opération 2016103700, soit 5 160 000 euros TTC ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la clôture de l'opération n°2016103700 « Participation aux études transversales et territoires du NPNRU ».

Article 2 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 181240BP du programme 24, la revalorisation de l'opération d'investissement n°2018103400 « NPNRU-Préfiguration » et son affectation, pour un montant de 5 160 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 15 160 000 euros TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 :	2 565 000 euros TTC
Année 2019 :	4 000 000 euros TTC
Année 2020 :	4 000 000 euros TTC
Années suivantes :	4 595 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-3861/18/CM

■ **Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'Habitat - Approbation de l'avenant n°1 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n°1 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022**
MET 18/6994/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une

convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour 3 ans (2017-2019).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

L'année 2017 a donc été la première année de mise en œuvre de cette compétence.

1. Bilan 2017 de la délégation de compétence

1.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2017 étaient les suivants :

5 000 logements locatifs sociaux en objectif de base, et une tranche complémentaire de 315 logements.

L'objectif de base se décomposait comme suit :

- 2 000 logements PLUS
- 1 250 logements PLAI
- 1 750 logements PLS

Les financements et agréments 2017 représentent **4 097 logements sociaux financés**, dont 1 365 PLUS, 1 110 PLAI, 1 622 PLS

Dans le détail, les 4 097 logements locatifs sociaux financés et agréés se répartissent de la manière suivante :

- 1 365 PLUS familiaux
- 1 110 PLAI, dont 689 PLAI familiaux et 421 PLAI en résidences sociales
- 1 622 PLS, dont 1 246 PLS familiaux, 296 PLS destinés à du logement étudiant et 80 PLS en logements-foyers destinées à des personnes âgées

L'Etat a notifié des droits à engagement à hauteur de 11 175 600 euros. 10 540 400 euros ont été engagés par la Métropole. Le solde des droits à engagement est de 635 200 euros.

1.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2017 étaient les suivants :

- 932 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 64 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés

- 674 logements au titre de la précarité énergétique
- 194 logements au titre de l'autonomie
- 137 logements de propriétaires bailleurs
- 766 logements en copropriété fragile
- le traitement de copropriétés en difficultés

Pour 2017, ont été subventionnés :

- 609 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 44 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
 - 298 logements au titre de la précarité énergétique
 - 267 logements au titre de l'autonomie
 - 167 logements de propriétaires bailleurs, dont
 - 40 logements à loyer conventionné très social
 - 90 logements à loyer conventionné social
 - 37 logements à loyer intermédiaire
- soit un total de 776 logements subventionnés
- ainsi que des travaux simples de confortement d'un mur porteur au sein d'une copropriété de 500 logements.

Etait prévue une enveloppe de droits à engagement de 10 508 875 euros. Ont été engagées des subventions à hauteur de 10 834 399 euros.

2. Objectifs 2018 de la délégation de compétence

2.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2018 sont les suivants :

Un objectif de base de 4 800 logements locatifs sociaux, et une tranche complémentaire de 1 413 logements.

L'objectif de base se décompose comme suit :

- 2 100 logements PLUS
- 1 500 logements PLAI
- 1 200 logements PLS

Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 14 700 000 euros (18 267 200 euros si réalisation de la tranche complémentaire).

Une enveloppe régionale complémentaire de 2 713 103 euros, spécifique aux opérations d'acquisition-amélioration, peut également être mobilisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

2.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2018 sont les suivants :

- 875 logements occupés par leurs propriétaires, dont :

- 79 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
- 597 logements au titre de la précarité énergétique
- 199 logements au titre de l'autonomie
- 119 logements de propriétaires bailleurs
- 286 logements en copropriétés fragiles (aide aux syndicats de copropriétaires)

soit un total de 1 280 logements.

A cet effet, une enveloppe de droits à engagements est prévue à hauteur de 10 711 852 euros.

Des objectifs complémentaires sont également fixés, qui seront pris en compte dans le cadre d'une dotation en réserve régionale :

- 8 logements de propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 531 logements en copropriétés en difficulté (aide aux syndicats de copropriétaires)

Ce qui porterait le total de logements à 1 819.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur ses Programmes d'Intérêt Général, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et dispositifs de traitement des copropriétés pour atteindre ces objectifs.

Afin de prendre en compte les objectifs 2018 et les adaptations réglementaires, il convient aujourd'hui d'approuver l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 et l'avenant n°1 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L. 5218-2 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;

- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 du 20 juillet 2017 ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 du 20 juillet 2017 ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 du 20 juillet 2017 ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 21 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens de ces conventions pour l'année 2018 et d'adapter celles-ci aux dernières évolutions réglementaires 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les 2 avenants aux conventions, ci-annexés :

- l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022,
- l'avenant n°1 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole : Sous-politique D210 – opération 2016104500 – chapitre 20 – fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-3862/18/CM

**■ Concession d'aménagement ensemble immobilier du Parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - copropriété du bâtiment H - Présentation du projet d'acquisition publique du bâtiment H en vue de sa démolition
MET 18/7089/CM**

Le Parc Kallisté est un site d'environ 10 hectares situé chemin des Bourrely dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille. Il est composé de 9 copropriétés privées dénommées de A à I et comptant au total 753 logements, des garages, des commerces de proximité et un groupe scolaire.

Confrontés dès les années 70 à des difficultés de gestion, les copropriétaires ont fait appel aux pouvoirs publics dès 1995 en raison de fortes dettes vis à vis de la société des eaux. En 2000, un plan de sauvegarde a été mis en place pour aider au redressement technique, de gestion et social de l'ensemble immobilier. Ce plan de sauvegarde (2000-2005) a permis la réalisation d'un certain nombre d'actions fortes : la scission en 9 copropriétés, la réalisation de près de 10 millions d'euros de travaux sur les parties communes via une opération d'amélioration de l'habitat, l'instauration d'un DPUR en 2003 et la mise en place d'un opérateur social, Marseille Habitat.

Les interventions publiques entreprises n'ont toutefois pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. La viabilité de certaines copropriétés (B et H), qui

cumulent désordres techniques, difficultés financières et de gestion, semble compromise.

Aussi, dans ce contexte, les partenaires publics ont élaboré un projet d'ensemble sur le long terme dont la finalité générale est de sortir le territoire et sa population de la marginalisation : améliorer les conditions de vie des habitants mais aussi favoriser l'accueil de nouvelles populations pour développer la mixité urbaine et sociale. Par délibération du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté. Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Ce projet prévoit notamment la démolition des 245 logements des bâtiments B et H.

Sa mise en œuvre se réalise pour partie dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée en 2012 à l'opérateur Marseille Habitat qui est en charge d'acquérir, de reloger les occupants et de démolir les deux bâtiments.

A ce jour, la copropriété B, comprenant 132 logements, a fait l'objet d'une ordonnance d'expropriation le 24 mai 2017 au profit de Marseille Habitat. Pour rappel, la Ville de Marseille avait sollicité auprès du Tribunal de Grande Instance en avril 2011 une expertise sur la base de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation. L'objet de cette expertise était de déterminer la nature et l'importance des travaux à mettre en œuvre pour assurer la conservation de l'immeuble tout en mesurant l'importance du déséquilibre financier du syndicat des copropriétaires et sa capacité à voter les travaux et à les financer.

Au terme de trois années d'expertise, l'expert désigné par le Tribunal a rendu son rapport et relevé la dangerosité de l'immeuble pour la sécurité des occupants conjugué à une situation financière déficitaire et alarmante.

Sur la base de ce rapport, la Ville de Marseille et Marseille Provence Métropole ont saisi le Tribunal de Grande Instance pour faire déclarer l'état de carence du Bâtiment B et ont obtenu l'ordonnance de carence le 24 avril 2015.

L'utilité publique du projet d'acquisition du bâtiment B en vue de sa démolition a été déclarée le 18 mai 2016 par le Préfet des Bouches du Rhône.

Il convient d'initier aujourd'hui la même démarche sur la copropriété H du Parc Kallisté. Le Président de la Métropole a saisi le Président du Tribunal de Grande Instance sur la base de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation afin de faire désigner un expert chargé de constater l'importance du déséquilibre financier du syndicat des copropriétaires, la répartition des dettes par copropriétaire ainsi que la nature et l'état des parties communes et

conséquemment, la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants. A l'issue de l'expertise, le Président de Grande Instance pourra déclarer l'état de carence du syndicat des copropriétaires ce qui permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de mener une procédure d'expropriation sur les lots non maîtrisés.

Pour rappel, le bâtiment H, cadastré quartier Notre Dame Limite section C parcelle 115, est un immeuble de 12 étages comprenant 113 logements confronté depuis des années comme le bâtiment B à des difficultés financières importantes et à un état de dégradation du bâti inquiétant. La copropriété, longtemps gérée par le cabinet Dominici, est aujourd'hui gérée par le cabinet Auxitime.

Le fonctionnement de la copropriété est fragilisé depuis des années par :

- un niveau d'entretien du bâti très faible pour un immeuble de ce type depuis 10 ans : pas de travaux significatifs réalisés depuis les travaux de sécurité réalisés dans le cadre du 1er plan de sauvegarde et qui avaient bénéficié de fortes subventions publiques,
- des dégradations fréquentes des équipements communs, notamment les ascenseurs,
- des conditions de salubrité et de sécurité de l'immeuble qui se sont fortement dégradées entraînant la chute de la valeur patrimoniale des logements,
- un taux d'impayés de charges en augmentation constante et un montant de créances qui ne cesse de croître, et ce malgré les acquisitions réalisées par Marseille Habitat,
- une situation financière inquiétante malgré les procédures de recouvrement menées par le syndic,
- des copropriétaires très fortement démobilisés depuis des années et une participation aux assemblées générales très faible : sans la présence de Marseille Habitat aux AG, la copropriété ne pourrait pas prendre de décisions faute de quorum.

Squatté massivement depuis fin 2017, cet immeuble a fait l'objet d'un arrêté municipal d'insécurité des équipements communs avec interdiction d'habiter et d'utiliser les lieux le 25 janvier 2018 au regard d'un danger grave et imminent de sécurité pour les occupants. L'immeuble est aujourd'hui entièrement vacant et sécurisé pour éviter toute nouvelle occupation.

L'objet du présent rapport est donc d'informer, suite à la saisine du Président du Tribunal de Grande Instance, l'Assemblée délibérante du projet d'acquisition publique du bâtiment H du Parc Kallisté en vue de sa démolition, et ce conformément aux dispositions II de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Acquisition et démolition du bâtiment H :

Dans le cadre de la concession d'aménagement, Marseille Habitat a déjà acquis à l'amiable aujourd'hui 102 logements sur 113. Il resterait donc à acquérir 11 logements afin de maîtriser entièrement l'immeuble. Une procédure coercitive est donc à envisager sur ces derniers lots bien que l'opérateur privilégie la négociation avec les propriétaires concernés.

Compte tenu de l'état de dégradation du bâtiment H et de sa configuration aujourd'hui obsolète et de gestion coûteuse, l'objectif de la collectivité, et plus largement de l'ensemble des partenaires publics du projet, est la démolition totale avec mise en état des sols. La libération du foncier du bâtiment H, conjuguée à celle du bâtiment B, permettra de mettre en œuvre un processus de requalification visant à une meilleure qualité de vie pour les habitants du quartier.

- Relogement des occupants :

La prise de l'arrêté d'insécurité des équipements communs du bâtiment a précipité l'évacuation de l'immeuble et le relogement des occupants titrés, locataires ou propriétaires de façon temporaire ou définitive.

Au total sur le bâtiment H, 19 ménages titrés ont été recensés lors des enquêtes sociales effectuées au moment de la prise de l'arrêté dont 6 ménages de propriétaires occupants et 13 familles locataires. A ce jour :

- 9 ménages ont été relogés définitivement (8 locataires et 1 propriétaire occupant),
- 5 ménages de propriétaires occupants bénéficient d'un logement de Marseille Habitat sur les bâtiments D et G, en attendant une proposition de logement définitif en accession sur site,
- 5 ménages sont logés en parc relais aux Jardins de l'espérance dans le 14^{ème} arrondissement et feront l'objet de propositions adaptées en fonction de leur composition familiale et de leur souhait.

Les occupants sans droit ni titre évacués le 12 février dernier ont été pris en charge par les services de l'Etat pour un diagnostic social et un accompagnement dans les diverses démarches administratives à engager.

Il faut noter que 27 autres familles avaient déjà bénéficié d'un relogement au fur et à mesure des acquisitions de Marseille Habitat sur le bâtiment (relogements sur le Parc de Marseille Habitat ou d'un autre bailleur ou dans le parc privé).

- Evaluation sommaire du coût de l'opération projetée :

- Coût du foncier :

Le coût total des acquisitions sur le bâtiment H est évalué à 3,6M d'euros, frais liés aux expropriations compris.

- Coût des relogements :

Le montant des frais de relogement comprenant notamment l'hébergement et les déménagements s'établit à environ 245 000 euros.

- Coût des travaux de démolition :

Le coût prévisionnel des travaux de démolition est évalué à 1,3M d'euros auquel il convient d'ajouter environ 160 000 euros pour la maîtrise d'œuvre.

Le montant total prévisionnel de l'opération d'acquisition/relogement/démolition du bâtiment est donc évalué à 5,3M d'euros et s'inscrit dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat depuis 2012.

Cette opération est inscrite au protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renovation Urbaine et a bénéficié d'une autorisation de démarrage anticipé. La Métropole Aix Marseille Provence et son concessionnaire mobiliseront tous les financements publics possibles liés à ce type d'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment son article L.615-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La saisine du président du Tribunal de Grande Instance de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 15 mai 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de présenter pour information à la première Assemblée délibérante suivant la saisine du Président du Tribunal de Grande Instance le projet simplifié d'acquisition publique en vue de la démolition du bâtiment H du Parc Kalliste,
- Qu'il s'agit d'un point à titre informatif, qui n'appelle pas de vote de l'Assemblée délibérante,

Article unique :

Est présenté, pour information, le projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H du Parc Kalliste cadastré 215903 C0115 ci-dessus en vue de sa démolition conformément aux dispositions de l'article L615-6 II du Code de la Construction et de l'Habitation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-3863/18/CM

**■ Contrat de Ville du Conseil de Territoire du Pays
Salonais - Approbation du programme annuel
2018 et attribution des subventions
MET 18/7137/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte le Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais, au côté des communes de Salon-de-Provence et de Berre-l'Etang.

Quatre quartiers sont identifiés comme prioritaires pour la Politique de la Ville :

- Les Canourgues à Salon-de-Provence,
- La Monaque à Salon-de-Provence,
- Le centre ancien à Berre-l'Etang,
- Béalet-Bessons-Mariélie à Berre-l'Etang.

S'y ajoutent également le quartier des Bressons-Blazots, une partie des Canourgues appartenant à l'ancienne ZUS des Canourgues, une partie de la

commune de Berre-l'Etang correspondant à l'ancienne ZUS de la commune.

Ce contrat repose sur quatre piliers :

- Le Cadre de Vie et le Renouvellement Urbain,
- L'Emploi et le Développement Economique des quartiers,
- La Cohésion Sociale,
- La Citoyenneté et les Valeurs de la République,

Il a pour ambition de réduire les écarts de développement évidents entre les territoires et les autres parties du Pays Salonais.

Le Contrat de Ville a fait l'objet d'un appel à projets, diligenté en septembre 2017, sur la base des fiches-actions élaborées avec le Contrat de Ville, et qui a permis aux différents porteurs de projets de formuler leurs propositions pour l'année 2018, dans le respect des orientations formulées par l'Etat et les différents partenaires financeurs du contrat.

Pour 2018, la programmation continue de mettre l'accent sur :

- Les publics jeunes : plus de 50% des actions les concernent,
- L'emploi et l'insertion par l'économie : plus de 30% des financements leur sont consacrés,
- Les valeurs de la république, la citoyenneté et la prévention de la radicalisation.

Parallèlement, la Politique de la Ville sur ce territoire a renforcé la cohérence avec le programme de réussite éducative intercommunal, le projet de renouvellement urbain des Canourgues, et les programmes annexes : abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes HLM, programmes de prévention, plan de sauvegarde de la copropriété la Mariélie à Berre-l'Etang.

Le Comité de Pilotage du Contrat de Ville a été réuni le 12 mars 2018 et a validé :

- d'une part, la totalité des actions éligibles à un financement dans le cadre du Contrat de Ville,
- d'autre part, l'engagement des financements de l'Etat pour ce programme.

Pour l'année 2018, 64 actions ont fait l'objet de dépôt d'un projet, et 56 ont recueilli un avis favorable de la part du comité technique inter-partenarial.

39% des actions sont nouvelles ou ont fait l'objet d'évolutions profondes, gage de la conservation d'une véritable dynamique de développement sur les deux villes concernées. Environ 27% des actions sont par ailleurs communes aux territoires prioritaires des deux communes, ce qui démontre une véritable dynamique intercommunale et métropolitaine.

Conformément à la loi du 21 février 2014, les organismes HLM possédant un parc dans les quartiers prioritaires contribuent significativement cette année, au financement des actions relevant de ce programme et plus globalement, de la Politique de la Ville.

L'ensemble des actions proposées représente un montant de 1.873.838 € de crédits opérationnels. La Métropole contribue au financement de ces actions à hauteur de 190.000 €, conformément aux engagements pris au titre du Contrat de Ville du Pays Salonais.

Il convient aujourd'hui de valider le programme d'actions 2018 du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais, et de décider de l'octroi des subventions correspondantes aux porteurs de projets, afin que les interventions auprès du public puissent être mises en œuvre dans les meilleurs délais.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°273-14 du 17 décembre 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence portant exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions 2018 du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais (figurant en annexe).

Article 2 :

Est approuvé le plan de financement prévisionnel de chacune des actions, en ce qui concerne les crédits spécifiques « Politique de la Ville », conformément au tableau annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Est attribuée une subvention pour chacune des actions suivantes selon le tableau ci-après :

NOM DU PORTEUR	NOM DE L'ACTION	LIEU DE DEROULEMENT DE L'ACTION	MONTANT DE LA SUBVENTION de la Métropole Aix-Marseille-Provence	BUDGET DE L'ACTION
CAVM	Les jardins du vieux moulin	SALON	8.000	38.176
API	Développement économique des zones prioritaires	SALON et BERRE	2.200	22.300
MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE	Booste ta vie pro	BERRE	5.000	31.000
PROPULSE	Entrée dans un parcours AI-IAE	SALON et BERRE	10.000	95.000
TMS	Accompagnement social des publics QPV vers l'emploi par la mobilité	SALON et BERRE	8.000	48.000

TMS		Mise en place outils mobilité	SALON et BERRE	4.000	12.534
FACE SUD PROVENCE		Job académie seniors	SALON et BERRE	2.000	15.500
ESPRE		Orientation 3 ^{eme} Jean Moulin	SALON	4.000	60.100
IMFP		Eveil musical et parcours d'éducation artistique et culturelle	SALON	7.400	15.260
SAS		A nos leçons	SALON	9.000	19.500
MDA 13 NORD		Des compétences psychosociales	SALON et BERRE	6.000	66.968
PILE ET FACE		Jeu après jeu je deviens je	SALON et BERRE	3.500	22.689
LES PETITS DEBROUILLARDS		Sciences dans le quartier des Canourgues	SALON	1.500	13.441
OMS		Des quartiers prioritaires vers les clubs sportifs	SALON	5.000	50.720
PILE ET FACE		A dos on n'avance pas ensemble on va plus loin	SALON	3.200	12.528
GROUPE ADDAP 13		Remob	SALON	2.100	11.198
MOSAIQUE		Parkour 16-25 ans	SALON	4.000	58.458
MDQB		Mobil ta vie	BERRE	3.300	30.000
AAGESC		E-inclusion accès aux droits et vie sociale	SALON	12.000	41.332
France PLUS BERRE		Faciliter l'autonomie des citoyens des quartiers prioritaires	BERRE	5.500	15.000
MDA 13 NORD		Accès à la santé des ados et jeunes	SALON et BERRE	6.700	92.907
MOSAIQUE		Ma santé et moi	SALON	2.600	18.809
SAS		Pôle éducation à la santé	SALON	7.000	47.098
SAS		Pôle parentalité	SALON	9.000	36.117
MOSAIQUE		De l'inclusion sociale à l'égalité citoyenne	SALON	3.500	46.171
MOSAIQUE		Mosaik mobil	SALON	5.500	34.341
MOSAIQUE		Mosaikart	SALON	17.000	56.513
AAGESC		Can Connect	SALON	8.000	30.215
CAVM		Aux RDV des arts	SALON	7.000	37.765
CAVM		Démarche citoyenne	SALON	5.000	22.290
ANONYMAL		Smart Canourgues	SALON	5.000	31.900
PILE ET FACE		Jeu tisseur de liens	SALON et BERRE	2.000	30.327
ANONYMAL		La mémoire des Canourgues	SALON	6.000	31.900
TOTAL		33 actions		190.000	1.196.057

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"**

ENV 001-3864/18/CM

■ **Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement "Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments"**

MET 18/6640/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Climat – Energie Territorial (PECT) adopté en 2012, Marseille-Provence-Métropole (MPM) s'est fixé des objectifs ambitieux de réduction de ses dépenses énergétiques et de production d'énergies renouvelables sur son patrimoine.

Ainsi, ont été créées successivement l'opération d'investissement n°2013/00050 « Equiper en énergie renouvelable les bâtiments et équipements de MPM », puis l'opération d'investissement n°2015109900 « Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments ».

Cette dernière a été adoptée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole du 19 février 2015, pour un montant de 500 000 euros TTC.

Afin de rationaliser le suivi des investissements réalisés sur le patrimoine de la Métropole en termes de valorisation énergétique, il convient de ne maintenir qu'une seule opération d'investissement et donc d'affecter le reste à financer de l'opération 2013/00050, soit 750 924,72 euros sur l'opération n°2015109900, dont le nouveau montant s'élèvera désormais à 1 250 924,72 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations de création et d'affectation des opérations d'investissement n°2013/00050 et n°2015109900 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de clôturer l'opération n°2013/00050 ;
- Qu'il convient de revaloriser l'opération n°2015109900 « Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments » ;
- Qu'il convient d'affecter sur l'opération n°2015109900 le reste à financer de l'opération 2013/00050, soit 750 924,72 euros ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la clôture de l'opération n°2013/00050 « Equiper en énergie renouvelable les bâtiments et équipements de MPM ».

Article 2 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 151180BP du programme 18, la revalorisation de l'opération d'investissement n°201510990 « Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments » et son affectation, pour un montant de 750 924,72 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 250 924,72 euros TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2018 : 100 000 euros TTC
Année 2019 : 100 000 euros TTC
Année 2020 : 100 000 euros TTC
Années suivantes : 950 924,72 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-3865/18/CM

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au portail d'accès aux données naturalistes SILENE-PACA - Désignation de représentants et d'un référent technique MET 18/7148/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Silène-PACA est le portail public d'accès aux données naturalistes en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il permet la localisation des observations d'espèces de faune, de flore et des habitats naturels ou semi-naturels.

Il constitue la plateforme régionale du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP). Le SINP est un programme national conçu pour une organisation collaborative pour la production, la gestion, le traitement, la valorisation et la diffusion des données sur la nature et les paysages.

Le développement de Silène-PACA s'inscrit dans le contexte réglementaire national issu de la Loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, et européen concernant le droit d'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Sous le pilotage de la DREAL PACA, Silène-PACA réunit des membres fondateurs que sont le Conservatoire Botanique National Alpin, le Conservatoire Botanique National Méditerranéen pour les données flores et le Conservatoire d'Espaces Naturels pour les données faune, avec le soutien de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur.

Une charte de Silène-PACA, annexée à la présente délibération, détaille son objet, sa gouvernance, ses règles d'usages, les engagements des adhérents et des utilisateurs ainsi que les conditions d'adhésion aux bases de données.

La Charte de Silène-PACA dont l'approbation conditionne l'adhésion par la signature d'une convention porte des valeurs :

- œuvrer à la préservation de la biodiversité par le partage et la valorisation de la connaissance du patrimoine naturel,
- valoriser les fournisseurs de données,
- contribuer au « droit à l'information du citoyen »

La Métropole Aix-Marseille-Provence remplit des missions d'intérêt général en faveur de la

connaissance et de la préservation des milieux naturels. Elle souhaite ainsi adhérer à Silène-PACA pour :

- promouvoir sa politique de préservation et de valorisation des espaces naturels sur le territoire métropolitain,
- développer et alimenter un réseau de connaissances à l'échelle régionale ;
- accompagner le fonctionnement de Silène-PACA dans le respect des prescriptions nationales.

Ainsi, il est proposé d'approuver l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Silène-PACA et, en cela, d'approuver la convention d'adhésion afférente ainsi que la Charte du dispositif et le protocole SINP.

Conformément à l'article 4 de la convention d'adhésion, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au comité de suivi régional, qui a pour rôle d'orienter et d'accompagner le fonctionnement de Silène-PACA dans le respect des prescriptions nationales du SINP, ainsi que de son référent technique auprès de Silène-PACA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu écologique est une des axes important de la politique publique métropolitaine ;

- Que Silène-PACA concoure à l'amélioration et à l'organisation de la connaissance sur le patrimoine naturel à l'échelon local, régional, national, européen et international.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion par convention de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Silène-PACA, portail d'accès aux données naturalistes en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette adhésion n'a aucune incidence financière.

Article 2 :

Sont approuvés la Charte de Silène-PACA, le protocole du Système d'Information sur la Nature et les Paysages et la convention d'adhésion à Silène-PACA, annexés à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter l'adhésion à Silène-PACA, à signer la convention d'adhésion afférente et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du comité de suivi régional de Silène-PACA :

- Madame Michèle Emery en qualité de représentant titulaire ;
- Monsieur Michel Gacon en qualité de représentant suppléant.

Article 5 :

Est désigné en qualité de référent technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Silène-PACA :

- Monsieur Marc Verrecchia

ENV 003-3866/18/CM

■ Reprise des subventions des syndicats mixtes de la Côte Bleue, du massif de l'Etoile, des massifs Concors Sainte Victoire, du massif du Garlaban, du massif de Pont de Rhaud, de la Communauté d'Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile, de la Communauté d'Agglomération du pays de martigues et du Syndicat d'Agglomération Ouest Provence
MET 18/7220/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans la cadre de leur compétence Protection de l'Environnement et cadre de Vie, le syndicat mixte de la Côte Bleue, syndicat mixte du massif de l'Etoile, syndicat mixte des Massifs Concors Sainte Victoire, syndicat mixte du Massif du Garlaban, de la Communauté d'Agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, syndicat mixte du Massif de Pont de Rhaud, Syndicat d'Agglomération Ouest Provence ont assuré la gestion des équipements D.F.C.I. (Défense des Forêts Contre l'Incendie).

A ce titre des aides publiques ont été accordées.

Suite à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, les compétences en la matière exercées jusqu'alors par les syndicats mixtes des Massifs Concors Sainte Victoire, la Communauté d'Agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Syndicat d'Agglomération Ouest Provence ont été intégrées au sein de cette dernière.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a opté pour la généralisation de cette compétence à l'ensemble de son territoire, conduisant à la dissolution du syndicat mixte de la Côte Bleue, du syndicat mixte du massif de l'Etoile, du syndicat mixte du Massif du Garlaban et du syndicat mixte du Massif de Pont de Rhaud et à l'intégration au 1^{er} janvier 2018 de leurs compétences au sein de la Métropole.

Suite à cette refonte des compétences en matière de DFCL, il convient de délibérer pour acter la reprise des subventions obtenues et des engagements correspondants. Les services de l'État, en leur qualité de service instructeur de la mesure 8.3.1 du FEADER (Défense des forêts contre les incendies) pour le compte du Conseil Régional Provence-Alpes Côte d'Azur (autorité de gestion), sont en attente de cette délibération pour procéder au transfert de bénéfice des subventions.

Il convient aujourd'hui de réaffecter les subventions visées en annexe 1 et relatives à la Défense de la Forêt Contre l'incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat mixte Départemental des massifs Concors Sainte Victoire ;
- L'arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat mixte du Garlaban ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat mixte de l'Etoile ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat mixte d'étude du massif forestier de la Côte Bleue ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat mixte du massif de Pont de Rhaud.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reprise par la Métropole Aix-Marseille-Provence des droits et engagements concernant les conventions d'attribution de subventions, telles que présentées ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toute disposition nécessaire à cette reprise des conventions d'attribution des subventions.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2018 et suivantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence et/ou les budgets annexes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-3867/18/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du SMED 13 et principes d'organisation de la compétence énergie entre la Métropole et le syndicat MET 18/7426/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles L.5218-2 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue dotée de compétences supplémentaires en matière d'énergie.

En effet, à compter de cette date, la Métropole est compétente en matière d'une part, de concession de la distribution publique d'électricité et de gaz, d'autre part, pour la création et l'entretien des infrastructures de charge des véhicules électriques (dite « IRVE »), compétences que le Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED 13) exerçait en tout ou partie pour le compte des communes situées sur le territoire de la métropole.

Néanmoins, pour l'exercice de ces deux compétences, la substitution de la Métropole aux communes adhérentes au SMED13 s'est faite de manière différenciée, et ce, en raison des textes législatifs en la matière.

Ainsi, concernant la compétence « concession de la distribution publique d'électricité », en application de l'article L5217-7 VI du CGCT et, ainsi que l'a constaté l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017, la Métropole s'est substituée de plein droit aux 89 communes situées sur son territoire qui adhéraient au SMED 13.

Concernant les compétences « concession de la distribution publique de gaz » et « création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables », en application de l'article L 5217-7-III du CGCT et, ainsi que l'a constaté l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017, les communes ayant préalablement transféré au SMED 13 lesdites compétences, ont été automatiquement retirées du syndicat.

Dès lors, à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a pris automatiquement ces deux compétences pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des syndicats ou communes qui l'exerçaient auparavant.

Compte tenu du mécanisme spécifique de « représentation-substitution » de plein droit prévu expressément par les dispositions issues de la loi NOTRe, pour la compétence « d'autorité concédante de la distribution publique d'électricité », il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein du syndicat en lieu et place

des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des communes.

Néanmoins, la loi insère un plafonnement au nombre de sièges dont disposent les représentants de la Métropole dans le Comité syndical du SMED13. En effet, selon l'article L.5217-7 VI du CGCT, le nombre de sièges [...] ne peut excéder, dans cette première phase obligatoire, la moitié du nombre total de sièges. Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit désigner 29 représentants conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération. Le nouveau Comité syndical aura la charge de procéder à la modification des statuts du syndicat afin de prendre en compte les évolutions institutionnelles et de proposer un mode de gouvernance mieux adapté, prenant en considération le nombre et la population des communes du Pays d'Arles et de celles situées sur le territoire de la métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend déployer, en matière de maîtrise de l'énergie et de conduite de la transition énergétique, une ambition forte aux services de sa population. Dans cet objectif, et avec le souci de préserver l'existant tout en ouvrant de nouvelles perspectives, il est proposé d'approuver les principes et modalités d'organisation joints en annexe au présent rapport, qui ont été élaborés en concertation avec le Président du SMED 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant représentation-substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du Syndicat mixte d'énergie du département des Bouches-du-Rhône pour la compétence « concession de la distribution publique de l'électricité » ;

- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant retrait de communes du Syndicat mixte d'énergie du département des Bouches-du-Rhône pour les compétences « concession de la distribution publique de gaz » et « création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ».

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue de plein droit à ses communes au sein du Syndicat départemental d'énergie des Bouches-du-Rhône (SMED 13) pour la compétence « Concession publique de la distribution d'électricité » ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner 29 représentants au sein du SMED13 en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des communes ; que cette désignation est transitoire et a pour objectif de permettre au Conseil syndical de se constituer ; que ce dernier pourra dès lors, sur proposition de son président, délibérer valablement sur l'adoption de nouveaux statuts, qui permettront de prendre acte des transferts de compétence opérés par la loi, et de rééquilibrer la gouvernance en tenant compte du nombre de communes auxquelles la Métropole est venue se substituer, et de l'importance de leur population
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMED 13, représenté par son président, souhaitent s'engager mutuellement dans une relation efficace et constructive, et que les principes de cette relation sont décrits dans le document annexé au présent rapport.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la désignation des 29 représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du SMED 13 telle qu'elle figure dans le tableau joint au présent rapport.

Article 2 :

Sont approuvés les principes d'organisation et de gouvernance de la compétence énergie élaborés de façon concertée avec le Président du SMED 13 et énoncés en annexe jointe au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"**

DEA 001-3868/18/CM

■ **Approbation de la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi - réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence**
MET 18/7179/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 19 octobre 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets qui intègre 4 axes en termes de prévention des déchets. Au sein de ces axes « prévention », la réutilisation / réemploi des textiles, linges de maison et chaussures est un projet prioritaire.

La récupération des textiles, linges de maison et chaussures, dans un objectif de réutilisation, réemploi ou de recyclage, est déjà ancienne mais était jusqu'en 2009 liée à un tissu associatif ou d'entreprises dont l'économie était fragilisée par les aléas du marché. La mise en place d'un éco organisme en charge de la gestion de ces déchets (éco TLC) en 2009 et la contribution financière des metteurs sur le marché a permis de sécuriser la filière.

Depuis plusieurs années les conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont encouragé les communes membres dans l'implantation de conteneurs à textile sur le domaine public en accompagnement des initiatives privées. Ces actions, initiées dans une démarche de réduction des déchets ont de multiples intérêts :

- économique : chaque vêtement déposé à une association ou dans une borne à un coût nul pour la collectivité. Inversement, les textiles déposés avec les ordures ménagères représentent une dépense de collecte et traitement (coût complet OMR HT/tonne sur AMP de 308 € en 2016),
- social : la filière de collecte et de tri des textiles génère, à tonnage équivalent, un nombre d'emplois plus important que les autres modes de traitement. De plus, certains collecteurs présents sur le territoire portent des centres de tri locaux avec un travail d'insertion (Le Relais sur Marseille 13014, Magreg sur Marseille 13015 et Provence Tlc sur Vitrolles qui emploient au global une quarantaine de personnes). L'implantation de bornes sur notre territoire montre la complémentarité entre les collectes associatives et la récupération par les

colonnes d'apport volontaire implantées sur les domaines public et/ou privé.

- environnemental : l'éco organisme permet de garantir plus de 99.7% de valorisation des textiles collectés dont 59,4% sont réutilisés en l'état, 40,3% sont recyclés ou valorisés (9,3% en chiffons, 22,5% en effilochage, 7,5% transformés en Combustibles Solides de Récupération et 1% éliminé avec valorisation énergétique).

Au niveau national chaque habitant achète en moyenne 9.2 kg de textiles par an (vêtements, linge de maison, chaussures) dont 3.2 kg/habitant/an sont collectés pour réemploi/réutilisation/recyclage à partir de 41 700 points de récupération de ces textiles, soit une dotation de 1 point pour 1 600 habitants.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence près de 750 points de récupération des textiles sont à la disposition des habitants pour donner leurs vêtements-linge de maison-chaussures, soit un point pour 2 500 habitants. Ces points de récupération ont permis de collecter sur 2016 plus de 1.5kg/habitant/an soit 2 700 tonnes sur la Métropole ce qui est important mais inférieur à la moyenne nationale (3.2 kg/habitant/an qui représenterait pour AMP environ 6 000 tonnes). Ce gisement non valorisé, encore conséquent, nécessite de poursuivre la communication sur le tri des textiles mais aussi d'accroître les moyens de tri mis à disposition des usagers.

Les points de récupération sont constitués majoritairement de colonnes d'apport volontaire installées sur le domaine public (61%) mais également de colonnes d'apport volontaire implantées sur le domaine privé et de vestiaires d'associations.

De plus 6 opérateurs de collecte ont été identifiés sur la Métropole dont 3 sont actuellement sous convention avec les Conseils de territoire (Le Relais, Provence Tlc et Eco-Textiles).

L'implantation des colonnes sur le domaine public est régie par des conventions signées par les conseils de territoire. Ces conventions, sauf pour le conseil de territoire Istres Ouest Provence, arrivent à échéance fin 2018.

Cette délibération a donc pour objet d'autoriser le lancement d'un appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires en vue de leur réutilisation sur les conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec signature d'une convention type relative à l'implantation et à l'exploitation des bornes de récupération des textiles usagés sur le domaine public.

La procédure de l'appel à projets sera la suivante :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation ;
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à

partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation ;

- Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé des vice-présidents déchets des conseils de territoire concernés ainsi que de l'élu Métropolitain délégué aux déchets ménagers. Les candidats pourront être auditionnés par le jury.
- Une fois le ou les opérateurs retenus sur chacun des lots géographiques proposés des conventions d'implantation de ces équipements seront proposés pour une durée de 4 années avec versement d'une redevance d'occupation du domaine public au gestionnaire du domaine (commune ou Métropole) ;
Ces conventions signées entre le gestionnaire du domaine public, la Métropole et l'opérateur retenu préciseront notamment le rôle des opérateurs : recherche et proposition d'emplacements appropriés en accord avec le gestionnaire du domaine public, gestion des demandes d'autorisation d'occupation du domaine public, fourniture, installation et entretien des bornes d'apport volontaire, collecte de ces points, suivi qualitatif et quantitatif du gisement capté, tri et envoi du gisement vers les filières de valorisation.
Chaque responsable de son domaine public reste décisionnaire sur ces implantations et la signature de la convention.
- La mise en œuvre de ces conventions se fera à partir de janvier 2019. Chaque année un bilan sera réalisé des quantités de textiles détournés.

En complément de cette démarche la Métropole engagera des actions de sensibilisation des habitants pour favoriser le réemploi / réutilisation des textiles sur son territoire et encouragera le maillage entre les domaines privé et public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement
- L'information aux conseils de territoire ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017 d'approbation des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- L'information des Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires en vue de leur réemploi / réutilisation représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, en accord avec les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en octobre 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les recettes seront constatées aux budgets correspondants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-3869/18/CM

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention conclue avec l'éco-organisme de la filière des Déchets Diffus Spécifiques ménagers (DDS) MET 18/7126/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

EcoDDS est un éco-organisme opérationnel dédié aux Déchets Diffus Spécifiques des ménages agréé par les pouvoirs publics une première fois par arrêté interministériel du 9 avril 2013, puis par arrêté du 22

décembre 2017 pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018. Sa principale mission est d'organiser le fonctionnement et d'assurer la pérennisation de la filière des Déchets Diffus Spécifiques des ménages dans des conditions respectueuses de l'environnement et de la santé (article R. 543-234 du code de l'environnement).

EcoDDS a conclu le 11 septembre 2017 un avenant à la convention initiale relative à la collecte séparée des Déchets Diffus Spécifiques avec la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'étendre le périmètre.

Cet éco-organisme apporte à chacune des structures concernées des soutiens financiers liés à l'information, la communication et la formation du personnel mais surtout prend en charge l'enlèvement et le traitement des DDS des ménages.

Le renouvellement de l'agrément de la société EcoDDS s'accompagne d'une réévaluation du barème des soutiens financiers.

Il convient donc d'approuver la conclusion d'un avenant entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et EcoDDS. Cet avenant reprendra l'ensemble des engagements précédents

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure un avenant avec EcoDDS ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 ci annexé, conclu avec l'organisme agréé EcoDDS, relatif aux Déchets Diffus Spécifiques ménagers.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-3870/18/CM

■ Approbation d'un dégrèvement sur facture d'eau 2017 suite à une fuite sur les installations privées sur la commune de Gémenos partie villageoise MET 18/6983/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les

demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, une demande de dégrèvement est présentée au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi Warsmann n°2011-525 du 17 mai 2011 relative à la facturation en cas de fuite après compteur ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- La délibération n° DEA 018-1471/16/CM du 15 décembre 2016, portant sur la modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos partie villageoise ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos ;
- L'information du Conseil de territoire Marseille Provence du 15 mai 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les dégrèvements supérieurs à 500m³ doivent être approuvés par le Conseil de Métropole Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dégrèvement suivant sur facture d'eau à Gémenos :

Madame Salietti Juliette (facture 2018-1-2433) pour laquelle le dégrèvement est de 3115.56 euros HT soit 3321.83 euros TTC (2339.59 euros HT soit 2468.27 euros TTC sur le budget annexe eau et 775.97 euros HT soit 853.57 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 3248.70 euros HT soit 3464.69 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau 2018 du Conseil de Territoire – Nature 7011-701241-70123 – Sous Politique F170 Code 3 DEAEG et au budget annexe de l'Assainissement 2018 : Nature 706112-706121 – Sous Politique F110 Code 3 DEAAG.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-3871/18/CM

■ Approbation de l'avenant 1 au contrat d'agglomération de Marseille avec l'Etat et l'Agence de l'Eau MET 18/7173/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat d'agglomération de Marseille signé le 10 juillet 2014 entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, comporte un programme de 25 actions majeures pour l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement de Marseille et de la qualité de ses milieux aquatiques. Son programme représente un investissement de 185 millions d'euros pour lequel l'Agence de l'eau s'est engagée à apporter une subvention de 50 millions d'euros et à rétablir la prime d'épuration en 2018 sous réserve de mise en œuvre du programme d'actions dans les délais impartis. Il porte sur la durée du 10^{ème} programme de l'Agence de l'eau et se termine au 31 décembre 2018.

A la fin de l'année 2017, l'ensemble des opérations inscrites au contrat étaient engagées. La Métropole a réalisé 3 des 5 bassins de stockage des eaux unitaires représentant un volume de 91500 m³. Les programmes d'amélioration du fonctionnement des réseaux d'assainissement, de suppression des rejets directs au milieu et de modification des prétraitements de la station d'épuration ont été engagés. Le montant investi en études et travaux représente une dépense d'environ 100 millions d'euros pour laquelle l'Agence de l'eau a pris des décisions d'aides à hauteur de 32,7 M€HT.

Une part significative des investissements non engagés au 31 décembre 2017 est liée à la réalisation des deux bassins de rétention unitaire du cours Pierre Puget et du quartier de Saint-Mauront, pour lesquels les études préalables à leur

construction ont été lancées. La réalisation de ces bassins se heurte à des difficultés techniques administratives et locales notables, qui les rendent incompatibles avec le calendrier de mise en œuvre du contrat programme et les engagements financiers de l'Agence de l'Eau.

La Métropole a engagé en fin d'année 2016 une étude pour actualiser son schéma de modernisation du réseau unitaire de Marseille réalisé entre 1995 et 1999. Ces différentes modélisations de fonctionnement du réseau unitaire ont permis de simuler plusieurs scénarios et leur impact sur la réduction des déversements au milieu naturel. Cette étude a mis en évidence l'intérêt technique, financier et environnemental de nouvelles actions, en référence notamment à l'arrêté préfectoral notifié le 10 janvier 2018, complémentaire à l'arrêté n°2003-255/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille relatif à la définition de son débit de référence et aux nouvelles dispositions d'autosurveillance du réseau de collecte et à la recherche des substances dangereuses.

Ces nouvelles actions qui visent à réduire les déversements et les débordements comprennent :

- Un ensemble d'études de faisabilité de travaux de reprise de déversoirs d'orage de construction d'un tunnel de stockage,
- Un ensemble de travaux ponctuels sur le réseau, consistant à modifier des déversoirs d'orage et à réaliser un volume de rétention supplémentaire dans un ouvrage existant, la galerie dite du canal.

L'intégration de ces nouvelles actions et les ajustements financiers liés à l'abandon d'opérations structurantes et à l'actualisation des montants engagés nécessite la passation d'un avenant au contrat d'agglomération, dont le programme comporte désormais 24 actions pour un montant total de dépenses estimé à 110 M€HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 005-808/13/CC portant approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et l'Etat.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La non réalisation d'actions structurantes dans le cadre du contrat d'agglomération 2014-2018,
- L'actualisation du schéma de modernisation du réseau unitaire, conduisant à proposer de nouvelles actions, en référence notamment à l'arrêté préfectoral complémentaire du système d'assainissement de Marseille, notifié le 10 janvier 2018,
- La compatibilité de ces actions avec les objectifs et le calendrier du contrat d'agglomération,
- Le projet d'avenant 1 audit contrat permettant d'intégrer ces nouvelles actions et de procéder aux ajustements financiers nécessaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, au contrat d'agglomération entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-3872/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 2 au contrat de gestion du service d'assainissement - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 18/7170/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les avenants au traité de gestion du service d'assainissement y compris passés en In House en application des dispositions de l'article L.5217-2-5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par contrat en date du 24 septembre 2015 visé en Préfecture des Bouches-du-Rhône le 6 octobre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la S.P.L "L'Eau des Collines", dont elle est actionnaire, l'exploitation de la gestion de la Station d'Épuration (STEP) d'Auriol, de Cuges-les-Pins et du collecteur de transfert de Saint-Zacharie à compter du 1^{er} août 2016 ainsi que la gestion du service public de collecte et de transport des eaux usées des communes d'Aubagne, Auriol, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire, Saint-Zacharie et de Cuges-les-Pins à compter du 1^{er} janvier 2017.

Parallèlement, les lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, ont créé la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 qui se substitue dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

Ce contrat a été modifié en juin 2016 pour faire bénéficier les usagers du service d'une baisse de la redevance assainissement au vu des résultats de l'exercice comptable de l'année N-1 et des résultats projetés tel que validés par le conseil d'administration des 9 mars et 8 juin 2016.

Il s'avère cependant nécessaire de procéder à une nouvelle modification du contrat relativement au reversement à la SPL L'Eau des Collines des primes pour épuration, la Direction Générale des Finances Publiques sollicitant l'intégration de ce reversement dans le corpus contractuel en sus de la délibération n°4-0615 du 1^{er} juin 2015 prise par la Conseil communautaire de l'Ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en validant le principe.

Pour ces raisons, il est convenu, sur la base des dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession notamment de son article 55 et des articles 36 et 37 du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession autorisant les modifications contractuelles d'intégrer spécifiquement un libellé propre à satisfaire aux exigences de la Direction Générales des Finances Publiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après intégrant un dispositif contractuel propre au reversement des primes épurations au bénéfice de la SPL L'Eau des

Collines conformément à la décision prise en son temps par le Conseil communautaire de l'Ex Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Les dispositions de l'article L.5217-2 – 5° du Code général des collectivités territoriales ;
- Les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession article 55 et les articles 36 et 37 décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 ;
- La délibération 4-0615 du 1^{er} juin 2015 portant modalités de rémunération de la SPL L'Eau des Collines passé en contrôle de préfecture le 9 juin 2015 ;
- Les dispositions des articles 46 du contrat portant gestion délégué du service public d'assainissement collectif des communes d'Aubagne, d'Auriol, de La Penne-sur-Huveaune, de Roquevaire, de Saint Zacharie et de Cuges-les-Pins à leur SPL « L'Eau des Collines ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 au contrat de gestion du service d'assainissement conclu avec la SPL L'Eau des Collines portant sur l'intégration au contrat d'un dispositif portant reversement des primes pour épuration en réponse à la sollicitation de la Direction Générale des Finances Publiques en complément de la délibération 4-0615 du 1^{er} juin 2015 l'autorisant initialement.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-3873/18/CM

■ **Approbation de l'avenant n° 5 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1
MET 18/7249/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Elle s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, intégrant ainsi 24 ports et depuis le 1er janvier 2018, 4 autres ports communaux sont devenus métropolitains.

La Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Le périmètre 1 situé sur une partie des plans d'eau du Vieux-Port et de l'anse de la réserve objet du présent rapport et du contrat de délégation de service public n°06/191 a été conclu avec le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon. Son échéance initiale était prévue le 31 décembre 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement de cette procédure dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 du futur contrat. Par la suite, la Métropole a dû envisager dans le cadre de la rédaction des cahiers des charges, les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des

Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile.

Par conséquent, 2 avenants approuvés par délibération du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et du 14 décembre 2017 ont permis de reporter le terme du contrat de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2018.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 25 juin 2017. La Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats lors de sa séance en date du 7 décembre 2017. Elle a procédé à l'analyse des offres et admis les candidats à la négociation le 25 mars 2018. Les négociations ont eu lieu au cours des mois de mars et d'avril 2018.

L'attribution ne pourra être soumise qu'au Conseil de la Métropole prévu le 28 juin prochain, ce qui ne permettra pas au contrat d'entrer en vigueur le 1er juillet suivant eu égard aux délais incompressibles inhérents à l'achèvement de la procédure de passation (contrôle de légalité, signature du contrat, notification...).

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de deux mois, temps strictement nécessaire pour finaliser la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier marginal sur le total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR/1/431/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion

et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 1 ;

- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 004-212/11/CC du 28 mars 2011 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 004-833/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 003-897/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°3 relatif à la prolongation de la délégation de service public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1 ;
- La délibération MER 001-3363/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°4 relatif à la prolongation de la délégation de service public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1 ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que le contrat de délégation de service public n°06/191 consenti au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon pour gérer le périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille arrive à échéance le 30 juin 2018 ;
- Que par délibération, en date du 18 mai 2017, a été de nouveau acté le principe de recourir à une délégation de service public pour la gestion du périmètre 1 du Vieux-Port ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne

permettent pas à la Métropole d'assurer l'entrée en vigueur du futur contrat de délégation de service public au 1^{er} juillet 2018 ;

- Qu'il convient de prolonger ce contrat de deux mois soit, jusqu'au 31 août 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 5, ci-annexé, portant prolongation du contrat de délégation de service public de gestion portuaire n°06/191 conclu avec le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon au sein du Vieux-Port de Marseille - périmètre 1.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-3874/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 4 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2

MET 18/7250/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Elle s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, intégrant ainsi 24 ports et depuis le 1er janvier 2018, 4 autres ports communaux sont devenus métropolitains.

La Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Le périmètre 2 situé sur une partie du plan d'eau du Vieux-Port, objet du présent rapport et du contrat de délégation de service public n°06/190 a été conclu avec la Société Nautique de Marseille. Son échéance initiale était prévue le 31 décembre 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement de cette procédure dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 du futur contrat. Par la suite, la Métropole a dû envisager dans le cadre de la rédaction des cahiers des charges, les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile.

Par conséquent, 2 avenants approuvés par délibération du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et du 14 décembre 2017 ont permis de reporter le terme du contrat de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2018.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 25 juin 2017. La Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats lors de sa séance en date du 7 décembre 2017. Elle a procédé à l'analyse des offres et admis les candidats à la négociation le 25 mars 2018. Les négociations ont eu lieu au cours des mois de mars et d'avril 2018.

L'attribution ne pourra être soumise qu'au Conseil de la Métropole prévu fin le 28 juin prochain, ce qui ne permettra pas au contrat d'entrer en vigueur le 1er juillet suivant eu égard aux délais incompressibles inhérents à l'achèvement de la procédure de passation (contrôle de légalité, signature du contrat, notification...).

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de deux mois, temps strictement nécessaire pour finaliser la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier marginal sur le total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR/2/432/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 2 ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 005-834/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 004-898/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à la prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2 ;
- La délibération MER 002-3364/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°3 relatif à la prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie La Société Nautique de Marseille au sein du Vieux-Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que le contrat de délégation de service public n°06/190 consenti à la Société Nautique de Marseille pour gérer le périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille arrive à échéance le 30 juin 2018 ;
- Que par délibération, en date du 18 mai 2017, a été de nouveau acté le principe de recourir à une délégation de service public pour la gestion du périmètre 2 du Vieux-Port ;

- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas à la Métropole d'assurer l'entrée en vigueur du futur contrat de délégation de service public au 1^{er} juillet 2018 ;
- Qu'il convient de prolonger ce contrat de deux mois soit, jusqu'au 31 août 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 4, ci-annexé, portant prolongation du contrat de délégation de service public de gestion portuaire n°06/190 conclu avec la Société Nautique de Marseille au sein du Vieux-Port de Marseille - périmètre 2.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-3875/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 6 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) au sein du Port de la Pointe Rouge - Périmètre 3

MET 18/7251/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Elle s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le 1er janvier 2016, intégrant ainsi 24 ports et depuis le 1er janvier 2018, 4 autres ports communaux sont devenus métropolitains.

La Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Le périmètre 3 situé sur le Port de la Pointe Rouge, objet du présent rapport et du contrat de délégation de service public n°06/192 a été conclu avec le

Yachting Club de La Pointe Rouge. Son échéance initiale était prévue le 31 décembre 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement de cette procédure dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 du futur contrat. Par la suite, la Métropole a dû envisager dans le cadre de la rédaction des cahiers des charges, les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile.

Par conséquent, 2 avenants approuvés par délibération du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et du 14 décembre 2017 ont permis de reporter le terme du contrat de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2018.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 25 juin 2017. La Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats lors de sa séance en date du 7 décembre 2017. Elle a procédé à l'analyse des offres et admis les candidats à la négociation le 25 mars 2018. Les négociations ont eu lieu au cours des mois de mars et d'avril 2018.

L'attribution ne pourra être soumise qu'au Conseil de la Métropole prévu le 28 juin prochain, ce qui ne permettra pas au contrat d'entrer en vigueur le 1er juillet suivant eu égard aux délais incompressibles inhérents à l'achèvement de la procédure de passation (contrôle de légalité, signature du contrat, notification...).

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de deux mois, temps strictement nécessaire pour finaliser la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier marginal sur le total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR/3/433/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 001-943/08/CC du 19 décembre 2008 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 006-1252/09/CC du 26 mars 2009 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 004-471/13/CC du 28 juin 2013 portant approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 005-899/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°4 relatif à la prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de la Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- La délibération MER 003-3365/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n° 5 relatif à la prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) au sein du Port de la Pointe Rouge - Périmètre 3
- L'avis de la Commission de délégation de service public ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que le contrat de délégation de service public n°06/192 consenti au Yachting Club de la Pointe Rouge pour gérer le périmètre 3 du Port de la Pointe Rouge de Marseille arrive à échéance le 30 juin 2018 ;
- Que par délibération, en date du 18 mai 2017, a été de nouveau acté le principe de recourir à une délégation de service public pour la gestion du périmètre 3 du Port de la Pointe Rouge ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas à la Métropole d'assurer l'entrée en vigueur du futur contrat de délégation de service public au 1^{er} juillet 2018 ;
- Qu'il convient de prolonger ce contrat de deux mois soit, jusqu'au 31 août 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 6, ci-annexé, portant prolongation du contrat de délégation de service public de gestion portuaire n°06/192 conclu avec le Yachting Club de la Pointe Rouge au sein du Port de La Pointe Rouge de Marseille - périmètre 3.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
 Publics et Grands
 équipements métropolitains"**

VOI 001-3876/18/CM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel portant résiliation du contrat de concession n°06/098 pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Longchamp-Cassini à Marseille (4ème arrondissement)
 MET 18/4689/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° TRA 4/904/CC du 17 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et

de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain à l'angle du boulevard Cassini et du boulevard du jardin zoologique à Marseille (4^{ème} arrondissement).

Par délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006, a été approuvé le choix du délégataire - à savoir Q-PARK France.

Le contrat de concession n° 06/098 a été passé et notifié à la Société Q-PARK France le 29 septembre 2006.

Par avenant n°1 notifié le 21 septembre 2016, la Métropole a pris acte de la réorganisation du groupement Q-PARK avec pour conséquence la cession du contrat de Q-PARK France à Q-PARK France SAS.

A compter du 1^{er} janvier 2016, date de création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la dissolution des six établissements publics de coopération intercommunale préexistants dont la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n° 06/098 a été transféré de plein droit à ladite Métropole qui devient l'autorité délégante dans le cadre de cette convention.

Des difficultés sont apparues lors de la mise en œuvre de la convention de concession, sur le plan contentieux, ayant conduit à un arrêt de l'opération de réalisation du parc de stationnement pendant plusieurs années.

Dans le même temps, l'évolution des conditions techniques et économiques de la concession, tant en ce qui concerne la réalisation et le coût des travaux, que leur amortissement, ont conduit à un déséquilibre de l'économie du contrat nécessitant de réévaluer les coûts supplémentaires induits tant au regard des modifications à apporter au projet initial, qu'à la prise en compte de la dégradation des conditions de financement des travaux et des possibilités d'amortissement des investissements.

Au vu des estimations réalisées et de l'évolution de la réglementation applicable aux concessions de services publics, la Métropole a estimé que la seule solution envisageable et juridiquement sécurisée était de résilier la convention de concession passée avec Q-Park France SAS.

Des négociations se sont alors engagées entre la Métropole et Q-Park France SAS, dans la mesure où les modalités de résiliation conventionnelles (article 8.6 du contrat de délégation de service public) ne trouvaient pas à s'appliquer «stricto sensu», en raison notamment du fait que la phase constructive n'avait jamais débuté et que, pour cette raison, l'investissement réalisé par le délégataire n'avait pas atteint celui initialement prévu.

Ces négociations ont abouti à des concessions réciproques formalisées dans le projet de protocole transactionnel de résiliation, soumis à votre approbation.

A cet égard, le délégataire a consenti d'une part, à céder à l'autorité délégante l'ensemble des études menées par lui, et d'autre part, à céder la propriété intellectuelle de l'architecte.

Concomitamment à la résiliation de cette concession, il est proposé d'approuver au Conseil une délibération sur l'opération d'investissement relative à la réalisation du parc de Stationnement de Longchamp Cassini à Marseille sous la maîtrise d'ouvrage directe de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 4/904/CC du 17 décembre 2004, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain à l'angle du boulevard Cassini et du boulevard du jardin zoologique à Marseille (4^{ème} arrondissement) ;
- La délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006, approuvant le choix du délégataire Q-PARK France pour cette opération ;
- Le contrat de concession n° 06/098 passé avec Q-PARK France, notifié à cette société le 29 septembre 2006 ;
- L'avenant N°1 à la convention de concession n° 06/098, prenant acte de la réorganisation du Groupement Q-PARK avec pour conséquence la cession de la convention de concession de Q-PARK France à Q-PARK France SAS ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'application de la convention de concession n° 06-098 pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Longchamp-Cassini n'est plus possible dans les conditions techniques et financières initialement prévues ;
- Que la seule solution envisageable et juridiquement sécurisée consiste à résilier la convention de concession passée avec Q-Park France SAS ;
- Que cette résiliation est prévue par voie de protocole transactionnel, pour tenir compte de la situation particulière née de l'arrêt de l'opération pour raisons contentieuses ;
- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'arrêt de l'opération et entraîne renoncement des parties à toute instance et/ou action devant les tribunaux, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec la société Q-Park France SAS, afin de définir les modalités de résiliation de la convention de concession n° 06/098.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel de résiliation de la convention de concession n° 06/098, ci-annexé, prévoyant, après concessions réciproques et pour solde de tout compte, de convertir la subvention d'investissement déjà versée en :

- Une indemnité de remboursement des prestations effectivement réalisées et justifiées dans le cadre de l'application de la convention de concession (à hauteur de 635 693.07 € HT [762 832 € TTC]) ;
- Une indemnité pour compenser le préjudice lié à la rupture anticipée de la convention de concession à hauteur de 1 002 168 € (non soumise à TVA) ;

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-3877/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au Parc de Stationnement Longchamp-Cassini à Marseille (4ème arrondissement)
MET 18/6953/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Projet du parking Longchamp Cassini, d'une capacité de 470 places devrait se situer, à l'angle des boulevards Cassini et du Jardin zoologique, sous les jardins du parc Longchamp.

Il comprendra quatre niveaux souterrains. Les accès s'effectueront depuis le boulevard Cassini. Ce parking sera destiné tout d'abord aux résidents du secteur ; il permettra également de compenser les places de stationnement supprimées sur voirie sur le boulevard Longchamp à l'occasion du tracé du tramway.

Ce parking a fait l'objet d'une procédure de délégation de service public sous la forme de concession d'une durée de 30 ans (réalisation et exploitation du parc), attribuée à la société QPARK par délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006. A ce titre, la Métropole Aix Marseille Provence, qui devrait verser à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, au délégataire une subvention d'équipement d'un montant de 5,295 M€, pour laquelle un 1er acompte de 1,765 M€ d'ores et déjà mandaté.

Des difficultés sont apparues lors de la mise en œuvre de la convention de concession, sur le plan contentieux, ayant conduit à un arrêt de l'opération de réalisation du parc de stationnement pendant plusieurs années.

Dans le même temps, l'évolution des conditions techniques et économiques de la concession, tant en ce qui concerne la réalisation et le coût des travaux, que leur amortissement, ont conduit à un déséquilibre de l'économie du contrat nécessitant de réévaluer les coûts supplémentaires induits tant au regard des modifications à apporter au projet initial, qu'à la prise en compte de la dégradation des conditions de financement des travaux et des possibilités d'amortissement des investissements.

Au vu des estimations réalisées et de l'évolution de la réglementation applicable aux concessions de services publics, la Métropole a estimé que la seule solution envisageable et juridiquement sécurisée était de résilier la convention de concession passée avec Q-Park France SAS.

Des négociations se sont alors engagées entre la Métropole et Q-Park France SAS, dans la mesure où les modalités de résiliation conventionnelles (article 8.6 du contrat de délégation de service public) ne trouvaient pas à s'appliquer «stricto sensu», en raison notamment du fait que la phase

constructive n'avait jamais débuté et que, pour cette raison, l'investissement réalisé par le délégataire n'avait pas atteint celui initialement prévu.

Ces négociations ont abouti à des concessions réciproques formalisées dans un projet de protocole transactionnel de résiliation, soumis à votre approbation dans un rapport spécifique.

A cet égard, le délégataire a consenti d'une part, à céder à l'autorité délégante l'ensemble des études menées par lui, et d'autre part, à céder la propriété intellectuelle de l'architecte.

Afin de poursuivre la réalisation de ce parking, dont les autorisations de construire ont été purgées en 2012, il est envisagé de recourir à une maîtrise d'ouvrage directe.

L'opération d'investissement 2017104300, Parc de stationnement Longchamp Cassini, d'un montant de 18 500 000€ TTC inscrite au budget territoire enregistrée dans l'autorisation de programme 171081BP du programme 08 de la Métropole doit être affectée.

D'autre part, l'opération d'investissement 2006/00143, 204-Parc de stationnement Longchamp Cassini, inscrite au budget territoire enregistrée dans l'autorisation de programme 13108BP du programme 08 de la Métropole doit être ramenée de 6 100 000 € TTC à 1 765 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006, approuvant le choix du délégataire Q.PARK France pour cette opération
- Le contrat de concession n° 06/098 passé avec Q.PARK France, notifié à cette société le 29 septembre 2006 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 15 mai 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de prendre acte de la résiliation du contrat de concession n°06/098 ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 18 500 000€ T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder concomitamment à la révision à la baisse du montant de l'opération dédiée à la subvention d'investissement initialement votée ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la résiliation du contrat de concession n°06/098 passée avec la Société QPARKFRANCE SAS.

Article 2 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2017104300, Parc de stationnement Longchamp Cassini pour un montant de 18 500 000€ T.T.C rattachée au programme 171081BP Code AP 08.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget Territoire selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

CP 2019 : 400 000 € T.T.C
CP 2020 : 3 000 000 € T.T.C
CP 2021 : 13 000 000 € T.T.C
CP 2022 : 2 100 000 € T.T.C.

Article 4 :

Est approuvée la révision à la baisse de l'opération d'investissement 2006/00143, 204-Parc de stationnement Longchamp Cassini, inscrite au Budget Territoire, rattachée au programme 171081BP Code AP 08 pour la ramener à un montant de 1 750 000€ T.T.C.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les

communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"**

CSGE 001-3878/18/CM

**■ Modification des statuts de la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas et nouvelle désignation d'un membre au Conseil d'administration
MET 18/7021/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi de réaliser et gérer un grand stade d'athlétisme couvert homologué pour les compétitions internationales, dénommé « Halle d'athlétisme de Miramas ».

Pour gérer cet équipement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, par délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du 14 décembre 2017, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère administratif, pouvant induire la commercialisation de biens et de services, dénommée « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas », dont le siège est fixé à l'adresse suivante : Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Chemin du Rouquier – BP 10647, 13808 ISTRES cedex.

Les statuts de la Régie tels qu'approuvés ont fixé, à l'article 5.2, la composition du Conseil d'administration de la Régie comme suit :

- 5 représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 3 personnalités qualifiées.

Ils prévoient également la possibilité de désigner dans les mêmes conditions un nombre égal de membres suppléants, appelés à siéger en lieu et place d'un titulaire absent ou empêché.

Toutefois, il apparaît nécessaire afin de sécuriser la constitution de certaines commissions telles que la Commission d'Appel d'Offres de la Régie de la Halle d'athlétisme, de fixer le nombre de représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence à six et de modifier l'article 5.2 des statuts en conséquence.

Dans ce cadre, il convient de procéder à la nouvelle désignation d'un nouveau membre du Conseil d'administration.

Compte tenu de cette modification et afin de permettre une meilleure lisibilité, les statuts, dans leur version consolidée, sont annexés à la présente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant création d'une régie personnalisée à caractère administratif de la Halle d'athlétisme de Miramas, approbation des statuts de la Régie, fixation de la dotation initiale et désignation des membres du Conseil d'administration.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de fixer le nombre de représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence à six et de modifier les statuts ci-joints en conséquence.
- Qu'il convient de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, le nouveau membre du Conseil d'administration.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de l'article 5.2 des statuts relatif à la composition du Conseil d'administration, désormais rédigé comme suit :

« Article 5.2 : Composition

Le Conseil d'administration comprend :

- 6 représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 3 personnalités qualifiées.

Il peut être procédé à la désignation dans les mêmes conditions d'un nombre égal de délégués suppléants, appelés à siéger en lieu et place d'un titulaire absent ou empêché.

Les agents de la Métropole ou de la Régie ne peuvent être membres du Conseil d'administration.»

Article 2 :

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Monsieur Richard Miron en tant que représentant titulaire
- Monsieur Yves Vidal en tant que représentant suppléant
- Madame Hélène Gente-Ceaglio en tant que représentante suppléante

Est désigné en tant que personne qualifiée Monsieur Jean-François Rouillé en lieu et place de Monsieur Jean-Louis Pellegrin.

Article 3 :

Compte tenu de cette modification et afin de permettre une meilleure lisibilité, les statuts, dans leur version consolidée, sont annexés à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.